

Christophe ALBALADEJO et Xavier ARNAULD DE SARTRE (dir.)

# L'AMAZONIE BRÉSILIENNE ET LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

*Expériences et enjeux en milieu rural*



Recherches



*Amériques latines*

*Préface de Philippe LENA*

L'Harmattan



L'AMAZONIE BRÉSILIENNE ET  
LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Collection Recherches Amérique Latine

En amont de la coordination de cet ouvrage, un séminaire en janvier 2003 de la Maison des Sciences de l'Homme de Toulouse (axe « Territoires, Villes, Mobilités », atelier « Frontières et interdépendances » coordonné par M.C. Cassé, laboratoire Dynamiques Rurales) a servi de point de départ, sous le titre « Territorialités en mouvement et développement durable : l'apport méthodologique des fronts pionniers de l'Amazonie brésilienne » ; organisé par C. Albaladejo, X. Arnaud de Sartre et H. Guétat-Bernard, avec l'aide des laboratoires UMR Dynamiques Rurales de l'UTM-ENSAT-ENFA et l'INRA-SAD Toulouse, équipe Médiations, et avec la participation de M.C. Cassé, N. Angelos Menezes, L. Grandchamp, F. Pinton, B. Sourisseau, J. Picard, A. Simões, G. Diniz Guerra.

Cet ouvrage est publié avec l'appui de la Zone Atelier Amazonie du CNRS (Centre National de la Recherche Scientifique) : « Environnement et développement en front pionnier amazonien : étude de sites et analyse d'expériences pour une coévolution de l'agriculture familiale avec son environnement ».

Il a été fabriqué avec le concours de Monique Moralès (IRSAM, Université de Pau et des Pays de l'Adour) et de Raymond Badel (CNRS, UMR 5603).

Photo de couverture : C. Albaladejo, 1997.

© L'Harmattan, 2005  
ISBN : 2-7475-8493-3  
EAN: 9782747584937

Sous la direction de  
Christophe ALBALADEJO et  
Xavier ARNAULD DE SARTRE

L'AMAZONIE BRÉSILIENNE ET  
LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

*Expériences et enjeux en milieu rural*

Préface de  
*Philippe LENA*

**L'Harmattan**  
5-7, rue de l'École-Polytechnique  
75005 Paris  
FRANCE

**L'Harmattan Könyvesbolt**  
1053 Budapest  
Kossuth L. u. 14-16  
HONGRIE

**L'Harmattan Italia**  
Via Degli Artisti, 15  
10124 Torino  
ITALIE

**Recherches Amériques latines**  
*Collection dirigée par Denis Rolland et*  
*Joëlle Chassin*

La collection *Recherches Amériques latines* publie des travaux de recherche de toutes disciplines scientifiques sur cet espace qui s'étend du Mexique et des Caraïbes à l'Argentine et au Chili.

**Déjà parus**

Guido Rodriguez Alcalá et Luc Capdevila (présenté par), *Une colonie française au Paraguay au XIX<sup>e</sup> siècle : La Nouvelle-Bordeaux*, 2005.

Idelette MUZART-FONSECA DOS SANTOS & Denis ROLLAND (org.), *Le Brésil face à son passé : la guerre de Canudos*, 2005.

Severo SALLES, *Dictature et lutte pour la démocratie au Brésil (1964-1985)*, 2005.

STRESSER-PEAN, *Le soleil-Dieu et le Christ*, 2005.

Pierrette BERTRAND-RICOVERI, *Mythes de l'Amazonie. Une traversée de l'imaginaire shipibo*, 2005.

Jean-Pierre BLANCPAIN, *Immigration et nationalisme au Chili. 1810 – 1925*, 2005.

Marc LENAERTS, *Anthropologie des Indiens Ashéninka d'Amazonie*, 2004.

Pietro LAZZERI, *Le conflit armé en Colombie et la communauté internationale*, 2004.

Mylène PERON, *Le Mexique, terre de mission franciscaine (XVI-XIX)*, 2004.

Michel MONER et Christine PÉRÈS (textes réunis et présentés par.), *La littérature pour enfants dans les textes hispaniques*, 2004.

P. LESBRE et M. J. VABRE, *Le Mexique préhispanique et colonial*, 2004.

Carlos AGUDELO, *Enjeux du multiculturalisme*, 2004.

Federica MORELLI, *Territoire ou Nation : Réforme et dissolution de l'espace impérial en Équateur, 1765-1830*, 2004.

Lionel BAR, *Communication et résistance populaire au Nicaragua*, 2004.

## Sommaire

### Préface

**Introduction :** L'Amazonie, un terrain d'expérimentation du développement durable

Chapitre 1 : Situations de l'Amazonie

**Première partie : Le développement durable à l'épreuve de sa mise en pratique, de la notion à l'apprentissage sur le terrain**

Chapitre 2 : Les nouvelles politiques publiques de développement rural en Amazonie : quels apprentissages territoriaux ?

Chapitre 3 : Construction du territoire, développement durable et démocratie sur les fronts pionniers amazonien

Chapitre 4 : Ethnographie d'un projet de développement. Les frontières entre chercheurs et agriculteurs : l'échec d'une expérience d'introduction de la traction animale en tant que processus d'apprentissage social

Chapitre 5 : Ethnographie d'un projet de développement. La gestion concertée des ressources au niveau local en Amazonie Orientale : une utopie nécessaire ?

Chapitre 6 : Le paysage, un outil d'analyse des dynamiques spatiales

**Deuxième Partie : Représentations et pratiques de l'espace par les paysanneries amazoniennes**

Chapitre 7 : Populations traditionnelles : enquête de frontière

Chapitre 8 : Approche cartographique de l'intégration d'un territoire amazonien : la région Barreira Branca (Tocantins)

Chapitre 9 : Gestion de la fertilité des sols d'une localité en Amazonie. Les points de vue des paysans et des experts peuvent-ils se répondre ?

Chapitre 10 : Multipolarité des espaces de vie sur la frontière et construction sociale du territoire

Chapitre 11 : Diversité de l'agriculture familiale et évolution des fronts pionniers : la place des jeunes agriculteurs en question

Chapitre 12 : Ethnographie d'une communauté rurale. Réseaux religieux, liens de voisinage et participation syndicale : la formation d'une congrégation évangélique dans le sud du Pará

Bibliographie

Liste des sigles

Les auteurs

Tables



## PRÉFACE

Devant le peu de succès des actions qui se donnent pour objectif un développement durable, on est conduit à s'interroger sur la capacité de cette notion hétérogène et contradictoire à engendrer les changements nécessaires de nos modes de production et de consommation. Peu importe le terme utilisé, celui-ci passera sans doute et sera remplacé par un autre, ce qui compte c'est de pouvoir désigner un ensemble de politiques et d'actions dont l'objectif est de garantir une «vie bonne» pour tous tout en maintenant l'effet des activités humaines au-dessous d'un seuil permettant la pérennisation de la vie sur la planète. Or les menaces sont graves et l'urgence se fait sentir. Mais les mesures prises jusqu'à présent à tous les niveaux, bien que nécessaires, semblent tout à fait insuffisantes pour freiner l'évolution en cours. Les spécialistes constatent même une accélération de la détérioration de l'environnement, dans toutes ses dimensions, depuis la Conférence de Rio de Janeiro en 1992. C'est pourtant à partir de cette date que des politiques spécifiques ont été mises en place dans de nombreux pays, dont le Brésil. On dispose donc aujourd'hui d'un certain recul pour commencer à évaluer leurs résultats. Le présent ouvrage, qui propose une réflexion sur l'état et les tendances du développement rural durable en Amazonie brésilienne, est donc particulièrement bienvenu.

Pour faire ressortir tout l'intérêt de cet ouvrage, il est important de pouvoir situer les enjeux et le moment particulier dans lesquels il s'inscrit. Et de commencer par une constatation : le rythme de défrichement de la forêt amazonienne brésilienne, avec des hauts et des bas, reste à peu près constant depuis 1988, date à laquelle son étude par les satellites d'observation a commencé. Avec 23 750 km<sup>2</sup> défrichés en 2003, l'Amazonie a même connu le second plus grand défrichement de son histoire<sup>1</sup>. Ceci malgré les politiques de préservation mises en place à partir de 1987 (Programme *Nossa Natureza*) et surtout à la suite de la Conférence de Rio. Contrairement à une opinion très répandue, la forêt est davantage menacée aujourd'hui qu'en 1992. Si les chiffres officiels assument que 16 % de la superficie forestière ont disparu, certaines études sont plus alarmantes. L'organisation non gouvernementale Imazon affirme, dans une étude récente fondée sur des

---

1. Le record absolu ayant été atteint en 1995, avec 29 059 km<sup>2</sup>. Les brûlis réalisés en Amazonie représentent 75 % des émissions de CO<sub>2</sub> du Brésil et en font le 6<sup>ème</sup> émetteur mondial, rivalisant avec les nations industrialisées.

photos satellitaires, que 47 % de la forêt amazonienne montrent des indices d'activités humaines en expansion rapide.

Il est parfois difficile, pour l'observateur extérieur, de comprendre comment une telle chose est possible en dépit de la mobilisation nationale et internationale, de l'implantation de politiques publiques de grande ampleur telles que le PP-G7<sup>1</sup>, de la création d'aires protégées, du retrait des incitations fiscales à l'élevage bovin et de l'arrêt des programmes officiels de colonisation<sup>2</sup>. Il est donc important de comprendre que le régime de «terres libres»<sup>3</sup> en vigueur en Amazonie en fait un lieu privilégié pour une *accumulation prédatrice*, ou «accumulation par expropriation»<sup>4</sup>. Sur les marges du système économique mondial, là où existent encore des espaces et des populations peu intégrés au marché concurrentiel, on peut en effet observer dans toute leur brutalité certaines dimensions de cette accumulation, rendues plus visibles qu'ailleurs. C'est notamment le cas de la conquête de nouveaux espaces (leur «formatation» et leur adaptation à la valorisation marchande) et de la transformation en marchandises de choses qui jusqu'à présent n'en étaient pas : biens communs, nature, savoirs traditionnels, etc. L'accès gratuit aux ressources naturelles et leur exploitation minière, sans restauration de la fertilité, permettent un retour sur investissement très avantageux pour les détenteurs de capitaux, même modestes. Mais en fait l'exploitation de ces biens gratuits permet à une grande diversité d'acteurs de développer leurs stratégies économiques et sociales. C'est là un des fondements de la réelle mobilité sociale observée en régions de «frontière». Les terres libres, et les ressources qu'elles contiennent, constituent donc un enjeu important pour lequel on continue à mourir en Amazonie.

Environ 25 % de l'Amazonie sont aujourd'hui sous le régime de la propriété privée, près de 30 % ont un statut d'Aire Protégée (selon 19 modalités différentes) et 45 % correspondent à des terres publiques. Ajoutons qu'une part significative de ces dernières est déjà occupée de façon illicite (ou sans titre de propriété définitif), toutes les catégories d'acteurs

---

1. Programme Pilote pour la Préservation des Forêts Tropicales du Brésil, financé en grande partie par le G7 et la Banque mondiale.

2. Toutefois remplacés par des *Projetos de Assentamento* réalisés dans le cadre de la réforme agraire.

3. L'expression «terres libres» ne signifie pas obligatoirement que l'accès à la terre puisse être gratuit dans tous les cas, mais que, même si la terre est achetée, sa valeur est nettement inférieure à celle qui est observée dans d'autres régions. Ce qui en fait un facteur de production, ou un objet de spéculation, attractif. Ceci sans compter la vente du bois précieux ni les bénéfices tirés de la fertilité initiale (parfois appelés «rente forestière»).

4. Selon l'expression utilisée par David Harvey (*in : The Limits To Capital*, Oxford, 1999). Ce dernier fait de l'accumulation par expropriation une constante de la croissance économique capitaliste (sous des formes historiques diverses), et non un moment historique inaugural comme le concept d'accumulation primitive.

mettant l'État devant le fait accompli, l'obligeant à légaliser les occupations *a posteriori*. Ce sont bien sûr ces terres publiques qui constituent l'enjeu principal des dynamiques d'accumulation prédatrice. Une grande partie des terres aujourd'hui privatisées appartenaient encore récemment au domaine public. Des dynamiques d'appropriation, licites et illicites, souvent conflictuelles, ont permis la reproduction d'une structure foncière très inégalitaire. De très grandes propriétés, en général consacrées à l'élevage bovin extensif, sont responsables des plus vastes défrichements. Parallèlement, environ 380 000 petites propriétés sont issues des programmes de colonisation (depuis 1970), des programmes de réforme agraire ou de l'occupation spontanée par des familles d'agriculteurs originaires d'autres régions. L'adoption quasi générale de l'élevage bovin extensif par les agriculteurs familiaux a par ailleurs considérablement augmenté leurs besoins de défrichement.

Les exploitants de bois précèdent et accompagnent les fronts pionniers, échangeant l'ouverture de voies d'accès contre le bois précieux qui se trouve sur la terre nouvellement appropriée. L'exploitation du bois est donc partie intégrante de ces dynamiques. Un nouvel acteur a récemment fait irruption dans le paysage amazonien : l'agrobusiness. Le soja mécanisé a conquis les zones de savane et de savane arborée du Mato Grosso, du Rondônia et du Tocantins, il est maintenant aux portes de l'Amazonie. On constate sa présence dans les États d'Amazonas, du Pará et du Roraima, et les pressions des gros producteurs sont grandes pour que l'État de l'Amapá leur ouvre ses portes. S'il n'est pas encore une cause directe de défrichement de la forêt (on ne le plante pas sur défriche), il en est déjà la cause indirecte. De grandes propriétés d'élevage se convertissent au soja et leurs troupeaux doivent trouver de l'espace ailleurs. Avant même son arrivée il provoque ainsi une augmentation du prix de la terre et la concentration foncière. La puissance financière, nationale et internationale, qui se trouve derrière la culture du soja semble de fait irrésistible<sup>1</sup>.

L'appropriation violente et illicite de vastes espaces n'appartient pas au passé. Elle est en cours sur une vaste échelle entre les *rios* Iriri et Xingu (région connue sous le nom de *terra do meio*). Elle est aussi présente dans d'autres régions à une échelle plus réduite. Les *posseiros*<sup>2</sup> sont expulsés, parfois sommairement indemnisés, d'autres fois menacés, voire assassinés. Face à cette situation, et devant l'incapacité de l'État à enrayer ces

---

1. La baisse actuelle des cours du soja aura-t-elle pour effet de mettre un frein aux investissements ? Si elle n'est que conjoncturelle (exceptionnelle reprise de la production américaine) on peut en douter.

2. Occupants (agriculteurs ou extractivistes) sans titre de propriété, qui peuvent faire partie de la vague d'occupation actuelle ou être là depuis des dizaines d'années.

dynamiques<sup>1</sup>, des ONG et des militants défendent la multiplication des Aires Protégées, idée reprise par le Ministère de l'Environnement. Là où existent des habitants, ceux-ci se voient proposer par l'État une des deux principales catégories d'espaces de conservation prévues pour les «populations traditionnelles». Ces Resex (Réserves extractivistes) ou Rds (Réserves de développement durable) correspondent à un droit d'usage exclusif accordé à une «communauté», sur une zone délimitée, en échange de l'acceptation d'un cahier des charges qui limite la substitution de la forêt par des cultures. Le plus souvent, motivés par l'avancée inexorable des fronts d'expansion, les habitants, aidés par différentes organisations représentatives et des ONG, en font eux-mêmes la demande. Bien que les trois quarts des Aires Protégées soient partiellement envahis par des exploitants de bois, des chercheurs d'or, des éleveurs ou des agriculteurs familiaux, cette forme de blocage foncier s'est jusqu'à présent révélée comme la forme la plus efficace pour contenir les fronts. Cela est visible sur les photos satellitaires, qui montrent souvent les zones protégées comme des îles vertes entourées de défrichements. Les candidats à l'invasion savent qu'il leur sera très difficile d'obtenir des crédits pour des activités situées dans ces espaces protégés, et que leurs investissements risquent d'être perdus. Ainsi, il serait théoriquement possible de bloquer l'avancée des fronts et de protéger les modes de vie des populations dites «traditionnelles» avant qu'ils ne soient balayés par l'arrivée des migrants et l'appropriation privée des terres<sup>2</sup>. Comprise par les militants comme une protection ou une reconquête de biens communs, elles s'intègrent bien aux luttes actuelles contre la privatisation généralisée. On ne doit pas nourrir cependant trop d'illusions quant à l'efficacité de telles mesures lorsque ces zones protégées côtoient de grands axes de «développement».

Quoi qu'il en soit, on comprend pourquoi les mesures de protection environnementales n'ont pas eu d'effet sur le volume des défrichements. La création d'aires protégées et les programmes de développement / protection destinés à leurs habitants ont concerné les parties de l'Amazonie encore relativement intactes et les populations qui défrichaient le moins. Les

---

1. Otage d'une dette publique considérable, l'État semble s'accommoder d'une politique de laisser-faire dans la mesure où l'accumulation prédatrice et l'agro business produisent du PIB, ce qui n'est pas le cas des Aires Protégées et des actions de développement durable. De récentes prisons effectuées par la Police Fédérale (Directeur de l'Incrá de l'État du Pará et ses assesseurs) pour cause de complicité dans l'appropriation illicite de terres semblent indiquer une volonté de faire au moins respecter la Loi et lutter contre la corruption.

2. Les Aires Protégées peuvent être Fédérales ou appartenir aux États fédérés. Ainsi l'État d'Amazonas vient d'annoncer (décembre 2004) la création de neuf AP, pour une superficie de 30 000 Km<sup>2</sup>, dans l'intention de bloquer la dynamique de défrichement impulsée par le soja à la frontière de l'État du Mato Grosso. Il s'agit de deux réserves intégrales (Parcs d'État) et de sept zones (dont quatre forêts d'État) où des activités économiques seront autorisées dans la mesure où elles préserveront l'existence de la forêt.

tentatives de freiner l'expansion prédatrice des zones pionnières par l'exercice d'un contrôle et la mise en place de politiques de développement agricole durable n'ont, quant à elles, pas obtenu les résultats escomptés.

Les «populations traditionnelles»<sup>1</sup> ont servi de paradigme pour l'élaboration d'un modèle de développement alternatif appelé «socio-environnemental» (*socioambiental*), adopté par les ONG et depuis peu par le Ministère de l'Environnement. L'argument central est que ces populations vivent de l'existence de la forêt, non de sa destruction. À la chasse, la pêche et l'extractivisme, elles associent une agriculture de défriche / brûlis suivi de jachère qui préserve en effet la forêt en situation de faible densité démographique. Elles sont censées posséder une connaissance approfondie de l'écosystème, pratiquer un mode équilibré de gestion des ressources naturelles et être dotées d'institutions communautaires qui, par contraste avec l'individualisme et la propriété parcellaire des agriculteurs familiaux immigrés, devraient offrir les conditions de base d'une gestion collective durable. La création d'une aire protégée habitée permettrait par conséquent non seulement de protéger la forêt mais aussi une culture, des pratiques de gestion satisfaisantes et des savoirs.

Il semblerait que ces présupposés soient en train d'être sérieusement mis en question face aux difficultés rencontrées par les programmes de développement durable destinés à ces populations. On a souvent négligé leur très grande hétérogénéité et exagéré la profondeur historique évoquée par le terme «traditionnel»<sup>2</sup>. On oublie également que ces populations ont été mises en place par des réseaux marchands (souvent internationaux) et que c'était là leur raison d'être. Lorsque la demande pour un produit diminue elles restent sur place, fournissant aux «patrons» et aux commerçants itinérants une multiplicité de produits forestiers, dans l'espoir qu'une nouvelle demande plus lucrative surgisse à nouveau. Elles ont ainsi participé, à des degrés divers selon les régions, à différents cycles récents (depuis 1960) : chasse commerciale et commerce des peaux (jaguar, loutre, caïman, tortue...) qui a pris fin pour cause de raréfaction de la faune plus que pour cause d'interdiction (en 1981) ; exploitation du bois, avec quasi disparition de

---

1. Paradoxalement, les populations amérindiennes et les descendants d'esclaves fugitifs (*quilombolas*) ne sont pas inclus dans cette catégorie. Leurs terres sont garanties par la Constitution. Sont concernées les populations issues des différents cycles de l'extractivisme marchand, le plus connu étant celui du caoutchouc entre 1860 et 1920. De nombreux *seringueiros* et *ribeirinhos* actuels doivent leur présence à la brève reprise de l'extraction du latex lors de la seconde guerre mondiale.

2. S'il est vrai que certains habitants (rares) peuvent avoir une ascendance qui remonte aux cycles marchands antérieurs au caoutchouc, la plupart sont d'installation beaucoup plus tardive. Au cours d'une visite récente dans une région de l'Amapá consacrée aux «populations traditionnelles», nous n'avons pu rencontrer personne qui soit là depuis plus de dix ans. Au-delà des formes d'habitat plus sédentaires, qui existent aussi, il faut constater l'existence d'une importante population très mobile, à l'affût d'opportunités économiques (ce qui inclut l'exercice d'emplois urbains temporaires).

certaines espèces ; exploitation du *palmito* (dévastation de l'estuaire de l'Amazonie) et aujourd'hui cycle du poisson. Activités somme toute très peu écologiques. On a également beaucoup surestimé l'organisation sociale de type communautaire. Le lien social était avant tout celui du patronage, c'est-à-dire une juxtaposition de rapports verticaux (paternalistes) maintenant les individus dans un rapport de concurrence, avec très peu de rapports horizontaux. L'affaiblissement de la protection patronale a eu pour effet d'ouvrir un espace à l'expansion des religions et au clientélisme politique. Outre l'appartenance à une clientèle, la dimension collective existe sous forme de solidarité ethnique (quand ces populations se reconnaissent une origine indigène), au niveau de la parentèle ou de la religion (qui introduit souvent une ligne de fracture interne au sein de ces «communautés»). Un lien social fondé sur l'intérêt collectif et la gestion des biens communs est encore à créer. C'est paradoxalement l'intervention de développement durable qui, en présupposant son existence, est peut-être en train de l'élaborer.

Mais les aires protégées ne peuvent, ni moralement ni pratiquement, «congeler» les rapports sociaux et les dynamiques économiques. Au contact des différentes institutions gouvernementales et non gouvernementales, les populations commencent à exprimer un besoin de citoyenneté et d'amélioration de leurs conditions de vie. Pour éviter qu'elles soient atteintes par l'exode rural et cessent ainsi de jouer le rôle de «gardiens» de la forêt (qui aurait tôt fait d'être envahie en leur absence), mais pour éviter aussi qu'elles adoptent les formes destructrices de production propres aux fronts pionniers (ce qui serait catastrophique étant donné qu'elles se trouvent en situation de «terres libres» à l'intérieur de leur propre territoire)<sup>1</sup>, il faut pouvoir rendre plus rentables leurs systèmes de production et organiser leurs rapports au marché. Davantage intéressées par l'accès au crédit et à la reconnaissance sociale que par la gestion écologique des ressources, elles adhèrent aux programmes proposés par les ONG et les pouvoirs publics. Mais la reconversion n'est pas aisée pour des gens qui ont vécu dans l'univers culturel de la dette et de la dépendance personnelle propre à l'*aviamento*. Après une période d'enthousiasme, les agents de développement commencent à repenser leurs modes d'intervention. Il apparaît de plus en plus que sans soutien institutionnel fort, le développement durable, qui était en quelque sorte censé préexister aux politiques du même nom, aura bien du mal à s'implanter.

La problématique de développement des aires protégées ressemble de plus en plus à celle de la petite agriculture familiale, au point que les

---

1. On constate déjà une augmentation des défrichements (et de l'élevage bovin) ainsi qu'une diminution de la biodiversité dans les Resex les plus anciennes.

syndicats proposent de regrouper l'ensemble sous le terme de «production familiale», puisque l'expression «agriculture familiale» éliminerait de fait les activités extractives. Sauf en cas de marché très spécialisé et incertain (cuir végétal, produits servant à la fabrication de cosmétiques, etc.) qui exige régularité et qualité (caractéristiques difficiles à assurer étant donné les conditions actuelles de production) l'extractivisme n'assure pas un niveau de vie décent. D'où une recherche de diversification et d'innovation technique. L'élevage bovin n'est donc plus tabou, même si les solutions privilégiées par les agents de développement relèvent davantage des systèmes agroforestiers et de l'implantation d'îlots de productivité (densification localisée des végétaux exploités selon le système extractiviste). Peu à peu les «extractivistes» sont transformés en agriculteurs diversifiés, avec un danger de glissement vers le système pionnier.

La transformation des systèmes productifs mis en place par l'agriculture familiale pionnière pour les rendre plus durables et moins destructeurs s'avère encore plus problématique. Ces systèmes sont fondés sur la substitution de la forêt par des cultures et des pâturages. L'accroissement de la déforestation est dû à l'association de deux facteurs : l'augmentation du nombre des propriétés et la formation de capital productif à l'intérieur de chaque propriété. Le premier est directement provoqué par la situation de terres libres. En l'absence de blocage foncier, différentes stratégies sont mises en œuvre par les familles pour assurer une certaine accumulation. Il peut s'agir de simple spéculation<sup>1</sup> ou bien d'objectifs de reproduction sociale élargie<sup>2</sup>. Il existe naturellement toutes les nuances entre ces deux extrêmes, comme le montre fort bien l'ouvrage. Mais c'est l'accumulation de capital productif sur la propriété (principalement sous la forme de bovins) qui permet tant la concentration foncière que l'installation des enfants. C'est pourquoi la réserve forestière légale de chaque propriété, d'abord de 50 % de la superficie, puis de 80 % plus récemment, n'a aucune chance d'être respectée. Par ailleurs, les lopins de terre changent fréquemment de propriétaire. Les premiers occupants, en général très peu capitalisés, doivent souvent travailler chez des voisins pour survivre et leur rythme de formation de capital productif est si lent que les revenus attendus sont inférieurs au prix de revente de la terre. Sans être de véritables spéculateurs (il en existe aussi) la revente représente pour eux une stratégie rationnelle ; on a pu montrer que

---

1. Il peut s'agir de la «spéculation du pauvre», propre à certaines catégories d'agriculteurs, mais aussi d'investissements réalisés par des commerçants et fonctionnaires.

2. Il n'y a sans doute plus beaucoup de lieux dans le monde où des agriculteurs peuvent se donner pour objectif d'installer la totalité de leurs enfants à la terre, comme c'est encore le cas en zone pionnière. Tant la croissance démographique que la croissance du cheptel bovin sont absorbées tant bien que mal par les terres libres.

ceux qui recommencent plus loin, munis de ce petit capital, parviennent souvent à atteindre un niveau de relative sécurité économique.

Si le foncier n'est pas un facteur limitant, qu'en est-il du travail et du capital ? Au fil des remplacements de propriétaires, ce sont des agriculteurs plus capitalisés qui finissent par reprendre les lots. Quand la formation de ce capital s'est effectuée dans la région, il a essentiellement son origine dans l'élevage bovin et secondairement dans les cultures pérennes (cacao, poivre, café). Mais les crédits et les aides publiques, même modestes et théoriquement voués au développement durable, ont tendance à se traduire *in fine* par des pratiques extensives et surtout pas de l'élevage. Ce dernier est de loin l'activité la mieux adaptée aux diverses stratégies sociales présentes sur les fronts pionniers. Dans une agriculture de type familial, la main-d'œuvre pourrait être un facteur limitant, et l'on observe en effet des différences entre familles en fonction de l'âge et du nombre des enfants. Mais il existe une pratique, courante dans la région, qui permet d'éviter les coûts de main-d'œuvre. Elle consiste à céder une partie de sa propriété à une famille qui va la cultiver gratuitement en échange de la plantation d'un pâturage. C'est donc encore la disponibilité foncière qui permet de faire sauter le dernier verrou à l'expansion indéfinie du système. On comprend mieux que les zones pionnières, même dans le cas des régions qui paraissent «consolidées», ne présentent pas de véritables systèmes productifs stables, ce qui impliquerait la reproduction de la fertilité et non l'exploitation de la «rente forêt». La possibilité d'évasion spatiale est présente à tous les niveaux.

Ce sont donc là les conditions structurelles auxquelles sont confrontés les acteurs du développement durable. Étant donnés les avantages qu'elles offrent, la mobilité sociale réelle qu'elles entraînent et la diversité des stratégies ou des logiques sociales qui les utilisent, comment peut-on y introduire la notion de durabilité ? Cette dernière, même dépouillée de ses aspects les plus normatifs, propose la valorisation / conservation de la réserve forestière, l'introduction de systèmes agroforestiers, la limitation de l'élevage bovin, l'intensification et la diversification des activités. Toutes choses qui se heurtent aux logiques sociales et économiques en vigueur. Ces logiques, et les stratégies d'accumulation qu'elles développent, conduisent-elles inéluctablement à l'élimination des plus faibles et à la concentration foncière ? Pour éviter cela, les acteurs du développement durable souhaitent «stabiliser» cette agriculture pionnière, lui donner les capacités de résister face aux dynamiques de concentration et aux effets délétères d'une intégration anarchique au marché. Ils voudraient éviter ce qu'on appelle parfois la «modernisation conservatrice» et promouvoir une agriculture alternative, paysanne, diversifiée, fondée sur des associations autogérées,

incorporant peu d'intrants et tirant parti de la diversité écologique. Pour cela, la recherche-action et les projets de développement ont d'abord eu recours à la «participation des populations locales», au renforcement des organisations représentatives (syndicales en particulier) et des associations de producteurs. L'enthousiasme du début fait maintenant place à un certain désenchantement. La foi dans les seules solutions techniques recule face à la complexité croissante des situations. La décentralisation des politiques publiques et la multiplication des actions en faveur de l'agriculture familiale à partir de 1995, l'intervention croissante d'acteurs non gouvernementaux, la création d'organisations privées d'assistance technique (souvent liées aux syndicats), la formation de conseils locaux de développement, ont multiplié les espaces de conflit et de négociation. Si la démocratie a tout à y gagner, si l'espace de discussion ainsi créé permet à la singularité des trajectoires et des désirs de mieux s'exprimer, on constate de façon concomitante l'émergence d'un champ de disputes pour le monopole de la définition des stratégies de développement. Les chercheurs, qui croyaient être en dehors, s'aperçoivent qu'ils en font partie à leur corps défendant.

De plus, ils s'aperçoivent que quand ils parlent de technique, leurs interlocuteurs pensent politique. Quand on croit aborder des questions politiques, on se rend compte que la logique sous-jacente est clientéliste. Lorsqu'on débat de questions syndicales, ce sont des logiques de parentèle, des fractures religieuses ou des rivalités de voisinage qui se révèlent. Les différentes logiques s'interpénètrent à l'infini, subvertissant les interventions institutionnelles.

L'ouvrage organisé par C. Albaladejo et X. Arnauld de Sartre est important parce qu'il prend acte de cette complexité. Il est l'expression d'un retour réflexif sur les pratiques récentes<sup>1</sup> et représente de ce fait un apport critique et méthodologique de grande valeur pour tous ceux qui sont concernés par des interventions de développement. Les auteurs portent leur attention, non plus sur les actions de développement, mais sur la **relation de développement**, sur les interactions singulières qu'entretiennent les différents agents (et notamment la recherche-action) avec les populations et les dynamiques locales. Il ne s'agit plus seulement de négocier mais de co-produire le développement. Si de grandes orientations demeurent (et comment pourrait-il en être autrement ?) les familles d'agriculteurs sont avant tout écoutées. Les solutions pratiques n'existent pas *a priori*, elles doivent être élaborées conjointement avec les intéressés. Même sans grandes illusions sur la «participation» et la «concertation» au sein des projets de développement (caractéristiques de la phase antérieure), les auteurs montrent

---

<sup>1</sup> Ainsi que sur les théories et interprétations qui les accompagnaient.

néanmoins qu'un processus de démocratisation et d'apprentissage social, certes fragile et réversible, est en cours. Plus que l'obtention de résultats conformes à ce qui était prévu (un bilan de ce genre est souvent décevant), ils montrent que la multiplication des interventions de développement a pour effet d'augmenter le nombre d'agriculteurs qui sont amenés à penser leur futur en fonction d'informations nouvelles, à délibérer collectivement et à faire des choix. L'interaction produit donc du changement. C'est par conséquent à une véritable réflexion autour de la difficile élaboration d'un espace de reconnaissance mutuelle, préalable à tout projet démocratique, que nous invite cet ouvrage.

*Philippe Léna*  
*Directeur de Recherche à l'IRD*

## INTRODUCTION

# L'Amazonie, un terrain d'expérimentation du développement durable

*Christophe ALBALADEJO  
et Xavier ARNAULD DE SARTRE*

L'Amazonie synthétise par excellence les enjeux du développement durable. Le plus grand massif forestier de la planète, réservoir de biodiversité et lieu de régulation du climat, est le thermomètre de la dégradation de l'environnement. Le déboisement étant considéré comme le principal indicateur de cette dégradation, c'est à sa limitation que visent les politiques de développement durable. Mais le développement durable, comme la contention des déboisements, sont des objectifs apparus trop récemment pour pouvoir être atteints par une simple décision politique : dix ans après l'intronisation mondiale du développement durable au Sommet de la Terre de Rio, cette idée est fortement critiquée. Il n'en faut pas plus pour que certains déclarent qu'il s'agit d'une belle idée inapplicable, et le demi-échec du second Sommet de la Terre qui s'est tenu en 2002 à Johannesburg manifeste les limites d'une notion floue, synthèse géopolitique à usage diplomatique pour les uns, objectif trop vague pour être appliqué dans des politiques précises pour les autres.

Aujourd'hui, le développement durable est à un tournant de son histoire : s'il ne veut pas disparaître dans le cimetière des belles idées, il lui faut se modifier, tirer des leçons de ses échecs, mais aussi de ses réussites. Et il lui faut encore savoir s'adapter dans des situations très précises. C'est à cela que veut contribuer le présent ouvrage, en essayant de faire un bilan de dix années de développement durable en Amazonie. Ce bilan vise à faire un point, à partir d'études précises, sur des expériences de développement durable qui ont été menées en Amazonie brésilienne et / ou sur la manière dont celles-ci pourraient s'articuler aux logiques des populations locales. En ceci, l'ouvrage a vocation à dépasser le contexte amazonien, pour en souligner l'intérêt méthodologique.

Ce bilan, bien évidemment, ne s'aurait s'abstraire du passé de l'Amazonie : pas plus qu'il ne se décrète, le développement durable ne s'applique sur un terrain vierge. Des dynamiques héritées du passé contraignent fortement le présent, et en font ressortir les enjeux. Il y a une spécificité irréductible de l'Amazonie. Si l'on cherche à en faire un

laboratoire de l'application du développement durable et à en tirer des enseignements généralisables dans d'autres situations, il faut au préalable être capable de souligner cette singularité. Il faut aussi, pour y tirer un bilan de l'application du développement durable, trouver des indicateurs pour mesurer ce dernier et, plus largement, préciser quels sont les enjeux de la durabilité en Amazonie.

### **Quelle stabilisation des fronts pionniers observe-t-on ?**

L'Amazonie a un certain nombre de spécificités qui en font à la fois un cas particulier et un cas d'école. Le déboisement y a trois causes principales, qu'Hervé Théry rappelle dans le premier chapitre : l'exploitation forestière, la mise en place de grands projets d'infrastructure et la colonisation agricole. Parce que la troisième est souvent la conséquence des deux premières, elle est souvent la plus visible. La colonisation se fait par le biais de fronts pionniers agricoles, zones de colonisation récentes gagnées sur la forêt amazonienne. Ce phénomène est ancien : certaines zones en bordure orientale et septentrionale de la forêt amazonienne, qui il y a trente ans étaient encore en forêt, sont aujourd'hui complètement déboisées. Plus largement, on peut considérer que depuis le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, de nombreux fronts pionniers ont fait reculer la forêt sur tout le territoire brésilien, que ce soit dans le Sud, le Nordeste, le Centre-Ouest ou le Nord. Considérer les fronts pionniers dans cette perspective historique revient à les inscrire dans une politique générale d'occupation de l'espace très consommatrice de terre, que Martine Droulers (2001) qualifie de «géophagique».

Or, cette consommation de terre se révèle très souvent être un gaspillage dans la mesure où les terres occupées par les fronts pionniers agricoles sont le plus souvent affectées à l'élevage extensif. Le phénomène est le suivant : des agriculteurs à la recherche de terre profitent de l'aubaine de l'ouverture d'un front pionnier pour s'appropriier, avec ou sans l'aide de l'État, une terre. Ils déboisent et travaillent cette terre quelques années puis la vendent à des grands éleveurs (*fazendeiros*), qui se constituent ainsi de grands domaines ; les agriculteurs familiaux, eux, partent vers un nouveau front pionnier, où la même situation va se reproduire. C'est ainsi que, même dans des zones où les structures foncières ne sont pas figées dès le départ, se reproduisent les très grandes inégalités foncières caractéristiques du Brésil et, plus largement, de l'Amérique Latine ; un certain déterminisme semble gouverner l'évolution des territoires en Amazonie.

Dans un précédent ouvrage consacré aux fronts pionniers amazoniens et publié, au milieu des années 1990, dans la même collection (Albaladejo et Tulet, 1996), un débat est apparu entre deux visions contrastées de

l'évolution possible des fronts pionniers. Si les auteurs s'accordaient pour qualifier l'évolution des fronts pionniers par une succession de phases, allant de l'occupation à la consolidation, puis à l'intégration régionale, ils divergeaient dans leur vision de cette évolution. Martin Coy (1996) avait une vision très déterministe : pour lui, les fronts pionniers actuels sont la reproduction d'un mouvement ancien, qui a toujours donné lieu au même type d'évolution ; on peut donc, de son point de vue, modéliser l'évolution des fronts pionniers. Le fruit de cette évolution est la concentration foncière aux mains de quelques grands propriétaires, et le départ des premiers occupants, les agriculteurs familiaux, qui soit partent grossir les faubourgs des villes, soit migrent vers de nouveaux fronts pionniers. Christophe Albaladejo et *al.* (1996) se plaçaient au contraire dans une perspective constructiviste : pour eux, l'évolution vers des régions vides d'hommes n'est pas inéluctable ; elle dépend d'un ensemble de facteurs qui se manifestent au moment de la consolidation du front pionnier.

De fait, trente ans après le début de la colonisation, l'Amazonie des frontières est bien en train de se régionaliser. Alors qu'au milieu des années 1990 Martine Droulers parlait, pour qualifier différents types d'occupation de l'espace en Amazonie, d'Amazonie des fleuves (l'Amazonie traditionnelle) et d'Amazonie des routes (celle de la colonisation) (Droulers, 1995), elle constate, dans un ouvrage récent, l'émergence d'une «Amazonie des régions» (Droulers, 2004). La croissance urbaine de l'Amazonie, et les signes d'une stabilisation de «l'agriculture familiale», laissent penser que cette évolution est bien en cours.

Mais un élément est venu renouveler ce questionnement : l'émergence des politiques de développement durable. Les phénomènes de frontières ont attiré l'attention des médias et des agences de développement au cours des années 1980, parallèlement à l'émergence des problématiques environnementales dans l'opinion publique internationale. Localement, le système d'avancée des fronts pionniers est combattu par deux types d'acteurs : on connaît bien les agences de développement qui veulent lutter contre le déboisement. Elles ont fait alliance avec la gauche brésilienne qui réclame une réforme agraire au Brésil. Cependant la difficulté qu'ont les agriculteurs familiaux à se stabiliser fragilise leurs positions : en effet, ces migrations successives permettent aux opposants à la réforme agraire de stigmatiser l'incapacité de l'agriculture familiale à pratiquer une agriculture stable. Dès lors, l'objectif commun des défenseurs de l'agriculture familiale (syndicalistes en tête) et des protecteurs de la forêt amazonienne devient de stabiliser l'agriculture familiale dans les fronts pionniers existants afin de limiter l'avancée de nouveaux fronts pionniers.

Le développement durable constitue un cadre dans lequel peut se réaliser cette alliance : son objectif, le développement de la génération actuelle sans remettre en question la capacité des générations futures à se développer, correspond bien aux attentes de ces deux types d'acteurs ; d'autant plus qu'une agriculture durable contient explicitement la référence à une stabilisation dans l'espace par une augmentation de la productivité des terres sans usage d'intrants. Ce cadre, qui a bénéficié de financements non négligeables, explique le grand développement d'actions de développement ayant comme objectif la gestion durable des fronts pionniers amazoniens (Lachartre et Léna, 2002). Succès d'autant plus spectaculaire que la rhétorique du développement durable a maintenant gagné le gouvernement brésilien, qui prétend mettre en place ce que Martine Droulers appelle une «géosophie», mode de gestion durable du territoire (Droulers, 2001 et 2004).

Il y a là un élément pour penser une évolution différente des frontières amazoniennes : «S'il est certain que les pressions vont considérablement augmenter, il serait hasardeux d'en prédire la forme et l'intensité à l'échelle locale ou régionale. La vision déterministe [de l'évolution des frontières] semble peut-être mise en échec (jusqu'à quel point ?) par les contre-pouvoirs que constituent la prolifération associative et l'extension des réseaux. Ils introduisent un facteur d'innovation et d'imprévisibilité. Contrairement à la situation d'il y a dix ans, il semblerait qu'au lieu de se restreindre, les marges de manœuvre se multiplient» (Léna, 1999, p. 119).

Mais pour avoir une chance de transformer les dynamiques d'occupation de l'espace, les nouveaux acteurs du développement durable doivent d'abord susciter des changements d'ordre socio-politique : en effet, les relations sociales sont, en Amazonie, caractérisées par la prégnance de relations clientélistes, qui prennent la forme particulière de la fiction paternaliste (Léna et *al.*, 1996). C'est par le biais de réseaux d'allégeance personnelle que l'aide publique parvient aux populations à qui elle est destinée ; or, la finalité de ces réseaux n'est pas le développement, mais leur propre reproduction. Ces relations, qui prennent la forme de véritables habitus de non-développement, contraignent très fortement toute action ; à tel point que la réussite des politiques de développement suppose la rupture avec ces dynamiques.

Géophagie contre géosophie, paternalisme contre démocratie, grande propriété contre agriculture familiale. Le développement durable suppose, en Amazonie, une rupture avec de nombreux héritages. Si cela réduit un peu la dimension d'exemplarité du cas amazonien, il y a au moins une dimension commune avec toute autre situation : le fait que, de toute façon, l'idée de développement durable, au moins dans l'acception que nous en prenons, suppose une rupture profonde avec les pratiques de développement

antérieures. C'est cela que nous voulons préciser à présent, en exposant la manière dont nous étudierons les politiques de développement durable en Amazonie.

### **Quels indicateurs de la durabilité utiliser pour décrire l'Amazonie ?**

Définir des indicateurs de durabilité n'est pas simple à faire : cela implique d'abord de nous interroger sur ce qu'est le développement. Une vision critique du développement en fait un avatar de la notion de «progrès», caractéristique des sociétés occidentales (Rist, 1996). Selon la conception moderne de la croissance économique, que l'on peut caractériser à partir des travaux de Rostow (1960), les sociétés évolueraient mécaniquement, en passant par des stades différents. De l'autosubsistance à la société de consommation de masse, chaque économie doit passer par des phases progressives, selon une vision qui fait du développement une sorte de course entièrement dirigée vers un but unique et suivant un itinéraire obligé. Les politiques de développement viseraient à favoriser le changement de phase. Ainsi la force prise par le développement durable serait le signe d'une volonté d'infléchir, par une politique volontaire, les modèles de développement actuels vers des modèles plus justes et plus respectueux de l'environnement. C'est cette conception qui est critiquée par ceux qui disent que cela ralentit la «croissance», seule capable de réduire la pauvreté et de financer des recherches pour permettre au génie humain de reconstruire ce qu'il détruit.

Mais on peut avoir une autre conception du développement : elle part du principe qu'il n'y a pas un chemin unique pour se développer, mais qu'il y a autant de chemins et de types de développement qu'il y a de sociétés. Dès lors, l'important ne se situe pas tant au niveau des résultats escomptés, qu'au niveau de la méthode suivie pour les atteindre. Cette conception se situe dans une perspective critique par rapport à la précédente : «La volonté contemporaine de respecter et de tirer parti de la diversité environnementale constitue en effet un défi à la modernité, car celle-ci est connue pour sa tendance uniformisatrice liée au principe d'universalité qu'elle proclame comme son fondement. Le développement durable induit donc une réflexion sur le rôle, la place et la fonction du milieu dans le devenir de l'action humaine sur terre, mais il engage aussi à s'interroger sur la réalité de l'impact de la modernité sur la pensée aménagiste vis-à-vis du milieu» (Berdoulay et Soubeyran, 2000). Au-delà de la critique épistémologique que le développement durable apporte, implicitement, à la conception moderne de l'aménagement, il appelle à l'émergence de nouvelles conceptions de la «relation de développement». Cette relation ne veut plus en effet se penser comme une simple application locale de politiques génériques décidées

«d'en-haut». Les interactions singulières avec les populations et les dynamiques locales «font» aussi le développement, et n'en sont pas qu'un simple contrecoup, une retombée locale.

C'est bien ce que traduisent les mots d'ordre du développement «participatif» et «durable», à la mode avec persistance depuis près de vingt ans. Le développement à présent ne se veut pas seulement «négocié» avec les populations, mais co-produit avec elles. Il doit également répondre aux demandes des populations présentes, sans compromettre les possibilités des générations futures. Ces deux conditions conduisent à insérer le développement dans les relations aux autres et au territoire qui se nouent localement, dans les conditions concrètes et singulières de vie et de travail (notamment d'exploitation des ressources) des populations, dans leurs histoires aussi, et dans leurs capacités à se projeter dans l'avenir.

Aussi cela doit-il conduire à modifier profondément nos manières d'aborder le développement durable en Amazonie. Certes, on peut l'analyser à l'aune d'indicateurs «objectifs», comme les taux de déboisement ou des indicateurs sociaux. De ce point de vue, le bilan est peu encourageant : la colonisation du massif forestier amazonien a considérablement augmenté dans les années 1990. Ainsi, alors que les taux de déforestation très élevés des années 1980 (1,98 millions d'hectares par an étaient alors déboisés) ont quelque peu diminué au début des années 1990 (1,38 millions d'hectares par an), ils ont retrouvé de hauts niveaux à la fin des années 1990 (1,90 millions d'hectares par an). L'arc de la déforestation a progressé sur les franges orientales et septentrionales de l'Amazonie brésilienne (carte 1).

De manière plus précise, Hervé Théry propose, dans cet ouvrage, un panorama de l'Amazonie à partir de ces indicateurs : il montre clairement la distance qu'il reste à parcourir pour atteindre les objectifs affichés par le développement durable. À l'échelle du Brésil, les principaux indicateurs économiques et sociaux présentés sont largement en défaveur de la région amazonienne, et les productions qui la placent à un rang enviable (l'exportation de bois, l'élevage et le soja) sont aussi les plus prédatrices pour l'environnement. Ce chapitre pourrait d'ailleurs asséner un coup fatal aux défenseurs du développement durable en montrant que les principaux objectifs des plans de colonisation de l'Amazonie édictés par les militaires dans les années 1960, pendant l'heure de gloire de la conception moderne du développement, sont soit atteints, soit projetés pour les années à venir. Actuellement, il ne s'agit plus de savoir où les grands couloirs de circulation passeront et de se poser des questions existentielles sur un grand zonage de l'Amazonie : les tendances sont déjà données. Mais ce que propose Hervé Théry, c'est aussi d'observer pragmatiquement là où ces couloirs en interconnexion se superposent avec des projets qui leur sont contradictoires

(réserves, territoires indigènes, etc.). Il invite dès lors à affiner nos analyses dans ces régions.

La plupart des chapitres de l'ouvrage décrivent des situations d'une de ces régions, celle des fronts pionniers d'Amazonie Orientale (carte 2). Cette focalisation sur une région particulière s'explique en particulier par le caractère exemplaire de la région : située «à cheval» sur l'arc de la déforestation (carte 1), elle comprend à la fois des territoires déjà intégrés à cet arc (partie orientale de la carte 2) et à des territoires en cours d'intégration (partie occidentale de la carte 2). En effet, la région de la Transamazonienne est sans doute dans les prochaines à être intégrées à l'arc de la déforestation (Arnauld de Sartre, 2004) : la construction d'un barrage hydroélectrique colossal auprès d'Altamira, les pressions exercées sur la «terre du milieu» (région de São Félix du Xingu), le goudronnage probable des routes Transamazonienne et Cuiaba-Santarém, etc., font considérablement augmenter les pressions sur cette zone.

Il y a là un cas exemplaire pour observer les dynamiques à l'œuvre avant la manifestation de ces pressions et qui peuvent, dans le contexte actuel, les transformer. Elles ne sont pas toujours mesurables, ou du moins pas avec les outils classiques à notre disposition. Si ce que l'on cherche à savoir est en quoi le développement durable est la manifestation d'une crise de la modernité et de la relation de développement verticale, ce n'est pas avec des indicateurs classiques que l'on peut détecter et prendre la mesure de cette crise. Il faut au contraire essayer de comprendre comment peut se faire la rencontre entre une action de développement et les populations locales, entre des grands objectifs, forcément flous mais encadrés par les exigences de durabilité, et les pratiques de populations particulières situées dans des territoires particuliers.

La nouveauté de l'objet impose de définir un cadre d'analyse *ad hoc*, de déconstruire les concepts habituellement utilisés pour décrire les réalités afin d'en proposer de nouveaux. C'est ce que font les auteurs dans cet ouvrage, qui en cela aussi apportent un regard méthodologique sur l'évaluation des politiques de développement durable. Nous verrons alors que le développement durable revient à comprendre les pratiques des populations locales, en particulier par rapport aux objectifs économiques, sociaux et environnementaux du développement durable, et à définir des méthodes qui sachent activer les potentialités observées dans les pratiques de ces populations.

C'est par rapport à ces deux préalables que nous avons défini le plan de l'ouvrage. Faire un développement respectueux des attentes des populations revient, principalement en Amazonie, à démocratiser la relation de développement, à comprendre les pesanteurs qui y pèsent et à définir des

méthodes aptes à s'en dégager. Comprendre les pratiques des populations rurales revient à identifier les logiques sociales qui président à leur définition et dont la compréhension est la condition de mise en place d'une action dont les objectifs ne soient pas que ceux des acteurs de développement. C'est sur cette base que nous pourrions dresser un bilan de dix années de développement durable en Amazonie.

### **Les pratiques de développement durable en Amazonie face à l'apprentissage au quotidien de la démocratie**

La première partie de cet ouvrage questionne la manière dont les politiques publiques préparent l'Amazonie au défi de créer un territoire régional, en l'abordant dans le cas des espaces ruraux. L'agriculture familiale étant au centre de tout projet de territoire durable en Amazonie, la question se pose d'une analyse de la déclinaison dans les situations amazoniennes des politiques publiques en faveur de cette catégorie.

Le texte de Christophe Albaladejo s'interroge sur les transformations que produisent les nouvelles politiques de développement rural au Brésil inspirées du concept de «pacte territorial». Ce travail de recherche permet à la fois de présenter les principes de l'action publique en faveur de l'agriculture familiale au Brésil et de s'interroger sur son applicabilité en Amazonie. Dans les textes, les actions en faveur de l'agriculture familiale ne se veulent plus conçues de façon sectorielle («pour la production agricole» ou «pour la paysannerie»), mais au travers des dispositifs délibératifs, au niveau local notamment (Conseil Locaux du Développement, etc.), intégrant plus largement tous les acteurs des territoires ruraux. Comment et jusqu'où ces principes de gouvernance territoriale, conçus en fait pour le Sud du Brésil, sont-ils applicables dans une région comme l'Amazonie, caractérisée par la violence et la prégnance des relations de paternalisme et de clientélisme ? L'analyse s'appuie sur les théorisations de l'apprentissage social (Röling, 1994) et de la théorie de l'équilibration (Piaget, 1975) pour tenter de qualifier non pas un état (la gouvernance territoriale), mais un processus (celui de la démocratisation du quotidien et de la transformation territoriale). Elle prend appui sur des entretiens réalisés en 2002 avec les principaux acteurs du développement dans la région de Marabá (État du Pará), que l'auteur compare à la situation du milieu des années 1990. Il montre l'ampleur apparente des changements survenus pendant ces années (recrutements d'agents, décentralisation voire privatisation du conseil technique, complexification des procédures, multiplication des instances de concertation...), et, dans le même temps, la reproduction des pratiques habituellement clientélistes et corporatistes du développement. Malgré le poids des habitus dans la relation de développement, un processus

d'apprentissage social semble cependant à l'œuvre. Ce processus est fragile et instable. Son instabilité tient notamment à ce qui apparaît encore comme des «ajouts», voire des placages, de nouvelles procédures ou dispositifs aux côtés du fonctionnement traditionnel de la société rurale amazonienne. Ce texte plaide pour la réintroduction du temps long et de l'histoire dans les études sur la gouvernance.

Jacky Picard complète cette étude par une analyse des effets de ces politiques publiques dans les modes de fonctionnement et les productions de deux localités de la région de Marabá : Rio Vermelho et Benfica. Rio Vermelho a accédé aux programmes de crédit en faveur des agriculteurs familiaux à travers la médiation d'un éleveur de la localité hostile aux syndicats paysans ; le conseil technique a quant à lui été assuré par l'agence gouvernementale de développement, l'Emater. À Benfica c'est le syndicat qui a fait l'intermédiation, et la coopérative de techniciens liée à ce syndicat a réalisé le conseil technique. Dans les deux cas, les crédits ont favorisé l'élevage bovin viande extensif, dont on peut douter de l'effet sur la pérennisation de l'agriculture familiale et sur l'atténuation des déboisements... Une tentative de diversification a eu lieu à Benfica (cultures annuelles, pisciculture...), mais la différence entre ces deux localités tient surtout aux effets de cette politique sur un apprentissage plus marqué de la démocratie à Benfica qu'à Rio Vermelho. Certes il convient, dans les deux cas, d'être en bons termes avec le président si l'on veut accéder aux crédits, mais le fonctionnement du syndicat a fait une place bien plus effective aux nouvelles instances de décision et concertation que le réseau de clientèle du notable local de Rio Vermelho. Même à Rio Vermelho, l'aide publique au développement de la petite agriculture familiale, malgré ses travers, contrarie les réseaux de clientèle et favorise à terme un fonctionnement plus égalitaire et démocratique. Cette démocratisation a tendance à faire émerger d'autres projets de vie dans le territoire et donc d'autres productions que l'élevage bovin extensif ; elle fait également du niveau local un niveau essentiel d'élaboration d'un projet territorial plus durable.

Deux enseignants-chercheurs d'universités brésiliennes (Aquilés Simões et Heribert Schmitz), qui ont été très fortement engagés dans une ONG de la région d'Altamira (le Laboratoire Agro Écologique de la Transamazonienne), s'interrogent sur leur participation à un projet de recherche-action consistant à tenter d'introduire la traction attelée en Amazonie. Il faut rappeler qu'en Amazonie la terre est meuble derrière une défriche-brûlis de forêt (primaire ou secondaire<sup>1</sup>). Qu'est-ce qui peut bien motiver alors des

---

<sup>1</sup> En revanche les pâturages, au contraire des friches, peuvent avoir un dramatique effet compactant sur les sols, diminuant nettement leur fertilité.

agriculteurs à solliciter des chercheurs agronomes pour les aider à intensifier l'usage des terres cultivées en introduisant la traction attelée ? Une volonté de produire plus pour le marché ? Des préoccupations environnementales ? Simões et Schmitz, qui comme bien d'autres techniciens en ont fait les frais à leurs dépens, montrent que c'est la recherche d'avantages politiques qui motive cette demande de collaboration avec la recherche. Quelle que soit ensuite l'attitude adoptée – critique, empathique ou distante – il est très difficile pour le chercheur de ne pas se faire manipuler et utiliser comme «ressource» dans les réseaux d'allégeance et de clientèle qui fondent localement le champ politique. Que le projet soit cohérent ou non sur le plan technique importe peu, le principal est qu'il aide les *leaders* qui l'ont soutenu à se faire élire... Dans ce contexte, le «développement participatif», la recherche-action ou la recherche en partenariat ne sont-ils pas des méthodes illusoire, voire ingénues ? L'expérience des auteurs et la vision théorique du développement de l'agriculture familiale qu'ils en tirent conduisent à une analyse bien plus nuancée. Ils montrent notamment, à travers trois phases du projet, une évolution des rapports entre le champ scientifico-technique et le champ syndicalo-politique. Leur thèse est même celle de l'émergence, à travers la multiplication des expériences de développement durable ou participatif et la démocratisation de la société, d'un champ «critique» (il faudrait dire aussi «dynamique»), celui du développement de l'agriculture familiale, une sorte de champ technique non plus uniquement dépendant du politique mais en voie d'autonomisation... L'explication des marges de progrès en Amazonie se fait donc plus grâce à la mobilisation de concepts dynamiques que par la description des proximités à des états stables.

Dans la même perspective, Christophe Albaladejo et Iran Veiga se posent la question des conditions de mise en place des principes de «gestion concertée des ressources naturelles» au niveau local en Amazonie Orientale. Un projet de gestion paysanne de la forêt native, appuyé par le Ministère Brésilien du Milieu Naturel et réalisé par le Laboratoire Socio Environnemental du Tocantins (Lasat), conjointement avec trois syndicats de travailleurs ruraux de la région de Marabá, sert de cadre à cette réflexion ; mais ils essaient de dégager de cette expérience des principes méthodologiques et théoriques. Trois dimensions d'une gestion concertée selon la théorie des organisations sont abordées : premièrement les limites et la morphologie du système d'action concret concerné, deuxièmement les savoirs de gestion des ressources en jeu et, troisièmement, les conditions et la qualité de la délibération entre acteurs à propos de cette gestion. Dans leur dernière partie, les auteurs reprennent transversalement les aspects précédents sous l'angle de l'apprentissage, notamment de l'apprentissage

organisationnel. Cet exemple attire l'attention sur les dangers d'en rester à une vision sociologique limitée aux organisations, et montre qu'il faut ouvrir le cadre d'analyse et de réflexion à l'ensemble de la société brésilienne, suffisamment du moins pour être en mesure de qualifier les conditions d'application de telles approches. Cette recherche démontre ainsi l'impossibilité d'une gestion concertée «en l'état», les conditions sociales étant loin d'être réunies en Amazonie. En revanche, les auteurs argumentent pour l'utilité de l'exercice, sur un plan non seulement sociologique mais surtout social, qui consiste à tenter d'appliquer des méthodes de gestion concertée, à condition de transformer les postulats de l'approche en termes de sociologie des organisations et des approches patrimoniales en hypothèses ou en grandes directions d'évaluation de l'action. Autrement dit, la gestion concertée des ressources avec les paysans de l'Amazonie Orientale est une utopie, mais elle commence à être utile à partir du moment où elle est considérée comme telle. La «participation» et la «concertation» sont illusoire en Amazonie, mais ce qui est important, c'est le processus d'apprentissage qui consiste à tenter de les mettre en pratique.

Comme nous l'avons vu, la nouvelle donne du développement consiste en une multiplication des projets et initiatives de la part d'organisations extérieures à l'État, mais qui lui sont, d'une certaine façon, liées, ne serait-ce que par le financement pour l'expertise technique. Le développement durable a été ainsi, ces dix dernières années, multiforme, divers, complexe et donc difficile à évaluer. L'évaluation est d'ores et déjà un formidable enjeu pour les prochaines années : la diversité a ses avantages, mais l'État – et donc l'action publique au niveau de la nation – doit pouvoir inventorier, comparer et évaluer les effets des actions de développement s'il veut continuer à les soutenir et tenter de les coordonner. Autrement dit, si les modalités de développement que nous venons de décrire, encore marginales mais déjà importantes, devaient se généraliser, il serait nécessaire, notamment pour des raisons d'efficacité mais aussi d'équité, de savoir les évaluer dans des délais compatibles avec l'action. L'imagerie satellitaire et l'analyse paysagère pourraient être une source de données, dans la mesure où cette dernière est combinée avec des approches critiques et qualitatives de l'action, comme c'est le cas dans le chapitre écrit par Anne-Élizabeth Laques et Adriano Venturieri. En effet, les chapitres précédents, en particulier les deux études de projets de développement, donnent des principes théoriques pour construire des évaluations dynamiques en termes d'apprentissage. Toutefois l'imagerie satellitaire mise au service de l'analyse paysagère a l'avantage d'un regard immédiat, englobant l'ensemble de l'espace – la question étant de pouvoir mettre en correspondance des formes et des signaux avec un repérage des effets des actions de développement. C'est la

voie de recherche présentée par ces auteurs qui en font une application au municipe d'Uruará. Il s'agit en plus d'un outil de discussion et de dialogue entre les différents acteurs du développement régional, d'autant plus que ces derniers ont été formés à cet usage de la cartographie par plus de dix ans de confection et d'usage de «cartographies participatives» préconisées, voire imposées, par les diagnostics municipaux de développement.

Mais ce texte invite aussi, plus largement, à analyser les logiques de ces populations qui construisent quotidiennement le territoire. Certes, il montre l'impact très fort qu'a eu une politique particulière, celle d'un crédit destiné à la mise en place de pâturages extensifs. Mais si cette politique a eu un effet aussi visible, c'est qu'elle rencontrait les objectifs des agriculteurs familiaux. Dans le cas de ces crédits, les impacts ont été négatifs pour l'environnement : mais ne peut-on pas trouver dans les pratiques des populations des éléments pour favoriser la mise en place d'un développement durable ?

### **Les logiques sociales des populations amazoniennes au service du développement durable ?**

La seconde partie de cet ouvrage s'intéresse aux dynamiques des populations amazoniennes et aux changements qui les affectent et / ou qu'elles sont à même de produire, et ce dans la perspective de la mise en place d'un développement durable. Cela suppose de comprendre les logiques sociales du rapport à l'espace des populations des fronts pionniers, condition pour éviter l'imposition de politiques qui entrent en contradiction flagrante avec ces logiques.

Florence Pinton et Catherine Aubertin s'interrogent sur un phénomène majeur de ces dernières années, le découpage en diverses zones de conservation et / ou d'occupation de l'Amazonie brésilienne, au nom du développement durable. Le Brésil s'est doté de différents outils juridiques pour protéger les espèces, les milieux et, dans certains cas, les populations locales. Les unités de conservation – il en existe actuellement 19 sortes – désignent l'ensemble des aires protégées, auxquelles il faut ajouter les terres indigènes qui relèvent d'une construction historique spécifique. Ce recours au domaine juridique est à relier au contexte politique actuel qui s'appuie sur une institutionnalisation des règles de conservation, qui définissent et différencient les populations en fonction de leurs rapports aux milieux forestiers, et cherchent à stabiliser les savoirs et pratiques liés à une «exploitation durable» des ressources et à offrir un nouveau statut socio-économique aux bénéficiaires locaux. Les «populations traditionnelles» sont dans ce cadre devenues des sujets politiques dont la reconnaissance passe par l'acceptation des «implications de la définition légale exigée par un usage à

long terme des ressources naturelles». Par une étude de ces requalifications sur le terrain, des acteurs qui les portent et ceux qui les défendent, elles s'interrogent sur les conséquences de ces politiques en termes de construction des territoires, de promotion des savoirs, de mode de production, de rapports de pouvoir.

Martine Droulers et François-Michel Le Tourneau étudient la colonisation tardive d'une zone de conservation (Barreira Branca, 75 000 hectares), un petit massif forestier resté en arrière du front pionnier, dans une région de l'État du Tocantins, colonisée depuis les années 1950, à la suite de la construction de la route Belém-Brasília. Barreira Branca appartient à un petit morceau de la bordure est du massif forestier amazonien (zone dite au «bec du perroquet») qui s'est rendue tristement célèbre dans les années 1970 par les violents conflits fonciers qui y ont sévi. En contraste radical avec cette zone de conflits située pourtant seulement à 150 Km plus au Nord, la région étudiée est une de ces enclaves forestières qui semblent oubliées par la colonisation dans les régions de l'après front pionnier. Les terres ayant été réparties entre différents grands propriétaires, ceux-ci ont été beaucoup plus préoccupés par la réalisation d'intenses transactions spéculatives d'achat-vente (entre eux), qui ont conduit notamment à une concentration foncière, que par la mise en valeur de leurs terres. Les fortes dynamiques d'occupation qui ont soudainement animé Barreira Branca dans les années 1990 sont l'occasion pour les auteurs d'étudier les dynamiques contemporaines d'occupation de l'espace par les petits paysans. Celles-ci résultent notamment d'une politique plus favorable du Gouvernement fédéral à la régularisation des occupations spontanées (favorisées souvent par les grands propriétaires qui y voient un moyen avantageux de se faire indemniser pour des terres assez peu intéressantes), même si les réalisations sont encore loin des promesses. Elles résultent aussi de l'émergence au cours des années 1990 en Amazonie de nouvelles formes d'organisation des paysans, plus combatives et organisées, comme c'est le cas notamment avec l'arrivée en Amazonie du Mouvement des Sans-Terre, mouvement originaire des États du sud et sud-est du Brésil. Martine Droulers et François-Michel Le Tourneau nous montrent ici des pouvoirs publics contradictoires, voire opposés, dans leurs stratégies : l'État fédéral favorisant les installations après coup, tandis que, dans l'ignorance des dynamiques du terrain, l'État du Tocantins décrète sur ce territoire une «réserve écologique». Ils nous montrent aussi l'émergence d'un pouvoir et d'un jeu politique municipaux, dont l'enjeu pour les agriculteurs familiaux est de s'y investir efficacement. La cohérence de cette colonisation de l'après-front passe ainsi d'emblée par la construction d'un territoire de l'agriculture familiale et l'émergence de dynamiques de développement local. Les auteurs nous montrent cependant

une constance dans le processus de colonisation, quelles que soient les époques et les localisations (front ou après-front) : l'action rapide et dévastatrice «d'acteurs éphémères» extrêmement prédateurs et organisés qui extraient rapidement les meilleures essences forestières et disparaissent tout aussitôt, laissant derrière eux ce qui continue pourtant toujours à être qualifié de «forêt primaire»... Ce «front fugace» des extracteurs forestiers demanderait pour être contrôlé une action énergique et rapide des pouvoirs publics qui ne semble pourtant même pas envisagée.

Ce chapitre nous introduit plus spécifiquement sur les logiques paysannes : ce sont en effet les agriculteurs familiaux qui se retrouvent quasiment seuls à tenter d'habiter et de mettre en valeur la plupart des terres nouvelles : celles qu'ils colonisent certes, mais aussi la forêt gâchée auparavant par les extracteurs forestiers. C'est auprès d'eux que sont menées la plupart des actions de développement étudiées dans la première partie ; les comprendre est donc un objectif essentiel des acteurs du développement durable. Tous les articles suivants s'y attachent donc.

Iran Veiga et Christophe Albaladejo s'interrogent cette fois-ci non plus sur la manière dont est construite une action de développement, mais sur sa prise en compte des savoirs des populations locales. Peu de travaux se sont penchés sur les différences entre les conceptions du milieu des agriculteurs, visibles au travers de ce qu'ils font et pensent au cours de travaux quotidiens de gestion du milieu, et celles des agronomes, visibles au travers de ce qu'ils pensent et suggèrent. Les auteurs se proposent dans ce chapitre de représenter de façon compréhensive les modes de gestion agricole d'un lot de colonisation par les paysans d'une collectivité de l'Amazonie Orientale brésilienne. Ils utilisent les terminologies et les raisonnements avancés par les paysans pour représenter les successions de cultures sur un même terrain et l'agencement de celles-ci au niveau du lot. Cette analyse leur permet de s'interroger, en conclusion, sur les possibilités de concevoir des ponts entre les conceptions des paysans amazoniens et celles des agronomes, afin de pouvoir trouver les points d'ancrage d'un dialogue technique sur la gestion de l'espace entre ces deux types de personnages.

Les deux articles suivants s'interrogent sur les logiques sociales de ces savoirs, par le biais des rapports à l'espace des agriculteurs familiaux du front pionnier de la Transamazonienne, interrogés depuis la ville (Laurence Granchamp Florentino) et depuis la campagne (Xavier Arnauld de Sartre). Si les actions de développement durable se fondent sur une vision opposant urbain et rural, ces deux articles montrent le caractère obsolète de cette opposition : les villes des fronts pionniers ne sont pas le déversoir des populations expulsées du monde rural, pas plus que le monde rural n'est un lieu indépendant des villes. En montrant toute la complexité des logiques de

l'agriculture familiale, mais en proposant aussi des pistes pour la réduire, ces deux auteurs montrent qu'il est possible de fonder sur l'interaction ville / campagne des actions de développement durable.

Laurence Granchamp Florentino attaque de front les théories d'urbanisation de la frontière qui considèrent cette dernière comme le signe le plus évident d'un échec de la colonisation agraire. Elle montre, par une analyse différenciée des stratégies paysannes au niveau de la famille, que l'articulation ville / campagne est le signe d'une vitalité de l'agriculture familiale et d'une diversification de ses stratégies de reproduction sociale – diversification qui est la condition de la pérennisation de l'agriculture familiale sur le front pionnier. En se démarquant des cadres traditionnels d'analyse des stratégies familiales et des rapports ville / campagne (pensés souvent en termes d'exode), elle propose des notions telles que celles de multipolarité ou de localité fragmentée qui rendent mieux compte de la complexité des stratégies de l'agriculture familiale.

Xavier Arnauld de Sartre propose quant à lui une démarche de recherche fondée sur la confrontation entre les théories visant à expliquer les migrations des agriculteurs (en particulier celles qui sont émises par les agents de développement), et les logiques qu'il a observées par une analyse des pratiques d'agriculteurs familiaux. Il montre que celles-ci sont plus diverses qu'on ne les imagine, et sont surtout profondément enchâssées dans des fonctionnements sociaux de types paysans. Il montre aussi que ces logiques de fonctionnement sont en train de se transformer profondément au moment où les enfants de ces agriculteurs arrivent à l'âge adulte, et qu'il y a dans ces transformations, impulsées plus particulièrement par les jeunes filles, des bases sur lesquelles fonder des actions de développement durable.

Pour finir, Véronique Boyer propose l'ethnographie d'une communauté rurale centrée autour des questions, communément posées en Amazonie, du sens de la poussée pentecôtiste observée dans les fronts pionniers. Par une étude très fine de la constitution et du délitement de différents réseaux, elle montre que la religion peut jouer le rôle de révélateur des hiérarchies sociales locales, hiérarchies qu'elle ne modifie pas fondamentalement. Cette ethnographie nous plonge dans le quotidien d'une communauté, ses discours et ses représentations, ses dynamiques et ses pesanteurs. Elle est particulièrement bienvenue à la fin de l'ouvrage, pour montrer toute la cohérence de l'agriculture familiale, et illustrer, une fois de plus, le danger qu'il y a à plaquer nos propres représentations sur cette dernière.

## **Conclusion**

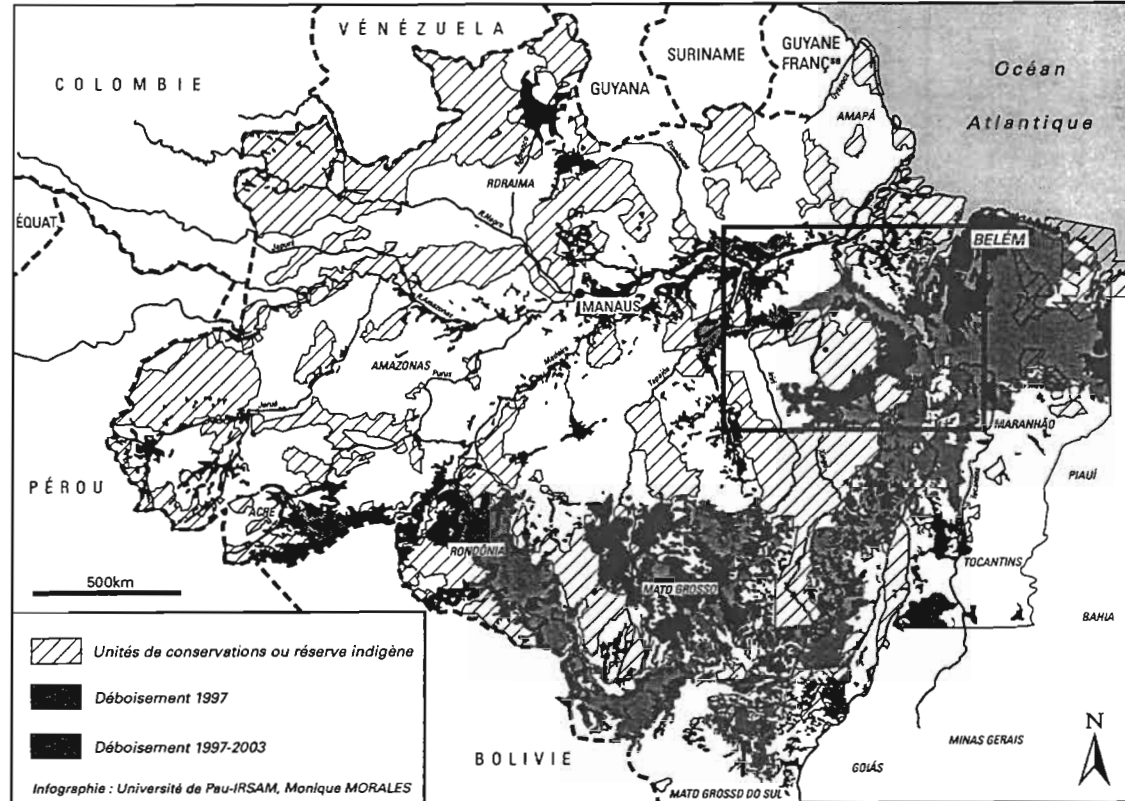
Ce que nous apprennent donc finalement ces travaux de recherche c'est, bien sûr, que, derrière des habillages nouveaux confectionnés avec le

vocabulaire et les discours du développement durable, se dissimule maladroitement la reproduction des pratiques antérieures : des relations de domination personnelles qui mettent la chose publique et les personnes au service d'un petit nombre de personnages interdépendants au sein de réseaux d'obligés. Il est inutile de revenir sur cette «personnification du développement» qui déconstruit l'idée même d'espace public pour en faire une extension de l'espace privé de quelques-uns.

Pourtant les travaux ici présentés montrent clairement que la multitude et la diversité des projets de développement «durable», «participatif», «concerté» ont réussi à s'articuler à un apprentissage au quotidien de relations plus démocratiques dans les institutions et plus sociétaires dans les localités et les familles. Cette émergence de l'individu en tant que personne relativement libre dans ses choix de vie et ses relations aux autres individus et organisations est une condition à la construction d'un espace public dans lequel le développement durable peut prendre sens.

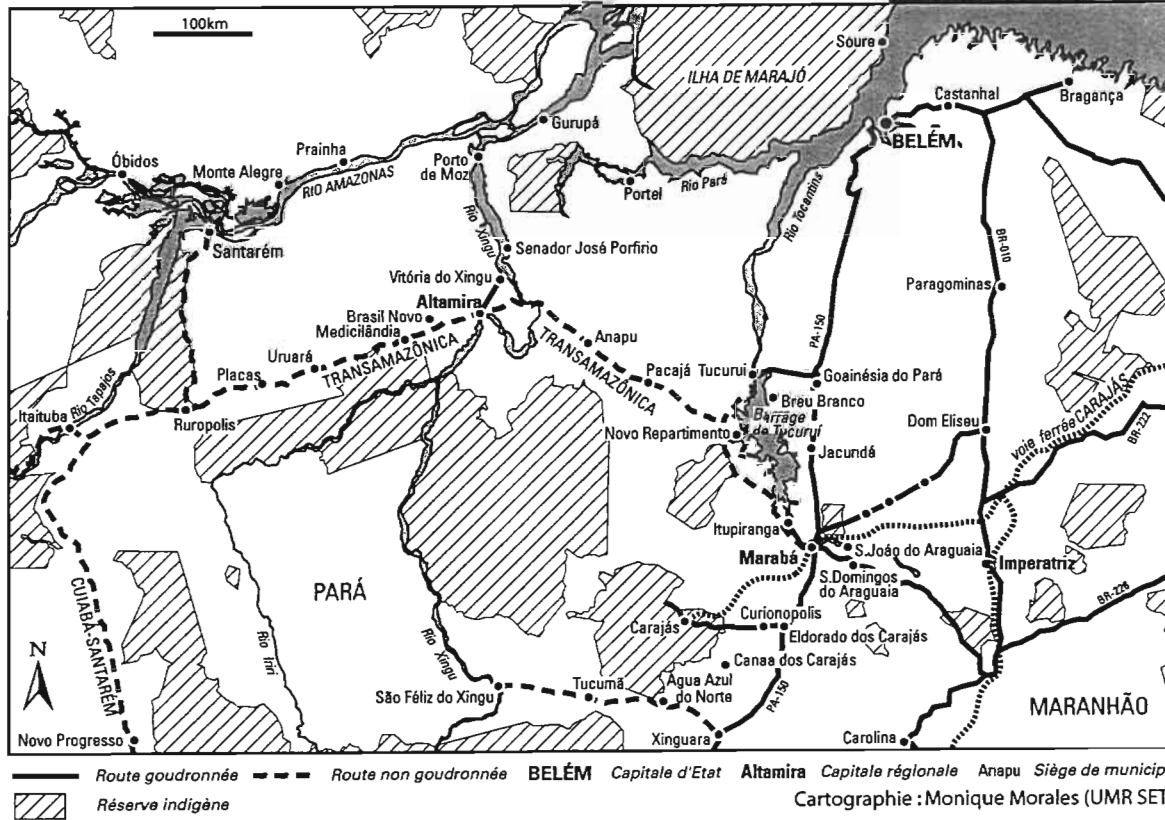
La multiplication des arènes sociales dans lesquelles les acteurs du développement ont à justifier leurs actions ne fait pas que transformer les discours, elle conduit ces personnages à s'exposer et modifie les règles du jeu de la vie collective. L'arrivée de ressources non négligeables dans le domaine du développement de l'agriculture familiale, tant pour les études techniques que pour des crédits aux agriculteurs, contribue à l'émergence d'une arène où s'exercent les stratégies, voire d'un champ dynamique dans lequel se définissent de nouveaux comportements, de nouvelles identités et positions sociales et, finalement, de nouvelles représentations des autres, du territoire et des ressources. Si l'on considère les effets, pas toujours positifs, de ces politiques sur les paysages, on peut constater que l'impact n'est pas négligeable (il n'est que de regarder l'augmentation des surfaces en prairies et des clôtures à bœufs chez les exploitants familiaux), et l'on se prend à rêver que ces incidences puissent à moyenne échéance contribuer significativement à un développement plus durable...

Un gros effort reste à faire pour adapter le regard des bureaucrates et des technocrates aux pratiques des populations amazoniennes, trop souvent cataloguées soit comme hostiles au développement (Indiens) soit comme ennemis de la durabilité (migrants agriculteurs). Le désir des jeunes générations et notamment des femmes de vivre une «vie moderne» (et donc «urbaine et mobile»), même s'il est parfois contraint par les rudes conditions des milieux ruraux amazoniens et dévoyé par les prophètes de la modernisation agricole ou du salut des âmes, est sans doute le point d'appui le plus solide pour construire le développement durable des espaces ruraux amazoniens.



Carte 1 – Situation générale de l'Amazonie brésilienne

Carte 2 – Les fronts pionniers de l'Amazonie orientale



## CHAPITRE 1

# Situations de l'Amazonie

*Hervé Théry*

Une sélection d'indicateurs de plusieurs types (graphique 1) montre clairement le déphasage existant entre la surface occupée par l'Amazonie brésilienne et son importance économique et sociale : alors qu'elle représente 60 % de la surface du Brésil, son PIB ne dépasse pas 5 % du total national ; elle réunit seulement 10 % de la population urbaine et 12 % de la population totale du pays, et un peu plus – 14 % – des migrants récents, des routes, du nombre des communes (*municípios*). Le seul indicateur, peu enviable, pour lequel l'Amazonie dépasse la part qu'elle représente dans le territoire est le nombre de morts dans des conflits agraires...

Pour ce qui est de la population, l'Amazonie Légale<sup>1</sup> constitue toujours la partie la moins peuplée du pays : même si la région a gagné treize millions d'habitants depuis 1970 (soit une augmentation de 172 % tandis que dans le reste du pays le pourcentage a été de 82 %), elle continue à ne représenter qu'un peu plus de 12 % du total, contre 8 % en 1970. Les densités restent très basses : 4,2 habitants par km<sup>2</sup> pour l'Amazonie Légale alors que la moyenne nationale est de vingt habitants par km<sup>2</sup>. Cette moyenne est tirée vers le bas par des États à densité encore moindre, comme l'Amazonas, qui compte seulement 1,8 habitant par km<sup>2</sup>. La carte 3 révèle clairement le contraste entre les masses de populations du Sudeste-Sud et les quelques concentrations qui s'alignent, en Amazonie, au long des fleuves et – de plus en plus – au long des routes et dans les capitales. L'Amazonie continue donc à être la grande réserve d'espace du pays, sa dernière frontière de migration et d'expansion économique.

Elle est en effet aussi une frontière de ressources, notamment pour le bois, un produit-clé, de plus en plus recherché sur les marchés internationaux, à mesure que s'épuisent les réserves asiatiques. L'avis dominant jusqu'à une date récente était que le bois amazonien trouvait ses meilleurs clients sur les marchés externes. Mais la recherche réalisée par les ONG Imazon et Amigos da Terra (dont les données ont été utilisées pour

---

1. Définie en 1953 pour déterminer quelles régions étaient éligibles pour les aides au développement de l'Amazonie, l'Amazonie Légale comprend outre les États de la région Nord, une partie du Mato Grosso et du Goiás (au Nord du 14° parallèle) et une partie du Maranhão (à l'Ouest du 44° méridien).

construire la carte 4) démontre que ce bois est vendu principalement sur le marché national. L'exportation n'atteint un volume important que pour les États de l'Amazonas et du Pará, et dans ce dernier cas, il est inférieur aux ventes réalisées dans le Nordeste et le Sudeste : c'est vers cette région que partent la plupart des arbres abattus dans les États du Rondônia et du Mato-Grosso. Ce marché très prometteur pourrait apporter davantage à la région si un important investissement technologique et la généralisation des expériences de gestion sylvicole rationnelle permettaient de dépasser l'actuel processus de cueillette sélective, d'«orpaillage» (*garimpagem*) des essences les plus rémunératrices.

Principale source de bois pour le marché brésilien, l'Amazonie pourrait-elle être aussi fournisseuse de produits agricoles ? Pour certains d'eux, bien spécifiques, comme la noix du Brésil, le latex, le cœur de palmier, l'*açaí* ou le poivre, elle garde, de fait, un quasi-monopole. Néanmoins, pour des produits aussi clairement amazoniens que l'*urucum* et le *guaraná*, le Nord a déjà cessé d'être la première région productrice : dans ces deux cas, le Nordeste a pris la tête en cultivant ces plantes, avec succès, dans des écosystèmes plus secs et bien différents de ceux de l'Amazonie. Ce même processus s'était déjà produit avec l'hévéa, et il est probable qu'il se répétera avec d'autres plantes. L'échange en sens inverse se produit rarement, à l'exception du palmier à huile, une des rares plantes importées qui se soit bien adaptée à l'Amazonie. Sauf pour ces produits spécifiques, le poids de l'Amazonie dans les principaux secteurs de l'agriculture nationale est modeste : la région ne se détache que pour la production du manioc, base de l'alimentation régionale, et doit respectivement ses succès dans les cas du riz, des bovins et du soja au Maranhão et au Mato-Grosso, États marginaux et en bonne partie situés en dehors des écosystèmes amazoniens.

Les bovins et le soja (voir carte 5 pour le soja) sont, sans aucun doute, les productions qui ont le plus augmenté au cours des dernières décennies. Leur progression vers le nord-ouest alimente un puissant front pionnier capable de transformer profondément la situation de la région : de grands établissements agricoles, hautement capitalisés et – dans le cas du soja – fortement mécanisés, se développent dans des régions jusque-là presque vides, franchissant le limite des savanes arborées (*cerrados*) pour pénétrer dans des forêts jusqu'alors intactes, avançant chaque année davantage vers le cœur de l'Amazonie.

Cette avancée est seulement le dernier épisode d'une longue histoire, commencée avec l'ouverture des premières routes transamazoniennes, dans les années 1960, et qui continue aujourd'hui avec des investissements substantiels (cartes 6 et 7). Les routes ont facilité l'arrivée de migrants d'autres régions, et déclenché plusieurs types d'effets, positifs ou moins

positifs. La construction de nouveaux axes routiers, l'amélioration des voies navigables, des réseaux de télécommunications, et le renforcement des infrastructures de génération et de transport d'énergie, provoquent de profonds changements dans la situation générale de l'Amazonie, économiquement et stratégiquement : malgré tous ses déphasages, elle peut trouver dans ce changement les ressources pour un nouvel élan, ou être complètement subordonnée aux intérêts externes. Comme la région est détentrice d'une des plus grandes biodiversités mondiales, la mise en valeur de ces ressources peut être la base d'un nouveau modèle de développement, fondé sur l'exploitation de ces ressources.

Parmi les facteurs les plus susceptibles de produire de profonds effets dans la région figure l'ouverture de liaisons avec les pays voisins, jusqu'alors impossibles étant données les distances et les difficultés de la pénétration dans les forêts denses qui la recouvrent. Aujourd'hui, on circule normalement sur la route qui relie Manaus à Caracas, via Boa Vista, et la conclusion du dernier tronçon, entre Saint-Georges de l'Oyapock et Regina, en Guyane française, reliera Macapá aux trois Guyanes. Avec la Bolivie, de bonnes liaisons existent déjà, par le Mato-Grosso et d'autres, moins bien établies, sont ouvertes via le Rondônia. L'accès au Pérou, et au-delà au Pacifique, se fait raisonnablement bien via Assis Brasil, dans le Sud de l'Acre, sans attendre les liaisons prévues, à long terme, via Cruzeiro do Sul. Des voisins amazoniens du Brésil, seule la Colombie n'a aujourd'hui pas d'accès routier, et le Brésil ne semble guère pressé d'en construire, étant donné la situation politique dans ce pays.

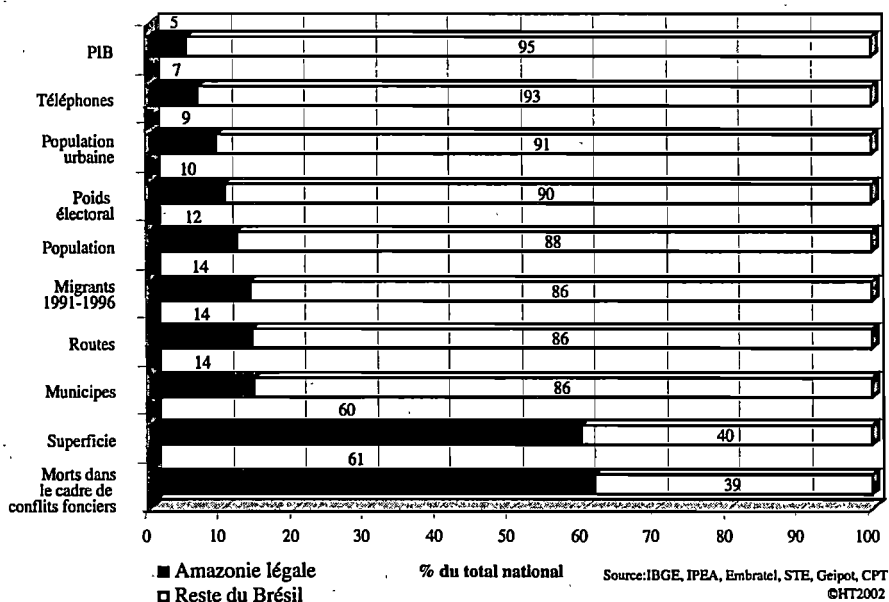
Ces grands travaux, et les investissements associés, publics et privés, provoqueront de profondes mutations, qui transformeront profondément la situation de l'Amazonie, ou du moins celle de quelques «couloirs» qui la traversent, tandis que d'autres parties seront moins affectées. Ces investissements constituent donc un zonage de fait, ce qui transforme en un débat sans grande importance les interminables discussions théoriques sur le sujet. L'attention devrait plutôt être focalisée sur les points critiques, ceux où les nouveaux axes croisent des territoires protégés, parcs et réserves ou terres indigènes (carte 1), ou des zones importantes pour la conservation de la biodiversité. Des conflits sont surtout probables aux points où coïncident importance écologique, forts investissements et zones de colonisation de la réforme agraire (carte 8)

On remarquera que les axes imaginés par les théoriciens de la géopolitique militaire, il y a un peu plus de trente ans, ont été presque tous réalisés (carte 9), même si le contexte a changé radicalement : on ne parle plus de conquête et de satellisation, mais de coopération transfrontalière et d'intégration continentale. Quelques directions ont été privilégiées, les

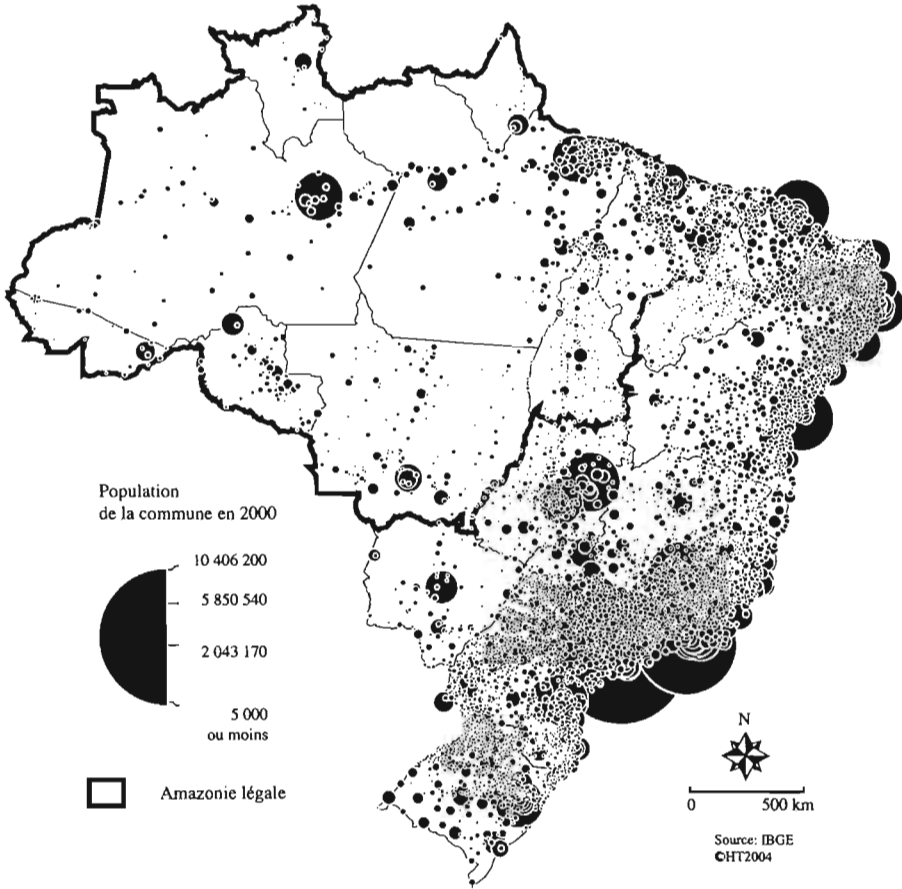
infrastructures prévues se concentrent en grande partie au long de deux axes. L'un d'eux est d'orientation sud / nord, l'axe Araguaia-Tocantins, l'autre sud-est / nord-ouest, il relie (via Cuiabá, Manaus et Boa Vista) São Paulo (et donc le Mercosud) aux Caraïbes : ces investissements vont créer un nouvel axe continental, qui offre une alternative – passant par le territoire brésilien – au principal axe nord / sud actuel, la *Carretera Panamericana* qui court de la Terre de Feu au Panamá.

Les travaux en cours, dignes héritiers de ceux qui ont été réalisés dans les années 1970, font de l'Amazonie, au lieu d'un espace marginal, d'un *no man's land* au cœur du continent, un nouveau centre, un nœud de connexion des réseaux qui se créent entre des pays qui jusque-là se tournaient le dos. De récentes prises de positions communes et les accords en matière d'environnement qui viennent d'être passés semblent indiquer que les pays de la Grande Amazonie sentent la nécessité d'une meilleure intégration. Il n'est pas évident qu'une telle mutation n'apporte que des avantages à l'Amazonie, mais sans aucun doute elle attirera de façon durable l'attention sur une région qui souffre encore aujourd'hui d'une vraie marginalisation, aux effets très négatifs pour ses habitants.

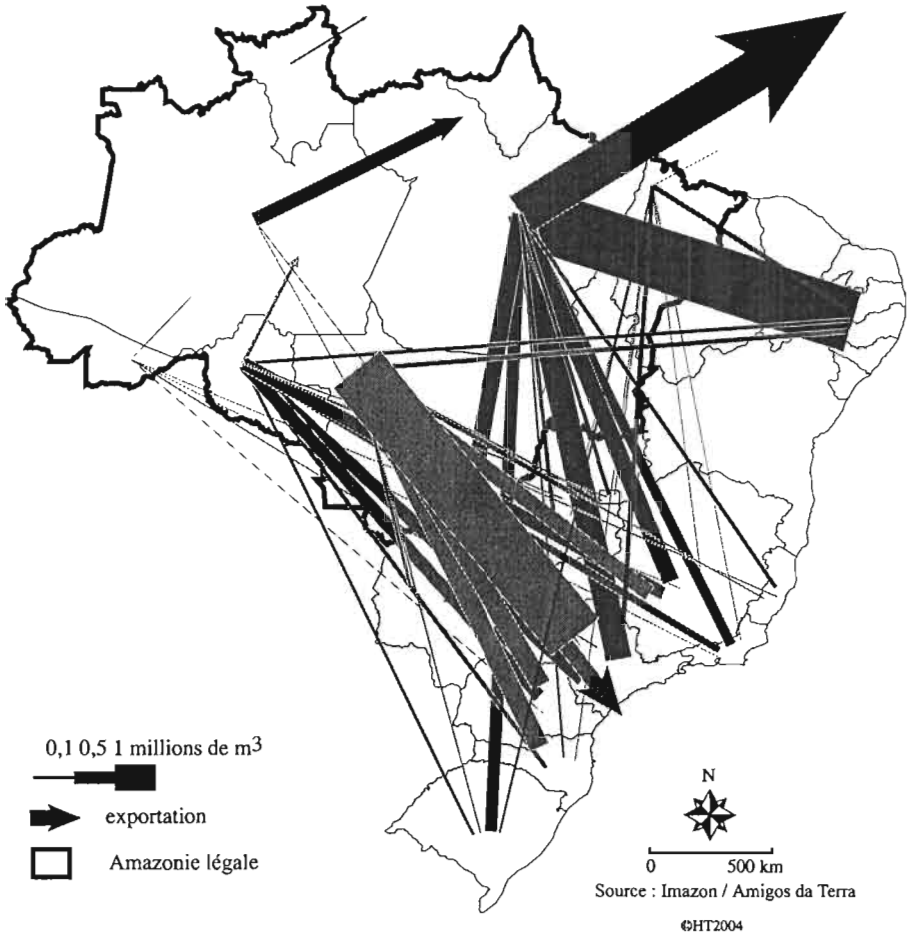
Graphique 1- Poids de l'Amazonie au Brésil



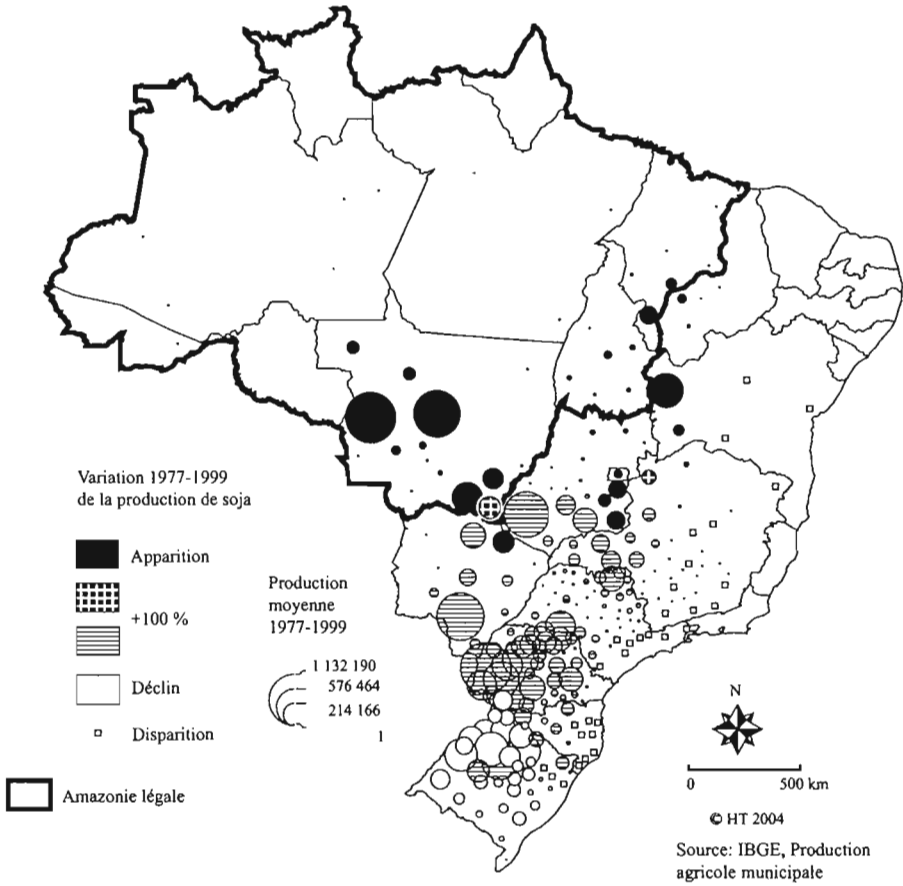
Carte 3 - Population de l'Amazonie et du Brésil en 2000



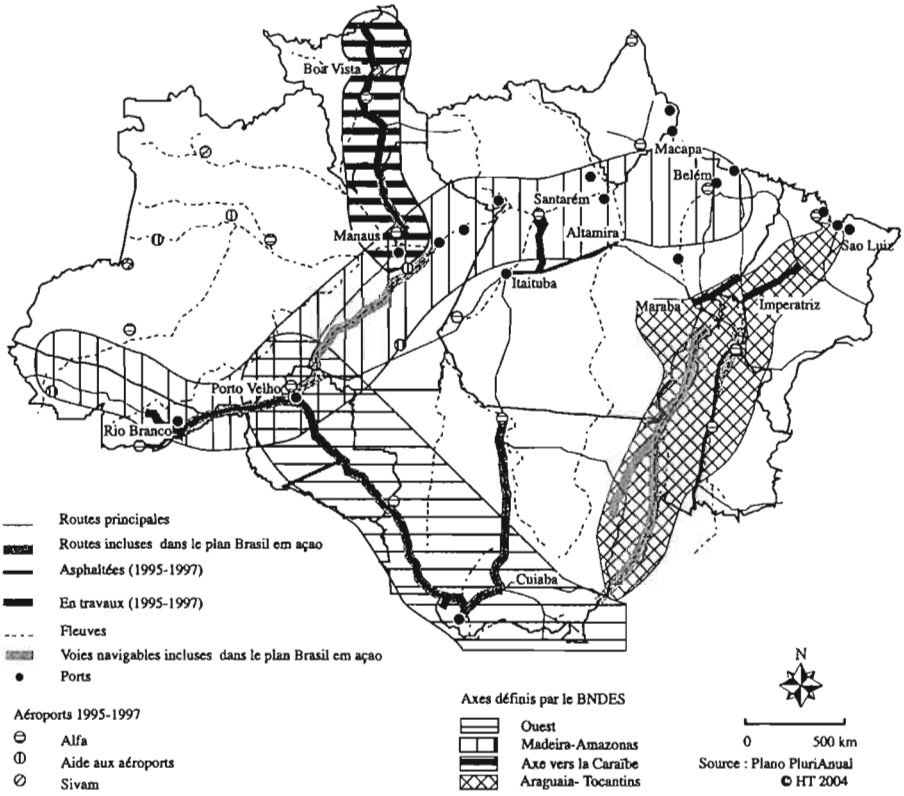
Carte 4 - Flux de commercialisation de bois amazoniens



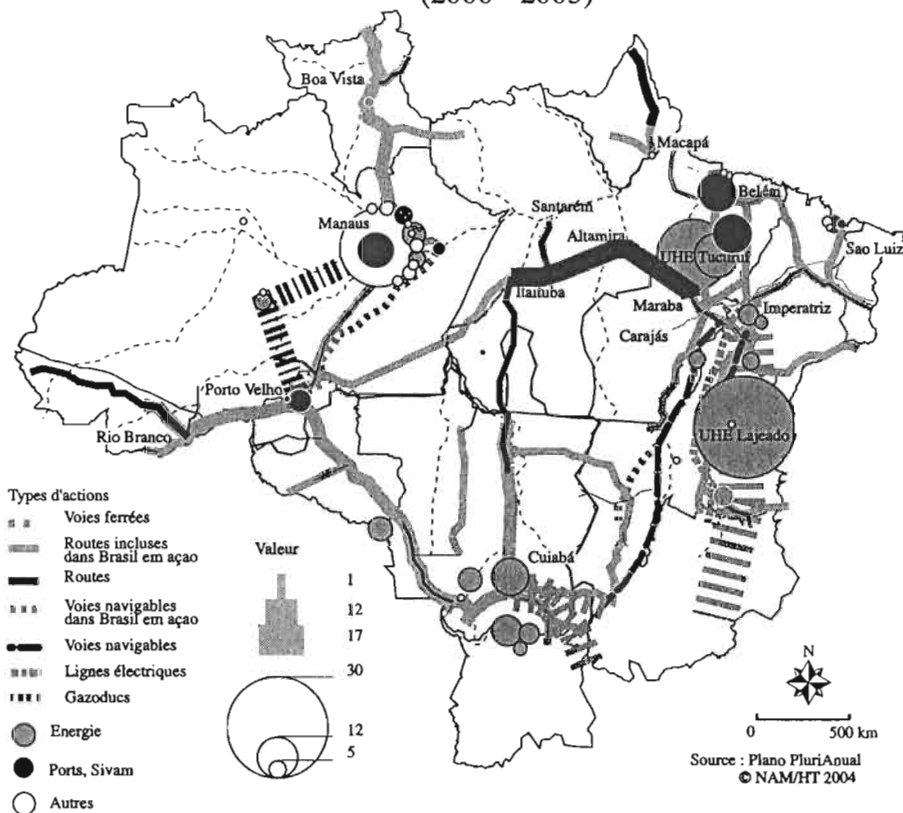
Carte 5 - Progression du soja 1977-1999



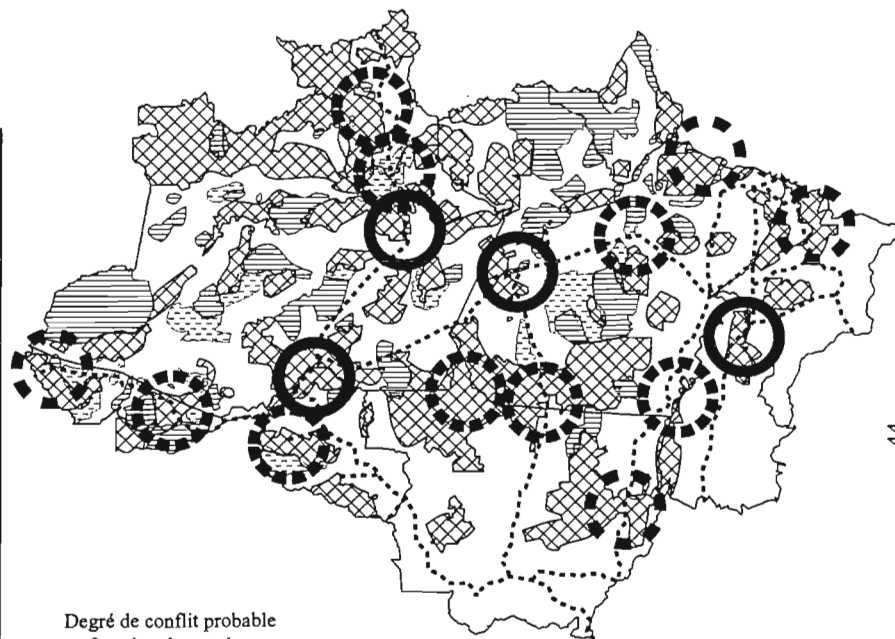
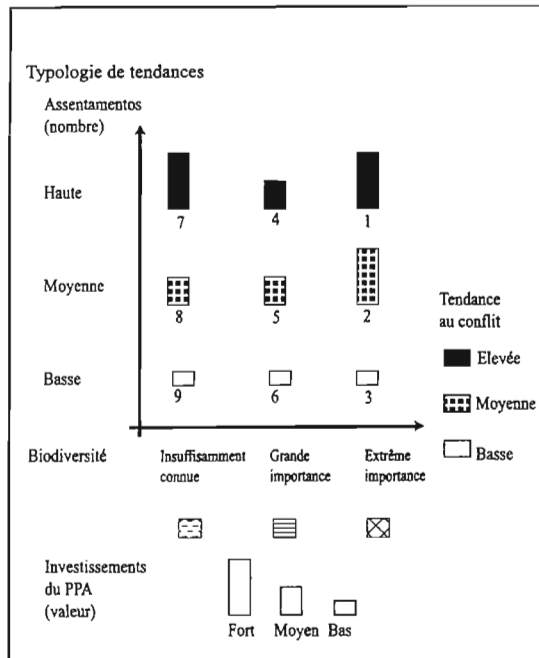
Carte 6 - Politique de transports



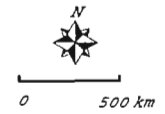
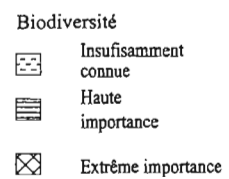
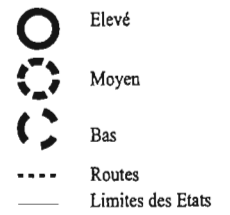
Carte 7 - Les programmes amazoniens du Plano PluriAnual  
(2000 - 2003)



Carte 8 - Typologie des tendances et probable gravité de conflit



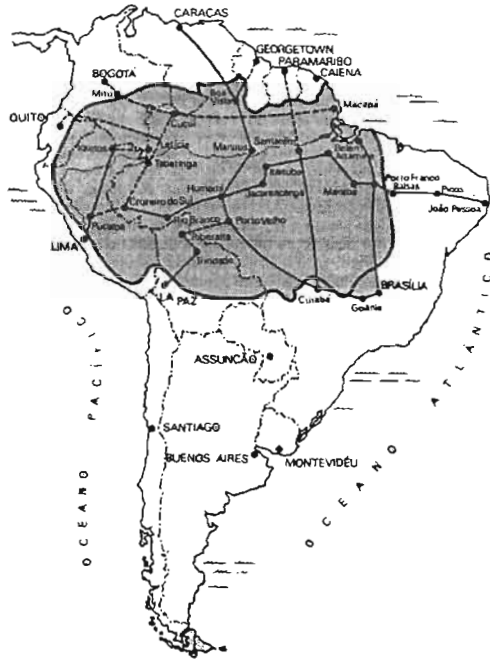
Degré de conflit probable en fonction des tendances



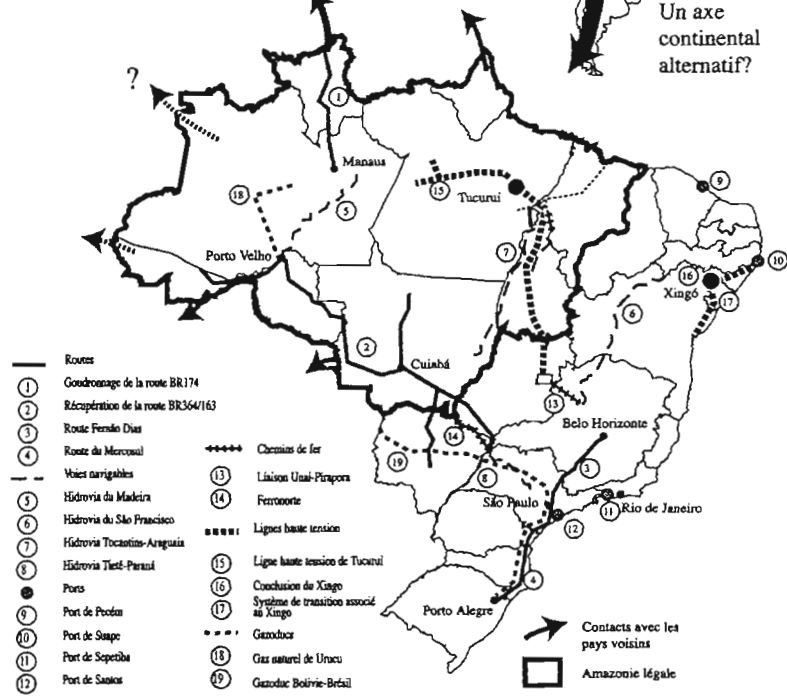
Source : ISA, Instituto sócio-ambiental, 1999  
© NAM/HT 2004

# Carte 9 - Les idées du général Meira Mattos en 1980 et les réalités d'aujourd'hui

## REDE RODOVIÁRIA PRINCIPAL, EXISTENTE E PROJETADA NA PAN-AMAZÓNIA



## Programme Brasil em Aço Investissements en infra-structures





## **PREMIÈRE PARTIE**

# **LE DÉVELOPPEMENT DURABLE À L'ÉPREUVE DE SA MISE EN PRATIQUE**

**De la notion à l'apprentissage sur le terrain**



## CHAPITRE 2

# Les nouvelles politiques publiques de développement rural en Amazonie : quels apprentissages territoriaux ?<sup>1</sup>

Christophe ALBALADEJO

### Introduction

Bien que représentant de l'ordre de huit à dix millions de familles (Veiga, 2001), l'agriculture familiale a été longtemps ignorée au Brésil par les programmes des gouvernements qui ont centré leurs aides sur l'agriculture entrepreneuriale, voire même sur les grands domaines de l'agriculture patronale. Elle fait cependant l'objet d'une véritable politique publique depuis le début des années 1990, en particulier depuis 1996. Le nouveau gouvernement de Luiz Ignacio da Silva (Lula) en a fait l'une de ses priorités, mais beaucoup d'initiatives avaient déjà été prises avec le gouvernement précédent, celui du Président Fernando Henrique Cardoso. Cette politique comporte deux éléments clefs. D'une part, une politique de crédit aux petites exploitations (le Pronaf : *Programa de Fortalecimento da Agricultura Familiar*) a été mise en place, comprenant en outre un volet d'assistance technique aux exploitants. D'autre part, au travers de l'Inkra une accélération des démarches d'accès à la terre et de régularisation des occupations (*assentamentos*) par des agriculteurs sans-terre a été favorisée. «L'agriculture familiale» est un terme aujourd'hui courant, voire récurrent, dans le référentiel (selon le concept de Pierre Müller, présenté par Faure et al., 1995) du langage administratif au Brésil, alors qu'il n'y avait pas de mot officiel pour désigner ceux que les chercheurs appelaient des «paysans» ou des «petits agriculteurs». À tel point que le premier programme de l'organisme officiel fédéral de recherche agronomique concernant ce secteur (l'Embrapa : *Empresa Brasileira de Pesquisas Agronômicas*) a longtemps été intitulé «le programme 9», faute de pouvoir désigner la catégorie à

---

1. Recherche financée dans le cadre de la Zone Atelier Amazonie du CNRS «Environnement et développement en front pionnier amazonien : étude de sites et analyse d'expériences pour une coévolution de l'agriculture familiale avec son environnement».

laquelle il était destiné... Aujourd'hui le mot «agriculture familiale» est dans toutes les bouches, en particulier à l'Embrapa. L'agriculture familiale dispose même depuis 1997 de son ministère, le MDA (*Ministério do Desenvolvimento Agrário*), qui s'est rajouté au classique Ministère de l'Agriculture plus en charge, de fait, de l'agriculture patronale et entrepreneuriale (encore que pas uniquement puisque l'Embrapa fait partie de ce dernier ministère).

Il est particulièrement intéressant de constater que ces politiques publiques concernant l'agriculture familiale vont de pair avec une politique de développement de la gouvernance des espaces ruraux. José Éli Da Veiga nous rappelle même qu'un temps, le MDA s'est dénommé Ministère du Développement Rural, avant d'être «mystérieusement rebaptisé» (Veiga, 2001, p. 7). Cette vision, qui a permis de donner au problème agraire une portée dépassant largement une catégorie sociale ou un secteur d'activité, est très certainement à relier aux mouvements d'idées dans les organismes internationaux (PNUD, FAO, IICA, etc.) portant sur les «nouvelles ruralités» (Echeverri Perico et Rivero, 2001) ou encore sur le «capital social» (Kliksberg et Tomassini, 2000 ; Abramovay, 2000). Elle a conduit en tout cas à promouvoir le crédit pour les agriculteurs à travers leurs associations et à octroyer des fonds aux gouvernements municipaux (programme Infrastructures et Services). Cela était cependant soumis à la condition que ceux-ci mettent en place des Conseils Municipaux de Développement Rural avec les «forces vives» locales, et que ces conseils élaborent et approuvent des Plans Municipaux de Développement Ruraux analysés par des Conseils au niveau de l'État. Ces plans peuvent éventuellement être corrigés en Plans de Travail s'ils présentent des défauts de cohérence entre le diagnostic des problèmes de la commune (*município*<sup>1</sup>) et les moyens mis en œuvre. Une proposition de PMDR (plan municipal de développement rural) type est également en train d'émerger : elle favoriserait la rétribution marchande des fonctions environnementales des agriculteurs et la rémunération publique de celles qui ne peuvent l'être par le marché (programme Proambiente pour l'Amazonie<sup>2</sup>).

Les manuels (Mattei et Rebeschini, 2000) utilisés dans les formations destinées aux conseillers municipaux de développement (siégeant donc dans les CMDR et non dans les conseils municipaux) mettent en avant pour toutes ces propositions la notion synthétique de «pacte territorial» empruntée à

---

1. Nous traduirons ici «*município*» par «communé», car il s'agit du plus petit échelon administratif territorial au Brésil disposant d'un «maire» (*prefeito*) de conseillers municipaux (*vereadores*). Mais la taille géographique des *municípios* brésiliens (10 000 km<sup>2</sup> dans la région de Marabá) n'a rien à voir avec celles de la plus grande partie des communes françaises.

2. Rodrigues De Oliveira L., 2001, *Projeto de elaboração dos Planos de Desenvolvimento Local Sustentável dos Polos Pioneiros, no âmbito do PROAMBIENTE*. Porto Velho, Brasília.

Abramovay (2000) qui s'est lui-même inspiré d'auteurs étudiant la «troisième Italie» (Casarratto Filho et Pires, 1998 : cités par Abramovay, 2000). «Un pacte territorial doit répondre à cinq critères :

1. Mobiliser les acteurs autour d'une «idée guide» ;
2. Compter sur l'aide de ces acteurs pas seulement dans l'exécution mais aussi dans l'élaboration d'un projet ;
3. Définir un projet qui soit orienté vers le développement des activités d'un territoire ;
4. Réaliser le projet dans un délai défini ;
5. Créer une entité de gestion qui soit l'expression de l'unité (toujours conflictuelle, bien sûr) entre les protagonistes du pacte territorial» (Abramovay, 2000).

Cette vision consensuelle du développement et cette interprétation des relations sociales en termes de «proximité sociale», de «coordination» (issues des travaux des économistes de la Troisième Italie) sont-elles applicables dans le Brésil rural, et notamment dans des régions où n'est pas remplie la condition minimale de «commune humanité» requise par l'utilisation des approches en termes de concertation selon des auteurs comme Boltanski et Thévenot (1991) ?

C'est ce que nous allons tenter de voir dans le cas d'une microrégion (45 000 km<sup>2</sup>) de l'Amazonie Orientale : Marabá. Si la région de Marabá est encore la zone où les conflits agraires sont les plus meurtriers, elle a vu depuis la fin des années 1980 l'émergence, aux côtés des luttes agraires, de préoccupations de développement chez les syndicats de travailleurs ruraux et les ONG. Plus étonnant encore : alors que la ville de Marabá s'était habituée à voir régulièrement sur le terrain de l'Inra des campements de paysans revendiquant leurs droits, non seulement ces manifestations semblent s'être fortement atténuées depuis 1998 mais on constate que certains syndicalistes et *leaders* paysans semblent être devenus des familiers de cette institution. Que s'est-il donc passé dans les relations entre l'État et cette paysannerie ?

Notre travail de recherche est fondé sur de longs entretiens réalisés en mai 2002 auprès des principaux acteurs du développement rural de la région de Marabá (agents de développement, fonctionnaires, agriculteurs, chercheurs...) et sur une analyse des discours qu'ils tiennent sur leurs pratiques dans le nouveau contexte du développement de l'agriculture familiale. Il s'appuie également sur un séjour de près de deux ans à Marabá en 1996/97 en tant que professeur visitant de la UFPA (NEAF) et membre d'une ONG (le Lasat<sup>1</sup>) alors constituée d'universitaires du NEAF dans le but de travailler avec les syndicats paysans (STR) de la région de Marabá.

---

1. Laboratório Sócio-Agrônômico do Tocantins-Araguaia, une ONG aujourd'hui formée essentiellement par des enseignants-chercheurs de l'Université Fédérale du Pará (UFPA), plus précisément du NEAF

Nous avons tenté de mettre en œuvre un cadre conceptuel d'analyse de la gouvernance territoriale rendant compte des transformations à l'œuvre, et pas seulement d'un état. Nous utiliserons les concepts de Niels Røling (Røling et Wagemakers, 1998) de Système d'Information et de Connaissance Agricole et d'Apprentissage Social afin de définir le social en question et son articulation dans une vision plus large des transformations affectant la société brésilienne. Un Système d'Information et de Connaissance Agricole (Akis : *Agricultural Knowledge and Information Systems*) est constitué par l'ensemble des acteurs, dispositifs et procédures qui peuvent potentiellement améliorer leur capacité d'innovation dans le domaine agricole lorsqu'ils fonctionnent en interrelation. Nous supposons que l'ensemble des administrations, ONG, syndicats, coopératives et autres acteurs sociaux en relation avec l'agriculture familiale de la région de Marabá forment un Akis. L'apprentissage social doit être pensé comme un processus affectant l'ensemble de la société, en particulier les relations sociales quotidiennes vécues par les individus de base de l'agriculture et des espaces ruraux, et non uniquement les relations institutionnelles ou entre individus considérés comme des «acteurs».

Nous avons tenté (Albaladejo, 1992 a) il y a quelques années d'adapter la théorie de l'équilibration de Jean Piaget (1975) aux exploitations agricoles, et nous tenterons ici de l'appliquer à l'Akis de Marabá. Cette théorie, comme le signale Lemoigne (1990), est centrée sur le concept de transformation et non sur celui de fonctionnement (comme le sont la plupart des théories systémiques). Elle étudie les transformations d'un système (cognitif dans le cas étudié par Piaget, mais il a lui-même tenté des transpositions dans d'autres domaines : voir en particulier Piaget, 1992) soumis à une «perturbation», autrement dit à un signal qui ne peut plus être traité par le processus d'accommodation / assimilation du cycle du fonctionnement. Le système doit alors réagir selon trois types de stratégies que Piaget identifie comme trois formes d'équilibration :

- Équilibration *alpha* : la perturbation est niée, elle est simplement compensée par déconnexion ou consommation de réserves. Cette stratégie est nécessairement provisoire et doit faire place aux autres si la perturbation persiste.
- Équilibration *bêta* : la perturbation est traitée par un ajout structural. Le système et son fonctionnement demeurent cependant inchangés.
- Équilibration *gamma* dite équilibration majorante : le système est changé, les relations entre les éléments et entre ceux-ci et la totalité

---

(Centre d'études intégrées sur l'agriculture familiale) dont le Lasat constitue l'un des groupes de recherche. Elle était depuis sa création à la fin des années 1980 et jusque vers 1996, beaucoup moins intégrée dans l'UFPA et plus dépendante de contrats au Brésil ou à l'étranger.

sont changées en nature. Il y a alors apprentissage durable et développement.

## 1. Marabá avant 1997 : l'anti-gouvernance territoriale...

### 1.1. La violence comme système politique

La région de Marabá est au carrefour des axes routiers nord-sud (route Brasilia-Belém, empruntée par les paysans capitalisés du Sud, construite dans les années 1960) et est-ouest (route Transamazonienne construite dans les années 1970 et qui a servi de voie d'accès aux familles pauvres du Nordeste), de la voie ferrée São Luis-Marabá<sup>1</sup> et de grands fleuves (le Tocantins qui a servi aux importantes activités d'extraction, notamment de la châtaigne du Pará<sup>2</sup>). Cette région est aussi celle des grands complexes miniers (Carajás, les plus grandes mines de fer du monde) et hydroélectriques (barrage de Tucuruí, le plus grand de l'Amazonie et le second du pays après Itaipú). C'est sans doute ce qui explique la violence des conflits fonciers qui se sont déroulés dans la région, aboutissant à la mort de nombreux paysans, *leaders* syndicaux, religieux et avocats. On se souvient sans doute en France du massacre en mai 1996 d'El Dorado de Carajás, dû à l'intervention de la police de l'État du Pará en vue de faire lever un barrage routier établi par des paysans sans-terre, et qui s'est soldé par la mort de près d'une vingtaine de paysans. Mais cette violence est aussi quotidienne : elle se dégage de presque tous les récits des paysans que nous avons rencontrés et qui se sont installés sur des terres de l'État, également revendiquées par des personnages influents des grandes oligarchies locales ou des gros éleveurs du sud du pays venus investir en Amazonie. Le système brésilien de la «*posse*» se prête particulièrement à la loi du plus fort : la terre publique colonisable est à celui qui l'occupe, autrement dit, lorsque l'état de droit ne règne pas, à celui qui peut payer des hommes de main pour chasser ou tuer les autres occupants. La pratique du *grilagem*, qui consiste à faire falsifier les titres de propriété ou les constats d'occupation par des «notaires» peu scrupuleux est aussi une autre forme de violence. L'occupation d'une terre a souvent été vécue, à Marabá, comme une épreuve de force : les hommes cultivant un lopin de terre laissent dans un premier temps leurs femmes et enfants en ville, plus à l'abri des hommes de main exécutant sans prévenir et en toute impunité (voir l'ouvrage de Christian Greffray, 1995, sur le droit de vie et de mort des grandes oligarchies de la région). Le moment de l'installation a été souvent l'occasion, forcée, d'une organisation

---

1. Construite initialement pour l'exportation des minerais de fer, le Gouvernement Fédéral a contraint l'organisme en charge de sa gestion à assurer également le transport de passagers à bas prix (moins de quinze dollars pour effectuer 1 000 km...).

2. *Bertholletia excelsa*, dont la graine se retrouve dans nos «mélanges apéritifs» en Europe.

collective des paysans. Celle-ci doit d'abord permettre de lutter contre les personnages qui cherchent à les chasser, et ensuite, bien sûr, de se répartir la terre et de s'accorder sur les limites entre les lots de colonisation (l'Inkra n'assure dans ces régions de «colonisation spontanée» qu'*a posteriori* son travail de mesure des lots par un géomètre, de construction de la route d'accès et d'installation des infrastructures minimales : école, eau...). L'Église catholique a un temps été très fortement impliquée aux côtés de ces paysans dans les luttes agraires. Les *leaders* désignés par le prêtre pour réunir la «communauté ecclésiastique de base» (CEB) là où il ne pouvait se rendre tous les dimanches n'abordaient pas que des questions spirituelles avec leurs compagnons de lutte.

Dans ce climat de violence généralisée et de non-droit, les questions du développement durable ou de la «gouvernance» n'ont aucun sens. Mais à la fin des années 1980, un certain nombre de paysans voient leur statut foncier régularisé ou du moins sécurisé. Il faut dire que le Gouvernement Fédéral, au moment de la construction du second plus important barrage du pays et de la mise en exploitation des mines de fer les plus importantes au monde, avait intérêt à un minimum de paix sociale. Les violences n'ont pas soudainement disparu, mais, la sécurité foncière assurée, une portion non négligeable de la paysannerie locale a pu s'intéresser à d'autres questions que celles liées aux revendications sur la terre, notamment : «peut-on vivre toute sa vie avec le même lot de cinquante voire cent hectares en pleine Amazonie ?» Cela a conduit les syndicats paysans (les STR : *Sindicatos de Trabalhadores Rurais*) à s'intéresser aux questions du développement.

## ***1.2. Un abandon de la paysannerie par l'État à un système de courtiers et de portiers du développement.***

Avant 1997, l'État fédéral ne connaissait officiellement dans la région de Marabá que l'Emater en tant qu'organisme de développement agricole<sup>1</sup> ou plutôt d'«*extensão rural*» selon l'expression consacrée au Brésil (le mot «rural» était d'ailleurs largement usurpé dans la mesure où il n'y avait aucune réflexion ni action hors de l'agricole et ni même véritablement hors des exploitations proches du modèle productiviste). Cependant, il existait une grande quantité d'ONG qui œuvraient de façon assez peu coordonnée dans ce domaine. L'Inkra, quant à lui, malgré sa mission de colonisation agraire, n'avait qu'une attitude défensive de contention des revendications et son siège à Marabá était surtout connu pour les perpétuels campements de protestation réalisés par les paysans sans-terre.

---

1. Dans la suite de ce texte nous utiliserons l'expression «développement agricole» pour traduire «*extensão rural*».

Les Syndicats de Travailleurs Ruraux (STR, la loi en prévoit un par commune), conçus au départ comme une émanation de l'État et qui participaient à la redistribution des services comme la couverture maladie et la retraite (c'est toujours le cas d'ailleurs), ont joué un rôle actif dans les luttes agraires et un rôle de représentation de la paysannerie à travers leur regroupement en fédération (la Fetagri) au niveau de l'ensemble de la région Sud-Est du Pará. Tout au long des années 1980 et au début des années 1990, les *leaders* paysans formés par l'Église et des partis de gauche ont réussi à prendre le contrôle de ces institutions et à donner un tour plus démocratique aux élections des représentants. Face à un début de régularisation des statuts fonciers, les syndicats (STR) ont commencé ensuite à percevoir qu'ils ne devaient pas seulement s'intéresser à la question de la revendication foncière mais aussi à la question de savoir quel développement est possible avec des lots de cinquante à cent hectares en pleine Amazonie. C'est le début de leur coopération avec des agronomes (de Reynal et *al.*, 1997). Ces STR sont même devenus dans les années 1990 de véritables «courtiers du développement», pour reprendre l'expression de J.-P. Olivier de Sardan (1995), permettant la captation de ressources que des bailleurs de fonds brésiliens (Ministério do Meio Ambiente) ou étrangers (ODA en Angleterre, communauté européenne, Misereror...) cherchaient à utiliser sans toujours disposer de relais sur le terrain. L'existence d'un aval scientifique donné par un partenaire de recherche proche sur le plan idéologique (voire politique, avec le PT, Parti des Travailleurs), mais indépendant financièrement et autonome quant à ses pratiques (le Lasat) a été une composante non négligeable de cette fonction de courtiers du développement. Parallèlement cinq, puis six syndicats de la région de Marabá ont créé une fondation, la Fata<sup>1</sup>, qui a joué un rôle important dans le développement et les relations à la recherche. Nous verrons d'ailleurs qu'elle a été indirectement mais profondément transformée par les nouveaux modes d'action de l'État. Chaque syndicat dispose dans les localités d'une délégation constituée de l'ensemble des adhérents à jour des cotisations et d'un président élu. Il s'agit souvent en fait d'une antenne ayant un rôle de lien avec les *leaders* syndicaux de la commune.

---

1. Fundação Agrária do Tocantins Araguaia, qui dispose d'un centre de formations et de rencontres pouvant accueillir de l'ordre de quarante personnes, et qui abrite aussi une École Familiale Rurale. La création et le fonctionnement de la Fata, qui ont représenté un lien important entre les syndicats de travailleurs ruraux et la recherche et ont créé maints apprentissages dans cette relation (Diniz Guerra, 1999), doit notamment beaucoup à un professeur de sociologie de l'Université Fédérale du Pará très engagé sur le terrain, Jean Hébette (Hébette et da Silva Navegantes, 2000). La Fata a eu un rôle majeur dans le développement rural de la région de Marabá dans les années 1988-1997 aux côtés d'autres institutions comme la Commission Pastorale pour la Terre (CPT), le Centro de Educação, Pesquisa e Assessoria Sindical e Popular (Cepas), la Federação de Órgãos para Assistência Social e Educacional (FASE) ainsi que diverses ONG.

D'autres ONG étaient présentes à Marabá (Commission Pastorale pour la Terre, Federação de Órgãos para Assistência Social e Educacional, etc.) et jouaient un rôle de «portiers du terrain» pour les administrations brésiliennes ou bailleurs de fonds internationaux à la recherche de projets de développement durable ou de développement de la paysannerie amazonienne. Des portiers par ailleurs dépendants à leur tour des courtiers du développement : *leaders* des syndicats ou *leaders* des communautés utilisant les ressources transitant par eux pour consolider et reproduire leurs positions.

## 2. L'application de la notion de «pacte territorial» à Marabá depuis 1997...

À Marabá, la présence de l'État dans le développement de l'agriculture familiale est aujourd'hui essentiellement assurée par l'Inra. Dans la région du Sud-Est du Pará qui s'étend sur 38 communes (soit 75 000 familles agricoles), l'Inra, dont le siège est à Marabá, emploie 180 fonctionnaires. L'Inra a pour mission d'accompagner les familles agricoles de la phase de «colonisation» (*assentamento*) jusqu'à leur «émancipation», terme administratif qui désigne le moment où les services et installations disponibles sont reconnus comme suffisants et que l'Inra soit légalement libéré de ses obligations. Il y a donc un véritable enjeu pour les agriculteurs à ce que leur localité soit reconnue comme un *assentamento*. C'est l'opération de *vistoria*<sup>1</sup>, obligatoirement réalisée par les agronomes de l'Inra, qui en décide. Six équipes d'agronomes tournent en permanence pour réaliser ces *vistorias* (soit une capacité de trente à quarante *assentamentos* par an). La *vistoria* est une opération d'inspection et d'expertise qui consiste à vérifier si une zone «indiquée<sup>2</sup>» par les responsables des «mouvements sociaux<sup>3</sup>», correspond effectivement à une zone de colonisation. Il s'agit d'une évaluation de l'immeuble en vue d'une expropriation et indemnisation de son propriétaire permettant l'installation définitive des familles. Une fois la zone reconnue officiellement comme un *assentamento*, les familles concernées peuvent prétendre à une aide de l'Inra pour l'amélioration de la route (voire sa construction), l'électrification rurale, l'installation de l'eau potable, etc. Actuellement, selon le directeur technique de l'Inra de Marabá, la seule région de Marabá reçoit près de 33 % du budget dont dispose l'Inra

---

1. Nous préférons laisser ce terme en portugais car il représente une opération administrative et technique très particulière qu'il convient de distinguer des autres diagnostics. Cette opération n'est pas sous-traitée.

2. Il s'agit d'une terminologie administrative et par extension celle des acteurs locaux : nous traduirons dans le reste du texte «indiquée» pour *indicada* et «indication» pour *indicação*.

3. Là encore il s'agit d'une terminologie relevée dans nos entretiens et employée très largement par l'ensemble des acteurs sociaux de Marabá, nous traduisons *movimentos sociais* par «mouvements sociaux».

au niveau national pour la construction de ces infrastructures soit dix à quatorze millions de reals par an. Toutefois cela ne représente que 2 à 3 % des demandes exprimées sur les zones déjà reconnues (soit 450 millions de reals). Comment expliquer alors la relative paix sociale dans laquelle déclare se trouver l'Inkra à Marabá ?

C'est en 1997 que l'Inkra dote de pouvoirs supérieurs l'unité avancée de Marabá en la transformant en une Direction régionale (*super-intendencia*) pourvue d'une plus grande autonomie. La citation suivante de notre entretien avec le directeur technique met clairement en avant la volonté affichée de mise en œuvre de principes de transparence et de concertation et fait de ces principes les responsables de l'amélioration des relations entre l'Inkra et les mouvements sociaux : «Aujourd'hui on peut dire qu'il existe une familiarité amicale, un partenariat agréable. Il y a deux ans, quand nous sommes arrivés ici, c'était bien différent. Il régnait un climat de très forte animosité avec les mouvements sociaux, ceux-ci envahissaient le terrain de l'Inkra, séquestraient des fonctionnaires, ce type de choses s'est produit pendant de nombreuses années. À partir du moment où le nouveau Directeur régional est arrivé, tout a changé. [...] Les années antérieures, ce qui se passait était que l'Inkra imposait les décisions, alors les gens envahissaient, venaient frapper à la porte. Depuis l'an dernier, les choses se passent différemment, on leur dit "voilà la taille du gâteau, répartissez-le entre vous : chacun en prend une partie et le redistribue"». De fait, chaque année l'Inkra organise une réunion<sup>1</sup> régionale au niveau de chacune de ses cinq sous-régions dans laquelle il informe largement des ressources disponibles pour faire les *vistorias* et pour doter les *assentamentos* reconnus des services que doit fournir l'Inkra en vue de leur «émancipation». À partir de là, le mouvement doit établir un accord avec les présidents d'associations pour décider quelles zones passent en premier. Ce sont donc les partenaires sociaux qui sont chargés de mener à bien les «négociations», libre à eux de les conduire comme bon leur semble. Ce principe de l'action publique est encore bien plus explicite dans le cas d'un programme de crédit comme le Pronaf, qui doit de surcroît procéder au choix nominatif des familles bénéficiaires.

Mais qu'appelle-t-on à présent «mouvement social» ? Ce sont les organisations qui sont censées représenter les intérêts des agriculteurs familiaux. Classiquement à Marabá c'était il y a encore quelques années les STR. Plus tard, à partir de 1996, le MST s'est installé à Marabá, les STR n'ont plus été dès lors les seuls représentants des intérêts des agriculteurs familiaux. Cette tendance à la diversification des intermédiaires du

---

1. À laquelle participent les présidents d'associations, les maires, les secrétaires municipaux à l'agriculture, les secrétaires municipaux à l'équipement et des représentants de l'unité avancée de l'Inkra : un directeur délégué (*executor*), un technicien et deux représentants de la Direction régionale de Marabá.

développement s'est accentuée à partir de 1997 avec la montée en puissance des associations locales. Dans la région de Marabá, on compte plus de 700 associations pour 329 *assentamentos*. De nombreuses associations ont refusé de se rattacher à la Fetagri et se sont regroupées en *Centrais* ou *Uniões* au niveau de chaque commune et en une *Federação de Centrais* au niveau régional. Ces regroupements des «associations dissidentes» étaient notamment destinés à leur permettre de mieux négocier avec les autres «mouvements sociaux» dans l'espace délimité par l'Inkra et le Pronaf. Il y a donc des *assentamentos* qui disposent de trois ou quatre associations ! L'une de ces associations peut être liée à la Fetagri, l'autre au MST, une troisième à la *Federação de Centrais* voire à aucun de ces mouvements !

L'action de l'administration municipale dans le développement rural n'a jamais été citée spontanément par nos interlocuteurs de l'Inkra, des agences privées de développement ou de la recherche. Dans leurs bouches, lorsque la question leur est posée, les Secrétariats Municipaux à l'Agriculture sont présentés avant tout comme des organes sans jeu propre et inféodés aux acteurs politiques que sont les maires. En revanche la commune est systématiquement désignée comme l'une des scènes qui sera à l'avenir les plus stratégiques pour eux et de façon générale pour le développement rural. Ce n'est pas une impression aussi tranchée que nous a donnée notre entretien avec le Secrétaire à l'Agriculture de la municipalité de Marabá.

Certes il s'agit très certainement du plus important Secrétariat à l'Agriculture de toute la région Sud / Sud-Est du Pará : créé en 1991, il comporte trois vétérinaires, cinq ingénieurs agronomes, deux ingénieurs forestiers, cinq techniciens agricoles et deux techniciens en contrôle sanitaire. Par ailleurs, le Secrétaire nous a brossé un historique de ce service dans lequel il apparaît que celui-ci est progressivement passé d'un rôle de contrôle et de «paperasserie» à une fonction de développement et d'intervention directe sur le terrain. En poste depuis deux ans, il nous signale que Marabá serait selon lui la commune comportant le plus grand nombre d'*assentamentos* dans tout le Brésil – et situe l'essentiel de l'action de son service dans ce champ. Qui plus est, en tentant de signer un accord avec la Banque d'Amazonie pour fournir l'assistance technique aux projets Pronaf contre 1 % du montant total des crédits, il rentre potentiellement en concurrence directe avec les *prestadoras*<sup>1</sup>. Au-delà de ces prétentions, le discours que nous a tenu ce Secrétaire est entièrement structuré par l'affirmation de la nécessaire indépendance du technique par rapport au politique, et par là il nous semble qu'il tente de s'affirmer, lui et son service,

---

1. Qui, elles, touchent 3 %, mais doivent payer les salaires de leurs agents.

comme un acteur à part entière dans le jeu de l'agriculture familiale de la commune.

Si la référence aux Secrétariats Municipaux à l'Agriculture n'apparaît pas spontanément dans tous nos entretiens, ce n'est pas le cas des Conseils Municipaux de Développement Rural (CMDR), mais pour signaler qu'ils n'existent pas ou bien que ceux qui existent ne fonctionnent pas. De fait, sur les 38 communes de la région Sud-Est du Pará, seules quatre auraient formé des Conseils Municipaux de Développement Rural capables de fonctionner. En théorie cela devrait empêcher tout accès des municipalités au «Pronaf infrastructures et services»<sup>1</sup>. Il existe cependant une clause du Pronaf spécifiant qu'au cas où le CMDR ne fonctionnerait pas, il revient à la Chambre Technique régionale (*Câmara Técnica*) de faire les sélections. Or le Directeur régional de l'Inra a exigé que son organisme en ait la coordination (même si formellement le représentant de l'Inra a été élu par les autres membres de la Chambre). C'est donc finalement l'Inra qui, pour l'instant, assure la coordination du Pronaf dans la région, à l'exception des communes qui ont réussi à faire fonctionner un CMDR. Dans ces derniers cas, le CMDR est décrit, à l'unanimité ou presque de nos interlocuteurs, comme une simple émanation du maire. Ce dernier nommerait dans ce conseil des représentants de la «société civile» qui seraient, de fait, ses obligés. La loi ne précisant pas les règles de composition des CMDR ni de sa présidence, la définition de la Société Civile est établie par le maire et le président du conseil est nommé par lui (dans tous les cas, sauf un, il s'agit du Secrétaire à l'Agriculture). Étant donné l'importance du CMDR dans la réussite du «pacte territorial», certains de nos interlocuteurs ont déjà trouvé une expression imagée de la situation : ce serait la «*prefeiturização*» (du terme «*prefeito*» qui veut dire maire au Brésil) du développement rural. C'est cependant une expression pour l'instant exagérée dans la région au regard de l'importance du rôle de l'Inra et des mouvements sociaux, comme nous l'avons vu, et de celui des *prestadoras de serviços*<sup>2</sup>, que nous allons aborder à présent.

En juin 2000, l'Inra a mis en place un programme censé accélérer la consolidation des *assentamentos* dans le Sud du Pará à travers les PDSA (Plans de Développement Durable des *Assentamentos*). Ces plans de développement doivent être réalisés, dans un délai de dix mois, par des agences de développement agréées, l'agence recevant de l'ordre de 27 reais par famille. Nos interlocuteurs nous ont parlé de plus de six millions de reais

---

1. Une ligne de crédit spécialement destinée à la construction de routes, écoles, électrification rurale pour les communes appuyant l'agriculture familiale.

2. Elles pourraient être traduites par l'expression «entreprises de développement agricole», mais nous garderons le terme brésilien tant elles représentent un phénomène particulier dans l'histoire locale du développement.

prévus pour l'exécution de ces plans (dont environ 5 % pour les diagnostics demandés aux *prestadoras*) dans 180 *assentamentos* de la région de Marabá. C'est sans doute peu au regard des besoins et du nombre total de communautés locales rurales, mais c'est suffisant pour créer des enjeux locaux importants et des tensions. Sachant que l'accès au crédit dépend de l'élaboration d'un projet technique élaboré par une agence agréée, ce qui donne un pouvoir important à ces agences (Abramovay et Veiga, 1999), le Pronaf est un autre «marché de services» pour les *prestadoras*. Un document officiel chiffre à cinq millions de reais les ressources transférées à l'assistance technique pour le Pronaf dans le Pará de 1996 à 2000<sup>1</sup>. Les agences sont également sollicitées par les municipalités pour la confection des PMDR (Plans Municipaux de Développement Rural). La lutte est âpre entre les agences de développement agissant à présent comme des agences privées de prestation de service. Le travail de Rita Soares Pinto, réalisé en 2000, montre l'immense espoir généré chez les partenaires sociaux par l'arrivée de cette manne et leur combat pour conserver un monopole de la représentation légitime des agriculteurs familiaux (Soares Pinto, 2003).

Parmi les *prestadoras* de la région de Marabá nous trouvons, aux côtés de la Coopserviços liée aux STR et donc à la Fetagri, une agence liée au MST (qui emploie cinq techniciens) et deux agences liées aux Centrais et Uniões d'associations : COPIVAG et UNIAG. D'autres agences n'affichent pas une relation d'exclusivité avec un «mouvement social» : ARDEMA, Copatió et Extensão Amazonas. Extensão Amazonas a été créée par des agents de développement et des techniciens fonctionnaires de l'Emater et de l'Incrá. Ce ne sont pas eux qui effectuent directement le travail, mais ils sont les employeurs de techniciens qui effectuent des PDSA et autres services de développement. Leur agence dégage des revenus qui leur permettent, une fois payés leurs employés, d'arrondir leurs salaires de l'administration. Selon Soares Pinto, ces agents ne se réclament pas d'une approche militante, qu'ils qualifient pour leur part de «corporatiste». Ils mettent en avant des critères de «compétence et d'efficacité» qui doivent «apparaître spontanément par le jeu du marché : la population rurale choisira les ONG qui sont capables de faire l'assistance technique selon des critères qui sont ceux du marché (compétence, efficacité administrative, qualité des services, efficacité des résultats, etc.)» (Soares Pinto, 2003). Comme ils connaissent bien le terrain, ils réussissent à «convaincre» certains présidents d'associations de leur confier l'étude technique, et leur connaissance approfondie des administrations (puisqu'ils en font partie) donne confiance et peut laisser penser qu'ils seront plus à même de faire aboutir les dossiers. De fait,

---

1. <http://www.pronaf.gov.br/ater/numeros.htm>

comme l'a signalé Rita Soares Pinto (2003), leur position est ambiguë : à la fois hors des agences publiques et dedans, ils profitent d'informations et de réseaux dans l'appareil administratif que n'ont pas les autres. La vision que donnent de ce type d'agences les techniciens liés de façon plus ou moins directe aux mouvements sociaux est sans appel : «elles sont avec le gouvernement».

La Coopserviços a été créée en novembre 1998 par les techniciens des diverses ONG qui travaillent avec les STR. C'est ainsi que tous les techniciens de la Fata, le Cepasp, la coopérative des agriculteurs de Marabá (la COOCAT) et la CPT sont à présent, à la suite d'un accord entre ces institutions, regroupés dans la Coopserviços. Son «coordinateur» est fier de nous donner des chiffres impressionnants de la croissance de la Coopserviços : de deux techniciens parmi les fondateurs puis une dizaine au départ, ils sont aujourd'hui trente agents employés à temps plein (dont huit sont à bac plus cinq ou plus) et disposent d'un parc de cinq voitures et huit motos. Ils réalisent actuellement 27 plans de développement (PDSA) dans treize communes soit un budget de 640 000 reais sur dix mois. Le lien avec la Fetagri et les syndicats est très fort, quasiment organique. D'ailleurs le coordinateur de la Coopserviços le présente clairement et fièrement comme une relation d'exclusivité et comme la différence essentielle d'avec les autres *prestadoras*.

Contrairement à bien d'autres *prestadoras*, la Coopserviços continue de payer ses agents lorsqu'elle passe quelques mois sans contrat. Enfin, comme la Copatoró, entreprise concurrente, elle fait un effort financier considérable pour permettre à quelques-uns de ses agents de suivre des formations. Il ne s'agit pas seulement de formations continues courtes (auxquelles tous semblent accéder), mais de formations universitaires longues (diplôme de master, d'ingénieur) durant lesquelles les agents continuent de percevoir un salaire, une sorte de bourse. Cela a une contrepartie : un engagement personnel considérable dans le travail. S'il le faut, les week-ends sont passés sur le terrain, les vacances de Noël aussi. On attend d'eux une disponibilité de tous les instants. La limite n'est pas claire entre le domaine personnel et le domaine professionnel. D'ailleurs cela va de pair avec la méthode de travail proposée qui explique que tous les agents de la Coopserviços sauf trois soient de jeunes célibataires (seul l'un d'entre eux a plus de 31 ans). Il s'agit d'une méthode «par immersion», qui comporte une part d'attitude quasi fusionnelle, en tout cas empathique. Notre interlocuteur parle de «*convivo*» autrement dit de «vie quotidienne avec les familles». Mais cette méthode est contrainte par les délais de l'administration et l'importance du travail de bureau que réclament les dossiers. Ils sont d'ailleurs en train de décentraliser la Coopserviços en quatre équipes plus proches du terrain (des syndicats plus

précisément) qui se réuniraient une fois tous les quinze jours à Marabá. Pourtant, de façon plus positive, une part de cette activité administrative et technocratique peut être vue aussi comme procédant d'une tentative de formalisation de l'activité de développement, voire de bureaucratisation (au sens de Weber c'est-à-dire notamment une rationalisation et une dépersonnalisation) : établissement de rapports-types, standardisation des méthodes de diagnostic et d'évaluation (voire des procédures de participation) à laquelle contribue fortement le Lasat.

En revanche, tout le discours de notre interlocuteur de la Copatioró porte sur les différences entre *prestadoras*, et notamment entre la Copatioró et la Coopserviços. Pourtant, son agence travaille beaucoup avec la Fetagri et les STR, qui l'indiquent souvent et avec qui elle entretient une «affinité politique». Mais la Copatioró est avant tout une agence créée par les techniciens des ONG travaillant dans la commune de São João de Araguaia (CPT, Mouvement d'Éducation de Base, Programme de Développement Humain du diocèse, techniciens du Secrétariat Municipal à l'Agriculture qui était tenu par le PT, techniciens du syndicalisme urbain...), création à laquelle les syndicalistes n'ont pas pris part. Aujourd'hui, cette agence emploie 33 techniciens (dont 17 «seulement» pour les PDSA) qui, après six mois de «stage», se sont tous vus offrir la possibilité de faire partie des membres et ne sont donc plus seulement des employés. C'est «ce long processus historique» qui sert à la Copatioró à expliquer et légitimer son autonomie face au mouvement syndical. Là non plus notre interlocuteur ne parle pas de rupture avec le mouvement syndical : «Nous avons besoin d'avoir une autonomie de travail pour sortir des intérêts de l'Église et aussi des intérêts qu'aurait un service de l'État. [...] Avec de nombreuses attitudes que le mouvement syndical exigeait, il n'y avait pas concordance, c'est pour ça que nous avons besoin d'une entité qui serait autonome, tout en travaillant avec le mouvement social».

En l'espace de cinq ans, de nouveaux acteurs du développement sont apparus à Marabá avec des comportements assez différents : les *prestadoras*. Mais il s'est aussi formé un véritable milieu social de techniciens du développement rural (les recrutements ont été très nombreux comme le montre la taille actuelle des agences comportant chacune entre 17 et 33 techniciens).

### 3. La gouvernance sans le territoire...

La situation apparaît ainsi comme un processus d'apprentissage du système de connaissance agricole local que peut nous aider à qualifier la théorie de l'équilibration. Ce n'est pas le crédit qui semble ici une

perturbation : il y en avait déjà eu d'autres auparavant<sup>1</sup> destinés aux petits agriculteurs, voire à ceux qui sont sans statut foncier régularisé ; cela ne faisait qu'alimenter le fonctionnement d'un système clientéliste dans lequel cherchaient à se placer les *leaders* des STR et où les prêts étaient considérés comme des fonds perdus. Ce qui semble plutôt être une perturbation susceptible de provoquer non une simple assimilation / accommodation du système antérieur mais une équilibration majorante, c'est l'obligation de délibération, donc de justification, et la mise en concurrence entre les différents représentants des «mouvements sociaux». C'est notamment ce dont se plaint la Fetagri : la perte du monopole de la représentation des agriculteurs. Ce n'était pas un pari gagné d'avance, surtout en Amazonie, car il y avait peu de raisons de se douter qu'autant d'associations d'une part et de *prestadoras* d'autre part émergeraient en dehors des circuits des partenaires sociaux déjà institués et perturberaient le jeu social local du développement. Mais quel type d'équilibration est en train de se produire ? De nombreux éléments nous montrent que nous sommes malheureusement encore loin d'une équilibration de type *gamma*.

Ce sont les mouvements sociaux eux-mêmes qui sont chargés d'établir des priorités dans les demandes qu'ils présentent de *vistoria* de l'Inkra ou de crédits Pronaf. Cette délégation de la détermination des priorités est étendue également au financement des infrastructures, par exemple si la route est en très mauvais état dans tel *assentamento* sa reconstruction sera portée prioritaire, etc. Ce principe de co-gestion suppose cependant l'existence au niveau local de familles agricoles démocratiquement organisées et aptes à négocier leur développement entre elles d'abord, puis à travers des représentants au niveau de leur petite région. C'est une condition qui est loin d'être remplie pour des gens qui n'ont jamais fait l'expérience de telles relations, ni même souvent de leur propre citoyenneté. En tout cas sur un plan formel c'est un principe qui impose aux agriculteurs de se constituer en «associations» locales et à désigner un président chargé de les représenter «à travers les mouvements sociaux» face à l'administration fédérale. On peut espérer que cela fait partie, notamment du fait de la multiplication et la mise en concurrence des associations, d'un processus – même s'il est long et difficile – d'apprentissage de la démocratie au quotidien.

Il est clair par ailleurs que la pratique de l'indication, qui oblige une association à se faire représenter par un mouvement social afin de participer à l'espace de négociation défini par l'État fédéral, fait des «mouvements sociaux» des intermédiaires obligés et influents pour toute association, et de l'association un intermédiaire obligé pour tout agriculteur. Ce n'est pas sans

---

1. Dans les années 1990, il y a eu le FNO : Fundo Constitucional de Financiamento do Norte, puis le PROCERA : Programa de Crédito Especial para a Reforma Agrária.

significations politiques : derrière la Fetagri on retrouve plutôt le PT, tandis que derrière les *Centrais* et *Uniões* on retrouve d'autres partis comme le PSDB. Enfin, pour être tout à fait certains de la nécessité de s'interroger sur la nature sociale de ces associations, il suffit de signaler que face à l'émergence rapide de ces dernières, du fait qu'elles apparaissent comme une nécessité légale pour accéder aux ressources de l'Inkra et du Pronaf, les syndicats affiliés à la Fetagri se sont dépêchés de tenter de transformer leurs délégations syndicales en associations... et de les fédérer au niveau municipal et régional.

Concrètement, le lien entre la Coopserviços et les STR représente un avantage certain, celui de l'accès au «marché» du conseil technique de l'appareil syndical qui tient les deux bouts de la chaîne de commandes de services : une délégation de représentation de la part d'associations qui réclament un PDSA ou des crédits Pronaf, et une reconnaissance des sièges dans les instances de décisions participatives de l'Inkra et du Pronaf. Mais cela comporte comme corollaire une fidélité absolue aux syndicats selon le système des indications, comme nous l'explique le directeur de la Coopserviços : «C'est tout une chaîne : c'est le syndicat qui indique les associations qui sont le plus impliquées dans son travail, dans les questions syndicales, où l'on ne discute pas que du projet [du PDSA ou du Pronaf] mais aussi de l'éducation, de la santé. Celles qui s'engagent dans les discussions politiques avec la municipalité, qui sont dans la question coopérativiste». L'indication est présentée comme une garantie de sérieux dans le choix des associations représentées : «Du fait que nous, nous ne connaissons pas les associations, ceux qui font la sélection ce sont les syndicats. Ils nous disent "voilà, celle-là est honnête, c'est une association qui est bonne". Et ensuite là-bas sur le terrain, quand se met en place un projet, d'abord il faut bien sûr prendre en compte la condition de la famille et tout ça, mais en fait celle qui va décider et qui va dire : "Voilà, c'est ce paysan-là ! C'est celui-là qu'il faut mettre dans le projet !", c'est l'association. C'est elle qui va indiquer l'agriculteur. Parce que c'est elle qui sait si ce type va prendre les sous et s'en aller ensuite, ou qui sait même s'il réside vraiment au Pará. Parce qu'il n'est pas possible ici de prendre les sous et ensuite de ne rien faire. C'est un risque tant sur le plan technique que pour l'organisation [syndicale], n'est-ce pas ?» Cette citation précède une explication sur l'importance de détecter dès le départ les demandes illégitimes, voire frauduleuses, d'associations fantoches ou d'individus qui «ne vont ensuite jamais aux réunions, qui ne sont jamais là, qui parfois ne sont même pas clients de la réforme agraire».

Du côté du recrutement des techniciens et ingénieurs, c'est un système principalement fondé sur la cooptation qui est établi en toute conscience.

Toujours selon le même interlocuteur (mais la cooptation est un principe général à toutes les *prestadoras*) : «Tous les gens qui travaillent ici sont passés ou ont fait des stages en rapport avec la question syndicale, ce sont des personnes jeunes qui viennent d'autres États mais qui connaissent déjà un peu la réalité [l'agriculture familiale] sur laquelle ils vont travailler. [...] Des techniciens que nous avons ici, beaucoup ont été recrutés sur indication. Alors j'ai le CV et je jette un coup d'œil au profil de ce dont nous avons besoin, mais j'ai aussi l'indication. [...] Des jeunes, des gens qui arrivent crus c'est bien sûr un risque, mais bon si on voit un bon professionnel alors... On a déjà eu des problèmes avec certains qui sont partis à présent, mais bon quand tu as un nombre de trente, il y a certains plus motivés que d'autres n'est-ce pas ?». Même si elle n'est donc pas un principe exclusif de recrutement, la cooptation permet de s'assurer à la fois bien sûr une certaine cohérence avec l'idéologie de l'organisation, mais aussi un degré suffisant de motivation et la présence d'aptitudes mal évaluées par les diplômes universitaires et faiblement transmises par les formations existantes (capacité d'écoute, respect des organisations et de la parole paysanne et syndicale...). Il faut dire que les recrutés accèdent immédiatement au statut d'associés dans la coopérative de services, et pas seulement de salariés, et participent donc des décisions et de la marche de l'organisation. Notre interlocuteur s'est présenté en effet comme un «coordinateur», et non pas comme un patron.

Même s'il faudrait des travaux de recherche plus approfondis pour avoir une idée de la nature exacte de la relation concrète de développement qui est mise en œuvre dans les localités, il est cependant permis de douter que les principes de «familiarité» (*convivência*) qui sont mis en avant par les *prestadoras* militantes rendent très aisée l'émergence d'attitudes professionnelles. Selon le directeur de la Coopserviços : «la vie avec l'agriculteur et ses organisations est essentielle. Nous tentons de préserver [ce principe]. Pour améliorer cette relation qui est fondamentale pour le technicien et pour l'agriculteur, il est nécessaire d'avoir confiance et de voir le technicien comme un partenaire et la question de la confiance permet de parler d'une même voix avec lui». Inutile de préciser ce que ce commentaire sur l'introduction de rapports personnels entre un agent de développement et des agriculteurs (de fait certainement les représentants syndicaux locaux) produit comme interrogations sur la nature sociale de la relation en termes de constitution de réseaux d'allégeances ou d'obligés. On lira avec intérêt les travaux de recherche portant sur les relations de clientèle et de paternalisme au Brésil (Durousset, 2001) et en Amazonie en particulier (Léna et *al.*, 1996), notamment lorsqu'elles s'insèrent dans les pratiques de développement (d'Incão et Roy, 1995).

Par ailleurs, l'État se réserve un pouvoir discrétionnaire de choix final sur les zones et les familles rentrant dans le système de «l'agriculture familiale». Il faut en effet se rappeler que l'indication est ensuite soumise à la *vistoria*. Par cette opération d'expertise que l'Inkra n'a déléguée à aucune autre agence, cet organisme se réserve un droit de regard sur qui sont les agriculteurs qui rentrent dans le champ du développement rural, en tout cas ceux avec qui il s'engage à fournir des services jusqu'à l'émancipation. Par ailleurs certaines associations ont été créées dans les réseaux de clientèle des personnages liés au fonctionnement local de l'État, et certaines *centrais* ont pu apparaître plus dociles, en tout cas plus proches politiquement de la coalition au pouvoir avant les dernières élections. La critique dominante qui est constamment «rabâchée» sur le terrain est celle de l'instrumentalisation par l'État des «mouvements sociaux». Il est vrai que l'État semble appliquer un principe de cogestion sans le dire, ce qui poserait problème car il s'agirait d'une implication et d'une co-responsabilisation des partenaires sociaux dans sa politique. En tout cas le nouveau vocabulaire, voire le nouveau «référentiel» (Faure et *al.*, 1995) employé dans les administrations (celui de la «participation») dégage à son insu une impression de délégation et d'émiettement des conflits sociaux, et donc de manipulation. L'émergence des *Centrais* et des *Uniões* n'était sans doute pas vue d'un mauvais œil par l'ancien Gouvernement pour contourner l'influence du PT, qu'en sera-t-il à présent que le PT est au pouvoir ? La municipalisation du développement et la création des CMDR est dénoncée vigoureusement comme un simple renforcement et un grossier déguisement du pouvoir du maire. Enfin la complexité des nouvelles procédures, la multiplication des instances et des procédures de participation brouillent souvent complètement le jeu social. Les acteurs et les habitants de base sont perdus, certes les plus éclairés et informés souhaitent se former pour mieux maîtriser tout ça mais chez bien d'autres on a l'impression que cette «machinerie politico-institutionnelle» leur «passe au-dessus» et les marginalise plus encore de la vie publique, et qu'on assiste au renforcement du pouvoir des intermédiaires capables de leur donner «un» décodage (le leur, bien sûr).

Les transformations en cours sont donc restreintes à la fois dans le temps et dans les bénéficiaires. Dans le temps, car la durée des réformes n'est pas connue et que les structures mises en place ne sont guère autonomes : les *prestadoras* et la plupart des associations disparaîtront le jour où les transferts de fonds du Pronaf ou de l'émancipation s'arrêteront ou passeront par d'autres conditions. Dans les bénéficiaires, car il faut faire partie d'une chaîne d'allégeances et de dépendances, lorsqu'on est agriculteur de base, pour pouvoir accéder aux bénéfices des politiques en faveur de «l'agriculture familiale». Le système des *assentamentos*, sans doute plus adapté aux

régions du Sud qu'à un front pionnier où tout l'espace peut être considéré en colonisation, restreint l'espace concerné et fait de l'État le décideur final. Pour toutes ces raisons, deux conclusions s'imposent nous semble-t-il :

- S'il y a un début de gouvernance, celle-ci n'est réalisée pour l'instant au mieux que par les ajouts structurels (équilibre *bêta*) que sont les *prestadoras*, les associations, les instances de décisions, les CMDR, tandis que la nature générale du système, son mode de fonctionnement et les relations entre les parties n'est pas fondamentalement changé (équilibre *gamma*) ;
- Cette gouvernance de type *bêta* ne concerne pas le «territoire rural», ni même l'ensemble de la paysannerie, mais des catégories de bénéficiaires qui étaient déjà dans les réseaux, divers, du développement agricole (*via* les STR, différents *leaders* locaux, etc.). Même des institutions qui ont plus clairement une mission territoriale (comme le CMDR ou les Secrétariats à l'Agriculture des Municipalités) déclarent se centrer sur les *assentamentos* et les «réseaux d'indication».

### Conclusion : un processus d'apprentissage ?

La nouvelle politique en direction de l'agriculture familiale a incontestablement provoqué une perturbation dans le système de connaissance agricole de la région de Marabá. L'importance de l'apparition de nouveaux dispositifs, associations, agences de développement et l'énergie qui est mise par les différentes parties prenantes pour se saisir des nouveaux enjeux que sont les crédits du Pronaf et de l'émancipation agraire en sont un indice très révélateur. Cependant, les limites mises en évidence en partie 3 (placage de la notion d'association sur des groupes communautaires, système de «l'indication» conduisant à l'appropriation des ressources du développement par des réseaux d'influence, contrôle encore fort de l'État...) montrent que nous sommes plus en présence d'«ajouts structurels» que d'un changement global de système. Pour l'instant, ces transformations sont restreintes dans leurs projections dans le temps et dans l'espace. On peut d'ailleurs faire une hypothèse semblable pour le reste du Brésil, et la persistance de deux ministères de l'agriculture dans le Gouvernement fédéral n'est sans doute ni souhaitable, ni durable. Le récent discours en faveur de l'agriculture familiale du nouveau président de l'Embrapa, une institution au cœur de «l'autre ministère», procède éventuellement d'une volonté de redéfinition plus profonde du développement agricole que de l'ajout d'une nouvelle structure.

Mais ne fallait-il pas en passer par là ? À Marabá en effet, le contraste avec la situation d'avant les années 1990 (de violence généralisée), voire

simplement d'avant 1997 (de canalisation de la relation de développement dans des réseaux fermés, en grande partie clientélistes ou paternalistes), est suffisamment grand pour conclure à un réel processus d'apprentissage social. Partant de situations où les relations démocratiques n'ont jamais fait partie de l'expérience des individus (pas plus d'ailleurs que l'expérience de la citoyenneté), ce ne sont pas les concepts de gouvernance ou de territoire qui semblent opérationnels, mais ceux de démocratisation et de transformation territoriale rendant compte d'un processus. D'où l'importance de pouvoir réaliser des recherches permettant de suivre les évolutions et de qualifier les transformations en cours, et non simplement faire des diagnostics des situations à un moment donné.

## CHAPITRE 3

# Construction du territoire, développement durable et démocratie sur les fronts pionniers amazoniens

*Jacky PICARD*

Les fronts pionniers amazoniens peuvent être définis comme des espaces en cours de territorialisation ou, plus précisément, de re-territorialisation. Les populations indigènes ont été décimées, repoussées vers l'ouest ou vers le nord, parfois agrégées ou assimilées en position de dépendance. Les espaces desquels elles ont été chassées sont en cours d'occupation par des agriculteurs et des éleveurs venus du sud ou de l'est qui se les approprient en les transformant. Leurs pratiques obéissent à deux logiques différentes, bien que non exclusives : une exploitation de type minier, impliquant des déplacements successifs, et un enracinement territorial qui suppose un certain niveau de reproductibilité des systèmes de production.

Depuis le début des années 1990, la construction de ces territoires, c'est-à-dire l'édification d'une société sur ces espaces, a été marquée par la mise en place de politiques publiques supposées favoriser le développement durable de l'agriculture familiale. Les familles d'agriculteurs attirées en Amazonie à partir des années 1960 n'ont pas toutes pu obtenir un lot de terre dans le cadre des programmes de colonisation publique. Un mouvement d'occupation collective de grandes propriétés d'élevage bovin extensif, généralement peu exploitées, s'est alors développé à partir de la fin des années 1970, notamment dans le sud-est de l'État du Pará, sous l'égide des Syndicats de Travailleurs Ruraux (STR), puis du Mouvement des Sans-Terre (MST). Les politiques d'exonération fiscale ont longtemps stimulé la production de viande bovine et donc le remplacement de la couverture forestière par des pâturages dont beaucoup se sont rapidement dégradés du fait des caractéristiques climatiques et édaphiques ainsi que de leurs modes d'exploitation.

Dans ces conditions, les politiques de crédit à l'agriculture familiale des années 1990 peuvent-elles contribuer à une gestion plus durable de l'environnement, ou tout au moins à une diversification des systèmes de production ? Dans quelle mesure les agriculteurs sont-ils libres de décider de

l'application des ressources qui leur sont avancées dans une région où le modèle de la réussite sociale reste incarné par la figure de l'éleveur de bétail ? L'émergence et la viabilité de systèmes de production alternatifs défendus par des organisations syndicales de plus en plus sensibles aux idées de développement durable, ne dépend-t-elle pas surtout des rapports de force politiques entre les différents acteurs sociaux capables de jouer un rôle dans la construction de leur territoire ?

L'impact des politiques publiques de crédit à l'agriculture familiale des années 1990 ainsi que le jeu des acteurs des fronts pionniers amazoniens seront analysés à partir de l'étude comparative de deux zones de colonisation situées en Amazonie orientale, dans le sud-est de l'État du Pará, aux alentours de la ville de Marabá. La première, Rio Vermelho, avait déjà fait l'objet de recherches entre 1992 et 1994 (Picard, 1998). La seconde, Benfica, a été choisie dans le cadre du programme «Environnement, Vie et Sociétés» du CNRS : il s'agit d'un des sites de la Zone Atelier de recherches sur l'environnement<sup>1</sup>. La mission réalisée en novembre et décembre 2001 dans ces deux zones de colonisation a été financée par le projet de recherche-formation-développement durable de l'agriculture familiale<sup>2</sup>. Douze agriculteurs ont été interviewés de manière approfondie dans chacune des deux zones. Des compléments d'information ont été obtenus auprès de techniciens agricoles, de commerçants et de syndicalistes de Marabá, Itupiranga et Eldorado do Carajás.

## 1. La toile de fond : deux zones de colonisation comparables

La zone de colonisation Rio Vermelho, aujourd'hui «PA<sup>3</sup> Rio Vermelho», se trouve à environ 70 kilomètres au sud de la ville de Marabá. Situées à quatre kilomètres à l'ouest d'une route goudronnée (la «PA<sup>4</sup> 150»), les premières habitations du PA se trouvent à l'ouest de la rivière (le rio Vermelho) qu'il faut donc traverser pour y accéder. C'est un ancien domaine d'exploitation de la noix du Brésil, désapproprié en 1988 et aussitôt occupé par une centaine de familles provenant, pour la plupart, des villes de Marabá et Curionópolis. En 1994, la forêt dominait et les familles vivaient majoritairement dans des maisons de torchis et de branches, recouvertes de feuilles de palmier ou de tuiles de bois. La taille des essarts restait modeste et seuls deux agriculteurs possédaient un peu de bétail, respectivement sept

---

1. Voir rapport intermédiaire 2003.

2. Convênio 002/98 FINEP/FNDCT/CA/AGRIC.FAMILIAR.

3. *Projeto de Assentamento*, soit «projet d'installation». Notons que le terme est ambigu puisque de nombreuses familles d'agriculteurs vivent dans ces zones depuis plus de dix ans. Au début des années 1990, le terme administratif était *Projeto de colonização*, soit «projet de colonisation».

4. «PA» signifie ici que la route appartient à l'État du Pará.

et trente têtes. Fin 2001, le territoire a bien changé : les espaces déboisés sont plus nombreux et plus vastes, recouverts de pâturages pour la plupart clôturés sur lesquels paissent plusieurs centaines de bovins. On compte plusieurs dizaines d'habitations en ciment, planches et tuiles ainsi qu'une école en dur. Cependant, le problème majeur du début des années 1990 n'a pas été résolu : un pont a été construit sur la rivière, mais il a été emporté par la première crue. Une piste de terre d'une trentaine de kilomètres relie Rio Vermelho à la route goudronnée PA 275 entre Curionópolis et Eldorado do Carajás.

Le PA Benfica se trouve approximativement à 120 kilomètres au nord-ouest de la ville de Marabá. Une piste de terre d'environ 70 kilomètres permet d'y accéder à partir de la route goudronnée BR 230. Avant 1994, quelques familles cultivaient la terre ou élevaient du bétail sur une portion de cet espace. Mais c'est à partir de cette année-là, qu'une trentaine de familles s'installent sur une partie des terres et finissent par obtenir leur désappropriation en 1998. Le PA Benfica compte aujourd'hui environ 180 familles et s'organise autour d'un véritable petit village – Santa Isabel – constitué d'une soixantaine de maisons en dur financées par la politique de crédit habitation en 2000 et 2001. On y trouve également une école, une église, deux épiceries bars et un terrain de football. Quatre autres écoles et plusieurs églises, catholiques et évangélistes, sont dispersés aux alentours. La forêt recouvre encore 60 % des terres avec des différences importantes entre quelques propriétés de taille moyenne exclusivement consacrées à l'élevage et un ensemble d'exploitations plus modestes aux systèmes de production plus diversifiés : cultures annuelles (riz, maïs, manioc, etc.), élevage bovin mais aussi porcin, et cultures pérennes, arbres fruitiers principalement.

## **2. L'aide publique à l'agriculture familiale : vers une diversification des systèmes de production ?**

Les politiques publiques d'aide à l'agriculture familiale présentent trois dimensions principales : la distribution de terres (politique foncière), l'allocation de crédits pour accélérer l'augmentation de la production (politique de crédit) et l'encadrement des agriculteurs par des techniciens (politique d'assistance technique et d'extension rurale).

Dans la région du PA Rio Vermelho, les occupations de terres ont considérablement augmenté entre 1994 et 2001. Le gouvernement fédéral a désapproprié différentes propriétés privées conformément aux recommandations de la Constitution de 1988 mais l'installation des agriculteurs bénéficiaires de la réforme agraire, qui doit aboutir à la remise de titres définitifs de propriété, est un processus extrêmement lent.

À la fin des années 1980, les agriculteurs de la région qui disposaient d'un titre de propriété commencèrent à recevoir quelques crédits dans le cadre du Programme du Fonds constitutionnel du Nord (FNO). Celui-ci fut partiellement remplacé au début des années 1990, par le Programme spécial de crédit pour la réforme agraire (PROCERA) destiné à financer la production et la régularisation foncière. À partir de 1995, les différents programmes de crédit pour l'agriculture familiale furent absorbés par le Programme national de renforcement de l'agriculture familiale (Pronaf). À titre indicatif, le volume de crédit appliqué dans la région de Marabá entre 1992 et 2000 a été de 95 millions de réais<sup>1</sup>.

La politique d'assistance technique et d'extension rurale (Ater) actuelle résulte du démantèlement progressif des entreprises publiques d'assistance technique (Emater et Ceplac) au cours des années 1990 (Cardoso et Marques Ferreira, 2001). Elle est aujourd'hui assurée par des coopératives de techniciens agricoles chargées de réaliser un diagnostic de l'ensemble du PA et un Plan de développement durable (PDSA) pour chaque agriculteur souhaitant bénéficier d'un crédit. La coopérative reçoit 1,5 % de la somme prêtée. Ce changement peut être considéré comme une forme de privatisation de l'assistance technique (Soares Pinto, 2003).

À Rio Vermelho comme à Benfica, les premiers crédits obtenus<sup>2</sup> ont été utilisés collectivement pour améliorer le transport : achat d'un camion dans le premier cas, réfection de la piste dans le second. Notons qu'à Benfica, l'association a également obtenu le financement d'une installation permettant de transformer le manioc en farine. Tous les agriculteurs membres de l'association pourront l'utiliser quand elle sera terminée.

En ce qui concerne les crédits destinés à la production<sup>3</sup>, les agriculteurs de Rio Vermelho ont tous adopté le même «paquet technologique» : cultures annuelles et, surtout, achat de bovins, construction de clôtures et de corrals. Environ 800 têtes de bétail ont ainsi été achetées entre 1995 et 1999, principalement dans les grandes propriétés d'élevage de la région. À Benfica, les investissements ont été plus diversifiés : à côté des projets d'élevage bovin, les agriculteurs ont également investi dans plusieurs types de cultures pérennes (café, noix de coco, cupuaçu, etc.), le creusement de réservoirs pour la pisciculture ou encore l'élevage porcin. Cette diversification s'est traduite par une moindre augmentation des surfaces de pâturage et du nombre de têtes de bétail par rapport à Rio Vermelho. Notons cependant que les agriculteurs de Benfica n'ont pas encore été confrontés

---

1. Au milieu des années 1990, le réal valait environ 1 US\$. Le 1er Octobre 2004, 1 US\$ valait 2,75 réais.

2. Le crédit «fomento» : entre 1400 et 1500 réais par agriculteur selon les années.

3. A Rio Vermelho, 80 agriculteurs ont reçu le PROCERA, soit 7500 réais dont 2000 pour les cultures annuelles, 1500 pour les clôtures et 4000 pour le bétail. A Benfica, 68 agriculteurs ont reçu le Pronaf, soit 9500 réais.

aux probables difficultés d'écoulement de leur production fruitière. Le marché des fruits est en effet moins organisé dans la région que celui du bétail.

À Rio Vermelho, l'assistance technique a été assurée par l'Emater, l'entreprise publique chargée de conseiller les agriculteurs mais dont les moyens ont été réduits dans les années 1980. Selon les témoignages recueillis auprès des agriculteurs, l'intervention des techniciens de cet organisme s'est limitée au contrôle de la présence de pâturages et de clôtures, condition nécessaire à l'obtention du crédit pour acheter du bétail. À Benfica, l'association des agriculteurs a choisi de confier la réalisation des PDSA (plans de développement durable) à la Coopserviços, une coopérative créée à la fin des années 1990 par des techniciens agricoles issus de la Commission pastorale de la terre (CPT) et du Centre d'éducation, de recherche et d'assistance syndicale et populaire (Cepasp). Les commentaires des agriculteurs interviewés témoignent de la variété des interventions des techniciens de la Coopserviços : visite des lots, réunions, élaboration des PDSA avec les agriculteurs en fonction de leurs préférences, conseils pour la culture du café, l'élevage bovin et la pisciculture, etc.

Quelques critiques ont cependant été formulées. À Benfica, malgré la satisfaction d'une majorité d'agriculteurs, plusieurs se sont plaints de la mauvaise qualité de certaines semences ou des animaux qui leur ont été remis. Par ailleurs, des retards dans l'attribution des crédits ont été signalés et plusieurs bassins pour la pisciculture se sont effondrés. Dans ce dernier cas, la qualité du travail du tractoriste a été mise en cause par les agriculteurs, notamment parce qu'il n'aurait pas voulu tenir compte de leurs conseils. À Rio Vermelho, la même absence de considération pour les recommandations des agriculteurs a également conduit à un échec dont le coût est finalement supporté par ces derniers : le pont financé par la municipalité a été emporté par la première crue. L'ingénieur de l'entreprise chargée de réaliser l'ouvrage avait refusé de tenir compte des mises en garde des riverains.

### **3. Vers une stabilisation des agriculteurs ?**

Dans les deux PA, de nombreux agriculteurs ont reçu le crédit habitation (2500 réais) qui leur a permis de construire une maison en dur : 98 à Rio Vermelho et 101 à Benfica. Les agriculteurs de Rio Vermelho, dont certains avaient été interviewés huit ans plus tôt, ont exprimé leur satisfaction. Le sentiment dominant est d'avoir enfin été entendus par le gouvernement alors qu'en 1993, ils se sentaient abandonnés, oubliés. L'intervention de l'État, à travers la remise de titres de propriété provisoires et l'allocation de crédits, est perçue comme une reconnaissance de leur existence, de leur histoire

singulière et collective, des années difficiles pendant lesquelles ils sont restés isolés dans la forêt, «loin du monde».

La politique de crédit, tant pour stimuler les investissements productifs que pour améliorer les conditions d'habitation, n'a pas pour autant empêché la vente d'exploitations agricoles et le départ de quelques familles, aussi bien à Rio Vermelho qu'à Benfica. Cependant, du fait des améliorations apportées, la valeur du patrimoine des bénéficiaires a été majorée et, par conséquent, le prix de vente des fermes a augmenté. Les causes de départ invoquées restent liées, au moins à Rio Vermelho, à l'absence d'améliorations en termes de voies d'accès, de services de santé et de conditions d'études pour les enfants. Sur les neuf départs identifiés, sept familles sont allées s'installer en ville dont trois départs à la retraite. Les acheteurs sont des voisins qui achètent des terres pour leurs enfants, des éleveurs de la région, mais aussi des citoyens qui ont une autre profession et emploient une personne pour s'occuper de la ferme.

À Benfica, 25 agriculteurs ont vendu leur lot et sont partis, selon le président de l'association. Pour lui, «le Pronaf n'a pas permis de fixer les gens».

Sur cette question, deux bénéficiaires des politiques publiques d'aide à l'agriculture familiale expriment des points de vue différents. Le premier est éleveur à Benfica. Il contrôle<sup>1</sup> près de 200 hectares dont 170 en pâturages et souhaiterait trouver de nouvelles terres :

«Pour nous la difficulté pour changer, c'est de trouver des terres avec des titres de propriété. Ces gouvernements ne pensent qu'aux petits. Les terres sont de plus en plus petites. Même avec l'aide du gouvernement, les colons ne resteront pas. Le gouvernement a été bon avec ces gens. Quelques-uns resteront, ceux qui veulent travailler. Ici, ils peuvent même désapproprier. Ils vont payer 400 réais l'*alqueire*<sup>2</sup>, donner les terres à des pauvres qui vont recevoir le Pronaf et qui revendront à 500 réais l'*alqueire*. Et après, ils iront envahir d'autres terres...»

Le second possède cinquante hectares à Benfica et fait partie des «petits», des «pauvres», dont parle le premier :

«Moi, je suis agriculteur, j'ai cinquante ans, je ne sais pas signer mon nom et j'ai dix enfants. Pour moi, c'est mieux ici. Même sans cette aide, je serais resté. Maintenant on a dix ans pour payer le Pronaf : on ne peut pas sortir d'ici...»

Ces différences de rapport à l'espace et de projection dans le temps ne s'expliquent pas seulement à partir de l'hétérogénéité des situations socio-économiques de ces deux hommes, mais en fonction de celles-ci, l'impact

---

1. Pour respecter les normes légales, il a mis une partie des terres au nom d'un neveu.

2. Unité d'aire correspondant à environ cinq hectares.

des politiques publiques d'aide à l'agriculture familiale n'est pas le même. Sur ses 170 hectares de pâturage, le premier élève une centaine de bovins dont il est propriétaire et 300 qui ne lui appartiennent pas. Avec le Pronaf, il a pu acheter cinq vaches supplémentaires, ce qui n'a pas modifié considérablement sa situation.

Le second n'a accepté le crédit qu'à hauteur de 5500 réais sur les 9500 auxquels il pouvait prétendre. Jusque-là, il produisait surtout du riz mais, malgré les difficultés, il avait réussi peu à peu à former quinze hectares de pâturages. Avec le Pronaf, il a pu construire des clôtures, acheter ses premières vaches (quatre) et un taureau, mais également 600 pieds de caféier. Il pense utiliser le reste de son crédit plus tard, pour acheter d'autres têtes de bétail ou pour faire creuser un bassin pour la pisciculture. Le Pronaf semble bien lui avoir donné les moyens d'améliorer sa situation de manière significative, si tout se passe bien.

À Benfica, parmi les agriculteurs les plus démunis, certains ne disposent pas d'une surface suffisante de pâturages et n'ont donc pas reçu de bétail. Cette règle semble logique : celui qui n'a pas de pâturage ne peut pas élever de bétail. Cependant, elle contribue à accentuer les différences socio-économiques entre les agriculteurs si l'on considère que la rentabilité des systèmes de production alternatifs (cultures pérennes, pisciculture, etc.) n'a pas encore été démontrée. Cette règle pourrait sans doute être assouplie lorsque des pâturages sont disponibles aux alentours. L'agriculteur ne disposant pas de pâturages pourrait ainsi placer les vaches qu'il recevrait dans le cadre du Pronaf, selon le système du partage des veaux<sup>1</sup>.

Mais apparemment, l'objectif principal des politiques de crédit n'était pas de corriger les différences socio-économiques au sein de l'agriculture familiale. Il s'agissait plutôt d'essayer de garantir un taux de remboursement maximum des prêts. Les politiques publiques auraient donc tendance à renforcer les agriculteurs les plus capitalisés qui se spécialiseraient dans l'élevage bovin et chercheraient à acquérir de nouvelles terres. Les autres seraient cantonnés dans les cultures annuelles destinées à l'autoconsommation et dont les surplus pourraient être vendus, ou seraient poussés à assumer les risques de productions pour lesquelles le marché n'est pas encore organisé.

Enfin, pour donner une idée plus juste des différences socio-économiques internes, il faut rappeler la présence de salariés temporaires récemment arrivés en provenance d'autres États brésiliens. Hébergés chez un agriculteur, ils sont employés ponctuellement à la journée ou à la tâche,

---

1. En général, les veaux nés pendant la durée du contrat sont partagés à égalité entre les deux propriétaires, celui des vaches et celui des pâturages.

mais restent parfois sans travail pendant des jours, s'endettant ainsi auprès de leur patron qui les nourrit.

La tendance à une plus grande diversification des systèmes de production constatée à Benfica semble néanmoins porteuse d'espoirs pour les agriculteurs les moins capitalisés. En cas de réussite, ils seront en meilleure posture que ceux de Rio Vermelho : grâce au crédit du PROCERA, la plupart ont acheté une dizaine de vaches chacun et plusieurs ont arrêté de cultiver le riz, les haricots et le manioc. Un ou deux ans après, ils se sont rendu compte qu'il leur était impossible d'acheter ces denrées avec les revenus de l'élevage. En effet, pour vivre du seul élevage bovin, il faut atteindre un seuil critique évalué à une centaine de vaches, ce qui est pratiquement impossible sur un lot de cinquante hectares, surtout si l'on respecte la loi de 1996 qui limite la quantité de pâturage à 20 % de la surface du lot.

À Rio Vermelho comme à Benfica, les politiques publiques de crédit ont donc renforcé le processus d'occupation de l'espace par l'élevage bovin que l'on pouvait déjà constater dans la région. Cependant, cet impact est différent d'un PA à l'autre. Pourquoi les agriculteurs de Benfica ont-ils investi dans des systèmes de production plus diversifiés ? Pourquoi ceux de Rio Vermelho ont-ils tout misé sur l'élevage bovin ? Comment et en fonction de quoi les agriculteurs ont-ils effectué leurs choix ?

#### **4. Les choix des agriculteurs : le rôle de l'association et de l'organisme d'assistance technique**

Depuis la mise en place du Fonds national du Nord (FNO) en 1993, les agriculteurs souhaitant obtenir les crédits proposés dans le cadre des politiques publiques d'aide à l'agriculture familiale doivent être membres d'une association. De nombreuses associations d'agriculteurs ont alors été créées : près de 250 dans la région de Marabá. Auparavant, des sections syndicales (*delegacias*) existaient dans de nombreuses colonies agricoles et quelques associations indépendantes avaient été créées. Or, la loi ne permettait pas que les sections syndicales prennent en charge l'organisation des demandes de crédit. Elles représentaient le premier niveau de l'organisation syndicale des petits agriculteurs et étaient regroupées au sein du Syndicat des travailleurs ruraux (STR) de leur commune. Les STR étaient, à leur tour, regroupés en une fédération de syndicats au niveau de l'État (la Fetagri, Fédération des travailleurs de l'agriculture). Avec l'obligation de créer des associations à partir de 1993, la Fetagri jugea que ces associations pourraient jouer le rôle de premier degré de l'organisation syndicale, à la place des sections syndicales. Ces dernières furent donc dissoutes et remplacées par des associations qui devaient adhérer au STR de

leur commune. Cependant, dans les colonies agricoles où l'association refusait d'adhérer au STR, la Fetagri recommanda de maintenir la section syndicale, avec pour objectif la conquête de l'association. C'est ce qui s'est passé à Rio Vermelho où l'association était initialement liée à la Fédération des entrepreneurs ruraux du Pará et de l'Amapá (FAERPA), une entité regroupant principalement des exploitations agricoles moyennes et grandes<sup>1</sup>. Ce n'est qu'en 1999, après l'élection du troisième président, que l'association adhéra au STR d'Eldorado do Carajás.

Dans les deux PA étudiés, c'est l'association et l'organisme d'assistance technique qui sélectionnent les bénéficiaires en fonction des critères formulés par l'administration. L'organisme d'assistance technique agricole est choisi par l'association et intervient auprès de tous les agriculteurs du PA. Chaque agriculteur élabore son plan d'investissement avec l'aide du technicien chargé de le conseiller. Or, les organismes d'assistance agricole se différencient par leur histoire, leurs méthodes et habitudes de travail, leurs représentations de l'agriculture familiale et des moyens de la développer<sup>2</sup>. Les techniciens qui interviennent auprès des agriculteurs n'ont pas tous la même formation tant au niveau technique que sur le plan pédagogique. En particulier, leur relation avec les agriculteurs est plus ou moins autoritaire et respectueuse. Certains considèrent les agriculteurs comme des professionnels maîtrisant certains savoirs, d'autres pensent au contraire que ce sont des ignorants. Le technicien peut aussi se trouver en position difficile entre les dirigeants de l'association et leurs éventuels opposants.

À Rio Vermelho, environ 80 % des agriculteurs avaient bénéficié des ressources du PROCERA en 1995 et 1996. À cette époque, le président de l'association était encore celui qui l'avait fondée en 1989 sur les conseils du directeur de l'Institut national de colonisation et de réforme agraire (Incra). Interrogé, ce premier président explique que «ceux qui n'ont pas reçu le PROCERA, c'est parce qu'ils n'avaient pas de papiers<sup>3</sup> ou parce qu'ils ne voulaient pas faire le projet». Le troisième président, en fonctions au moment de l'enquête de 2001, dit au contraire avoir été victime d'une discrimination, parce qu'il était membre du Syndicat des travailleurs ruraux (STR) d'Eldorado do Carajás :

«C'était le président et l'Emater qui sélectionnaient les bénéficiaires».

---

1. En 2001, le siège de la FAERPA se trouvait à Belém et cette organisation n'avait pas de représentation à Marabá. Le président de l'association des agriculteurs de Rio Vermelho se rendait souvent à Belém où il avait des relations personnelles avec des grands propriétaires et des hommes politiques influents. En réalité, la FAERPA est une entité regroupant des particuliers et non des associations : l'association de Rio Vermelho ne pouvait donc pas faire partie de la FAERPA. Seul son président en était membre.

2. Christophe Albaladejo (2003) a étudié deux de ces organismes, l'un très lié aux syndicats de travailleurs ruraux, l'autre plus indépendant.

3. Titres fonciers provisoires, voire carte d'identité.

Or, le fondateur et premier président de l'association était notoirement opposé aux syndicalistes. Le troisième président n'avait donc pas reçu le PROCERA, mais il déposa quinze dossiers de demande de crédit dans le cadre du Pronaf – dont le sien – lorsqu'il fut élu président, en 1999. On a donc le sentiment ici qu'il faut être en bons termes avec le président de l'association si l'on souhaite bénéficier des politiques publiques de crédit, alors même que celles-ci s'adressent, en droit, à tous les agriculteurs en fonction de critères objectifs émis par l'État. En ce sens, l'égalité de traitement des citoyens n'est pas respectée.

Les agriculteurs de Rio Vermelho ont été parmi les tout premiers à recevoir le PROCERA dans la région. Cette rapidité de réaction s'explique par le dynamisme du président fondateur de l'association mais aussi par les relations personnelles qu'il entretenait à l'époque avec le directeur de l'Inkra. Bien informé, il a pu rapidement mobiliser les techniciens de l'Emater pour réaliser les visites d'exploitations nécessaires à l'approbation des 80 dossiers déposés. Le processus a également été accéléré grâce à l'homogénéité des demandes des agriculteurs : tous ont en effet «choisi» d'investir prioritairement dans l'élevage bovin. Le président fondateur de l'association lui-même, qui possédait en 1994 le troupeau le plus important de Rio Vermelho, une trentaine de bovins, reçut neuf vaches et un taureau. Fin 2001, son troupeau comptait environ 300 têtes. Depuis longtemps, il entretenait de bonnes relations avec les moyens et grands éleveurs du voisinage auxquels il s'identifiait socialement. C'est à eux qu'il s'est adressé en priorité pour fournir les quelque 800 têtes de bétail financées par le PROCERA. Des arrangements ont parfois pu être trouvés entre ses amis éleveurs et les agriculteurs, comme en témoigne l'anecdote suivante.

Chaque projet incluait l'achat d'un taureau pour la reproduction et neuf vaches, l'ensemble étant payé directement au fournisseur du bétail par l'organisme financier gérant le PROCERA. Or, une agricultrice ne souhaitait pas acheter le reproducteur pour lequel le programme lui prêtait 500 réais, parce qu'elle pensait utiliser le taureau de son père. L'éleveur lui a donc remis l'argent, tout en retenant une commission de 10 %.

À Benfica, c'est la section syndicale qui a été transformée en association en 1998. Le président en fonctions en 2001 a fait un premier mandat de deux ans en tant que délégué syndical et un second en tant que président de l'association. Ici aussi, l'association intervient dans la sélection des bénéficiaires des programmes de crédit et le choix des fournisseurs, mais également pour l'emplacement des maisons, ce qui occasionne quelques critiques.

Un agriculteur explique ainsi qu'il ne s'est pas inscrit pour le Pronaf, «parce que les colons ne pouvaient pas choisir le bétail, contrairement à ce

qui avait été promis lors de la réunion de l'association». Selon la secrétaire de l'association, «c'est le président et le trésorier qui ont choisi où acheter le bétail, chez le frère d'un éleveur de Benfica». Ce sont aussi ces deux dirigeants de l'association qui ont incité les agriculteurs à construire leur maison dans le village plutôt que sur leur lot. Certes, le regroupement des habitations permet de résoudre certains problèmes : fréquentation plus régulière de l'école, meilleur accès aux soins, etc. Cependant, le président et le trésorier ont choisi, eux, de construire leur maison sur leur lot. La femme de ce dernier explique que «ça valorise le lot et ça évite les commérages et les histoires avec les voisins».

Les choix des agriculteurs s'inscrivent donc dans une dynamique collective et certains ont le sentiment d'avoir été spoliés par des décisions arbitraires. S'il existe bien des règles censées limiter le népotisme, elles ne sont pas toujours respectées.

Contrairement aux techniciens de l'Emater qui sont intervenus à Rio Vermelho, ceux de la Coopserviços chargés de l'assistance technique à Benfica semblent plus sensibles aux idées de développement durable et de diversification des systèmes de production. Plus attentifs aussi aux demandes différenciées des agriculteurs, comme l'expriment deux d'entre eux :

«Le technicien qui nous a aidé à faire le Pronaf nous a demandé ce qu'on voulait faire. J'avais envie de planter du café parce que je crois que ça rapporte de l'argent. Je ne savais pas le planter et il m'a expliqué».

«Les techniciens de la Coopserviços font des réunions. Ils ne disent pas c'est comme-ci ou comme ça. Ce sont des gens bien élevés. Ils m'ont demandé si on pourrait payer. J'ai répondu que si je ne tombais pas malade, c'était possible».

Cependant, l'organisme d'assistance technique peut aussi choisir les associations avec lesquelles il va travailler. C'est le cas de la Coopserviços qui est au cœur d'un réseau dans lequel les différents acteurs partagent un même projet.

## **5. Associations, assistance technique et mouvement social : des réseaux et des projets concurrents**

En 1996, après la transformation de bon nombre de sections syndicales en associations, la Fetagri de l'État du Pará a été réorganisée et s'est scindée en neuf Fetagri régionales, dont la Fetagri régionale Sudeste pour la région de Marabá<sup>1</sup>. À la fin de l'année 2001, les associations d'agriculteurs de la région de Marabá étaient affiliées à plusieurs entités concurrentes : la Fetagri

---

1. Voir en particulier les travaux de thèse, actuellement en cours, de Assis W.S., 2001, «O processo recente de mudança na estrutura organizativa do sindicalismo de trabalhadores rurais na região de Marabá», 23 p.

régionale Sudeste, le Mouvement des Sans-Terre (MST) du sud-est du Pará, la Centrale unique des associations de petits et moyens producteurs ruraux de la commune de Marabá (CENTRAL) et l'Union des associations de petits et moyens producteurs ruraux de la commune de Marabá et région (UPRAM). Selon les informations recueillies auprès des représentants de ces différentes entités, la Fetagri régionale Sudeste fédérait 160 associations, une quarantaine d'autres associations devant adhérer prochainement. Le MST contrôlait quatre zones d'installation (*assentamentos*) et trois zones d'occupation (*acampamentos*). La CENTRAL regroupait 25 associations et l'UPRAM, 17.

Les organisations régionales de la Fetagri et du MST disposaient d'une forme d'organisation nationale, la Confédération des travailleurs de l'agriculture (CONTAG) pour la première, et le MST, pour le second. Ces deux mouvements sociaux étaient notoirement liés à différentes tendances du principal parti politique de la gauche brésilienne, le Parti des Travailleurs (PT).

La CENTRAL et l'UPRAM étaient sur le point de s'organiser au niveau de l'État en une Fédération des Centrales et Unions d'associations de petits et moyens producteurs ruraux de l'État du Pará (FECAP) et envisageaient de créer ensuite une forme d'organisation nationale. Leurs liens privilégiés avec des personnages politiques de droite et des grands propriétaires fonciers de la région ne sont un secret pour personne<sup>1</sup>.

Certains organismes d'assistance technique agricole ne travaillent qu'avec les associations affiliées à tel ou tel réseau. Le cas du MST est différent puisqu'il dispose de ses propres techniciens, formés au sein du mouvement. La Coopserviços travaille exclusivement avec les associations affiliées aux STR et donc à la Fetagri. C'est le cas de l'association de Benfica qui a été la première à adhérer au STR de la commune d'Itupiranga.

Les associations et les entités auxquelles elles sont rattachées reçoivent un pourcentage des crédits du Pronaf alloués aux agriculteurs, en accord avec ces derniers. À Benfica, le taux est de 2 %, répartis à parts égales entre l'association, le STR et la Fetagri. Selon le trésorier de l'association de Benfica, la grande majorité accepte de payer cette contribution mais quelques-uns refusent<sup>2</sup>.

---

1. Lors de la visite effectuée au siège de la Central à Marabá, un feuillet de propagande pour le Parti de la social-démocratie brésilienne (PSDB), parti du centre-droit alors au pouvoir, se trouvait sur la table de la salle d'attente.

2. Les dirigeants d'associations et syndicalistes expliquent aux agriculteurs l'importance de leur participation au financement des organisations sans que l'on puisse pour autant parler de « contrainte », d'« irrégularités » ou de « détournement d'argent public ». Notons cependant que de telles accusations ont été formulées dans le cas d'une zone d'installation (*assentamento*) contrôlée par le MST dans l'État du Paraná (Folha de São Paulo du 6/07/2003).

Le choix de la Coopserviços de ne travailler qu'avec les associations affiliées aux STR et à la Fetagri est lié à son histoire. Cet organisme a en effet été créé par les techniciens de plusieurs ONG qui travaillaient avec les STR de la région de Marabá. Le choix de ne travailler qu'avec des associations liées aux STR et à la Fetagri s'appuie sur un ensemble de convictions : ce sont les syndicats qui ont permis aux agriculteurs de s'organiser, d'obtenir la désappropriation de terres et, plus récemment, les politiques publiques d'aide au développement de l'agriculture familiale. Les syndicats sont donc les représentants légitimes de cette catégorie de travailleurs face aux institutions étatiques et aux grands propriétaires. Enfin, la défense des intérêts des agriculteurs passe par le renforcement du mouvement syndical.

La Coopserviços attend donc de ses techniciens, au-delà de leurs interventions techniques, qu'ils défendent le syndicat et ses valeurs, ou tout au moins qu'ils ne les dénigrent pas. Ils sont d'ailleurs cooptés en fonction de leurs compétences mais aussi de leur adhésion à ces valeurs. Cette fidélité aux syndicats peut représenter une contrainte pour ces professionnels, mais elle leur garantit un accès privilégié au «marché de l'assistance technique»<sup>1</sup>, puisque le mouvement syndical contrôle plus des trois quarts des associations.

On comprend mieux désormais pourquoi les Plans de développement durable (PDSA) de Benfica étaient plus diversifiés que ceux de Rio Vermelho. L'association des agriculteurs de Benfica et la Coopserviços partagent les mêmes valeurs, celles du mouvement syndical avec lequel elles entretiennent des relations très étroites. Or, les dirigeants des STR et de la Fetagri, tout comme les techniciens de la Coopserviços, ont été sensibilisés et formés, notamment au cours des années 1990, aux thèmes du développement durable ou, plus récemment, de la démocratie participative. À Marabá, une réflexion collective est d'ailleurs engagée au sein du Forum d'entités pour la réforme agraire (le FERA) sur le devenir de l'agriculture familiale. Les principaux axes concernent le renforcement de ce secteur au détriment de la grande propriété, la recherche d'alternatives à l'élevage bovin extensif ou encore la création de coopératives.

La CENTRAL et l'UPRAM sont nées en réaction au mouvement syndical. Elles représentent une tentative d'agréger une partie des petits agriculteurs aux secteurs plus capitalisés de l'agriculture. Leurs dénominations respectives incluent d'ailleurs les «moyens producteurs» à côté des petits. Le modèle de réussite sociale incarné par la figure de l'éleveur de bétail, propriétaire de vastes étendues de pâturage et d'un

---

1. Les organismes d'assistance technique sont en situation de concurrence. Ils se partagent donc un «marché» mais les prix sont fixés par l'État : 1,5 % des crédits obtenus par les agriculteurs.

important cheptel bovin, n'est pas remis en cause, bien au contraire. La captation des ressources des politiques publiques d'aide à l'agriculture familiale peut être considérée comme un autre enjeu de leur action. Cette fragmentation de la représentation de l'agriculture familiale présente également une dimension politique. Les partis conservateurs, en perte de vitesse depuis quelques années dans la région, tentent en effet d'élargir leur base sociale de manière à contrer les progrès électoraux du Parti des Travailleurs (PT) et de ses alliés.

En tant que fédérations d'associations d'agriculteurs, la CENTRAL et l'UPRAM fonctionnent selon le modèle corporatiste traditionnel au Brésil. Elles aident leurs adhérents à obtenir ce à quoi ils ont droit, éventuellement en mobilisant leur capital social, mais ne s'engagent pas dans des actions revendicatives visant à conquérir de nouveaux droits. Elles ne défendent aucun projet particulier concernant l'agriculture familiale et n'expriment aucun désir de transformation de la société, au contraire de la Fetagri et du MST qui apparaissent comme des acteurs luttant pour une société moins inégalitaire, plus juste et plus démocratique.

Les rapports de force entre ces deux réseaux s'expriment en particulier au niveau de l'influence qu'ils peuvent exercer sur les secrétariats à l'agriculture des communes de la région ou sur l'Institut national de colonisation et de réforme agraire (Incra) qui gère certains aspects des politiques liées à la réforme agraire. Si l'ensemble constitué autour des syndicats dispose d'une base sociale plus importante, il peine encore à influencer sur les décisions, au niveau municipal notamment. Les grands propriétaires et les hommes politiques qui sont à l'origine de la CENTRAL et de l'UPRAM ont conservé un pouvoir important et sont encore capables de mobiliser de nombreux électeurs, y compris parmi les petits agriculteurs. La mise en œuvre d'un projet de territoire fondé sur la consolidation de l'agriculture familiale, l'organisation progressive de marchés capables d'absorber des produits agricoles plus diversifiés, l'amélioration des infrastructures de transport ou le développement des coopératives, semble donc dépendre de la consolidation des acteurs porteurs de ce projet, y compris dans le champ politique. Or, un certain nombre d'agriculteurs votent encore un peu au hasard, en particulier parce qu'ils ne connaissent pas les candidats, comme nous l'avons vérifié, une fois de plus, lors de l'enquête à Benfica :

«On vote à Santa Isabel. On arrive là, un voisin nous dit de voter pour tel candidat, on vote, parce qu'on ne connaît pas les candidats».

On peut donc se demander si l'adhésion des associations d'agriculteurs à tel ou tel réseau, porteur ou non d'un projet de transformation de la société, de démocratisation de la vie politique, a une quelconque influence sur les

comportements électoraux. Les associations jouent-elles un rôle dans l'apprentissage de la démocratie ? Préparent-elles les agriculteurs à gérer démocratiquement leurs futures coopératives ? Autrement dit, est-ce que les valeurs des différentes entités régionales qui contrôlent les associations se traduisent dans le fonctionnement interne de ces dernières ?

## **6. Rio Vermelho : la conquête d'une association paternaliste par les syndicalistes**

Le statut des associations liées aux syndicats stipule que la direction de l'association doit être constituée d'un président, d'un trésorier, d'un secrétaire et de trois «contrôleurs» (*fiscais*). Des élections doivent avoir lieu tous les deux ans et chaque directeur ne peut accomplir que deux mandats consécutifs. La direction doit se réunir au moins une fois par mois et rendre compte de ses actes devant l'assemblée générale.

À Rio Vermelho, l'association n'était pas liée au mouvement syndical, bien au contraire puisque son fondateur s'était toujours opposé aux syndicalistes. Il était personnellement lié à la FAERPA<sup>1</sup>, politiquement proche de la CENTRAL et de l'UPRAM qui furent créées pour juguler l'influence des syndicats et de la Fetagri. Après la fondation de l'association en 1989, il est resté président jusqu'en 1996 sans avoir organisé de nouvelles élections. Beaucoup d'agriculteurs reconnaissent son efficacité, voire son honnêteté, mais regrettent l'absence de transparence et d'ouverture de sa gestion :

«Le premier président nous a beaucoup aidé. Ce n'était pas un voleur. La seule chose, c'est qu'il n'emmenait personne à l'extérieur. Il faisait des réunions avec nous, ici. Il aurait dû emmener quelqu'un. Il a fait une direction avec son beau-frère, le frère de son beau-frère, sa femme...»

Les quelques syndicalistes de Rio Vermelho qui souhaitaient de nouvelles élections ont fini par obtenir gain de cause auprès de la justice grâce à l'intervention de l'avocat de la Fetagri. Le mandat du premier président a ainsi été cassé parce qu'il ne respectait pas les statuts de l'association. Cependant, aux dires de ses détracteurs, il aurait réussi à inclure les agriculteurs d'un PA voisin – Castanheira – dans l'association, ce qui lui avait permis de faire élire son successeur, un commerçant de Marabá possédant des terres à Castanheira. Cet homme était absolument inconnu des agriculteurs de Rio Vermelho, mais quarante d'entre eux avaient voté pour lui parce qu'il leur était présenté par le président fondateur en qui ils avaient

---

1. Au moment de l'enquête de 2001, il était président de la FAERPA, «président des présidents» selon le commentaire admiratif d'un de ses voisins.

toute confiance. Le mandat de ce second président dura trois ans et plusieurs agriculteurs sont restés très critiques à son égard :

«Il n'a rien fait. Il n'a pas poursuivi ce que le premier avait commencé».

«En 1996, ils ont acheté un camion pour l'association avec l'argent du FNO, mais cela ne suffisait pas, alors ils ont pioché dans les crédits pour les maisons. Après, ils ont revendu le camion. Mais ils ne nous ont montré aucun papier».

«Le camion restait à Marabá, devant la maison du premier président. Quand ils ont revendu le camion, chaque membre de l'association a reçu 300 réais, à condition que ses cotisations soient à jour. Le président a gardé le reste».

«Quand ils ont rendu l'argent du camion, ce qui restait devait servir à construire le siège de l'association, mais ça n'a jamais été fait».

«En 1997, il y a eu 74 crédits habitation et cinquante PROCERA. C'est l'époque où il y avait le plus d'argent. Certains disent qu'il y avait de quoi remplir les poches de ceux qui étaient aux commandes...»

Pour les élections de 1999, le fondateur de l'association a présenté une candidate, mais celle-ci a été battue par le candidat du syndicat. Les soupçons concernant l'honnêteté du second président expliquent, au moins en partie, cet échec. Par ailleurs, le candidat du syndicat a bénéficié du soutien des évangélistes dont il fait partie. Son objectif principal, nous dit-il, est d'obtenir la réparation du pont. Il s'est également occupé des dossiers pour le Pronaf et pour les crédits habitation :

«Depuis 1999, il n'y a plus de discrimination pour ces crédits. J'ai réussi à travailler dans la transparence».

Interrogé sur le fonctionnement de l'association, il nous explique qu'il organise des réunions dans deux endroits différents pour que tout le monde puisse participer. Il se plaint d'être seul à travailler et que la plupart des membres de la direction de l'association ont vendu leurs terres et sont partis. Conscient de la nécessité d'organiser très prochainement de nouvelles élections, il pense pouvoir compter sur l'appui de son adversaire de 1999. Celle-ci anime la communauté catholique et déclare que si le président faisait une réunion, elle accepterait d'intégrer la direction de l'association.

L'association des agriculteurs de Rio Vermelho semble ainsi en voie de stabilisation et d'apaisement bien que son fonctionnement reste insatisfaisant comme l'exprime un agriculteur :

«Il y a longtemps qu'il n'y a pas eu de réunion. Plusieurs directeurs sont partis mais personne ne les a remplacés. Aussi, le président ne cherche personne [pour les remplacer] !»

La situation conflictuelle des dix premières années s'explique sans doute assez largement par la personnalité et le profil socio-économique des deux premiers présidents. Ce sont des entrepreneurs plus capitalisés et bien

intégrés au marché alors que le troisième président est plus représentatif de l'agriculture familiale de subsistance, c'est-à-dire d'«agriculteurs qui fréquentent le marché sans y être intégrés» (Roy, 2000). La gestion des deux premiers présidents n'était pas très transparente et leur pratique du pouvoir s'inspirait de celle des hommes politiques qu'ils fréquentent. Selon ce modèle, il s'agit avant tout de montrer aux membres de l'association sa capacité à capter des ressources et à les redistribuer. Cette démonstration étant faite, les agriculteurs doivent faire confiance à celui qui est considéré comme leur habile bienfaiteur. Dans cette relation très paternaliste, il est difficile de demander un bilan précis de la gestion financière de l'association sans apparaître comme un ingrat. Par ailleurs, au Brésil, les présidents d'association font partie de ce que la population appelle les «autorités» (*as autoridades*), au même titre que les représentants de l'État. Leur pratique du pouvoir a donc tendance à prendre des formes autoritaires, surtout face à certains agriculteurs qui se considèrent totalement incapables d'assumer une telle fonction :

«Un type comme moi ou le voisin, pratiquement analphabète, ne peut pas être président».

«Mon mari a réussi à obtenir la construction d'une école grâce à l'appui du maire. Après, les voisins voulaient qu'il se présente comme président de l'association mais il a refusé parce qu'il sait juste signer son nom».

## 7. L'association de Benfica : démocratie et exclusion

À Benfica, le fonctionnement de l'association semble plus transparent et plus démocratique, mais quelques critiques apparaissent tant au sein de la direction que de la part d'une minorité d'agriculteurs qui se sentent exclus.

La direction, qui ici n'est pas accaparée par une seule famille, se compose d'un président, d'un trésorier, d'une première secrétaire, d'un deuxième secrétaire et de trois contrôleurs. L'assemblée générale est réunie régulièrement, en deux endroits différents du PA pour permettre la participation de tous. La dernière réunion avait eu lieu un mois avant notre enquête pour informer les agriculteurs que l'argent du Pronaf pour les cultures annuelles était arrivé. Par contre, les réunions de la direction ne sont pas très régulières comme le font remarquer le trésorier, un contrôleur de l'association et la première secrétaire :

«Dans les statuts, il faut faire une réunion de la direction chaque mois. Mais le président n'aime pas».

«La dernière réunion de la direction, c'était il y a trois mois : le président, ça ne l'intéresse pas de faire des réunions avec la direction».

«On ne se réunit pas parce que le président s'occupe des maisons. Il est souvent en ville».

Au moment de l'enquête, le président et le trésorier étaient effectivement très occupés par les achats de matériaux pour les maisons : briques, tuiles, portes et fenêtres. Ils se plaignent d'être les seuls à travailler. Cependant, l'un des contrôleurs et la première secrétaire – qui est la seule femme de la direction – soulignent l'importance de leur fonction :

«Mon rôle, c'est de vérifier les documents et les factures présentés par le président et le trésorier. Je peux aussi convoquer une réunion et je dois signer les comptes-rendus».

«Quand on reçoit de l'argent, nos trois signatures sont nécessaires : celle du président, celle du trésorier et la mienne».

Et le trésorier a conscience de la nécessité de formes de contrôle :

«Quand c'est seulement le président, il peut voler, il n'y a aucun contrôle. Une association, c'est pas compliqué : c'est du travail et le respect des autres».

Par ailleurs, tous les directeurs connaissent les règles de fonctionnement de l'association et, en cas de problème, savent qu'ils peuvent en appeler à l'arbitrage du syndicat. Le président et le trésorier sont néanmoins les personnages clés, «les deux têtes de l'association», selon l'expression d'un agriculteur. Dans la sélection des candidats au Pronaf, il semble que ce soit le président qui ait le dernier mot comme le laisse entendre le trésorier :

«Il y en a qui n'avaient pas les moyens. Ils veulent du bétail mais ils n'ont pas de pâturage : il faut avoir au moins trois *alqueires*. Le président leur a laissé faire le Pronaf avec un *alqueire* de pâturage et maintenant ils ont du mal».

Quelles sont alors les motivations de ces deux *leaders* ? Le trésorier explique pourquoi il a accepté d'entrer dans la direction de l'association :

«J'ai fait tout ça parce que je voulais que le PA devienne comme une colonie que j'avais vue dans l'État du Maranhão : c'était une coopérative, des gens de l'État du Santa Catarina. J'ai assisté à une réunion et j'ai bien aimé l'union qu'il y avait entre eux. La colonie que je connais, c'est la colonie entraide (*mutirão*), du type de la CUT<sup>1</sup>. Là où je suis né, il n'y avait pas de syndicat, mais c'était le travail collectif, et ça existe toujours ce système ancien».

Le président est également un syndicaliste, mais il semble aussi animé par une ambition politique. Il briguera un mandat de conseiller municipal

---

1. Centrale unique des travailleurs : cette confédération syndicale est née de la volonté de certains syndicalistes de s'affranchir de la tutelle de l'État. Elle est considérée comme proche du Parti des travailleurs (PT). C'est aujourd'hui la principale centrale syndicale au Brésil.

pour la seconde fois aux prochaines élections municipales et pourra compter sur les voix de tous ceux qui souhaiteront le remercier pour l'activité qu'il a déployée pour l'obtention des crédits et la construction des maisons.

Notons enfin que ces deux hommes, âgés de plus de cinquante ans, présentent un profil assez différent de la majorité de leurs voisins en termes de trajectoire professionnelle et de niveau d'accumulation économique. Le président était peintre en bâtiments avant d'aller travailler dans un placar aurifère où il réussit à gagner un peu d'argent. Il a ensuite créé une entreprise de fabrication de chaussures avec un associé. Au moment de l'enquête, il avait quitté cette entreprise, mais celle-ci lui versait 500 réais par mois. Sa femme suivait un cours pour devenir infirmière et ne souhaitait pas habiter à Benfica, préférant rester dans leur maison de Marabá. Le trésorier est également propriétaire d'une maison à Marabá. C'est d'ailleurs dans cette ville qu'il a fait connaissance avec le président et a décidé de se joindre à lui pour participer à l'occupation de Benfica. Après avoir travaillé pendant trente ans pour le compte d'un grand propriétaire, tout d'abord dans la collecte des noix du Brésil, puis dans les bureaux de l'entreprise, il a été employé comme chef de chantier dans le secteur du bâtiment avant de créer sa propre entreprise avec un associé. Il a ensuite laissé l'entreprise à son associé pour se consacrer à l'agriculture. Il perçoit une retraite d'agriculteur, tout comme son épouse qui continue néanmoins à travailler comme femme de ménage dans une école de Marabá et qui refuse de s'installer à Benfica tant qu'il n'y aura pas l'électricité.

Ces deux hommes disposent donc de ressources supplémentaires qui leur ont notamment permis de se construire des maisons un peu plus grandes que les autres. Cela explique sans doute en partie la méfiance de certains agriculteurs :

«Je paie pour l'association et pour le syndicat, mais je ne sais pas expliquer ce qu'ils font avec cet argent».

«Dans mon secteur, il y en a beaucoup qui n'ont pas reçu de maison. Moi, c'est à cause du président parce que je n'ai pas voté pour lui aux élections».

«Ils disent que celui qui a acheté le lot ne peut pas recevoir la maison. Le président pense qu'il est le plus fort. Nous, on se tait pour pas avoir d'ennuis»

Les directeurs sont tout à fait conscients de cette méfiance et expriment parfois leur lassitude :

«Les gens pensent qu'on détourne de l'argent. On leur montre les comptes, certains nous croient, d'autres non»

«Les gens pensent qu'on gagne de l'argent dans cette histoire. On va se battre à Marabá, on va se battre à Belém, et les gens ne nous remercient pas. Quand on aura terminé les maisons, je vais me retirer de la direction, me reposer»

De leur côté, les directeurs de l'association ont tendance à disqualifier ou à invalider (D'Incão et Roy, 1995) les agriculteurs qui ne s'entraident pas suffisamment ou ceux qui boivent de l'alcool.

«Ceux qui habitent après le ruisseau sont très unis. Ils tuent une vache à tour de rôle. Ici, c'est plus difficile. Ils n'aident pas, ne nettoient pas les abords des maisons au village. Beaucoup boivent. Les premiers essarts ont été faits en commun mais ensuite, certains n'ont pas rendu le service à ceux qui les avaient aidés»

«Aujourd'hui, tout est mieux. Le gouvernement nous donne une maison, des crédits et même un peu d'argent. Il suffit d'investir cet argent, ne pas boire et le type s'améliore»

Certains agriculteurs considérés comme «problématiques» et «ignorants» peuvent même être exclus. L'un d'eux n'est plus informé des dates de réunion :

«Il n'y a jamais de réunion et quand je paie ma cotisation, ils ne me donnent pas de reçu».

Les deux cas analysés ici tendent à montrer que les valeurs portées par les réseaux auxquels sont affiliées les associations ont une influence sur le fonctionnement interne de ces dernières. À Rio Vermelho, l'association a longtemps été phagocytée par son fondateur, un homme formé dans la pure tradition clientéliste, opposé à tout contrôle de sa gestion par les membres de l'association. Ses opposants ont longtemps été exclus de tout accès aux politiques publiques d'aide à l'agriculture familiale. À Benfica au contraire, les conditions d'un fonctionnement plus démocratique semblent réunies. La direction est moins monolithique, différents points de vue peuvent s'exprimer et un recours est possible auprès du syndicat en cas de désaccord. On ne peut néanmoins affirmer que tous les agriculteurs aient été égaux devant les règles d'attribution des crédits. Le président conserve une parcelle de pouvoir discrétionnaire et il ne semble pas que les victimes éventuelles de ses décisions arbitraires aient de réelles possibilités de se défendre. Enfin, dans les deux cas, au moins jusqu'à l'élection du troisième président à Rio Vermelho, les dirigeants des associations sont généralement des agriculteurs ayant mieux réussi économiquement. L'attitude des plus pauvres – souvent analphabètes – à leur égard oscille entre deux pôles : d'un côté l'admiration, voire une certaine soumission face à ceux qui peuvent les aider ou les protéger ; de l'autre, la méfiance, le soupçon ou la dissimulation, parfois la revendication plus ou moins consciente d'un rapport d'égalité. Par ailleurs, le sentiment de réussite personnelle de ces *leaders*, souvent dotés de personnalités autoritaires, les conduit parfois à rejeter et à exclure ceux qui leur résistent, en disqualifiant leurs compétences ou en fustigeant leur comportement d'un point de vue moral.

La construction du territoire dans cette région de fronts pionniers est donc actuellement marquée par l'opposition entre les tentatives d'une partie des élites économiques locales de conserver voire d'accroître leurs avantages, en développant leur influence sur certaines associations de petits agriculteurs, et le projet d'acteurs liés au mouvement syndical autour d'un projet d'amélioration de la situation de l'ensemble de l'agriculture familiale. Globalement, et de manière quelque peu schématique, le premier mouvement se caractérise par une volonté de pérenniser des relations sociales de type paternaliste, alors que le second s'inscrit dans une dynamique de modernisation et de démocratisation de la société.

## 8. La construction du territoire, entre paternalisme et démocratie

J'ai montré précédemment (Picard, 1998) que les échanges entre les agriculteurs des fronts pionniers amazoniens et leurs voisins commerçants qui les approvisionnent et écoulent leur production sont souvent présentés par les protagonistes comme différents éléments ou moments d'une relation personnelle vécue – ou jouée – sur le mode de l'entraide. Les agriculteurs les plus démunis recherchent généralement un patron (grand propriétaire, commerçant ou agriculteur aisé) sans la protection duquel ils ne pensent pas pouvoir s'en sortir. De leur côté, les agriculteurs les plus aisés recherchent une main-d'œuvre dont ils vont tirer profit. Ces pratiques sociales et les représentations qui les sous-tendent me semblent constitutives d'une forme paternaliste de domination<sup>1</sup> à laquelle s'articulent des dispositifs de captation de ressources différenciés (Picard, 1998, *op. cit.*, p. 121) : tout d'abord ceux que l'on peut qualifier de clientélistes parce qu'ils consistent pour le «patron politique» (le *boss* des anglo-saxons) à drainer la manne publique vers sa clientèle ; ensuite, les formes d'exploitation paternalistes dans lesquelles les ressources proviennent de l'exploitation d'une main-d'œuvre obligée<sup>2</sup>, clôturée à l'extérieur du marché (Geffray, 1995, p. 128). Dans la domination paternaliste, l'argument de l'entraide permet de justifier l'échange – nécessaire pour chacun des deux partenaires – tout en occultant l'exploitation.

Ces formes paternalistes de domination ont tendance à s'épanouir plus facilement sur les fronts pionniers qu'au «centre» du pays où l'État de droit et le développement de solidarités horizontales caractéristiques de la

---

1. Christian Geffray préfère utiliser le terme de «culture paternaliste» (Geffray, 1995, p. 119) que je comprends comme le «bain» historique, social, culturel, dans lequel s'épanouissent ces formes paternalistes de domination.

2. Construite par Christian Geffray, cette catégorie sociologique permet de rendre compte de la situation particulière d'une main-d'œuvre qui n'est ni esclave, ni salariée, mais obligée ou encore redevable de sa force de travail (Geffray, 1995, p. 133-134)

modernité limitent leurs possibilités de reproduction. Sur la frontière agricole amazonienne, on les retrouve non seulement dans les rapports sociaux de production, entre les propriétaires fonciers (grands éleveurs ou petits agriculteurs) et leurs employés, mais aussi entre les agriculteurs de subsistance et leurs voisins plus aisés, voire dans le fonctionnement des associations et syndicats ou dans les relations entre les agriculteurs et les agents chargés de l'assistance technique agricole.

Les choix d'investissement des agriculteurs de Rio Vermelho et Benfica s'inscrivent dans cette culture paternaliste, qui est plus ou moins prégnante selon l'histoire de l'occupation de la localité. À Rio Vermelho, nombre d'agriculteurs pouvaient difficilement s'opposer au fondateur de l'association qui incarnait, depuis des années, l'«agriculteur fort» de la colonie, celui qui pouvait prêter du riz en cas de mauvaise récolte, celui qui disposait d'un bateau pour transporter les malades, celui qui avait des relations en ville (Picard, 1998, chap. 5). Cette position forte lui a permis d'influencer considérablement ses voisins lorsque ceux-ci ont dû décider de l'utilisation des crédits du PROCERA. De la même manière, il était en mesure de peser sur le choix des techniciens de l'Emater et des fournisseurs de bétail.

Mais l'imaginaire collectif des fronts pionniers amazoniens est également traversé, en partie transformé, par un certain nombre d'éléments surgis avec la modernité. Dans l'univers de la modernité, par exemple, tous croient en l'égalité – juridique – entre dominants et dominés. Dans l'univers paternaliste au contraire, la Loi n'est pas séparée des dominants (Geffray, 1995, *op. cit.*, p. 135). Et les conséquences de ces croyances ne sont pas anodines. Lorsque les agriculteurs peuvent critiquer publiquement le président parce qu'il n'a pas respecté les règles de fonctionnement de l'association ou lorsqu'on admet que les dirigeants doivent être contrôlés, les valeurs égalitaires et démocratiques progressent et les formes de domination paternalistes reculent.

Les décisions concernant la construction du territoire peuvent ainsi être prises par des dirigeants démocrates ou par des *leaders* paternalistes. Les premiers doivent montrer leur capacité à se maintenir séparés de la Loi, respectueux des règles de prise de décision au sein d'une association ou d'un syndicat par exemple, alors que les seconds tirent leur légitimité de leur capacité à protéger les autres, indépendamment du respect des règles. Ces formes de domination sont d'autant plus efficaces, fonctionnelles, que les dominés sont démunis et n'ont pas d'autre solution. Or, les politiques d'aide publique à l'agriculture familiale ont donné aux agriculteurs qui ont pu y accéder les moyens de se passer de l'aide et de la protection de leurs patrons

paternalistes, au moins pour un temps. Pour les autres, généralement les plus démunis, les rapports sociaux paternalistes restent fonctionnels.

L'aide publique à l'agriculture familiale n'est pas pour autant de même nature que celle qui leur était donnée par les patrons paternalistes. Elle est impersonnelle et n'appelle donc aucune reconnaissance personnelle pouvant se traduire, par exemple, par l'acceptation de travailler quelques jours pour le compte du patron bienfaiteur, y compris dans les périodes où l'obligé doit faire face à des travaux urgents sur sa propre exploitation. En ce sens, les politiques de crédit à l'agriculture familiale ont donné à ces agriculteurs une autonomie qui était plus difficilement accessible dans l'univers paternaliste.

Par ailleurs, les politiques publiques d'aide à l'agriculture familiale ont renforcé les associations dont plus des trois quarts sont affiliées à des syndicats qui revendiquent à la fois un fonctionnement démocratique, la remise en cause du modèle d'occupation du territoire par le seul élevage bovin extensif, la recherche de systèmes de production plus diversifiés et durables, ainsi que la participation aux arènes et forums municipaux et régionaux qui contribuent à l'élaboration des politiques locales de développement rural. Malgré les résistances de nombreuses municipalités de la région à mettre en place les Conseils municipaux de développement rural (CMDR) rendus obligatoires par la loi, on peut penser que peu à peu les syndicats de travailleurs ruraux et leurs alliés parviendront à s'imposer dans ces instances participatives qui sont appelées à jouer un rôle important dans la construction du territoire.



## CHAPITRE 4 (ETHNOGRAPHIE D'UN PROJET DE DÉVELOPPEMENT)

### Les frontières entre chercheurs et agriculteurs

# L'échec d'une expérience d'introduction de la mécanisation en tant que processus d'apprentissage social

*Aquiles SIMÕES*  
*Heribert SCHMITZ*

#### 1. Le contexte social de la région d'Altamira et de l'expérience

La région de la Transamazonienne, dans l'État du Pará a subi une forte intervention de l'État depuis le début des années 1970 à travers la colonisation officielle dirigée. Différentes politiques de crédit et d'assistance technique ont été mises en place, dans le but de développer la culture du cacao, du poivre, de la canne à sucre et, plus récemment, l'élevage bovin, en particulier à travers le programme du FNO spécial. C'est ainsi que les institutions gouvernementales telles que l'Inkra, l'Emater, la Ceplac et l'Embrapa ont eu un rôle décisif dans l'occupation agricole de la région.

Les institutions de l'État ont toujours eu un rôle important dans les programmes de développement de l'Amazonie. Dans la région d'Altamira, l'Inkra s'est occupé non seulement de la distribution et de la régularisation des terres, mais aussi du transport et du conditionnement de la production. La Ceplac était responsable de la culture du cacao, l'Emater faisait de l'assistance technique principalement pour le poivre, l'Embrapa diffusait la canne à sucre et développait de nouvelles variétés de riz, de maïs et de haricot. Les incitations financières pour les investissements et les coûts de la production agricole étaient coordonnées par la Banque du Brésil et la Basa (Banque de l'Amazonie, Société Anonyme).

Comme on peut le voir, dans le but premier d'augmenter la production agricole et d'en diminuer les coûts (en dépit des inévitables conséquences indésirables pour l'ensemble des travailleurs ruraux), l'État a fortement mobilisé les services publics de recherche, de crédit, d'assistance technique et de conseil rural, en imprimant un caractère autoritaire aux relations qui se sont tissées entre les chercheurs, les techniciens et les agriculteurs (Velho, 1979 ; Masseli, 1998).

*Grosso modo*, on peut dire que l'histoire de la région a suivi les phases suivantes :

Premièrement, il y eut un moment de fixation de l'agriculture familiale dans les fronts d'expansion, avec un fort appui de l'État dans les années 1970 ; ensuite la crise conjoncturelle du modèle de colonisation est apparue et s'est aggravée quand l'État a annoncé son retrait au début des années 1980, ce qui a amené un processus de mobilisation et de revendication des agriculteurs.

Puis est survenu un «boom économique» du fait de la hausse du prix du cacao et du poivre, ce qui a provoqué l'expansion de l'occupation humaine en Amazonie dans le milieu des années 1980. Les prix ont significativement baissé à la fin des années 1980, créant une crise économique qui a amené les agriculteurs à investir dans le bétail, en augmentant leurs surfaces en pâturage dans un processus que l'on a qualifié de «*pecuarização*<sup>1</sup>».

Enfin, vient la phase, qui dure jusqu'à aujourd'hui, de reflux de l'expansion ou d'inversion des courants migratoires, provoquant l'accélération de l'exode rural lié, entre autres aspects, à l'augmentation de la concentration foncière suite à la phase de «*pecuarização*» (Simões, 1997).

La situation actuelle montre une triple crise des systèmes agraires : une crise économique, due à la chute des prix des produits agricoles et aux difficultés de trouver d'autres alternatives économiquement viables ; une crise politique, due au manque d'intérêt du pouvoir central pour le développement de la région et, en conséquence, la démobilisation des services publics de base comme la recherche, l'assistance technique et l'entretien des routes ; finalement, une crise agro-écologique, caractérisée par la diminution de la productivité des cultures suite à la perte de fertilité des sols, par la destruction systématique des ressources forestières, des problèmes phytosanitaires (maladie du poivre et du cacao, etc.) et la dégradation des pâturages<sup>2</sup>.

Face à cette situation s'est mis en place un processus de mobilisation populaire s'articulant autour d'une organisation fédérative (le MPST, Mouvement pour la Survie de la Transamazonienne) qui s'est transformée en 2000 en MDTX (Mouvement pour le Développement de la Transamazonienne et du Bas Xingu). D'après Castellanet et *al.* (1996), l'actuel MDTX<sup>3</sup> a été créé officiellement en 1991, suite à différentes luttes

---

1. Il n'existe pas de traduction pour ce terme qui mot à mot donnerait : «élevagisation». L'idée contenue dans ce barbarisme est que les exploitations se tournent vers l'élevage bovin viande extensif.

2. Voir le rapport réalisé par le LAET, 1993, *Programa Agroecológico da Transamazônica*. Altamira, 8 p.

LAET et MPST, 1994, *Relatório do 1º Seminário de planejamento estratégico do PAET*. Altamira.

3. Le MDTX est composé, aujourd'hui, de trois secteurs : Agriculture, Syndicat et Mouvement populaire, et Formation. Il comporte 25 associations et six coopératives de producteurs ruraux, dix syndicats de

historiques dans la région. Son principal rôle est d'articuler et d'aider le mouvement social de la région, avec la finalité de proposer une nouvelle politique de développement économique, social et agro-environnemental pour la Transamazonienne, fondée sur les petits et moyens agriculteurs<sup>1</sup>. Tout au début de son histoire, le MPST a organisé une grande manifestation qui a pris la forme d'un campement à proximité du siège de l'Incrá à Altamira, réunissant plus de 2 000 personnes durant une semaine, pour discuter un projet global de développement pour la région et élaborer une stratégie face aux pouvoirs publics afin de revendiquer leurs droits.

Lors de la préparation de cet événement, il est clairement apparu nécessaire d'avoir un appui technique pour l'élaboration de cette nouvelle politique. C'est alors qu'a surgi l'idée d'avoir une structure qui puisse aider les mouvements populaires à travers des recherches-développement et aider à la formation des ressources humaines destinées à gérer ces projets.

Cette idée a mûri jusqu'à la création, en 1993, du PAET (Programme Agro-Écologique de la Transamazonienne), fruit d'un partenariat étroit entre une équipe de chercheurs interdisciplinaires et interinstitutionnels, le LAET<sup>2</sup> et le MPST. L'objectif général du PAET, comme cela a été formulé lors du 1<sup>er</sup> Séminaire de Planification Stratégique du PAET, est de : «Contribuer au développement d'une agriculture familiale durable, à long terme, et à une meilleure gestion des ressources naturelles, à travers un programme de recherche-formation-développement participatif sur la Transamazonienne, fondé sur un partenariat permanent entre les organisations représentatives d'agriculteurs familiaux («travailleurs ruraux») et une équipe interdisciplinaire de recherche et de recherche-développement incluant des institutions de recherche, d'enseignement, de développement nationales et internationales et des organismes territoriaux»<sup>3</sup>.

La préoccupation du PAET en relation à la rapide dilapidation des ressources naturelles a suscité d'innombrables projets de recherche et / ou de recherche-action et d'interventions dans le but de contribuer à une meilleure gestion de ces ressources. L'hypothèse des organisations sociales est qu'il est possible d'inciter à la conservation des forêts originelles dans les lots

---

travailleurs ruraux, des syndicats de professeurs et d'agents de santé, le Mouvement des femmes et le Mouvement des jeunes et des noirs.

1. MPST, 1991, *Projeto global de desenvolvimento da Região Transamazônica*, trecho Repartimento-Rurópolis, cartilha acampamento 30 de maio a 7 de junho. Altamira, 32 p.

2. La création et la constitution de l'équipe du LAET a compté, du côté brésilien, avec la participation effective de l'Université Fédérale du Pará, à travers le Département d'Etudes Intégrées sur l'Agriculture Familiale (NEAF), de l'Embrapa ; et de la coopération française au travers du GRET (Groupe de Recherche et d'Echanges technologiques) et du CIRAD (Centre International de la Recherche Agronomique pour le Développement).

3. LAET et MPST, 1993, Relatório do seminário «pesquisa agro-ambiental na região da Transamazônica», 26, 27, 28 de agosto de 1993. Altamira, 44 p.

d'agriculteurs à partir d'une meilleure valorisation du bois qui est aujourd'hui vendu à très bas prix à des intermédiaires ou à des exploitants forestiers, ainsi que par l'intensification et la diversification de l'exploitation agricole du sol. C'est dans la perspective d'intensification du système de production que le LAET et le MPST ont décidé de travailler ensemble sur le thème de l'introduction de la mécanisation par traction animale dans les municipalités d'Altamira et Uruará.

## **2. L'histoire de la «demande» et l'influence des relations traditionnelles de domination**

Le thème de la mécanisation<sup>1</sup> et de la gestion de la fertilité a été une priorité dans le Programme Agro-écologique de la Transamazonienne à partir du premier séminaire de planification réalisé par les deux organisations avec la participation de certains agriculteurs, de leurs représentants, de techniciens et de chercheurs, au mois d'août 1993. Il a été réaffirmé dans le lancement du Programme de Production Alimentaire de la Mairie d'Altamira qui a inclu le projet de mécanisation, en octobre 1993. Il a aussi été défini comme une priorité lors de la 1<sup>o</sup> Conférence Municipale Uruarenses des Projets Économiques Alternatifs, en mars 1994 avec la participation de 400 personnes, la majorité étant des agriculteurs. L'introduction de la mécanisation est apparue comme une proposition enregistrée dans divers documents officiels<sup>2</sup>, dont la finalité était :

- La production de cultures annuelles durant un plus grand nombre d'années sur la même parcelle cultivée, réduisant ainsi l'intensité des déboisements ;
- La récupération des pâturages dégradés ;
- L'augmentation de la productivité du travail ;
- La gestion de la fertilité du sol, facilitant l'incorporation de matière organique et la rotation entre pâturages et cultures annuelles.

Ceux qui ont été les acteurs décisifs de cette proposition de «mécanisation» ont été les techniciens locaux et les hommes politiques qui voulaient élaborer un projet favorable à l'agriculture familiale et à l'amélioration de la situation environnementale. Les représentants des organisations d'agriculteurs et même les représentants des Églises ont assumé ce discours qui avait comme horizon la modernisation de

---

1. La mécanisation est ici entendue au sens de l'usage de la traction attelée (bœufs). Nous la distinguons de la «motomécanisation» qui introduit, elle, l'usage du moteur à explosion (tracteur).

2. Emater - PARÁ., 1993, Programa de Produção de Alimentos. Projeto : Mecanização Agrícola. Altamira, 15 p.

Relatório. 1994, 1<sup>a</sup> Conferência Municipal Uruarenses sobre Projetos Econômicos Alternativos, 10-13/03/94. Relatório final. Uruará, 66 p.

l'agriculture. Les arguments étaient les suivants : « les paysans ne peuvent plus travailler comme il y a 200 ans ; l'agriculture itinérante est dépassée ; il faut donc changer la façon de travailler la terre ; les paysans ont besoin d'utiliser des techniques qui augmentent leur capacité de production et diminuent le déboisement et les incendies de forêt ». L'interlocuteur central de ce thème était un des secrétaires d'agriculture d'une municipalité de la région. Il montrait dans les rencontres avec les paysans une vidéo filmée dans une autre région du pays, vantant les mérites de la mécanisation. Il a réussi de la sorte à lancer également une proposition dans le municipe d'Uruará, notamment grâce à sa relation privilégiée avec le maire.

Les chercheurs ont réagi avec précaution aux propositions de mécanisation. Ils ont craint son impact négatif sur la fertilité du sol. La mécanisation ne fait pas partie des pratiques agricoles de l'agriculture itinérante, qui est considérée très économe en termes de travail et écologique en termes de gestion de la fertilité du milieu tant que les périodes de jachère sont maintenues suffisamment longtemps. Néanmoins, lorsqu'un paysan utilise le même lopin plus longtemps et donc que la période de jachère diminue, les problèmes de maintien de la fertilité et de contrôle des mauvaises herbes (adventices) augmentent fortement.

La principale raison avancée pour l'introduction de la mécanisation est la nécessité d'un plus grand contrôle des adventices qui se fait jour inmanquablement lorsque la même parcelle est utilisée plus longtemps pour la culture et qu'il se produit une diminution du temps de la jachère. Sans la mécanisation, la main-d'œuvre nécessaire pour l'arrachage de ces mauvaises herbes augmente et réduit ainsi fortement la productivité du travail (Schmitz et al., 1997).

Les chercheurs ont fait l'hypothèse que, dans la région de la Transamazonienne, caractérisée par de basses densités de population, ce moment d'inflexion dans les modes d'utilisation du sol et d'intensification de son usage n'était pas encore arrivé. Cette interrogation d'ordre technique a été renforcée par des doutes sur l'existence d'une véritable demande de la part des agriculteurs sur cette question de la mécanisation (Schmitz et al., 1996 ; Simões, 1996).

Malgré la méfiance des chercheurs, le projet d'introduction de la mécanisation pour la production de cultures annuelles (riz, maïs et haricots) pour une durée de trois ans, coordonné par la Mairie d'Altamira, et concernant dans un premier temps cinquante exploitations agricoles, a été mis en place. Les institutions locales de recherche (l'Embrapa) et de vulgarisation agricole (l'Emater), les organisations d'agriculteurs (MPST), les élus locaux et les commerçants régionaux en position d'intermédiaires

dans la filière de commercialisation de la production, ont participé activement au lancement et à la mise en place du projet.

Malgré la forte motivation des agriculteurs, face à la possibilité de recevoir une subvention de la Mairie pour mécaniser cinq hectares de terre gratuitement, le projet n'a pas réussi à faire participer les cinquante familles prévues initialement. Cela est principalement dû au manque d'outils agricoles, fournis par la Mairie, et du temps réduit disponible pour le travail du sol en raison de la forte pluviosité dans la région (le travail mécanisé du sol n'est pas possible en période de fortes pluies). Toutefois, les fonctionnaires de la Mairie et les techniciens locaux ont promis la poursuite du projet et l'augmentation des investissements pour l'année suivante.

Que s'est-il passé lors de la seconde année du projet ? Les techniciens responsables de l'assistance technique ont été candidats au conseil municipal, et la moitié d'entre eux ont été élus ; la préfecture a décidé d'enlever la subvention. Aucune des 34 familles d'agriculteurs n'a plus utilisé la terre mécanisée pour la production de grains : elles ont développé les pâturages comme stratégie d'expansion du système d'élevage bovin.

On peut donc dire que ce projet, fondé sur des pratiques clientélistes, a permis la reproduction du régime de domination déjà existant, en renforçant le pouvoir politique local. En ce sens, on peut confirmer que l'action de développement appartient toujours au champ politique, comme nous l'apprend Durousset (2001). Le projet n'a pas été un échec du point de vue de ses porteurs et du maintien des relations de parrainage. Les agriculteurs exclus du projet ont été ceux dont les cultures annuelles constituent la principale stratégie économique.

### **3. La retraduction de la demande : la négociation de la recherche-action**

Dans ce contexte, le LAET a proposé de réaliser à partir de fin 1993 une recherche sur la mécanisation à travers le suivi scientifique du projet de la préfecture d'Altamira, sans engagement à le mettre à exécution. Néanmoins, les agences locales et les organisations d'agriculteurs sentaient que le LAET avait des doutes, et même des critiques, sur la manière dont le projet avait été conduit. Il était évident que les chercheurs étaient en désaccord avec le projet. Le comportement du LAET n'a pas été bien compris par les agriculteurs et leurs organisations. Les agriculteurs n'ont pas réussi à distinguer l'action de la préfecture d'Altamira et celle du LAET, qui a seulement réalisé l'accompagnement. Ils ont pensé que le LAET allait tout simplement rendre plus difficile la mise en place de nouveaux projets.

Parallèlement, le LAET a initié une autre recherche : l'enquête sur des expériences effectives de mécanisation dans la région en mars 1994. L'objectif était de vérifier la viabilité économique et écologique de la

mécanisation dans la région Transamazonienne. Comme la majorité des expériences qui ont lieu avec la mécanisation, surtout avec la traction animale, se localisent dans la région Ouest de la Transamazonienne, les chercheurs ont choisi de mener cette enquête dans la région d'Uruará. Ce choix a permis l'inclusion d'un nombre suffisant de propriétés ayant un sol moins fertile, ce qui d'ailleurs correspond à la grande majorité des établissements de l'agriculture familiale de la région.

La restitution des résultats de la recherche a été réalisée au cours de deux séminaires, l'un à Altamira et l'autre à Uruará, avec la participation des agriculteurs, de leurs organisations et de techniciens locaux. La réaction à la restitution, qui a jeté un doute sérieux sur la viabilité économique et écologique de la mécanisation dans la situation de la majorité des exploitations de la région Transamazonienne, a été contradictoire. Globalement, une certaine insatisfaction en a suivi pour la plupart des participants. En gros, ils en attendaient une évaluation positive de la traction animale et aussi de la motomécanisation en tant que solutions viables pouvant être rapidement introduites. À la sortie des réunions de restitution, cependant, peu d'agriculteurs se sont montrés disposés à investir dans la mécanisation.

Confrontés à la réaction des agriculteurs à ces résultats, les chercheurs ont voulu savoir pourquoi les agriculteurs montraient un tel intérêt spontané dans la mécanisation. Ils ont commencé même à douter de la motivation des agriculteurs et ont élaboré plusieurs hypothèses. Ils ont identifié, entre autres, l'intérêt d'une partie des agriculteurs dans un projet de financement, quel qu'il soit, et que certains voulaient mettre à profit la mécanisation pour installer des pâturages (Schmitz et al., 1996, 1997).

Dans les séminaires menés à Uruará, des techniciens locaux, au lieu de jouer un rôle de facilitateurs, ont été les défenseurs de leurs propres propositions, c'est-à-dire qu'ils se sont comportés comme des acteurs dans la formulation de la demande. La systématisation des résultats par une équipe interinstitutionnelle n'a pas bien reflété les débats. Pourtant les agriculteurs, à l'occasion de la Conférence Municipale à Uruará, n'ont pas montré beaucoup d'intérêt pour la question de la mécanisation. Ce thème n'a été mentionné que par l'un des neuf groupes de travail constitués à cette occasion. Or, dans le document final, la mécanisation apparaît en tant que thème prioritaire.

D'autres recherches ont confirmé la faible importance de la mécanisation en Amazonie. Dans une recherche réalisée en août 1993 sur la Transamazonienne, 8 % des agriculteurs interviewés ont posé la

mécanisation comme principal problème, alors que pour 77 % d'entre eux cela ne constitue pas un problème important<sup>1</sup> (Walker et al., 1997).

Mais face à l'insistance de plusieurs groupes d'agriculteurs dans différentes villes, proclamant leur intérêt à faire une expérience sur la mécanisation et sollicitant l'accompagnement technique du LAET, des expériences ont été conduites. Dans la ville d'Anapu environ soixante producteurs se sont réunis et ont invité le LAET et le MPST afin de discuter de l'introduction de la traction animale. Néanmoins, ces rencontres n'ont pas permis d'élaborer un protocole de recherche, malgré l'appui donné au coordinateur du MPST par une religieuse et par la Direction locale de la gauche liée au MPST. On peut se demander alors : à qui appartient une expérience de développement ?

Une demande de recherche avait émergé et avait même changé de forme à Uruará à travers le STR et l'Association des Petits Producteurs d'Uruará (APRUR). De premières formulations de ce projet avaient été élaborées par le STR et avec l'engagement de la Fondation du Développement Durable d'Uruará (Fundasur)<sup>2</sup>, avant même que le LAET y soit invité.

Malgré leurs questionnements techniques, les chercheurs ont décidé de respecter la demande, et il a ensuite été décidé, entre le LAET et le MPST, de faire une expérience pratique avec un groupe d'agriculteurs intéressés. La méthode choisie a été la recherche-action. Les objectifs spécifiques étaient : accompagner l'évolution de la fertilité du sol et mesurer la rémunération du travail, après l'introduction de la mécanisation, pour avoir des données plus fiables. La recherche a compté, au début de l'année 1995, avec la participation de 27 intéressés, sachant que la responsabilité du STR était de faire le choix final des participants.

Depuis le début du travail du LAET, le thème de la mécanisation faisait seulement en apparence l'objet d'une demande sociale. La volonté de s'y engager n'était pas totalement claire, ni formulée par les agriculteurs. Cette demande a été mise en exergue par les techniciens (et par les hommes politiques), renforcée par les organisations d'agriculteurs et, finalement, assumée par les agriculteurs eux-mêmes. C'est seulement à partir de ce moment que s'est déclenché un processus de co-construction d'une demande sociale, processus qui implique des négociations entre les différents acteurs sociaux concernés.

---

1. Il faut mentionner que la terre après une défriche-brûlis est à la fois meuble et libérée des mauvaises herbes (leurs graines ont été tuées par la chaleur du brûlis), et requiert donc peu de travail mécanique.

2. La Fundasur a été créée dans le but de favoriser le développement de la région et elle a rassemblé les principaux acteurs de la commune, notamment la municipalité, la paroisse de l'Église catholique, la Commission Pastorale pour la Terre, les services de développement agricole (Emater) la Ceplac, le MPST et le STR.

## **4. Le champ critique de la recherche-action : échec et apprentissage social**

### **4.1. La négociation d'un dispositif...**

Le groupe d'agriculteurs, qui comptait environ vingt participants membres du STR d'Uruará, et l'APRUR ont commencé à discuter avec les chercheurs les modalités d'une recherche-action portant sur la mécanisation, plus précisément la traction animale selon la décision prise antérieurement, mais sans toutefois la participation des chercheurs.

L'objectif de cette recherche-action était de développer des techniques d'intensification des cultures annuelles, permettant d'utiliser un même lopin plus longtemps que dans le système traditionnel. Il s'agissait donc de développer des méthodes appropriées de gestion de la fertilité du milieu, en particulier de labour et de mécanisation (traction animale voire motomécanisation) permettant une meilleure préparation du sol et un contrôle des adventices plus efficace. Plusieurs réunions ont permis de définir des objectifs précis, une démarche, etc., pour finalement parvenir à la liste suivante d'activités :

- Étude agronomique et socio-économique du profil des agriculteurs intéressés ;
- Analyse du sol pour chaque étape du projet ;
- Définition de la dimension de la parcelle d'expérience (un hectare), de la durée de l'expérience (trois ans), du type de rotation des cultures (maïs, riz, dans la moitié du secteur ; ensuite, haricot), des variétés devant être plantées (déterminées par un vote) et de la plantation des cultures de fertilisation (organique, engrais vert) ;
- Relevés par les agriculteurs des données relatives à l'entrée et à la sortie d'argent et à l'utilisation de la main-d'œuvre, dans un «cahier de gestion» ;
- Mesure des précipitations par les agriculteurs.

Chaque agriculteur pouvait fixer lui-même la méthode qu'il voulait suivre pour préparer la parcelle (brûler ou non, mode de dessouchage employé, etc.), la date de la plantation, l'espacement entre les plantes, le type d'animal utilisé pour la traction et les caractéristiques des outils de travail du sol.

L'idée du projet était d'éviter les pratiques clientélistes : rien ne serait donné afin de rompre avec la tradition de «subvention» à travers les agences publiques, en place depuis le début de la colonisation, tradition qui a favorisé la création d'une mentalité assistentialiste. Seules les semences ont été distribuées gratuitement afin de s'assurer un minimum d'homogénéité et de respecter le protocole de la recherche. Les outils et les animaux ont été

financés par un crédit auprès de la Banque du Brésil. Le dessouchage, dans le cas des agriculteurs qui utiliseraient un tracteur forestier, a été payé en produits à la Mairie, qui a fait le travail, par les agriculteurs. L'équivalence produit a été fixée par le STR.

Une équipe technique a été mise en place, composée du LAET et des services de recherche et d'assistance technique locale (Embrapa, Emater et Ceplac), ainsi que d'un Groupe de Circulation d'Informations (GCI) composé de représentants des organisations des autres villes de la région qui étaient censés évaluer la recherche-action. Grâce à la contribution de trois agriculteurs qui ont joué le rôle de *leaders* et à celle de l'équipe technique, une formation a été mise en place sur la traction animale et sur l'utilisation d'un treuil à main (*guincho de alavanca*) introduit par le LAET, comme alternative au dessouchage mécanisé<sup>1</sup>.

Un contrat a été élaboré à la fin de cette phase, définissant le rôle et les tâches de chaque partenaire. Tous les agriculteurs (à l'époque quatorze producteurs), les chercheurs (LAET et la coordination de l'Embrapa de la Transamazonienne), la Ceplac (superintendance de l'Amazonie, plus exactement son directeur sur la Transamazonienne et le chef de l'unité locale d'Uruará), l'Emater (aussi à ces niveaux de responsabilité), la Préfecture Municipale d'Uruará, le STR, l'APRUR, la Fundasur et le MPST ont signé ce contrat. Après toute cette négociation, plusieurs événements ont questionné ce processus de construction de la recherche-action qui a pris près d'un an.

#### ***4.2. ... pour ensuite vivre un échec cuisant et en revenir à des enjeux locaux...***

Le fait que le financement, qui devait être obtenu au travers de la banque du Brésil, n'ait pas été libéré a très fortement influencé le cours de la recherche-action. Les raisons n'en ont pas été totalement éclaircies jusqu'à aujourd'hui. Les chercheurs ont cru comprendre que le projet avait été mal évalué du fait d'une certaine confusion générée par les dissensions entre les partenaires. La Fundasur a développé par ailleurs une tendance hégémonique concernant les projets dans la ville. Elle a assumé, aussi, la position de travailler pour tous, et elle a même procédé à l'élimination de projets qui pourraient être conflictuels et, aussi, à une prise de distance par rapport aux organisations responsables de ces projets. Cette tendance s'est renforcée en 1996 pour deux raisons :

---

1. Schmitz H., Simões A. et Martínez G. B. 1995, «Pesquisa-ação intensificação da agricultura em Uruará : Relatório do Treinamento dos agricultores nos dias 16-19/10/95». Altamira, LAET, 1995, 13p. (mimeografado).

- Les négociations pour la réalisation de projets prévues lors des conférences municipales en vue de l'élaboration d'un Plan de Développement Municipal d'Uruará sont entrées dans une phase décisive à partir du moment où le sénateur qui a soutenu personnellement le groupe à l'origine des conférences et des séminaires a été élu Gouverneur de l'État, à la fin de l'année 1995.
- Une coalition a été mise en place entre le PSDB (le candidat au poste de préfet a représenté les commerçants et les exploitants de bois) et le PT (le candidat à vice-préfet était l'ex-coordonateur du MPST, l'ex-président du STR d'Uruará et le vice-président de la Fundasur).

À cette occasion, les agences gouvernementales ont été plus préoccupées par l'obtention de ressources pour la partie urbaine du territoire à travers des projets élaborés dans le processus de planification municipale et par la récolte des fruits de cet exercice. Les aspirations de la Fundasur se sont jointes au mécontentement des exploitants de bois (*madeireiros*) sur un projet de gestion communautaire de ressources naturelles par l'agriculture familiale, initié lors des conférences. Il n'y avait plus besoin du LAET pour lancer des idées innovatrices. La méfiance dans la relation MPST – LAET, qui a toujours existé, et la faible expression indépendante du mouvement social local, ont facilité l'isolement du LAET et son «élimination» comme acteur au niveau municipal en quelques années (jusqu'au retour avec un travail sur les légumineuses, seul le projet d'intensification s'est maintenu, peu visible et concentré sur un petit groupe d'agriculteurs persévérants). Mais seule la recherche-action a continué comme activité du LAET.

La «désarticulation» entre la recherche et les mouvements paysans s'est accomplie principalement à partir d'un des collaborateurs de la recherche-action qui a fait partie de l'équipe technique et qui est devenu ultérieurement le président de la Fundasur. L'ex-coordonateur du MPST a aussi été impliqué, de même que le président du STR d'Uruará, un des concepteurs du projet. Cela démontre qu'à certains moments, les acteurs ont assumé une double identité : en plus d'être professionnels (entendant par là y compris ceux qui ont une fonction officielle dans le mouvement social), ils agissent comme des hommes politiques (candidat à la Mairie, à un poste de conseiller municipal, à la députation de l'État, etc.), cette dernière tendance prédominant sur l'attitude professionnelle. Ce phénomène, très commun dans la région, concernait surtout les agences publiques (Inkra, Ceplac, Emater), celles-ci fonctionnant comme bases pour lancer une candidature, ce qui entraînait une rivalité et de sérieux conflits entre les agences, et qui avait donc un impact important dans le travail des techniciens.

Le manque de financement et, à un moindre niveau, le discours de la désarticulation diffusé entre les agriculteurs ont eu un impact négatif sur la recherche-action. Pour mieux comprendre la complexité de la situation, on doit rappeler que la désarticulation est le fait de personnes qui ont eu un rôle important dans la mise en place du projet. Les points suivants permettent de sentir le climat du microcosme de cette phase<sup>1</sup> :

- Des agriculteurs qui «ont été motivés par la perspective de gagner beaucoup d'argent» ont été déçus ;
- Un agriculteur a trouvé que la recherche (c'est-à-dire la recherche des chercheurs) lui a causé beaucoup de travail ;
- Les organisations (le STR et l'APRUR) «ont fait preuve de beaucoup de "mollesse" et se sont laissées "rouler" par le gérant de la banque», ont commenté quelques agriculteurs ;
- Les chercheurs ont été critiqués : seule la recherche aurait profité du travail ; les chercheurs auraient ainsi fait leurs thèses, et il ne serait rien resté pour les agriculteurs (discours de la «désarticulation») ;
- La «désarticulation» a conduit à faire suggérer par les agriculteurs que le LAET paye les dépenses de main-d'œuvre et que le projet ne fonctionne pas sans fertilisation chimique. Ces principes sont copiés des modalités d'une recherche dite «à la ferme» (*on-farm research*) menée par l'Embrapa qui a payé les services des agriculteurs afin d'avoir des conditions plus homogènes et de s'assurer de leur participation ;
- Le président du STR a été accusé d'avoir négocié le non-paiement des services de la Mairie pour le dessouchage alors que cela n'a bénéficié qu'aux agriculteurs qui ont opté pour l'utilisation du tracteur.

#### **4.3. ... mais il reste encore des espoirs de sortir de la crise...**

Alors qu'il n'y avait plus d'espoir de voir le financement débloqué, les agriculteurs ont donné un ultimatum au LAET pour trouver d'autres solutions «afin de continuer le projet de recherche». Cela revenait à chercher une manière de financer le projet, tâche qui dans le contrat de recherche n'incombait pas initialement au LAET. À partir de ce moment la recherche-action a pris un nouvel itinéraire qui a suivi les suivantes étapes :

- Discussion sur les modalités de paiement du dessouchage ;
- Plus grand engagement du MPST (et de sa nouvelle direction) dans la défense des intérêts des agriculteurs au niveau régional ;

---

1. Maia C., 1996. *Encontro de avaliação da pesquisa sobre tração animal*. Altamira, LAET, 36 p.  
Schmitz H., 1996. *Relatório da pesquisa-ação sobre intensificação da agricultura em Uruará : atividades*. Altamira : LAET, 17 p.

- Évaluation des résultats du projet atteints au bout d'un an et demi de travail ouvrant un débat sur la production et sur les raisons de l'écart important constaté entre les résultats des agriculteurs qui participent à la recherche-action. Mobilisation des informations fournies par l'analyse des cahiers de gestion et sur la fertilité du milieu ;
- Réponse critique et transparente aux rumeurs selon lesquelles seuls les chercheurs profiteraient de la recherche-action et que le LAET devrait payer le travail fait dans les parcelles où se déroulait l'expérience ;
- Exclusion d'agriculteurs qui n'ont pas accompli leur rôle, par initiative du MPST qui a eu l'autorité, comme organisation représentant les mouvements populaires, d'entrer dans ce sujet.

Cette nouvelle relation a culminé dans un débat sur la proposition d'un «crédit collectif» faite par la nouvelle direction du MPST, en lieu et place du financement éventuel des animaux et des outils à la traction animale. Il s'agit de transformer un fonds perdu en un fonds rotatif dirigé par l'APRUR auprès des participants du projet et nourri par le paiement de cet investissement dans les conditions d'un crédit agricole. Cette forme de crédit collectif a été acceptée après un débat ouvert, sans aucune pression, par tous les agriculteurs. Un groupe conduit par le MPST a été chargé de l'élaboration des règles du paiement (délais, valeurs des parcelles annuelles, frais, administration du fond rotatif). La nouvelle direction du STR qui avait pris récemment ses fonctions a soutenu ce processus.

#### ***4.4. ... révèle à qui appartient l'action de développement***

Mais la situation n'est pas restée aussi stable que les chercheurs le pensaient. Dans les trois mois suivants, le groupe a diminué de cinq agriculteurs. C'est seulement à ce moment, après que les candidats soutenus par le mouvement social aient perdu les élections municipales d'Uruará, que sont apparus les réels motifs de la composition d'un groupe d'agriculteurs autour de la mécanisation.

Les participants étaient sélectionnés par les organisations pour des raisons politiques, afin de montrer la viabilité de la proposition du mouvement social avant les élections municipales, dans des exploitations agricoles qui la plupart étaient bien visibles depuis la route Transamazonienne. Après les résultats des élections, plusieurs agriculteurs ne voulaient plus faire ce «service» pour le Mouvement (en particulier un agriculteur qui a investi dans la candidature d'un parent comme conseiller municipal, et qui a été gêné par les coûts de la campagne électorale).

Finalement, deux ans après le début du dialogue, le financement est arrivé, les animaux ont été achetés, les équipements et le travail ont pu

commencer. En 2000, le projet disposait de parcelles qui avaient été utilisées six années consécutives ; des expériences de mécanisation et de gestion de la fertilité y ont été menées, des alternatives au dessouchage au tracteur ont été identifiées ; mais le résultat le plus important a été l'introduction de légumineuses chez les participants et dans d'autres exploitations agricoles de la région.

## **5. Conclusions : le champ critique en tant que champ d'apprentissage social**

Il est possible de dire que les imbrications qui s'établissent entre les différents agents dans cet espace social produisent un champ critique d'interface, que nous pouvons qualifier d'émergence d'un processus d'apprentissage social. Ce champ d'interface en émergence (difficile) est constitué par des agents qui appartiennent à plusieurs champs (académique, politique, etc.), ceux-ci sont ici considérés comme des agents qui se constituent au sein du processus développé dans un champ révélant et révélé par des forces, des intérêts différents, des conflits et des négociations qui s'établissent en permanence. À partir de là, il se produit l'émergence de nouveaux besoins de procédures et de stratégies en vue d'assurer le rapport entre les agents et leur participation aux différents intérêts en jeu.

L'existence d'un champ d'interface a permis à ces agents (chercheurs, organisations d'agriculteurs, techniciens...) participant au projet de mécanisation, placés dans une position de confrontation à partir de leurs champs respectifs, de relire l'expérience et de la transformer en un programme de recherche-action sur l'introduction de la traction animale. C'est la retraduction de la demande qui a amené à la production d'un champ critique, le champ de l'action concrète de développement.

Agir dans une perspective innovatrice, de recherche de relations plus démocratiques et en direction de la construction de nouvelles compétences par l'apprentissage (changement technique au niveau des systèmes de production), suppose, dans notre cas d'étude, une rupture avec la notion de structures structurantes (Bourdieu, 1989) assurant la reproduction des habitus. Ceci n'est possible que dans la mesure où notre objet d'étude se situe dans la juxtaposition des différents champs, produisant un champ critique, ce qui suppose notamment un changement des comportements des individus en permettant des discontinuités structurelles qui contribuent à l'émergence d'un apprentissage social. C'est-à-dire que, dans notre cas, le champ critique a constitué lui-même le milieu susceptible de donner origine à la production de nouveaux référentiels d'action.

On observe qu'il n'existe pas de changement du comportement des agriculteurs par rapport aux comportements des *leaders* locaux, des

techniciens, des hommes du pouvoir politique et même de ceux de la connaissance. Le projet de mécanisation et la recherche-action ont été toujours faits sous l'injonction des politiques, en en reproduisant les habitus. Il relève des pratiques paternalistes et clientélistes qui empêchent le développement de relations plus démocratiques (Picard, 1998 ; d'Incão et Roy, 1995). Maintenant on peut répondre à la question posée ci-dessus : à qui appartient l'action de développement ? L'action, en tant que projet de développement, a toujours été marquée par la reproduction des habitus du champ politique et c'est à lui qu'appartient l'expérience d'introduction de la mécanisation. On est resté alors dans un régime de domination. «(...) La thèse de Durousset pose que le politicien a besoin que les actions de développement n'aboutissent pas afin de générer une dépendance constante, au désespoir des techniciens (et des chercheurs dans notre cas) qui essaient de mettre en place leur propre champ de légitimation en tentant d'imposer des critères de résultat» (Albaladejo, 2003).

Or, il est très important de bien vérifier ce qui s'est passé au niveau des comportements des agriculteurs par rapport à leur propre champ – le champ domestique ou la cité domestique, pour reprendre l'expression utilisée par Araújo (1993). Ils ont essayé des méthodes alternatives au nettoyage de la parcelle cultivée, ils ont diffusé dans la région, à partir de leurs propres expériences et sans l'avis de la recherche, l'utilisation de légumineuses dans la culture du poivre, du café, en rotation avec le maïs, comme couverture du sol après récolte, etc. Au-delà de tout ça, ils ont pris connaissance des effets néfastes de l'usage du tracteur, ce qui a contribué à stopper la tendance à l'utilisation des machines agricoles dans les projets collectifs des associations et coopératives de la région. En quoi cela est-il important ?

Dans le champ critique, il y a des espaces pour la reproduction du rapport traditionnel de domination, mais il y a aussi un processus d'apprentissage par l'expérience qui permet aux individus d'être autonomes, de prendre leurs décisions, de reformuler leurs stratégies. C'est-à-dire que l'existence du champ critique peut être l'indicateur d'un changement social. De plus, il ne faut pas «[...] s'étonner que les pratiques sociales qui se sont engouffrées dans l'espace ouvert par la [recherche-action] sont celles qui correspondent d'abord aux institutions de l'agriculture paysanne et aux habitus de ses différents agents. On ne transforme pas massivement les pratiques sociales en quelques années par un simple "appel d'air" venu d'en haut... Mais il faut reconnaître que ces nouveaux dispositifs [d'intervention] sont aussi susceptibles de donner plus de champs à des pratiques sociales sans doute discrètes mais foncièrement différentes, porteuses d'une «nouvelle ruralité», plus démocratique. [...] Il faudra sans doute du temps pour pouvoir détecter et qualifier ces "innovations discrètes", beaucoup de travail de terrain et un

dispositif d'observatoire pour les suivre et en comprendre la portée» (Albaladejo, 2003).

Du moment que l'on s'accorde à doter les agents «d'imagination sociologique», qui marque la différence entre un monde de principes moraux et institutionnels (les règles du dispositif de recherche-action par exemple, les termes du contrat d'engagement...), et le monde effectif dans lequel se déroulent les activités humaines (le monde du quotidien des agriculteurs et leurs besoins) (Mills, 1997), on peut dire qu'au sein du champ critique ils peuvent s'acheminer sciemment en direction d'une rationalisation de la société en développant des stratégies et des outils nécessaires à la mise en œuvre de leurs finalités (Weber, 1971).

Ceci suppose un changement de régime et de position des individus, c'est-à-dire le passage du régime de domination au régime de l'action stratégique, de la condition d'agent reproducteur d'habitus à celle d'acteur social apte à développer des stratégies conscientes. On considère que les agents sont dotés d'habitus en tant que «systèmes de dispositions durables et transposables, structures structurées prédisposées à fonctionner comme structures structurantes, c'est-à-dire en tant que principes générateurs et organisateurs de pratiques et de représentations» (Bourdieu, 1980, p. 88) tandis que l'acteur social est doté de rationalité et, en quelque sorte, réussit à dépasser le sens commun en prenant conscience du processus de reproduction de l'habitus. Il élabore donc des stratégies dont la finalité est de transformer sa réalité et, qui sait, de rompre avec les anciens habitus. Alors, la notion d'acteur incorpore le fait qu'il existe une capacité d'action locale des agriculteurs. L'expérience vécue conjointement avec les chercheurs autour de la recherche-action a amené les agriculteurs à adopter des attitudes relevant d'une volonté, d'abord individuelle et ensuite collective, d'expérimenter et de tester. En partant de leurs propres savoir-faire, de nouvelles pratiques techniques émergent cette fois-ci sans injonction de nature politique, par la simple coexistence de différents régimes d'action (de domination, d'action stratégique et d'émancipation).

D'une manière générale, nous constatons sur la frontière agraire amazonienne, à partir des années quatre-vingt-dix, l'amplification d'un mouvement de reconstitution du tissu social, auquel appartiennent les agents placés dans une situation de résistance dans leurs champs respectifs et qui reflète un changement progressif dans les formes quotidiennes d'agir. Ce mouvement prend corps et peu à peu et se matérialise à partir d'un travail de *patchwork* dont les coutures ne sont pas encore suffisamment rigides ; ce qui lui donne une certaine plasticité permettant la coexistence des différentes logiques et régimes d'action.

La métaphore est utile pour démontrer comment émerge le secteur de l'agriculture familiale à partir des tensions qui se créent à la frontière des différents champs, c'est-à-dire par la remise en cause des accords minimums de chacun de ces champs en produisant ce qu'on appelle un champ critique. En revanche, la complexité de ce champ critique en construction amène au régime de l'action stratégique dans lequel les enjeux sociaux sont marqués par des conflits, par des négociations, par la recherche de régulation, et par le processus d'apprentissage social.

On peut dire que le processus d'apprentissage social à l'intérieur d'un champ critique peut contribuer à sortir du niveau de l'action à plusieurs (résultant d'une juxtaposition d'actions non coordonnées) ou à l'opposé de l'action ensemble (qui est suffisamment générale pour s'abstraire des particularités des gens qui la mettent en œuvre), sachant qu'il s'agit pour Livet et Thévenot de deux types d'actions qui ne prennent pas en compte les capacités réflexives des agents sur leurs expériences antérieures et leurs singularités, pour aboutir au niveau de «l'action commune», dans lequel les personnes participantes s'approprient des règles résultant d'un processus de dialogue et de reconnaissance des altérités (Livet et Thévenot, 1994).

Cela signifie, d'abord, de reconnaître et partager les ignorances (Callon et *al.*, 2001) que le collectif a sur les questions soulevées par la mise en œuvre d'un projet de développement, pour ensuite construire de nouvelles références. C'est-à-dire que l'imagination sociologique peut aussi être entendue comme la faculté de développer chez les acteurs la capacité de questionner leurs propres pratiques et actions quotidiennes à partir d'une nouvelle «traduction» (au sens donné par Callon et Latour). Ils peuvent alors réfléchir, pendant que s'élaborent leurs expériences, sur celles-ci en vue de construire de nouvelles représentations et, ainsi, produire et être responsables de leurs propres histoires, poser leurs existences comme condition d'historicité.

Dans cette perspective, les efforts de dialogue au niveau du champ critique produisent une expérience pour chacun des participants et les sujets sont ainsi formés dans et par cette expérience (Dubet, 1994), laquelle oriente, débouche et se traduit en action, action liée, dans notre cas, au mode de conception de la gestion du milieu, de l'espace, du territoire. Mais on peut se demander si l'expérience qui construit les sujets réflexifs, sujets d'action, permet également l'émergence de relations plus démocratiques au niveau de la société rurale ; et si elle conduit au processus d'émancipation (capacité de la population locale – l'ensemble des familles rurales et pas seulement les agriculteurs – d'agir sur elle-même et de se reconnaître autour d'un problème commun).

C'est justement cela que l'on appelle le «processus de construction d'un nouvel habitus», un «habitus collectif réflexif» qui permet de dépasser les champs d'appartenance et de marcher en direction de l'autonomisation d'un «champ du développement de l'agriculture familiale», c'est-à-dire, aussi, de sortir d'une perspective de vies individuelles juxtaposées pour aller vers une action collective co-construite. En sommes-nous à ce point, ou pas, sur la frontière amazonienne ?

**CHAPITRE 5**  
**(ETHNOGRAPHIE D'UN PROJET DE DÉVELOPPEMENT)**

**La gestion concertée des ressources au  
niveau local en Amazonie orientale :  
une utopie nécessaire ?**

**Conditions et limites d'une approche**

*ALBALADEJO Christophe*  
*VEIGA Jr. Iran*

La question que nous souhaitons aborder dans ce chapitre est celle de la mise en place de projets de gestion concertée des ressources en Amazonie Orientale. Ce type d'approche a fortement émergé en Amazonie dans les années 1990 dans différentes branches des connaissances concernant les actions de protection de l'environnement et de développement local. Elles sont issues d'une préoccupation et d'un savoir-faire concernant la participation des agriculteurs qui a pris place progressivement et parallèlement au cours des années 1980 au sein de trois courants de recherche. Il s'agit d'abord de ce qui est dénommé les «recherches systèmes en agriculture<sup>1</sup>» (Huijsman, 1995 ; Röling, 1994), des discours puis des travaux implusés par les organisations internationales portant intérêt au local et à la participation des populations gestionnaires directes des ressources (Ghai et Vivian, 1992), et enfin d'une application des principes de la sociologie des organisations et de la gestion à l'analyse et à la conduite des actions de protection de l'environnement (Mermet, 1992). Malgré leurs diverses origines, toutes ces approches ont en commun d'ancrer dans le local les éléments de construction d'une organisation sociale<sup>2</sup>, de savoirs et d'accords en rapport avec la gestion de la nature et associant les acteurs locaux aux administrations, individus et entreprises plus lointains mais concernés plus ou moins directement par les ressources de cette localité.

Ces approches ont connu un certain engouement en Amazonie brésilienne. Il est vrai que ce terrain y semblait particulièrement intéressant

---

1. Plus souvent citées en anglais : *Farming Systems Research* ou *Farming Systems Research and Extension*.

2. Selon Hatchuel et Moisson (1995, p. 21), une organisation est «un système de dispositifs mis en place pour "réguler" une activité collective destinée à produire un certain type de biens : produits de consommation, produits industriels, services, peu importe».

pour plusieurs raisons. D'une part du fait de l'ampleur des problèmes écologiques et sociaux en jeu, ainsi que de la rapidité des transformations en cours. D'autre part, le contexte politico-institutionnel permet formellement d'envisager ce genre d'approche, mais questionne également quant à leur applicabilité : les conditions sont-elles favorables à une participation des populations locales, souvent des paysans au statut foncier précaire, à une co-gestion de la nature ? Rappelons qu'il ne s'agit pas seulement du Brésil de la Nouvelle République, mais aussi celui qui dispose d'une tradition intellectuelle (Freire, 1987 ; Ammann, 1992) et d'un ample savoir-faire dans ce qui était dénommé au cours des années 1960 le «développement participatif» ou «développement endogène» et le développement de communautés locales (*community development*). De fait de nombreux cadres militants des ONG brésiliennes, même si la plupart n'ont jamais lu Paulo Freire, étaient dès le début des années 1990 imprégnés d'une pratique qui doit beaucoup à cet intellectuel et, dans un autre ordre d'idée, aux tentatives d'application des méthodes de *community development*.

Dans cette optique, nous utiliserons le cas d'un projet de développement mené à bien par le Lasat et intitulé «*Valorização e Manejo dos Recursos Madeireiros pela Agricultura Familiar*<sup>1</sup>». Les travaux de terrain de ce projet ont commencé en mai 1996 : nous allons, afin d'évaluer l'applicabilité des approches en gestion concertée dans ce type de terrain, nous concentrer ici sur l'analyse des phases initiales<sup>2</sup>, qui sont considérées parmi les plus cruciales et les plus révélatrices en recherche-action (Goyet, 1992). Il est important de remarquer que le projet en question n'a pas été inspiré par les approches décrites plus haut. Nous ne cherchons donc pas à l'évaluer, mais simplement à l'utiliser comme exemple heuristique pour discuter les limites de ces approches.

Après une présentation du projet et des conditions historiques de son émergence en tant que collaboration entre la recherche et trois syndicats de travailleurs ruraux de la région de Marabá, nous aborderons successivement les trois piliers d'une gestion concertée selon la théorie des organisations : premièrement, le contenu et la morphologie du système d'action concret concerné ; deuxièmement, les savoirs de gestion des ressources en jeu ; et, troisièmement, les conditions et la qualité de la délibération entre acteurs à propos de cette gestion. Une dernière partie reprendra transversalement les aspects précédents sous l'angle de l'apprentissage, notamment de

---

1. Le projet est financé par le *Ministério do Meio Ambiente e da Amazônia Legal*, avec des ressources de bailleurs de fonds liés au G7, dans la ligne des PDA : «*Projetos Demonstrativos para a Amazônia*». Ces projets PDA sont censés promouvoir une utilisation durable des ressources forestières au Brésil.

2. Le projet a été élaboré par les chercheurs du Lasat, en particulier Vincent de Reynal et Márcia Muchagata. Sa mise en œuvre a été dirigée dans ses deux premières années par Iran Veiga (par intérim), puis par Márcia Muchagata à son retour d'un séjour doctoral en Grande-Bretagne et Manoel Amaral.

l'apprentissage organisationnel. Nous concluons sur l'applicabilité de ce genre d'approche dans le terrain amazonien.

## 1. Le contexte initial (politique et institutionnel) d'émergence du PDA

Les problèmes environnementaux en Amazonie Orientale font l'objet de multiples et diverses traductions, au sens donné à ce mot par les théories de Latour et Callon (1989), notamment d'acteurs qui ne se retrouvent pas forcément dans les mêmes lieux de débats mais qui sont, pour certains d'entre eux, engagés dans des rapports de force, avec notamment la question agraire en arrière-plan :

- Le Ministério do Meio Ambiente et l'État de façon générale ;
- La presse ;
- Les institutions de recherche (brésilienne et étrangères) ;
- Différentes ONG ;
- Les syndicats de travailleurs ruraux ;
- Les syndicats ruraux ;
- etc.

En 1996 dans la région de Marabá, un laboratoire de recherche / développement associé à l'Université (le Lasat) et six syndicats de travailleurs ruraux réunis en une fondation (la Fata : *Fundação Agrária do Tocantins-Araguaia*) travaillaient ensemble depuis 1989. Une particularité d'importance pour le propos de cet article est que les compétences rassemblées dans le laboratoire concernaient dès cette époque l'activité agricole, vue dans ses dimensions techniques et sociales, et non uniquement les questions de conflits agraires. L'association entre la Fata et le Lasat s'est faite en réalité sur le thème de l'émergence du métier d'agriculteur dans les conditions de l'agriculture familiale amazonienne. Cela représentait d'une part une évolution notable de la stratégie et des fonctions des syndicats (jusqu'alors très centrés sur les luttes agraires) et d'autre part un début d'institutionnalisation d'une tentative de caractérisation du métier et de production de normes techniques pour l'évaluation de son exercice. Il s'agit de se reconnaître et de se faire reconnaître comme agriculteur avec notamment les trois dimensions distinguées par Descolonges (1996, p. 239) : une participation à la production, à l'invention technique et une insertion fonctionnelle claire dans la société. Cela n'est pas sans rapport avec l'effort de fabrication de normes pour les interventions des paysans sur la Nature qui est au cœur du projet que nous allons présenter et que nous dénommerons «PDA Madeira». Notons d'ores et déjà que le contexte institutionnel du développement a été bouleversé à Marabá dès le début du projet avec les mesures de décentralisation et de «sous-traitance» du développement qui sont abordées dans le chapitre 2. Nous allons voir ici combien ce genre de

projet, malgré ses imperfections, a rendu possible une tentative d'application de la politique du «pacte territorial» du Gouvernement fédéral. En effet, l'acceptabilité de telles mesures supposait un commencement de transformation des identités et des représentations pour une partie au moins des chercheurs, des cadres du développement, des agents de terrain, des syndicalistes et divers relais paysans dans les localités.

L'idée centrale du projet est de montrer la faisabilité technique, économique et sociale d'une gestion durable d'une partie de la couverture forestière originale des lots des agriculteurs liée à une valorisation, locale et par la vente, du bois retiré de cette forêt.

L'intention sous-jacente à ce projet est d'instruire la réflexion des agriculteurs à la base et de leurs représentants dans les organisations paysannes (notamment les syndicats) à propos de la gestion de la ressource forestière (et plus précisément du bois) et, par l'intermédiaire de ces organisations, influencer les politiques (il faudrait dire l'absence de politiques...) municipales, voire de l'État du Pará, concernant la ressource forestière. Depuis 1997, cet objectif est devenu le cœur des nouvelles politiques de développement durable impulsées par Brasília, et c'est bien l'intérêt de ce projet pour notre propos d'avoir été une application avant la lettre de ces politiques décrites en chapitre 2.

Le projet est né d'une proposition faite en 1994 par le Lasat aux syndicats d'organiser une «action-test»<sup>1</sup> portant sur la commercialisation du bois retiré des lots paysans. Après plusieurs années de discussion (parfois très vives), il a été décidé de mettre en place une action-test dans une collectivité locale. Ce test a montré la possibilité de réaliser des gains importants par la vente directe du bois des paysans (Muchagata et al., 1996). C'est à partir de cette expérience que le présent projet a été élaboré, en réponse à un appel d'offre du *Ministério do Meio Ambiente*.

Le projet est donc né avec une dimension commerciale importante (première transformation du bois sur place en planches grossières et vente sur le marché de Marabá) et une dimension de «gestion de la forêt». Cette dernière était bien présente dans la proposition initiale d'action-test, mais elle a été volontairement mise en second plan dans l'intention d'établir des relations de confiance avec les agriculteurs concernés dans les localités en prouvant que la gestion de la forêt ne nuirait pas à leurs intérêts, au contraire. La dimension de «gestion de la forêt» a par la suite été à nouveau mise en avant au moment de la présentation du projet aux Autorités de Brasília du fait des exigences du bailleur de fonds, dont l'intérêt principal est la diminution du rythme de déboisement de l'Amazonie. Le projet s'est donc

---

1. Autrement dit une expérimentation, concrète mais à une échelle limitée, conduite par les paysans eux-mêmes avec l'aide méthodologique et logistique des chercheurs (Muchagata et al., 1996).

alors affirmé comme un projet de gestion de la forêt et de valorisation du bois.

Concrètement, le projet, qui travaille avec des groupes de dix à vingt agriculteurs dans trois collectivités locales de la région de Marabá, consiste dans les étapes suivantes :

1. Choix d'une surface censée avoir vocation à être classée en réserve forestière sur les lots de chaque agriculteur participant au projet (en général de l'ordre de 10 % de la surface totale du lot<sup>1</sup>) ;
2. Réalisation d'un inventaire forestier et élaboration d'un plan de coupe de l'ensemble des surfaces de réserve d'une collectivité locale ;
3. Coupe (selon le plan préétabli) et valorisation du bois. Celle-ci consiste dans la production de planches sur place avec une scierie mobile pour la vente à Marabá, et l'utilisation des chutes (ou du bois de faible qualité) pour la fabrication, à l'aide d'un petit équipement de menuiserie, d'articles à usage domestique ou d'outils agricoles.

En moins de deux ans (1996 et 1997) le projet avait déjà réalisé la plupart des activités des étapes 1 et 2, et il s'apprêtait à commencer la coupe dans la première collectivité locale, que nous appellerons ici São Nicolau.

Ce «recentrage» du projet sur la gestion de la forêt a de fait introduit des dimensions territoriale et collective qui ne figuraient pas, ou peu, dans la proposition initiale du Lasat. La dimension collective, qui était présente dans la proposition initiale sous la forme du travail coordonné des participants pour la réalisation des activités, s'est trouvée très renforcée. En effet, les surfaces en réserve sur chacun des lots devaient être exploitées conjointement à travers la mise en commun du travail et des produits (autrement dit, chaque année la surface d'un lot devait être exploitée par le groupe, et le produit reparté entre tous). En fait, cette dimension collective assumait une importance capitale (et comportait aussi des risques importants) : le projet dans une collectivité locale pouvait échouer par l'abandon d'un seul des membres du groupe, par la vente de l'un des lots concernés, ou par des désaccords ultérieurs entre les participants au projet. On remarque que le projet est susceptible d'interférer de manière importante avec les plans de l'agriculteur et de sa famille, lesquels considèrent souvent, dans cette région de front pionnier, la possibilité de migration. Par contre ces surfaces de réserve cédées au projet peuvent éventuellement se transformer en un embryon de «bien commun», par des mécanismes de liaison à travers la dette de chacun envers le groupe.

---

1. Ces lots ont une surface totale variant entre 50 et 100 hectares.

La dimension territoriale locale était absente des discussions antérieures au projet. Elle découle de la nécessité (technique) de contiguïté des surfaces de réserve des différents lots (pour des raisons de protection contre le feu, conservation des sources d'eau et reproduction des espèces forestières). On verra que souvent ce critère technique doit être nuancé par des considérations autres.

Finalement il existe aussi une dimension spatiale individuelle, qui concerne la gestion de chacun des lots. L'exigence d'une réserve de forêt<sup>1</sup> implique une diminution de la surface dont dispose l'agriculteur pour la réalisation des *roças* (cultures). Cela n'est pas non plus sans conséquences sur les projets des agriculteurs et sur les logiques d'utilisation de l'espace (cf. chapitre 9).

Ces dimensions territoriale et collective (contrairement à la proposition initiale de simple valorisation du bois) ont été peu discutées dans les phases initiales du projet, que ce soit dans les syndicats, ou dans les collectivités locales. En fait, elles ont été mises en discussion «au coup par coup», en même temps que les premières étapes du projet ont été concrètement mises en œuvre. Peut-être d'ailleurs était-il impossible de faire différemment. Cette situation a entraîné des compromis importants entre le projet et les groupes locaux, que nous aborderons plus loin. Par exemple, la contiguïté des surfaces de réserve a été parfois sacrifiée en fonction de considérations pratiques comme la localisation des surfaces encore boisées dans les lots, mais aussi en fonction du fonctionnement social du groupe local. Ainsi le projet a-t-il vu figurer parmi ses participants des agriculteurs qui avaient des lots à des kilomètres de distance du groupe principal, mais qui se trouvaient avoir leur confiance. Par contre des lots contigus en ont été exclus tout simplement parce que leurs propriétaires ne faisaient pas partie de ce groupe.

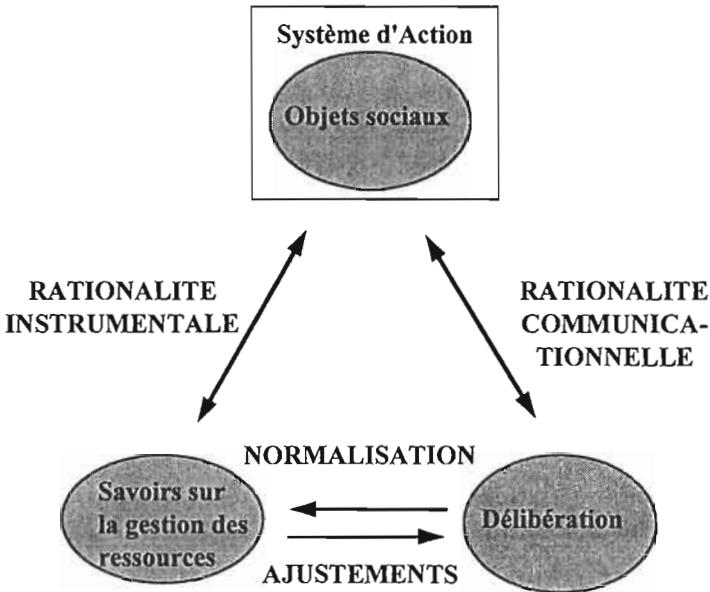
Pour analyser le PDA en tant que projet de gestion concertée des ressources au niveau local, nous nous appuyons sur le schéma de la figure 1, inspiré de la théorie de l'agir communicationnel d'Habermas (1987). Nous utilisons Habermas pour poser le cadre général de notre analyse car celui-ci propose une théorie posant d'emblée l'articulation entre une rationalité communicative (construction de sens commun, d'accords voire de consensus en vue de l'action) et une rationalité instrumentale concernant les modalités pratiques et les savoirs engagés par cette action. D'où sa théorisation de la société qui envisage ces rationalités à la fois comme des «mondes vécus» (agir orienté vers l'intercompréhension) et comme des «systèmes» (agir instrumental). Cette théorie nous permet de séparer et d'articuler la question

---

1. Selon la loi brésilienne, les exploitations agricoles en Amazonie doivent conserver au moins 50 % de leur surface totale sous couverture forestière originale. Dans la pratique cette loi est en général ignorée par les propriétaires.

des savoirs pratiques en jeu dans la gestion des ressources de celle de la construction progressive d'accords sur ceux-ci par le dialogue.

Figure 1 - Les éléments de base d'une gestion concertée des ressources



Nous allons donc analyser le PDA sous l'angle du système social ou des objets sociaux concernés, les savoirs et les objets de ceux-ci, et enfin la délibération sociale ou la formation de discours dominants sur les savoirs. Ces trois éléments clefs sont traversés par le temps en dynamique, à savoir : l'histoire et les apprentissages. L'histoire est indissociable de la présentation des objets sociaux, des savoirs et des formes de délibération et sera donc abordée dans les trois parties suivantes de ce chapitre ; par contre, la dimension apprentissage fera l'objet de la conclusion de ce chapitre.

## 2. Le système d'action concret

La concertation pour la gestion des ressources est censée se faire au sein d'un «système d'action concret», au sens de Crozier et Friedberg (1982, p. 241-245), ce qui suppose qu'il existe un enjeu clairement identifiable et reconnu par les individus et organisations qui se constituent en acteurs selon des règles partagées par tous, système qui peut être résumé par la liaison «acteurs-stratégies-ressources». Évidemment, comme le font remarquer Albaladejo et al. (1997), il faut accompagner cette définition d'une posture

constructiviste rendant inséparable l'existence de l'objet de recherche du choix d'approche du chercheur (Von Glaserfeld, 1988), à ceci près toutefois que les chercheurs du Lasat ont bien l'intention de faire exister peu à peu et fonctionner ce système d'action, même s'il est bien évident qu'il n'est au départ qu'une construction théorique de la recherche. Par ailleurs, celle-ci ne peut espérer créer de toutes pièces un objet social sans histoire : celui-ci ne peut qu'être sous-jacent, ou au moins potentiel, dans la société rurale de Marabá. En particulier, les modalités de participation des organisations et des agents sociaux qui le composent, les règles qui le régissent, ne préexistent pas aux relations sociales : elles doivent en être le produit. Il est donc supposé que les conditions sociales locales permettent l'émergence de ce système d'action imaginé. Mais il ne suffit pas qu'il soit en germe, encore faut-il que sa composition et la répartition du pouvoir, des savoirs et des compétences soient suffisamment équilibrées pour permettre la production d'une représentation correcte des intérêts et du problème, et une délibération efficace et juste (Monachesi et Albaladejo, 1997).

### **2.1. Un système en double entonnoir...**

Ce système d'action est actuellement composé des individus et des organisations suivants :

- Le Lasat ;
- Les trois syndicats de travailleurs ruraux ;
- Le Ministério do Meio Ambiente ;
- Des individus ou organisations informelles locales dont on ne connaît pas le contour exact... d'où l'importance d'un travail de recherche visant à les identifier et à en caractériser le fonctionnement, notamment par rapport aux agents et organisations extérieurs à la localité (cf. chapitre 3).

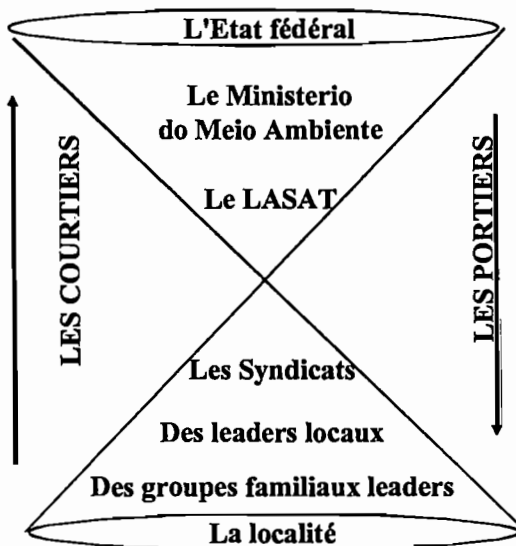
Quoi qu'il en soit les systèmes d'action sont quasiment bâtis autour d'objets sociaux censés exister au niveau de localités (dans ce cas les localités de São Nicolau, Jabuti et Amendoim). C'est en effet au niveau local que la gestion effective du massif forestier est supposée se réaliser et que les décisions sont débattues dans leurs modalités pratiques et mises à exécution. On pourrait dire qu'ils constituent de ce fait le cadre social et institutionnel de conception et concrétisation d'un «projet territorial» (Kayser et al., 1994).

La localité structure tellement le système d'action qu'elle lui imprime une sorte de morphologie «en double entonnoir» qui n'est pas des plus favorables à un fonctionnement démocratique, ou même seulement à une circulation efficace de l'information. En effet, du point de vue de la recherche et même, plus globalement, de l'État, nous trouvons ceux que Dubost (1987, p. 127) appelle les «portiers du terrain». Ils sont bien sûr des

*leaders* locaux qui contrôlent l'accès au terrain. Mais ils sont en fait plus largement une chaîne de portiers passant par le Lasat, les organisations syndicales puis des *leaders* locaux qui leur sont plus ou moins liés.

De la même façon, l'accès au projet PDA pour les habitants des localités est contrôlé par ces *leaders* ce qui, en dépit des aspirations et de l'esprit du projet, est contradictoire avec la dimension territoriale de celui-ci. Mais plus globalement, de l'autre côté de l'entonnoir, du côté des paysans, nous trouvons une chaîne d'individus et d'organisations jouant le rôle de «courtiers du développement» (Olivier de Sardan, 1995, p. 159-164), autrement dit des acteurs qui servent d'intermédiaires pour drainer des ressources. Ceci nous donne une configuration du système d'action un peu particulière et représentée en figure 2.

**Figure 2 - La configuration initiale du système d'action**



Plusieurs considérations s'imposent :

1. Il s'agit d'une configuration initiale de démarrage du projet qui était *a priori* susceptible d'évoluer. Elle s'est avérée en fait très rigide, mais des évolutions favorables se sont produites comme la création progressive de relations directes entre les chercheurs et la population de base du fait des contacts directs, voire d'une certaine familiarité, permis par la réalisation des travaux de terrains.
2. Cette structure à double pyramide a été entretenue par le fait que les acteurs ont cherché à transformer leur position dans les flux

d'information en un élément de pouvoir. Dans certains cas, la position dans la pyramide a posé problème car la façon dont les individus ou les organisations se sont constitués en acteurs (et donc leur nature même d'acteurs, dans le PDA s'entend) était justement due à leur position dans cette structure en double entonnoir... Dans ce cas, un changement de configuration aurait constitué pour eux une disparition de la scène du PDA (ou un affaiblissement de leur rôle) en tant qu'acteurs...

Les trois collectivités locales qui ont participé au projet sont situées dans des municipalités différentes, et donc dépendent de trois syndicats de travailleurs ruraux, lesquels les ont d'ailleurs choisies pour participer au projet. Chaque syndicat a un représentant (en général issu de la collectivité locale participante) auprès du projet. L'ensemble de ces représentants, plus un membre du Lasat, forment un comité de pilotage du projet, qui est chargé de prendre les grandes décisions concernant sa mise en œuvre. Une bonne partie des flux d'information entre le projet, les syndicats et les collectivités locales passent donc par ces représentants.

Cela peut entraîner des dysfonctionnements dus à l'utilisation de cette position intermédiaire pour obtenir des gains (matériels ou de prestige politique) non prévus dans le projet. Cela est vrai surtout pour l'une des collectivités locales, très éloignée et d'accès difficile (surtout en saison de pluies), avec laquelle l'équipe technique du projet a peu de contacts directs. Cette situation, et les promesses démagogiques du représentant local, ont créé dans le groupe une expectative démesurée par rapport au projet, qui est finalement devenue une importante source de tensions avec l'équipe du projet.

## ***2.2. Quelles légitimités sociale et sociologique du système d'action délimité ?***

Plutôt que de «système d'action concret», il faudrait parler dans le cas du PDA «d'organisation floue» ou de «Système d'Action Flou» car d'une part de nouveaux acteurs peuvent y être convoqués (cas de l'ONG Imazon à Belém), ou bien d'autres sont susceptibles d'émerger du fait même des processus en cours dans le PDA. De fait, implusées par les politiques décrites au chapitre 2, des associations locales de développement ont émergé en dehors des organisations syndicales proprement dites. Par ailleurs, toutes les organisations et individus considérés comme faisant partie du système d'action ne se sont pas constitués en acteurs dans le champ créé par le PDA, certains n'ont même jamais eu une connaissance claire du champ en question (comme c'est le cas de nombre d'agriculteurs pourtant formellement inscrits

dans le projet)... C'est pourquoi il serait plus juste de parler de «Système d'Action Flou», car cette indéfinition n'est pas due à une défaillance de l'approche, une erreur d'application du projet ou un inaboutissement provisoire de la structure du projet : ce système est flou par nature et, de fait, il l'est resté près de dix ans après sa mise en œuvre.

Par ailleurs, ce système social ne peut être étudié correctement si l'on oublie qu'il s'insère dans la structuration politique du Brésil. La preuve en est que les *fazendas* ont été curieusement absentes de ce système, alors même qu'elles jouent un rôle évident dans la gestion de l'environnement qui est au centre des préoccupations déclarées du projet. Ce n'est certainement pas qu'elles aient été oubliées. Nous savons par exemple que São Nicolau est entourée de *fazendas* encore en grande partie boisées. Ces *fazendas* offrent du travail à nombre d'agriculteurs ou fils d'agriculteurs de São Nicolau. Par ailleurs, la chasse réalisée par les habitants de cette localité a lieu en majeure partie sur ces grandes propriétés et nous avons pu constater que le gibier est encore une source importante de protéines animales des familles. Que se passerait-il sur un plan socio-économique et environnemental si toutes les *fazendas* alentour étaient déboisées ?

Il faut donc garder à l'esprit que les agents sociaux et organisations convoqués dans ce projet ne forment pas nécessairement un objet sociologique. Cette parcelle de l'espace social réunie par la figure du «projet» ne contient pas *a priori* une dimension cohérente de la question que l'on souhaite traiter, c'est-à-dire la gestion sociale de la Nature en Amazonie. Il nous revient donc de ne pas réifier et au contraire de questionner la légitimité sociale de l'objet hétéroclite que l'on essaie de former à travers le projet PDA.

Ce système d'action flou n'a ainsi de valeur que comme direction d'analyse permettant de guider l'action sur le terrain, notamment de l'évaluer et de tenir un discours sur elle aux acteurs sociaux, et comme outil servant à mettre en évidence les écarts entre l'utopie sociale recherchée et la réalité. Cette attitude permet de considérer de fait la sociologie des organisations plus comme une «boîte à outils» que comme une véritable approche des processus et objets sociologiques en question. Le contexte social doit être alors posé et étudié par des approches plus globales.

### **2.3. L'action environnementale, le lien social local et les luttes agraires**

Un troisième aspect concerne la nature des relations sociales qui existent entre les individus et les organisations inclus dans le Système d'Action délimité.

### *Les catégories de l'action en jeu dans le projet PDA*

On pourrait voir le projet PDA comme un emboîtement de différents niveaux d'actions concernant la gestion des ressources. Sur chacun de leurs lots, les agriculteurs doivent constamment se donner de nouvelles règles d'action en fonction des aléas de l'activité et de l'accumulation des conséquences de décisions antérieures ou des effets des contraintes (cf. chapitre 9). Ces ajustements sont réalisés au plan individuel ou au sein de petits collectifs familiaux de travail. Ils se juxtaposent au niveau d'un quartier comme São Nicolau, plus qu'ils ne se coordonnent car ils ne font pas l'objet de discussions systématiques visant à les expliciter aux autres (hormis certains cas de défrichements qui pourraient provoquer des préjudices chez les voisins). Il s'agit donc d'une action à plusieurs au regard du PDA et selon la nomenclature de Livet et Thévenot (1994).

Or il y a «règle d'action» seulement lorsqu'un type d'action est rendu manifeste pour autrui, qui est ainsi supposé en mesure d'en tirer une interprétation (quoique rendre manifeste ne signifie pas forcément en expliciter les intentions). La volonté de correction intersubjective des effets chez autrui des actions fait passer de l'action à plusieurs à l'action commune. Les réunions du PDA dans les localités introduisent déjà à l'action commune concernant l'environnement. En effet, elles visent à ajuster localement les actions des uns et des autres sur une petite parcelle d'espace recouvrant plusieurs exploitations. Par exemple, pour le choix des familles devant participer au projet à São Nicolau, le critère technique «choisir des lots contigus» a été modifié en fonction des positions par rapport au syndicat. Des lots contigus ont été exclus du projet, et des lots éloignés de plusieurs kilomètres ont été inclus, en fonction du critère de l'appartenance ou non à ce groupe (confiance, etc.). On pourrait multiplier les exemples portant notamment sur l'utilisation des équipements achetés pour le projet. Beaucoup d'agriculteurs ont considéré injuste ne pas pouvoir scier des châtaigniers du Pará<sup>1</sup> déjà tombés à terre, pratique courante des *madeireiros* (marchands de bois) de la région, ou même ne pas pouvoir scier des arbres coupés dans la *roça* (l'essart cultivé) de l'année, qui de toute façon vont être détruits par le brûlis... Après des discussions avec l'équipe du projet, ces exigences ont été prises en compte, dans le but de ne pas «casser» le projet.

On présuppose donc dans le PDA que la localité est potentiellement le siège de tels ajustements par le dialogue, et il est donc essentiel de découper non pas seulement un territoire continu qui ait un sens écologique pour la préservation de certaines caractéristiques environnementales, mais

---

1. *Bertholletia excelsa*, un arbre protégé en Amazonie et dont le fruit est très apprécié en Europe dans les mélanges apéritifs. La vente de son bois est interdite par la législation brésilienne.

également un territoire délimitant un ensemble social fonctionnel en termes d'intercompréhension et d'ajustement de l'action par le dialogue.

Par ailleurs, un autre niveau d'action commune mis en œuvre à propos du PDA est celui des interactions entre les syndicalistes et les chercheurs porteurs du projet. Ce niveau a non seulement été très actif, mais a eu également une grande importance pour décider des actions à entreprendre. En effet, la mise en œuvre du projet, qui est assurée au quotidien par un responsable membre de l'équipe du Lasat, est suivie par un comité composé par lui et les représentants des trois syndicats participants. Ce comité est informé des activités en cours et des problèmes existants, prend les décisions nécessaires, et peut modifier le cours de certaines actions entreprises par le responsable. Par exemple, l'achat du principal équipement du projet, une scierie mobile d'occasion, a été fait plusieurs semaines après les délais prévus, jusqu'à ce que les syndicats participent concrètement à l'action d'achat. D'ailleurs, la scierie qui avait été choisie initialement par le responsable n'a pas été achetée.

Mais le niveau d'action qui est en fait visé dans le PDA, et qui est attendu par le Ministério do Meio Ambiente, est celui de l'action ensemble, selon les notions définies par Livet et Thévenot (1994). À ce niveau, l'action n'est plus localisée : «Dans l'action ensemble, on ne dispose pas forcément des informations que donne une histoire préalable d'action commune, et on peut ne pas connaître les gens impliqués» (Livet et Thévenot, 1994, p. 160). Le dispositif qui est censé permettre d'atteindre ce niveau de conception de l'action est le choix de trois localités dans les régions de trois syndicats différents. On y court toutefois le risque de confondre «action commune généralisée» et «action ensemble», car les discussions entre les trois syndicats et la recherche, ainsi qu'à un certain niveau entre les trois localités, sont relativement fortes et contribuent en partie à rendre contingents les compromis trouvés.

*Des stratégies quotidiennes et des relations de force non totalement articulables avec des stratégies d'organisation*

En fait les ressorts des collectivités locales ne répondent pas exactement aux catégories de la sociologie des organisations. Le lien social local ne contient aucun calcul conscient, ce sont des schèmes pratiques qui, par nature, ne peuvent s'ériger en principes explicites (Bourdieu, 1980). Les pratiques sociales en jeu dans les localités sont issues d'histoires incorporées qui ont commencé bien avant l'arrivée de ces familles au Pará, au Maranhão, Piauí, etc. Or cela mérite attention car, du fait du mode de construction de notre Système d'Action bâti à partir de la «localité», ces relations sociales se trouvent de fait incluses pleinement dans notre objet de recherche. Notamment, les habitus, fondés en grande partie sur les expériences passées

des individus, même s'ils peuvent évoluer, sont au principe de la perception et de l'appréciation de toute expérience ultérieure, autrement dit l'expérience nouvelle du PDA sera reconstruite dans les localités à partir des histoires sociales des individus. C'est un point d'importance lorsqu'on s'attache à produire de nouvelles relations sociales entre les gens, notamment pour que la recherche ne se décourage pas trop rapidement, en tout cas ne s'étonne pas de certaines difficultés.

Il peut y avoir notamment une reproduction des relations de domination (par exemple paternalistes) vécues auparavant, principalement au Maranhão en ce qui concerne notre projet. Ces relations de domination peuvent être exercées par des commerçants, par des *leaders* locaux, par des syndicalistes ; parfois, le chercheur lui-même peut se trouver en position de les exercer, et elles peuvent même apparaître dans la relation entre le propriétaire d'un lot et ses *moradores* (métayers informels, souvent de la même famille que le propriétaire). Elles se traduisent aussi dans une condition de nonaccès à la citoyenneté, dont une des caractéristiques est la difficulté des relations avec les pouvoirs publics, et avec «l'extérieur» en général. Un exemple qui va dans ce sens est la difficulté d'obtenir des informations importantes concernant l'activité agricole (sur les programmes de crédit, par exemple) et d'interpréter les informations obtenues. Ce rôle d'obtention et d'interprétation des informations est souvent joué par des *leaders* locaux et / ou par des syndicalistes. Ils le font aussi en introduisant et donnant leur garantie à des projets venus des ONG, comme le PDA. Ce faisant, ils assurent les habitants que «l'*estranho*» (l'étranger ou «l'extérieur» selon la notion de Martins, 1993) n'est pas venu pour les tromper.

Mais il n'y a pas que les agriculteurs de base qui sont dotés d'une histoire sociale et culturelle : c'est également le cas des chercheurs et des syndicalistes. Cette fois-ci, cet aspect sociologique est involontairement convoqué dans le champ du PDA d'une façon autre que par le biais des habitus présents dans les liens sociaux locaux : il s'insinue à travers la question des luttes agraires (Hébert, 1991 ; Martins, 1986). On ne peut pas oublier que le PDA met en relation, notamment, l'État et les paysans amazoniens, sachant que ces deux acteurs dans la région même de Marabá sont en général en vive opposition voire engagés dans des relations violentes. Certains acteurs, comme nous le faisons remarquer, brillent par leur absence du Système d'Action (les *fazendeiros*, mais aussi les *madeireiros*) : cela ne s'explique que grâce à une vision de la société qui dépasse celle que permet de réaliser une approche en termes de sociologie des organisations. Ne pas pouvoir prendre en compte ce contexte, sans avoir nécessairement besoin d'en rendre compte, rend extrêmement aléatoire,

voire tendancieux, tout travail en termes de sciences sociales au sein d'objets sociaux plus étroits.

Dans les débats entre Lasat et syndicats antérieurs à l'élaboration du projet, une des réticences majeures des syndicats à participer était le fait que le projet *mexe com madeira* (travaille avec du bois). Participer au projet, et donc *mexer com madeira*, rapprocherait les syndicats (ou leur image) des *madeireiros*, autrement dit d'exploiteurs de paysans et dévastateurs de la Nature, alors que les syndicats développent un discours (envers les pouvoirs publics et la société civile) de défenseurs de la nature.

### 3. La définition d'un objet : vers un bien commun ?

Mais quel est l'objet de ce système d'action en devenir ? Là non plus il n'est pas possible de faire une réponse claire à cette question. L'objet officiel est la gestion des espaces boisés dans les communautés paysannes amazoniennes. En fait, les enjeux étaient dès le départ différents pour chacun des acteurs. Pour certains c'était faire de l'argent à propos de cette gestion, pour d'autres c'était faire de la réputation et pour d'autres encore c'était apporter des moyens de contrôle de la dégradation des ressources naturelles.

Le *Ministério do Meio Ambiente* était surtout préoccupé par la préservation de la nature, c'est-à-dire la diminution du rythme de déboisement en Amazonie (ou au moins montrer qu'il essaye de le faire). Le Lasat veut démontrer (aux pouvoirs publics et à d'autres institutions travaillant dans le même champ) sa capacité à mener à bien des projets de développement qui améliorent les conditions de vie des paysans. Pour les syndicats et les *leaders* syndicaux, il s'agit d'avoir une reconnaissance de leur travail («*mostrar serviço*») en faveur des collectivités locales, laquelle peut se traduire en prestige et appui politique au niveau de l'institution syndicale. Finalement pour les paysans «de base» du projet, il s'agit surtout d'améliorer leurs conditions d'existence. Cela peut se faire de plusieurs façons : par le gain financier (avec la vente de planches de bois) ; par la fabrication à partir du bois d'outils agricoles et domestiques, et même la construction de maisons en bois ; et par la qualification, surtout de la main-d'œuvre des jeunes<sup>1</sup>, dans l'utilisation des équipements du projet (scierie, menuiserie, tracteur, tronçonneuses). Évidemment il y a aussi des gains indirects, comme par exemple pouvoir disposer fréquemment du transport gratuit par les camionnettes travaillant pour le projet, ou simplement un plus

---

1. Cette qualification, et la possibilité d'avoir un emploi qualifié dans la collectivité locale, peuvent être un facteur important pour éviter le départ des jeunes, en général chassés par l'absence d'emploi et la difficulté d'obtenir leur propre lot.

grand accès au «monde extérieur», par le contact fréquent avec le personnel du projet.

Plus encore, on peut facilement voir que les objets en jeu sont différents pour les acteurs, et pas toujours de manière explicite. Le «bien commun local», relativement frustré, pourrait être en fait le projet qu'on évite de faire capoter. Apparemment, il y a un intérêt général à maintenir ce projet dans la mesure où il est perçu comme un potentiel pour atteindre les objectifs de chaque acteur. S'il y a un bien commun (ou un bien commun possible), c'est plutôt le bien-être des paysans, et non la préservation de la forêt (bien qu'elle soit officiellement au cœur du projet).

Ceci dit, l'objet que l'on cherche à construire concerne les modes d'utilisation de la Nature. On peut se demander s'il existe vraiment une gestion effective préalable et des gestions intentionnelles (Mermet, 1992). L'intention porte sur une normalisation des pratiques de gestion de la forêt, et peut-être, plus largement, de l'espace. En effet comment serait-il possible d'évaluer conjointement ces gestions locales et de les réguler par des accords concertés si les activités n'étaient en partie spécifiées et normées ? Ce travail de spécification porte donc sur les savoirs locaux et externes mis en jeu à propos de la gestion de la nature.

### ***3.1. Vers un processus de construction d'un objet commun ?***

Comme le montre le chapitre 9, les paysans de la région raisonnent l'espace de leur lot comme un ensemble de couvertures végétales ayant des caractéristiques différentes. Ces caractéristiques peuvent être mobilisées pour la production (les *roças*) selon des projets plus ou moins définis antérieurement, mais sujets à une influence très forte des circonstances (en termes de conditions écologiques, économiques, disponibilité de main-d'œuvre, imprévus, etc.) et du moment de leur mise en œuvre. Ce qui a été caractérisé au chapitre 9 comme un raisonnement de type «bricoleur».

Les surfaces en forêt primaire, même si elles ont un rôle particulier comme réserve de fertilité, ne sont pas vues comme un élément isolé du reste des surfaces et donc sujet à des règles d'utilisation différentes. Or, c'est de cette manière que raisonne le projet, en créant une surface de réserve (parfois relativement importante), sujette à des règles propres, et ainsi soustraite aux «bricolages» des agriculteurs. Cette transformation d'une partie de «sa forêt» en une sorte de bien du groupe peut avoir deux conséquences : soit l'agriculteur accepte de jouer le jeu, et donc modifie le fonctionnement de sa propre exploitation en fonction de la nouvelle situation de ses couvertures végétales ; soit la «cession» de la surface de réserve est pure apparence, ce

qui peut amener à des tensions importantes dans le groupe local et avec le projet<sup>1</sup>.

En suivant la catégorisation proposée par Livet et Thévenot (1994), nous pouvons distinguer trois types d'objets en cause dans le PDA, à propos de la gestion de l'espace.

**Les objets personnalisés** sont construits quotidiennement dans l'exercice de l'activité agricole par des individus ou des petits collectifs de travail familial. «Ces objets émergent au fur et à mesure des déboires d'un individu dans ses tentatives pour apprivoiser un environnement ou au travers des vicissitudes d'une action commune dans laquelle plusieurs personnes doivent ajuster leurs conduites. [...] Ils accèdent difficilement au langage de la description parce qu'ils ne sont pas déjà nommés dans les discours des acteurs et restent désignés sur le mode de l'ostentation» (Livet et Thévenot, 1994, p. 158-159). Ces objets ne sont toutefois pas appréhendables dans le PDA car ils ne sont pas accessibles à toute personne «qui n'aurait pas participé à l'histoire des corrections mutuelles au cours de laquelle se sont déposés ces repères» (Thévenot, 1990, p. 54). Les savoirs en jeu sont locaux, non-généralisables.

**Les objets communs**, «transférables d'une histoire à l'autre», sont beaucoup plus rares dans les localités, et encore plus quand il s'agit de la gestion de la forêt. Ils apparaissent en fait au cours du PDA pour définir les critères de sélection des zones forestières à inclure dans le PDA et des modes de gestion les concernant. Ces objets sont normalement ceux élaborés principalement au niveau des localités, ou de l'activité des éléments du Système d'Action dans les localités.

**Les objets conventionnels**, non dépendants de la localité, sont ceux que cherche à établir le Lasat et qu'attend le *Ministério do Meio Ambiente*. Actuellement ils n'existent pas. En fait, les normes d'utilisation de la forêt ne sont pas pour l'instant discutées avec les agriculteurs, à qui elles sont donc extérieures. Ces objets sont typiquement ceux qui sont élaborés au niveau du système d'action dans son ensemble.

---

1. Une autre source de tension dans le groupe et avec le projet est l'évaluation que chacun fait des surfaces en forêt primaire encore disponibles sur son lot. En effet à São Nicolau un des participants au projet déclare avoir encore 25 hectares (sur un total de cent hectares) de forêt, desquels il peut «céder» au projet dix hectares. Or, un simple regard aux images satellitaires de São Nicolau montre que le lot en question a sûrement bien moins que 25 hectares en forêt, et peut-être même moins des 10 hectares «cédés» au projet... Cette situation n'indique peut-être pas une mauvaise foi de l'agriculteur, mais simplement la difficulté d'estimation des surfaces qui n'ont jamais été défrichées. Il n'empêche que ces situations peuvent être à l'origine de tensions importantes.

### ***3.2. Des gestions industrielle et bricolée de la nature sont-elles articulables et comment ?***

Le terrain de prédilection des théories des organisations a été celui des entreprises. Les savoirs individuels non-normés par l'organisation ont fait l'objet de maintes analyses. Citons R. Linhart (1978) qui analyse l'exemple de l'établi qu'il qualifie de «monstrueux» (sous-entendu selon les critères rationnels de l'organisation) que M. Demarcy, ouvrier chez Citroën, s'est constitué pour être performant dans ses interventions. M. Demarcy a personnalisé son établi, apporté des outils de chez lui, il s'est inventé un poste de travail très performant mais impossible à généraliser et opaque à la compréhension rationnelle des ingénieurs de Citroën. Une situation industrielle est alors perturbée, altérée, par le bricolage ingénieux de cet ouvrier. Finalement, M. Demarcy aura la désagréable surprise un matin de découvrir que l'entreprise a préféré lui substituer subitement un établi standard, au détriment de sa performance individuelle...

Les gestions paysannes des lots sont-elle «monstrueuses» au regard de la rationalisation en vue d'un développement durable que souhaite impulser (imposer ?) le projet PDA ? La comparaison doit bien sûr prendre des précautions. Sur l'établi de M. Demarcy, retoucheur chez Citroën, règne une logique de type bricoleur au sein d'une usine où les objets sont en grande partie produits par l'organisation. Sur son lot, le paysan amazonien réalise certes également une gestion de l'espace de type bricoleur, mais en travaillant sur une matière première non-normée issue directement de la Nature. Pourtant, avec ce type de projet, nous sommes bien face à une nécessité de normer l'activité agricole et donc de désenchantement de la relation entre les paysans et la Nature. La peine doit devenir un travail, la connaissance (informelle) doit devenir un savoir (explicitable), ne serait-ce que partiellement.

Bourdieu rappelle que la pratique n'a pas besoin de poser le futur explicitement comme tel, dans un projet ou un plan, à travers par un acte conscient et délibéré de la volonté : «L'habitus, parce qu'il implique la référence pratique à l'avenir impliqué dans le passé dont il est le produit, se temporalise dans l'acte même par lequel il se réalise» (1994, p. 172-173). «Les agents sociaux [...] ne sont pas [...] des sujets en face d'un objet (ou, moins encore, d'un problème) qui serait constitué comme tel par un acte de connaissance ; ils sont, comme on dit, tout à leur affaire (que l'on pourrait écrire aussi bien tout à leur à faire)» (1994, p. 155).

Cela signifie que le PDA, par sa demande de formalisation et donc de rendre consciente une partie des savoirs des agriculteurs concernant la gestion de l'espace, implique finalement de les transformer radicalement (Bourdieu, 1980). Encore faudrait-il que le dialogue soit capable de dépasser

la *métis* (Salmona, 1983), autrement dit le double langage appliqué par les dominés pour s'entretenir d'une part avec ses pairs, et d'autre part avec les acteurs avec qui ils sont reliés dans un rapport de domination.

Dans le PDA, nous retrouvons les trois niveaux de convenance de l'action :

1. Ajustement d'objets et de gestes dans l'action personnelle soumise à la simple convenance de l'actant ;
2. Coordination tâtonnante à autrui dans les actions quotidiennes partagées du «convenable ordinaire», ajustement privé, à l'amiable, de gré à gré ;
3. Conventions collectives avec explicitation de normes communes, ce qui suppose un règlement formel (écrit de préférence).

Il est clair que le troisième niveau de formalisation n'est plus du domaine du bricolage. Mais alors jusqu'où cette formalisation doit aller et comment s'articule-t-elle aux niveaux moins formels (points 1 et 2 précédents) ? Cela pose la question de savoir comment cette formalisation est établie et donc du processus de sa fabrication : quel a été, notamment, le rôle des acteurs de base ? Il s'agit en particulier de comprendre ce que signifiait pour eux cette participation à un processus de formalisation (une contrainte ou bien une réalisation personnelle ?), au moins au départ au projet.

Par ailleurs il faut distinguer deux ordres de savoirs, ceux sur les objets et ceux sur les relations sociales (même s'ils sont étroitement liés). Il est bien évident que les relations sociales dans la localité sont plus qu'une simple mise en œuvre de convenances ordinaires de l'ordre quotidien qui serait due à la coexistence de personnes dans un même espace (E. Goffman). C'est un ordre social qui a ses raisons historiques et sociales et dont on ne peut rendre compte par de simples ajustements locaux. Cet ordre social local ne peut donc en aucun cas être assimilé au niveau 2 précédent (des ajustements privés au sein de réseaux sociaux locaux). Le niveau 3 (celui d'un règlement formel, voire écrit) n'y prend pas non plus de sens, à moins d'admettre que ne se développent rapidement au sein des localités et des familles rurales amazoniennes des relations de type contractuelles qui s'affranchissent du lien communautaire (Dubar, 2001). Ces relations sont le soubassement indispensable à l'établissement des relations contractuelles que requièrent finalement sans le savoir un projet comme le PDA et, plus largement, les nouvelles politiques publiques (chapitres 2 et 3).

### ***3.3. La place de la connaissance scientifique dans cette construction : instrument du pouvoir, expert, maître d'œuvre ou co-constructeur ?***

Sans une réflexion critique, la participation du chercheur à ce genre de projet pose un sérieux problème éthique et scientifique. «La méthode

scientifique qui a permis une maîtrise toujours plus efficace de la nature en est venue à fournir aussi les concepts purs de même que les instruments pour une domination toujours plus efficace de l'homme sur l'homme au moyen de la maîtrise de la nature. [...] Aujourd'hui la domination se perpétue et s'étend non seulement grâce à la technologie mais en tant que technologie, et cette dernière fournit sa grande légitimation à un pouvoir politique qui prend de l'extension et absorbe en lui toutes les sphères de la civilisation» (Marcuse cité par Habermas, 1973, p. 235). Dans ce cas, une réflexion non-critique de la recherche pourrait donner prise à une image portant discrédit à la cause des petits paysans.

Habermas voit la science comme l'instrument d'une forme de légitimation de rapports de domination. Dans ce cas, la science aiderait l'État à se légitimer auprès des petits paysans pour imposer une gestion modérée des ressources. L'une de ces formes de domination porte sur la réduction de la dimension pratique et décisionnelle des activités humaines à l'autorité et la transparence du modèle technique : «le noyau de la conscience technocratique, c'est l'élimination de la différence entre la pratique et la technique» (Habermas, 1973). Le risque, en fait, de l'intervention de la science est de ramener tout problème pratique, malgré ses dimensions éthiques et politiques, à un simple algorithme technique...

#### **4. La qualité et les conditions de délibération : ses participants, contenus, formes et lieux**

La mise au point d'un processus délibératif entre tous les partenaires de production du changement est au cœur de la méthode : l'intention est d'éviter d'instrumentaliser les paysans. En nous appuyant sur la théorisation proposée par Habermas, nous préférons parler des conditions de mise en place d'une «délibération» plutôt que de poser le problème simplement en terme de «participation».

La littérature fait état d'une grande expérience générée en matière de participation des opérateurs de base dans la production d'objets techniques nouveaux et de savoirs les concernant, et ceci dans des contextes qui comportaient de grands déséquilibres de pouvoir et d'information entre les agents sociaux concernés, comme c'est le cas dans le PDA. Cependant, les approches participatives menées par nombre de travaux anglophones font preuve d'une faiblesse dans la prise en compte du contexte social, et notamment politique et institutionnel (Merrill-Sands et Collion, 1993). En particulier elles s'avèrent incapables de traiter correctement la question des relations de pouvoir (Nelson et Wright, 1997). Un même ensemble méthodologique est ainsi censé produire une participation effective de toute la population, quelle que soit la position sociale des acteurs et ce quel que

soit le contexte politique et institutionnel. Par ailleurs, il n'existe pas dans ces travaux de réflexion destinée à connaître à quelles étapes, et pour quelles opérations, la participation de la population serait indispensable ou souhaitable ; de fait, elle est supposée utile à tout instant.

La sociologie des organisations offre un mode d'appréhension plus riche des conditions de mise en place d'un dialogue à propos de la spécification d'une activité. Toutefois il nous faut prendre en compte les conditions supposées réunies pour appliquer ces approches. Boltanski et Thévenot (1991, p. 27) excluent que l'utilisation de la ressource en question repose exclusivement sur des relations sociales conduites par la domination et la force ; ils postulent l'existence d'un champ social de construction d'une «commune humanité» à propos de son utilisation.

Une fois admis ce postulat, dont nous avons vu le caractère risqué, il est alors possible d'étudier les modes d'établissement et de confrontation des rhétoriques au sein des «pseudo-organisations» posées par le scientifique.

La question qu'il faut alors se poser est : il y a-t-il établissement de compromis ou de nouvelles formes de domination, ou simple renforcement des anciennes formes de domination ?

#### ***4.1. La personnification de la grandeur et la confiscation des grandeurs de l'objet***

L'une des premières difficultés rencontrée dans le PDA concerne le postulat de distinction entre les états des personnes et les personnes elles-mêmes. Ce postulat est à l'origine des moteurs de la délibération : «l'interdiction, centrale dans le modèle, d'un attachement permanent des états de grandeur aux personnes, entraîne une inquiétude sur l'attribution des états de grandeur et *une remise en cause récurrente de leur distribution*» (Boltanski et Thévenot, 1991, p. 29, nous soulignons).

Or, pour chacune des grandeurs en cause, nous trouvons un individu, ou une organisation, qui revendique son attachement exclusif à l'une des grandeurs du projet. Cette attitude et son acceptation par les autres ne permettent pas le partage des grandeurs qui est à l'origine du travail de justification au cœur de la délibération. On peut comprendre cette attitude par la constitution même du Système d'Action en «double entonnoir» : la confiscation d'une des grandeurs du projet est parfois à l'origine de la constitution même de certains acteurs dans le PDA. En effet, certains acteurs se sont posés de fait en garant ou détenteur de certaines grandeurs. Certes, il faut considérer ce Système d'action en genèse et s'obliger à voir les relations à ces grandeurs en dynamique, mais force est de constater que les choses n'ont guère évolué de ce côté-là.

1. La grandeur domestique. Cette cité est censée donner les principes de justice entre familles paysannes dans l'accès à la ressource. Elle est principalement représentée par les *leaders* locaux, eux-mêmes liés aux syndicats (voir les modes de structuration de la communauté avec l'extérieur).
2. La grandeur civique de protection de la Nature et des intérêts des générations futures est représentée par la recherche en général et surtout par le *Ministério do Meio Ambiente*.
3. La grandeur industrielle est quasiment convoquée à travers la participation de l'Embrapa et de l'Imazon. Ce sont ces organismes qui incarnent la capacité de définir les qualités industrielles des ressources et les critères de son «bon» usage technique.
4. La grandeur inspirée (dans le cas qui nous intéresse la religion) n'est pas formellement présente, mais elle est convoquée par l'intermédiaire des syndicats et des *leaders* locaux. Elle donne les principes et la rhétorique générale de justice à propos de l'accès à la terre pour les paysans. Cette grandeur explique et est partiellement produite par l'importance de l'action de l'Église. La relation à cette grandeur tire sa force dans l'origine de l'occupation de l'espace, souvent effectuée par la lutte des paysans, qui a donné lieu à des discours mystiques et a fait largement part à une rhétorique et des valeurs religieuses. Le sacrifice de la vie d'un proche (dans la lutte contre les hommes armés des *fazendeiros* ou tout simplement contre les éléments) est encore très présent dans les mémoires.
5. Seul terrain d'entente apparent : la grandeur marchande... une grandeur qui paraît la plus à même de faire l'objet d'une intercompréhension initiale (sans doute plus apparente qu'il n'y paraît), mais qui doit être envisagée comme une porte d'entrée qu'il faut savoir dépasser rapidement. En effet, il y a eu rapidement un accord sur l'intérêt de scier le bois en planches sur place et de le vendre dans le marché de Marabá ; toutefois cet accord cachait des désaccords sur les modalités de remboursement des frais de fonctionnement et de la dépréciation des équipements du projet. D'une part, les paysans n'étaient pas habitués aux calculs économiques que le projet entendait faire sur les coûts de production (fonctionnement, dépréciation, etc.) et déduire des produits de son activité. D'autre part, il y avait aussi une pratique de considérer des équipements apportés par des projets comme des dons qu'on utilise jusqu'à la fin de leur vie utile (parfois considérablement raccourcie par les conditions d'entretien), sans penser à leur substitution.

Un exemple à São Nicolau est la *casa de farinha*<sup>1</sup> motorisée, achetée par un projet de la municipalité (d'ailleurs obtenu par l'intermédiaire du syndicat). En fait, les membres du groupe local peuvent l'utiliser simplement en laissant un pourcentage (10 %) de la farine produite à un fonds commun géré par un responsable. Une fois la farine vendue, l'argent sert à acheter de l'essence et, si nécessaire, de l'huile et des petites pièces de rechange. Quand il y a un problème plus sérieux, le moteur reste arrêté jusqu'à qu'on se mobilise pour le réparer (souvent en demandant une aide au syndicat ou à la municipalité), faute de ressources suffisantes dans le fonds commun pour des réparations plus importantes. Inutile de dire qu'aucun fond n'a été créé pour remplacer l'équipement quand il finira sa vie utile. Il faut remarquer que la *casa de farinha* de São Nicolau est plutôt bien gérée si on compare à d'autres équipements collectifs dans la région.

Le fait que dans le cas du PDA les équipements soient partagés (de façon rotative) par trois collectivités locales ne fait qu'exacerber ces problèmes.

Répetons à nouveau qu'il faut observer en dynamique la répartition de ces grandeurs entre les participants au projet, une dynamique produite par la réalisation même du PDA. Toutefois, il ne faut guère se faire d'illusion sur la rapidité et la profondeur des changements.

#### **4.2. La fragmentation spatiale de la délibération**

Il est aussi important d'analyser les lieux où est censée être mise en œuvre la délibération sur les ressources au sein du projet. Il résulte en effet que celle-ci a lieu à différents moments et endroits, et que tous les participants n'y ont pas physiquement accès. Pire encore, les différentes grandeurs du projet sont séparées selon les lieux de délibération et aucun lieu finalement ne met en scène toutes les grandeurs du projet...

Nous identifions en effet :

À Belém, les dimensions industrielles de l'objet sont examinées et discutées. C'est dans les bureaux des chercheurs et les salles de réunion de l'Université, de l'Embrapa et de l'Imazon que sont abordés les critères de bonne gestion de la forêt native. Bien entendu, seuls les chercheurs des départements disciplinaires et des laboratoires de recherche-développement y participent : on n'y trouvera aucun syndicaliste ni fonctionnaire du Ministère, encore moins de paysans de base. Les discussions et analyses se font entre spécialistes qui séparent cette dimension de la «gestion» des ressources des autres et, ce faisant, ils n'ont aucun moyen de donner un sens acceptable, ni même compréhensible, à leurs débats lorsqu'ils retournent sur le terrain.

---

1. Atelier artisanal de transformation de la racine de manioc en farine.

À Brasília, dans les bureaux de la technocratie nationale, le *Ministério do Meio Ambiente* s'arroge le quasi-monopole de la définition des dimensions civiques de la gestion des ressources du projet. On y reçoit bien de temps à autre des chercheurs du Lasat. Deux ou trois fonctionnaires s'obligent à des visites de terrain régulières mais brèves à Marabá au cours desquelles de cocasses quiproquos avec les populations locales ne sont même pas éclaircis par les chercheurs et techniciens locaux qui s'en gaussent. Mais l'essentiel de la délibération n'a pas lieu sur le terrain.

À Marabá, dans les locaux du Lasat ou des syndicats, ce sont les dimensions industrielles non pas de la gestion des ressources qui sont débattues (les chercheurs de terrain n'oseraient jamais contester cette prérogative aux chercheurs de Belém spécialisés dans la forêt), mais celles du projet lui-même. Là, on s'interroge sur les critères d'une bonne gestion du projet entre personnes qui «savent aborder ces questions» ou qui sont réputées légitimes : les chercheurs de terrain et les syndicalistes. On expliquera ensuite aux autres grâce à de longues séances «participatives»...

Dans les localités, en se réunissant dans l'église, le local de la délégation syndicale, la maison du *leader* local ou l'école (ces différents lieux ne sont pas indemnes de sens ni de conséquences sur la nature de la délibération), on traite de la dimension domestique de la gestion des ressources et du projet. L'implicite y est roi et les techniciens et chercheurs sont vite dépassés, non pas par le contenu formel des discussions, mais par leur forte charge symbolique et la valeur sociale des arguments (dont les intervenants extérieurs ignorent souvent tout) qui supplantent de loin leur valeur logique. Organiser les réunions sur place, dans des lieux chargés de symboles et au sein d'un groupe fondé sur des relations essentiellement communautaires, revient à déléguer la dimension domestique aux *leaders* locaux et à transformer les réunions en des parodies de délibérations.

Évidemment, cette fragmentation de la délibération fait qu'il n'y a pas de véritable concertation sur l'utilisation des ressources et que celle-ci est guidée essentiellement par la structuration initiale du Système d'Action.

#### **4.3. Une possible interprétation structuraliste**

Une autre façon de voir, que certains trouveront moins ingénue, pourrait considérer que ces failles dans la délibération, que nous voyons comme des dysfonctionnements (éventuellement surmontables avec une bonne dose d'optimisme) à la lumière de la théorie des organisations, sont en fait les moteurs des relations sociales.

Le simple fait de rassembler des universitaires et des paysans conduit à des phénomènes de violence symbolique qui tendent de nombreux pièges

aux chercheurs<sup>1</sup> dans lesquels il est facile, et courant, de tomber, et qui, dans le cas de la gestion concertée des ressources, seraient en totale contradiction avec les postulats implicites choisis. Mais il n'y a pas que la recherche qui ait du pouvoir dans ce système d'action, et chacun peut être tenté d'en user de façon à, tout en sauvant sincèrement les apparences d'un débat «participatif», appliquer une domination d'autant plus discrète que la violence symbolique veut que le point de vue accepté et reproduit par les dominés soit celui des dominants. C'est pourquoi il faut considérer qu'il y a certainement production de *métis* (Salmona, 1983) dans ces «déliérations», et qu'elles sont antinomiques non pas seulement avec un langage transparent mais avec l'exercice d'un discours d'acteur. Par ailleurs, ces *métis* ne sont pas l'exclusivité des relations entre chercheurs et agriculteurs ; elles se produisent également entre agriculteurs, surtout lorsque des agriculteurs «de la base» s'adressent à des représentants d'organisations qu'ils ne connaissent pas tous très bien.

C'est qu'en fait avant d'être un jeu, la relation avec la Nature fait appel à divers champs sociaux, «univers sociaux relativement autonomes [...] où des professionnels de la production symbolique s'affrontent, dans des luttes ayant pour enjeu l'imposition des principes légitimes de vision et de division du monde actuel et du monde social» (Bourdieu, 1994, p. 91). Il faudrait sans doute commencer par analyser les relations entre agents participant au système d'action comme générées ou référencées à des champs qu'il s'agit de définir (production de connaissance, luttes agraires, religieux, etc.).

### **Conclusion : un processus d'apprentissage à différents niveaux ?**

Les évolutions récentes du projet permettent d'élargir ces conclusions. La séquence légale des opérations d'un PDA commence par l'établissement d'un plan de gestion forestière qui doit être approuvé par l'Ibama. Elle se poursuit par un plan opérationnel annuel qui définit la quantité de bois à extraire et les lieux exacts où cette opération doit être réalisée. Dès que ce plan opérationnel est soumis à l'Ibama, cette administration fait établir les autorisations de transport des produits forestiers (ATPF). La première étape n'a été franchie que trois ans après le début du projet, soit en 1999. C'était alors le premier plan de gestion forestière présenté par des petits agriculteurs à être approuvé au Brésil. Il a été suivi par bien d'autres depuis, mais il a dû

---

1. «Un des effets de la violence symbolique est la transfiguration des relations de domination et de soumission en relations affectives, la transformation du pouvoir en charisme ou en charme propre à susciter un enchantement affectif (par exemple dans les relations entre patrons et secrétaires). La «reconnaissance de dette» devient reconnaissance, sentiment durable à l'égard de l'auteur de l'acte généreux, qui peut aller jusqu'à l'affection, l'amour, comme on le voit particulièrement bien dans les relations entre générations» (Bourdieu, 1994, p. 189).

tracer le chemin dans la pratique bureaucratique : en plus du manque total d'expérience et de référence de l'Ibama sur ce genre de projet, il n'existait pas, avant 1998, de législation qui permette la mise en place effective des plans communautaires de gestion forestière.

La première vente de bois n'a pu se concrétiser qu'en juillet 2003 ! Pendant près de sept ans, les participants au projet ont dû se contenter de l'utilisation de l'équipement de menuiserie. Une démobilisation des agriculteurs du projet a eu lieu en sept ans, si bien qu'en 2003, c'est le personnel technique du projet qui a dû réaliser les tâches de coupe et de préparation du bois...

En revanche, toutes les surfaces en «forêt» initialement réservées au projet ont été conservées intactes. Les lots ont toujours les mêmes propriétaires - occupants, sauf dans le cas de l'un des participants qui souhaite aujourd'hui vendre pour retourner au Maranhão (en ville). Le plus surprenant est que cette situation est identique pour les deux autres communautés qui n'ont pourtant toujours pas vu arriver le moindre équipement de ce projet.

La rotation de l'équipement entre les trois communautés du projet a posé par contre de gros problèmes. Après sept années passées dans la première communauté, non seulement il était déjà usé, mais les premiers bénéficiaires ne voulaient plus s'en dessaisir. Finalement, après de longues discussions, il a été décidé de trouver des financements complémentaires pour que l'équipement de menuiserie soit acheté pour chacune des trois communautés du projet ; seule la scierie mobile doit à présent être utilisée alternativement dans chacune des trois communautés du projet. Il était en effet impensable de retirer tout l'équipement qui non seulement donnait une expression visible de la capacité politique des *leaders* locaux, mais avait aussi construit un lieu important de sociabilité locale, et un «haut lieu» du politique local...

Ce projet a eu des répercussions non négligeables au niveau de l'Amazonie, voire du Brésil. En 1999, après celui de l'Acre, a eu lieu à Marabá le second colloque national rassemblant toutes les expériences en projets de gestion forestière communautaire. En 2003 et 2004, le Lasat a reçu un financement du FNMA (Fundo Nacional do Meio Ambiente du Ministère de l'Environnement et soutenu par le PP-G7) afin de former des agents de développement en gestion communautaire des ressources forestières. En 2004, cette même équipe cherche à faire approuver un second PDA afin d'assurer la poursuite du projet dans les trois communautés. Le retard pris dans l'exécution du premier PDA n'a en effet pas contribué à l'autonomisation de ces communautés. En seront-elles capables avec un second PDA ?

Nous avons, en d'autres occasions, montré l'importance de réfléchir aux conditions sociales d'application des approches dites «participatives» ou de recherche-action (Albaladejo et Casabianca, 1997), ou sur ce que Freire Vieira et Weber dénomment des «préconditions de viabilité» (1997, p. 17). De façon plus générale, en ce qui concerne l'application des approches de gestion concertée des ressources au projet PDA, nous avons une fois de plus constaté les qualités méthodologiques de ces approches que mentionnent Freire Vieira et Weber par rapport aux approches qui se réclament du «développement durable». Ces approches, que nous avons ici tenté d'appliquer, conduisent à mettre en œuvre une pratique importante : le recueil et l'analyse d'expériences et de données empiriques. Elles comportent également une capacité d'analyse qui ne requiert pas systématiquement l'emploi de principes et de discours normatifs, comme cela est malheureusement le cas dans un grand nombre de travaux relevant du «développement durable». En revanche, en ce qui concerne la critique que Freire Vieira et Weber font aux travaux sur le développement durable (à savoir leur insensibilité aux conditions de viabilité de leur application), nous avons pu constater que penser en termes de «gestion concertée» a deux effets contradictoires :

1. Ces approches présentent des limites très sérieuses bien mises en évidence dans le cas amazonien et qui renvoient à une définition précise de leur domaine de validité ;
2. L'analyse de leurs limites conduit à la recherche de collaborations avec des approches différentes et complémentaires.

Tenter de mettre en œuvre ce genre d'approche permet de mesurer la distance entre un contexte de violence et de domination d'une part, et un contexte social dans lequel une délibération sur l'utilisation de la Nature serait possible d'autre part. C'est d'autant plus important que les nouvelles politiques publiques décrites aux chapitres 2 et 3 reposent sur les mêmes postulats que les recherches en gestion concertée. Par ailleurs, tenter de mettre en œuvre ces approches permet finalement de produire localement des processus d'apprentissage entre les agriculteurs, les chercheurs, les techniciens et les administrations parties prenantes. Cet apprentissage est en soi une contribution à une transformation des conditions sociales d'application de la gestion concertée.

Bien entendu, lorsque, dans ce cas précis, nous parlons d'apprentissage, nous nous référons aux capacités de gestion de la Nature par ce dispositif hétéroclite et balbutiant que nous avons appelé «Système d'Action Flou», et non aux apprentissages individuels des participants de ce système.

Le premier apprentissage serait peut-être alors dans ce cas d'arriver à fonctionner en organisation gestionnaire de la Nature. Il nous faut alors

porter attention à la construction de relations entre les parties prenantes de cette gestion. Habermas nous invite à distinguer les relations fonctionnelles au sein d'un projet et les relations communicationnelles.

En ce qui concerne ce dernier type de relations, la grandeur marchande peut être vue pour le PDA comme une entrée permettant d'introduire peu à peu d'autres grandeurs dans les délibérations. En fait, elle a beaucoup plus été mobilisée comme un instrument d'influence (mécanisme de l'incitation) que comme un levier pour établir des accords, deux mécanismes bien différents de coordination des actions. Le mieux serait de la voir comme une incitation des paysans à participer à un dialogue, à faire partie d'un processus de co-apprentissage.

Pour ce qui est des relations fonctionnelles, il y a, pour l'instant, accommodation par production de règles en cours d'action. Il s'agit donc de règles en situation, en tant que révision des cadres de l'action dans les cas de conflits d'interprétation entre acteurs : «les règles ne peuvent cependant nous permettre d'atteindre une transparence des intentions intersubjectives et ne nous garantissent pas le succès durable de la coordination. Elles nous permettent seulement de réajuster cette coordination en cas d'insuccès» (Livet et Thevenot, 1994, p. 146). La coordination est alors pensée comme une interprétation en cours d'action. Dans le cas du PDA, le projet n'en est jamais arrivé là.

Au cours de la période de deux ans pendant laquelle nous avons accompagné le démarrage de ce projet, nous avons pu observer un véritable processus d'apprentissage. Mais il est essentiel de faire remarquer que le PDA, comme nous l'avons déjà dit, a de fait une longue histoire préalable à sa formalisation. Même si elle est «défectueuse» en ce qui concerne les critères d'une délibération transparente et équilibrée, sa mise en place sur le terrain a montré, de la part des différents intervenants d'un projet, une grande capacité d'adaptation à de nouvelles relations au sein d'un projet ; ce qui est déjà un résultat qui n'avait rien d'évident au départ. Les *leaders* des trois localités ont montré leurs capacités à «capter» des fonds et à «attirer» des projets externes dans leur localité (poste de santé, moteur de la *casa de farinha*, jardins potagers communautaires, etc.). Cependant, cette médiation s'est toujours réalisée comme un «courtage», sans discussion ni négociation interne à la collectivité locale et le plus souvent en attendant de ces opérations des retombées en termes d'allégeances ou de consolidation d'un réseau d'obligés qui est typique d'une relation paternaliste ou clientéliste. Même si, dans le fond, ce fonctionnement n'a pas été réellement changé, la forme qu'il doit prendre est totalement différente : il faut à présent que toutes les décisions importantes soient prises par la communauté, parfois même en présence «d'étrangers», et il faut que les *leaders* développent et mettent en

œuvre une rhétorique nouvelle afin de justifier et légitimer leurs actions. Ces modalités, qui portent sur la forme des échanges, nous semblent être une «porte ouverte» vers des changements plus profonds de la nature des relations. De façon générale, cette hypothèse se vérifiera peu à peu à travers l'émergence d'un nouveau type de *leaders* paysans, sans doute moins charismatiques mais plus enclins à justifier leurs actions et à négocier leur légitimité (moins attachée à leur personne et plus à leurs actions et discours).

Un autre type d'apprentissage, beaucoup plus rapide et visible, concerne les relations entre les «paysans» et les «étrangers». Dans ce type de projet, les «docteurs», comme les appellent les paysans, rendent plus souvent visite aux localités et ils se doivent de donner des explications (par exemple : pourquoi les critères de gestion de la forêt qu'ils ont établis sont les bons). Certaines occasions sont aussi données aux paysans les plus instruits de faire valoir leur point de vue et de l'expliquer en situation, sur place, avec les «docteurs de la ville». Il semble bien que ces échanges se soient effectivement produits au cours du PDA. Les agriculteurs ont accompagné les spécialistes de Belém sur leurs lots, dans la forêt, au cours de l'opération d'inventaire des ressources forestières. Ces relations *in situ* ont donné plus de confiance aux agriculteurs pour prendre la parole face aux experts de Belém dans les débats techniques. De la même façon, les *leaders* locaux ne sont de fait plus des intermédiaires uniques et obligatoires entre les populations locales et les «étrangers», même si peu d'entre eux saisissent cette opportunité. C'est pour ne pas l'avoir compris que le *leader* de l'une des trois localités du PDA a élaboré une stratégie, qui a finalement échoué, de capitalisation du PDA à son seul prestige personnel. Parallèlement, les chercheurs les plus militants ont commencé à adopter une vision plus nuancée, moins ingénue, sur la «participation» et cela n'a pas été un apprentissage mineur.

Le PDA a été également très utile pour faire en sorte que les agents de développement et les agronomes participant au projet comprennent mieux l'intérêt d'une collaboration avec les sciences humaines, avec la diversité et les limites des approches développées par ces sciences. Même si les approches reposant sur le fond théorique de la sociologie des organisations ont montré leurs limites, elles ont aussi fait la preuve de l'opérationnalité de leurs notions et méthodes dans l'action, notamment pour donner un sens aux événements quotidiens qui survenaient dans le projet et savoir ce qui relevait d'un fait ou d'une anecdote. Parallèlement, les critiques formulées par les chercheurs en sociologie rurale (d'Incão et Roy, 1995) ont progressivement été mieux comprises, admises et mises à profit.

L'analyse des prémisses du PDA montre cependant qu'il n'est pas possible d'appliquer les concepts et méthodes issus de la sociologie des

organisations sans une analyse simultanée et plus globale, sur une longue période de temps, de la société brésilienne dans son ensemble. Pourquoi par exemple se retrouvent ensemble des chercheurs et des paysans ? Pourquoi les politiques publiques marquent-elles une telle inflexion ? En 1995 et 1996, les chercheurs se contentaient finalement pour toute explication du contexte de leur projet qu'ils étaient très originaux. En 2002, rejoints et dépassés par les politiques publiques (chapitres 2 et 3), ils se rendent compte de l'importance de disposer d'une analyse réflexive qui leur permette de comprendre le contexte et le pourquoi de leurs actions. Cette observation est vraie pour nombre de projets de développement durable qui ont eu pour seule explication de leurs méthodes qu'ils étaient «originaux», sans analyse des transformations de la relation de développement et plus largement de l'État et des sociétés rurales.

L'application des méthodes de gestion concertée, lorsqu'elle est doublée de cette vision critique qui requiert la collaboration d'autres approches, semble être alors capable d'une grande capacité heuristique. Elle permet en effet de comprendre les conditions et modalités de mise en œuvre de lieux de délibération sur l'utilisation des ressources naturelles, pour s'acheminer vers une «utopie nécessaire» : celle de la démocratisation des relations quotidiennes dans les campagnes amazoniennes et avec les intervenants extérieurs.

## CHAPITRE 6

# Paysages, dynamiques spatiales et évaluation des politiques de développement

*Anne-Élisabeth Laques  
Adriano Venturieri*

Sur le territoire amazonien des millions d'hectares de forêt sont transformés, chaque année, en pâturages, depuis une quarantaine d'années. Des routes se prolongent toujours plus loin, des forêts disparaissent, des pâturages s'étendent sans fin, des familles s'installent, d'autres repartent, des villes naissent... Sur la frange sensible qui se développe au contact entre des mondes contrastés, de nouveaux modes d'occupation et de valorisation des terres agricoles, pastorales ou urbaines, se substituent à des systèmes d'exploitation plus traditionnels dépendant de la forêt. Le territoire amazonien devient une mosaïque spatiale, qui résulte de l'imbrication de systèmes de production agricole et de commercialisation, de l'essor de nouvelles activités, ou de nouveaux services, mais évolue aussi en fonction des intérêts divergents entre groupes d'acteurs, entre anciens et nouveaux occupants de la terre, comme parfois au sein d'un même cercle familial. Entre chacune des pièces principales de cette mosaïque s'établissent des zones mouvantes qui constituent autant de fronts.

Ces fronts pionniers sont, à l'évidence, des espaces très mobiles, en perpétuelle (re)construction, pour lesquels il est souvent délicat de saisir la complexité des dynamiques en raison de difficultés intrinsèques, notamment la carence en données fiables et actualisées, dues à la rapidité des changements et à d'incontournables problèmes logistiques, liés à l'isolement et parfois aux conflits sociaux latents, souvent réactivés.

Parmi les différentes approches qui consistent à décrire et analyser les dynamiques d'organisations spatiales, il existe deux grandes orientations parfois regardées comme antagonistes ou en tout cas indépendantes l'une de l'autre, mais qui en réalité peuvent devenir complémentaires. L'une, l'analyse spatiale consiste à énoncer les grandes règles qui structurent, organisent l'espace ; l'autre, la géographie sociale, aborde les processus de construction territoriale par l'analyse des comportements sociaux. L'approche paysagère dont il est question dans le cadre de cet article cherche à tisser des liens entre ces deux orientations pour montrer dans quelle mesure les différentes combinaisons de comportements individuels induisent

chacune des constructions paysagères spécifiques et donc des modèles récurrents d'organisation du territoire.

Au-delà de ce «pas» conceptuel, l'entrée par le paysage comporte d'autres atouts qui lui sont propres et dont la démonstration a déjà été réalisée. C'est, par exemple, un filtre permettant d'associer à l'analyse des dynamiques spatiales des problématiques d'ordre physique et social qui relèvent, par conséquent, aussi bien d'un contexte environnemental particulier, d'une structuration de l'espace donnée, que du jeu souvent complexe des acteurs. C'est également un support d'observation intégrant des emboîtements d'échelles depuis l'organisation régionale jusqu'à celle beaucoup plus locale d'un ensemble de parcelles. Le paysage-signe recèle une grande diversité d'informations que l'observateur peut à son gré mobiliser selon ses objectifs de recherche.

Ce chapitre s'appuie sur des recherches en cours sur la façon dont l'analyse des paysages participe à l'évaluation de l'emprise spatiale des nouveaux dispositifs politiques et sociaux sur la (re)construction des territoires. L'hypothèse initiale part du principe que si les modifications de la matérialité paysagère sont une conséquence – directe ou indirecte – de certaines politiques de développement, elles s'avèrent en retour un bon support pour apprécier leurs effets.

## **1. L'émergence d'un nouveau contexte politique**

Ces dix dernières années ont été marquées par une nouvelle donne politique nationale et internationale qui a quelque peu transformé les stratégies de développement en Amazonie. En effet, de nombreux mouvements collectifs multiformes, comme les ONG, apparaissent en corollaire à un désengagement progressif de l'État, ce qui a pour conséquence un passage progressif de politiques de développement centralisées, définies à l'échelle du bassin, à la multiplication d'actions locales conduites par ces organismes. Ces nouveaux cadres collectifs, qui se substituent parfois à l'État, agissent localement pour tenter de prendre en charge des questions sociales, économiques et environnementales et se réclament souvent de la thématique en vogue du développement durable.

Les incidences spatiales de la multitude d'actions menées ponctuellement sont forcément très variables ; elles complexifient sensiblement les stratégies de conquête pionnière et les modalités de fonctionnement de ces nouveaux espaces colonisés. Les emboîtements d'échelles demeurent incontournables pour comprendre l'imbrication des différents niveaux d'organisation territoriale et d'acteurs.

Le choix de l'entrée paysagère permet d'associer aux recherches socio-économiques concernant la mise en évidence des processus de construction

et de recomposition sociale des territoires, une analyse de l'inscription spatiale des relations entre les acteurs et leurs actions, et notamment de l'impact territorial des politiques successives de développement. Comment différentes configurations du «développement» se traduisent-elles sur le plan spatial ? Quelles mesures contribuent à ralentir le rythme de la déforestation, à «sédentariser» certains groupes sociaux, à investir plutôt dans les cultures de rente que dans les pâturages ? L'analyse des paysages qui apparaissent, disparaissent, s'étendent ou se fractionnent, fait partie des pistes nécessaires à l'élaboration d'un diagnostic territorial<sup>1</sup> sur lequel devraient pouvoir ultérieurement s'appuyer des prises de décision tant au niveau du *Município* qu'à l'échelle de la région.

## **2. La matérialité paysagère, une entrée pour lire et reconnaître du «social»**

Pour accéder à ces objectifs de recherche, il est au préalable nécessaire d'admettre que la matérialité paysagère a une plus ou moins grande capacité à rendre compte de l'action anthropique sur un espace donné. Les formes (Deffontaines, 1998 ; Bertrand, 2002) observées permettent de reconnaître du «social», elles renvoient l'observateur aux processus de territorialisation qui en sont à l'origine. Dans les petites ouvertures dentelées du couvert forestier le haricot, le manioc et parfois le pâturage sont semés entre les chandelles et les troncs calcinés encore couchés au sol. Au milieu de cet entrelacs végétal, la baraque en bois abrite une famille récemment arrivée : ce faciès paysager correspond aux premières étapes d'installation des colons dont les chances d'établissement durable sur leur lot dépendent notamment de leur disponibilité en main-d'œuvre, de leur capacité financière et de leur savoir-faire en matière agricole.

La dimension visuelle du paysage représente une source d'information spatiale dès lors que du sens géographique est accordé aux éléments qui le composent et aux principes d'organisation qui le construisent. Les différents faciès observés et décryptés deviennent ainsi des indicateurs géographiques dont la position dans l'espace et leurs changements dans le temps contribuent à qualifier les dynamiques spatio-temporelles.

---

1. Un diagnostic résulte d'une analyse ayant pour objectif d'établir un état des lieux soulignant les points forts, les points faibles, les enjeux, les dynamiques d'évolution passées et en devenir pour un territoire donné. Il aide à situer les stratégies des politiques de gestion et de développement à maintenir et/ou à mettre en place.

### 3. Le paysage, objet d'étude et outil de recherche

Dans ce cadre, l'approche paysagère oriente tour à tour le chercheur vers la description du territoire et vers les questionnements qu'elle induit. Dans l'État du Pará, à Uruará le long de la route transamazonienne, les paysages des grandes étendues de cultures pérennes (poivre, cacao, café) se localisent de façon préférentielle et de manière compacte de chaque côté de la piste principale : en 1986, ils occupent presque 50 % de la superficie déboisée ; en 1999 ces surfaces n'en représentent plus que 1 % sous la forme de petits îlots dispersés au nord. Que s'est-il passé entre ces deux périodes ? Quels paysages agricoles les ont remplacés ? Pourquoi ces transformations se localisent-elles là et pas ailleurs ? Quels changements socio-économiques accompagnent ou déterminent ces changements ? Ces questions suscitent la recherche d'une ou plusieurs explications qui mobilisent une combinaison de connaissances tout à la fois pluridisciplinaires et multiscalaires. Très classiques en géographie, elles ne sont pas forcément formulées en milieu pionnier et n'ont pas toujours trouvé de réponse car, justement, il n'est pas facile d'avoir une vision globale et à jour de l'état de ces espaces très mobiles. Cette démarche itérative induit une dialectique permanente entre la description, le questionnement, l'explication et la relation au modèle géographique, autant d'éléments qui sont essentiels à la compréhension du fonctionnement d'un système pionnier.

Le paysage est pris en considération comme étant un *objet d'étude* car il permet d'identifier des faciès paysagers avec le sens qu'on leur confère, mais aussi comme une *boîte à outils*, car les traitements de l'information générés appréhendent les dynamiques spatiales et l'ampleur de leurs impacts. La démarche guide l'utilisateur pour apprendre à mobiliser et à utiliser l'information paysagère.

### 4. Le type paysager et son modèle graphique, un indicateur géographique à l'interface entre plusieurs points de vue disciplinaires

Un type paysager est un archétype représentatif d'une portion d'espace homogène et cohérente tant sur le plan visuel (existence d'une similitude de nature, d'agencement et de fréquence de ses composants) que sur celui des pratiques socio-économiques à l'origine de sa production. Son modèle graphique (modèle paysager) exprime la relation spécifique qui existe entre la physionomie et la morphologie des lieux et des processus qui en sont à l'origine. Tout comme le type, il ne se rapporte donc pas à un lieu précis, mais représente la somme des caractères communs d'une même famille de paysages. C'est le modèle de référence auquel les faciès paysagers observés sur le terrain et sur l'imagerie satellitaire pourront ensuite être comparés

(Béringuier et *al.*, 1999 ; Laques, 2003). Chaque modèle paysager est considéré comme un «indicateur géographique» en analyse d'image. C'est l'élément référentiel pour discriminer et catégoriser le *continuum* spatial, en classes d'égal contenu paysager (cf. figures 3 et 4).

De façon plus large, le modèle paysager sert à décrypter la lecture des territoires et à les rendre intelligibles par tous. Il joue le rôle de langage commun entre un milieu en constante évolution et des regards croisés sur ce même espace. L'identification des modèles paysagers n'achève donc pas l'analyse, bien au contraire, elle initie et instaure un dialogue permanent entre le terrain et les recherches engagées pour sa compréhension et sa planification. Son utilisation entre en ligne de compte en amont et en aval des recherches. Dans le cadre d'un programme PPG7<sup>1</sup>, le zonage construit autour de cette notion a servi de base de départ entre les chercheurs en analyse spatiale (Mertens et *al.*, 2002) et les économistes en charge d'identifier les processus économiques de la construction régionale. Dans le même ordre d'idée, un programme INRA sur la recherche d'une meilleure compréhension des flux (thermiques, gazeux, etc.) entre la végétation et son environnement (eau, sol, atmosphère) a nécessité de replacer les échantillonnages du parcellaire dans leur environnement socio-économique afin d'établir des règles d'extrapolation des mesures. Les modèles paysagers ont servi de lien scalaire entre les parcelles tests et les dynamiques agricoles régionales (Larcena et Laques, 2002). L'exemple exposé dans le cadre de cet article présente comment les types paysagers conduisent aussi à évaluer l'impact des mesures politiques dédiées au développement.

## **5. L'utilisation du paysage pour évaluer l'impact spatial de politiques de développement**

À ce stade des recherches, l'ensemble des résultats n'est pas encore acquis. Toutefois, les expériences déjà menées, dont celles d'Adriano Venturieri (2003) à Uruará (cf. carte 2) aident à donner corps à la démarche paysagère. Elles se fondent sur deux étapes conduisant à estimer l'importance des changements de stratégie politique dans la structuration spatiale. C'est un moyen pour mesurer l'ampleur de leurs actions à différentes échelles.

### **5.1. La mise en place d'un observatoire des paysages**

Une grille d'analyse des paysages permet de catégoriser l'espace amazonien en fonction de gradients d'anthropisation liés à des faits d'ordre

---

1. Programme Pilote du G7 : «Usage de la terre, dynamique des paysages et construction de l'espace en Amazonie brésilienne : analyse comparative et méthodologie de surveillance en zone de frontière agricole».

politique, socio-économique, écologique et historique. Ainsi voyons-nous, par exemple, si les trois «modèles» de développement (traditionnel, colonisateur et socio-environnemental) identifiés par Ph. Léna (1999) pour qualifier les configurations du développement régional, peuvent se traduire en «modèles» paysagers, avec toute la série des variantes qui apparaissent lorsqu'il s'agit de passer du modèle à la réalité locale. Cette grille d'analyse conduit à une typologie, un référentiel des matérialités paysagères.

L'analyse physionomique et morphologique laisse le moins de prises possible à une approche partielle de la dimension paysagère. Elle cherche au contraire à mesurer de la matérialité objectivable en identifiant et qualifiant la nature des composants (pâturage, culture pérenne, bâti, etc.), leurs récurrences spatiales et la proportion des surfaces qu'ils occupent, puis les principes d'organisation qui les structurent (cf. tableau 1).

#### *De la grille d'analyse à la typologie paysagère*

Après avoir identifié sur le terrain différents faciès paysagers, le procédé de description permet de leur attribuer un «sens géographique», c'est-à-dire de leur adjoindre une explication sur l'origine de leurs formes, et de déboucher sur une typologie en accord avec les objectifs de la recherche. Dans le cadre des travaux à Uruará, il s'agissait de qualifier les paysages de l'agriculture familiale comme élément de base, moteur de l'analyse des dynamiques du système pionnier – l'une des particularités de ce *Município* est d'avoir encouragé la mise en culture plutôt qu'en pâturage des terres par de petits colons en situation de crise dans leur région d'origine.

Ce principe de croisement de l'information conduit à la description détaillée des types paysagers. Sa systématisation structure les données et homogénéise leur présentation. Elles deviennent comparables et autorisent des mesures comme des calculs de proportion de surface pour des composants. Les types paysagers répertoriés à Uruará sont présentés dans la figure 3.

**Tableau 1 : Un exemple de mise en correspondance forme / sens**

Principes théoriques		Traitement de l'information (terrain et image de satellite <sup>1</sup> )	
Dimensions des composants paysagers	Méthodes de mesure	Observations	Interprétations
- Nature des composants paysagers	Citer prioritairement ceux qui se repèrent sur le terrain et sur les images satellite et qui aident à qualifier l'agriculture familiale.	<i>Par exemple :</i> - Cultures vivrière et de rente - Pâturages - Friches - ...	<i>Par exemple :</i> - La présence de pâturages indique que les cultures vivrières et de rente ne sont plus les seules représentées sur le territoire
- Réurrence spatiale et proportion occupée par les composants dans l'unité paysagère	Le calcul s'effectue par comptage des surfaces occupées par chaque composant et s'exprime en %	6 % de pâturages en 1986 20 % de pâturages en 1999. Ce composant est le seul à avoir augmenté entre 86 et 99. Etc...	Les stratégies d'occupation des terres se sont modifiées entre 1986 et 1991...
- Leurs principes d'organisation	- proche / lointain - régulier / irrégulier - symétrique / asymétrique - groupé / fragmenté - ...	De façon symétrique, de part et d'autre de la piste, de petites parcelles géométriques de pâturages sont imbriquées avec celles des cultures ; ou bien, sur les grandes étendues compactes de pâturage, de petits îlots irréguliers de forêt occupent les hauteurs ou les bas-fonds. Etc...	Deux systèmes d'exploitation se côtoient : l'agropastoralisme et le pastoralisme...

1. Les analyses de paysage sont menées pour partie sur les terrains et sur les images de satellite. Ces dernières sont des sources d'information homogènes et comparables à la fois dans l'espace et dans le temps. C'est à partir d'images d'une même région prises à différentes dates que le suivi des changements paysagers est analysé.

### *Des exemples d'analyses autour de l'information paysagère*

Les cartes de la figure 4 localisent les paysages observés à Uruará en 1986, 1991 et 1999<sup>1</sup>. La distribution des faciès paysagers dans l'espace révèle des dynamiques de conquête pionnière, tout comme le suivi de leurs transformations *in situ* est un procédé d'analyse des dynamiques temporelles. La comparaison des trois documents qui traduisent les modifications du *município* met en évidence deux grandes périodes d'évolution du front pionnier, et s'accordent avec les tendances déjà exprimées par L. Ferreira (2001), bien que très peu spatialisées et faiblement quantifiées.

Entre 1986 et 1991, la situation change peu, la conquête des terres se poursuit selon un schéma classique, le type paysager des «petites ouvertures du couvert forestier par les premiers colons» se localise le long des vicinales, de part et d'autre de la Transamazonienne, sur une large zone tampon entre les secteurs plus anciennement colonisés et la forêt. En 1991, ils sont progressivement remplacés par le type correspondant à la phase de «mise en culture et pâturage de la phase d'établissement». Les familles installées depuis peu tentent de dégager des surplus monétaires à réinvestir dans leur lopin. Ainsi, ce sont 12 % de la surface déboisée en 1986 qui passent du type de la famille récemment installée à celui de la famille en phase d'établissement. À partir de 1991, les paysages caractéristiques de la conquête de nouvelles terres se font de plus en plus rares. Sur la carte de 1999, leur présence se note seulement sur une étroite frange, à l'extrémité des *travessões*<sup>2</sup>.

Dès lors, le front pionnier a fortement ralenti sa dynamique d'extension par la colonisation de nouvelles terres. Depuis cette période, il entre dans une phase de transformation des territoires conquis précédemment sur la forêt. Si jusqu'en 1991 le paysage de «la mosaïque agricole des producteurs en cours d'industrialisation» rayonnait sur d'importantes surfaces de chaque côté de la route principale, en 1999 il n'en subsiste que deux îlots à chaque extrémité du *município*. Les stratégies familiales qui consistaient à investir dans la production de rente se sont fortement modifiées. En une dizaine d'années, plus de la moitié des paysages de culture ont été remplacés par d'autres associant cultures et pâturages. Les faciès cultivés s'éloignent du centre vers la périphérie et cèdent la place aux paysages de l'élevage. Alors qu'ils sont très régulièrement observés en milieu pionnier, ces derniers

---

1. Le choix de ces trois dates est lié à l'acquisition des images satellite à partir desquelles les cartes ont été réalisées. Tous les résultats de traitement de données acquis ne sont pas présentés ici. Ainsi la carte des changements, des passages d'un état paysager à l'autre permet d'établir des trajectoires d'évolution paysagère et de quantifier les surfaces transformées.

2. Pistes perpendiculaires à la route Transamazonienne.

étaient jusqu'à présent très peu représentés à Uruará. Ces dernières années, ils se diffusent progressivement le long de l'axe central.

L'analyse des documents cartographiques sur les évolutions paysagères confirme que les «innovations» en matière agricole partent de la Transamazonienne et se diffusent progressivement le long des vicinales. Mais aussi que des secteurs, comme dans la partie de l'extrême sud du *município*, restent longtemps à l'écart de ces processus de transformation. Des poches où se concentrent les situations précaires de la phase d'installation et / ou d'établissement se maintiennent sur de longues périodes.

La figure 5 présente les successions paysagères dans le temps pour les trois dates précédentes. Même si, dans le détail, les situations sont certainement bien plus complexes, ce schéma a pour avantage de retranscrire les différentes trajectoires que suivent les acteurs de l'agriculture familiale depuis le stade initial – la forêt – jusqu'aux situations observées en 1999. À la palette des modèles paysagers toujours entièrement représentée en fin de parcours, s'ajoute un autre type paysager, celui des «vastes étendues pâturées du système pastoral». Il est intéressant de remarquer qu'après 1991, la majorité des flèches les plus épaisses convergent vers les paysages pastoraux, ce qui signifie qu'à cette date la tendance générale s'oriente vers l'intégration de l'élevage dans les pratiques.

## **5.2. L'évaluation des politiques publiques et parapubliques ayant un impact direct ou indirect sur les paysages**

### *Dynamiques paysagères et effets de la nouvelle donne politique*

Il s'agit ici de mettre en évidence le rôle joué par les acteurs et leurs stratégies d'exploitation dans la production des paysages à laquelle participent plus ou moins directement les politiques. C'est un aller-retour entre la recherche dans les paysages des mécanismes de production dont une partie revient aux politiques, et une politique initialement identifiée dont on examine un éventuel impact matériel. L'inventaire des politiques publiques et parapubliques est conduit de façon à sélectionner celles qui peuvent directement ou indirectement avoir une influence spatiale, lisible par les paysages. La mise en perspective des politiques avec les grandes étapes d'évolution des paysages alimente le diagnostic territorial puisqu'elle contribue à identifier certains moteurs des dynamiques spatiales et à en préciser les enjeux.

À Uruará, les mesures qui concernent les aides financières à l'agriculture ont une traduction spatiale particulièrement visible par l'analyse des paysages. Dans les années 1980, les soutiens financiers proposés par l'État sous la forme de prêts ont rendu possible la mise en place de cultures

pérennes alors rentables comme le cacao. L'élevage s'est peu développé dans le *Municipe*, aucune mesure n'ayant été prise pour aider les petits colons à acheter du bétail. L'effondrement des cours du cacao, combiné avec des baisses de production liées à des problèmes phytosanitaires, ont conduit les exploitants à réorganiser leurs productions. Ainsi, la mise en place, dans les années 1990, d'un crédit spécialement dédié à l'implantation d'activités autour de l'élevage laitier (Le FNO-e de la Basa) est une alternative que ne manquent pas de saisir bon nombre d'agriculteurs, d'autant que cette activité est considérée comme plus stable que celle des cultures de rente. Les cartes des paysages à différentes dates montrent en effet qu'une dizaine d'années après la mise place de cette politique d'aide financière, les paysages liés à l'élevage s'étendent fortement et se diffusent depuis la Transamazonienne. Ce basculement n'est certainement pas imputable au seul FNO, car comme l'a montré X. Arnauld de Sartre (2003), les stratégies des agriculteurs sont aussi impulsées par des relations sociales qui placent parfois le besoin de transmission de la terre aux enfants devant des opportunités économiques. Ainsi, l'analyse des positions spatiales des paysages, de l'apparition de nouveaux faciès ou de la disparition de certains autres, l'augmentation ou la diminution de leurs surfaces, sont autant d'indicateurs des dynamiques d'évolution qu'il s'agit de mettre en relation avec les éléments socio-économiques moteurs du système pionnier.

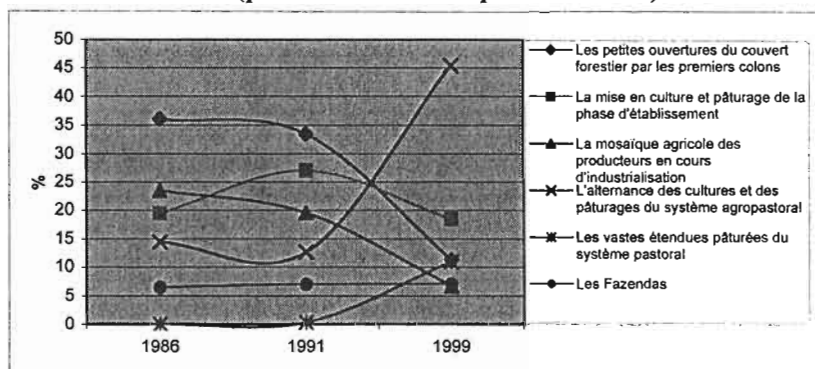
*Des pistes pour estimer deux dimensions de l'évaluation des politiques*

Les effets imputables à la nouvelle donne politique sont estimés, tant au niveau de leur «efficacité» que de leur «pertinence». «L'efficacité» renvoie à l'évaluation des changements que les politiques introduisent dans l'organisation des systèmes d'exploitation traditionnels et ceux de colonisation récente, c'est-à-dire à l'ampleur de l'impact des politiques qui ont une influence matérielle mesurable. C'est donc le paysage concret qui est l'élément de la mesure, notamment en partant de la modification du visible.

Le graphique ci-dessous quantifie les résultats obtenus par les cartes précédentes. L'accent est mis sur les rapports de surface entre les différents types paysagers ce qui facilite la mise en relation des paysages avec des mesures ayant un impact spatial (ici le FNO). Dans les années suivant la généralisation des facilités de crédits, les courbes qui représentent la proportion de paysages de culture s'infléchissent toutes vers le bas, alors que celles des faciès pastoraux sont marquées par un accroissement important. L'ampleur de cette mesure peut ainsi être estimée sur une échelle de valeur allant de très fort à fort, moyennement fort et faible. Bien évidemment, il est nécessaire de procéder de la sorte pour toute une série d'autres politiques

afin d'apprécier leur impact sur l'échelle des valeurs les unes par rapport aux autres. Ici, l'impact est qualifié de fort à très fort.

**Graphique 2 – Surfaces occupées par les types paysagers entre 1986 et 1999 (période de mise en place du FNO)**



Sur ce même principe, l'évaluation s'effectue au niveau des grands paysages régionaux, à l'échelle du bassin. Cela aide à suivre les conséquences spatiales des politiques de développement : l'impact très fort du FNO à Uruará n'est-il pas en train de faire basculer ce front dans la catégorie de ceux fortement prédateurs d'espace forestier et / ou de ceux qui sont marqués par le processus de concentration des terres ? Selon les procédés de gestion, la conduite d'un troupeau nécessite toujours plus de terres (Poccard-Chapuis, 2001).

La «pertinence» situe l'évaluation au niveau de l'adéquation qui existe entre les conséquences spatiales induites par les politiques et les objectifs fixés. Il s'agit d'entreprendre une analyse des textes de lois ou des discours accompagnant les mesures et de se poser la question : les politiques ont-elles modifié, réorganisé le territoire en conformité avec leurs objectifs initiaux ? La création d'un crédit particulier pour aider l'essor de l'élevage laitier a-t-elle réellement conduit à une transformation des stratégies d'exploitation, comme initialement prévu ?

En guise de synthèse, l'observatoire du suivi des changements paysagers en liaison avec l'émergence des politiques de développement, construit comme un emboîtement de niveaux d'observation, devrait permettre, d'une part, d'obtenir des informations sur les relations entre des groupes d'acteurs et leurs actions et, d'autre part, d'estimer les incidences spatiales de certaines politiques de développement (subventions, accès au foncier, etc.). Dans un registre sensiblement différent, ce dispositif pourrait tout aussi bien étudier l'importance d'autres «événements», comme ceux d'ordre socio-

économiques (fluctuations des prix, arrivée massive de population, etc.) ou bien encore relatifs à la construction d'équipements structurants (proximité d'une route, d'une laiterie, d'un abattoir, d'un marché, etc.). Les paysages répertoriés sont analysés comme étant des marqueurs d'une situation donnée mais aussi comme des indicateurs d'une évolution passée ou en devenir.

L'entrée par les paysages présente l'intérêt d'intégrer une approche spatiale à celle menée autour de l'identification des acteurs et des stratégies liés aux nouvelles configurations du développement régional. La finalité de cette démarche tend à estimer les conséquences en termes de dynamiques et d'organisation spatiales et de contribuer ainsi à mesurer l'ampleur de leurs portées sociales par une lecture dirigée des transformations paysagères.

Figure 3 : Les cinq modèles paysagers de l'agriculture familiale à Uruará

Modèles paysagers	Descriptions physiologiques et explications
	<p><b>Les petites ouvertures du couvert forestier par les premiers colons</b>            Les petites taches éparses le long de la piste correspondent aux surfaces déforestées puis mises en cultures de première nécessité et progressivement associées aux cultures de rente (poivre, cacao...) et aux pâturages.            A leur arrivée dans la région, les familles s'installent en forêt, sur de toutes petites ouvertures du couvert qu'elles élargissent au rythme de la main d'œuvre familiale disponible, de leur savoir faire agricole et de leur capacité financière initiale, souvent très faible, voire nulle.</p>
	<p><b>La mise en culture et pâturage de la phase d'établissement</b>            Avec le temps, les lopins déforestés s'agrandissent, le dessin du parcellaire plus régulier se cale graduellement sur les limites de propriétés généralement rectilignes. Les surfaces consacrées à la productions de rente s'accroissent.            Avec l'augmentation de la main-d'œuvre disponible (enfants plus grands, mariages etc...) et le petit capital dégagé grâce à la vente d'une partie grandissante de la production agricole, les familles entrent dans une phase d'établissement qui rend leur situation plus stable.</p>
	<p><b>La mosaïque agricole des producteurs en cours d'industrialisation</b>            Depuis la piste, les vastes ouvertures repoussent la forêt en arrière plan. Les parcelles de fond de lot, sont souvent occupées par les cultures et la capoeira alors que les parties proches de la vicinale portent les pâturages.            Les familles qui avaient investi principalement dans les cultures de rente car elles disposaient de bonnes terres et avaient parfois accès à des aides, se retrouvent en phase de reconversion à cause des chutes de prix et des maladies. Le pâturage vient progressivement diversifier la production.</p>
	<p><b>L'alternance des cultures et des pâturages du système agropastoral</b>            La forêt ne se voit presque plus depuis la piste, en revanche les parcelles mises en cultures s'échelonnent périodiquement entre celles qui sont occupées par les pâturages. Les familles en phase d'établissement après la décennie 80, période de crise des cultures de rentes, se lancent directement dans une production diversifiée. Les surfaces consacrées aux pâturages sont toutefois proportionnellement plus étendues car cette activité est considérée comme moins aléatoire.</p>
	<p><b>Les vastes étendues pâturées du système pastoral</b>            D'immenses surfaces couvertes de pâturage laissent très peu de place aux cultures et à la capoeira. Des clôtures sans fin divisent en lots les graminées pâturées pour permettre les rotations nécessaires du bétail, mais témoignent aussi parfois d'anciennes limites de propriété. Les facilités d'accès au crédit pour la mise en pâturage ont permis une reconversion rapide des cultures en herbage. La demande constante en terre que demande cette pratique est à l'origine d'un début de concentration foncière des lots.</p>
<p> <span style="display: inline-block; width: 15px; height: 15px; background-color: black; margin-right: 5px;"></span> Forêt  <span style="display: inline-block; width: 15px; height: 15px; background-color: gray; margin-right: 5px;"></span> Culture  <span style="display: inline-block; width: 15px; height: 15px; background-color: lightgray; margin-right: 5px;"></span> Pâturage  <span style="display: inline-block; width: 15px; height: 15px; border: 1px solid black; margin-right: 5px;"></span> Capoeira           </p>	

Figure 4 - La distribution des unités paysagères pour le municipio d'Uruara en 1986, 1991 et 1999

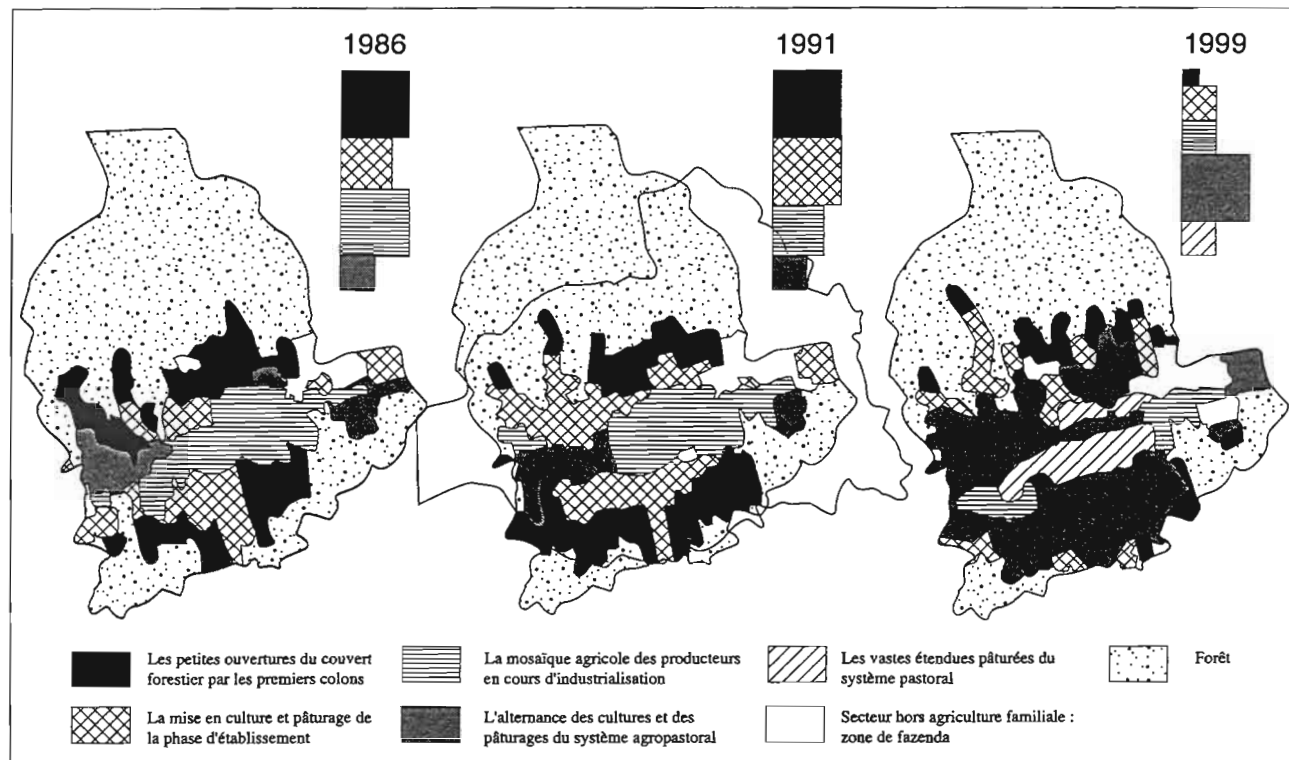
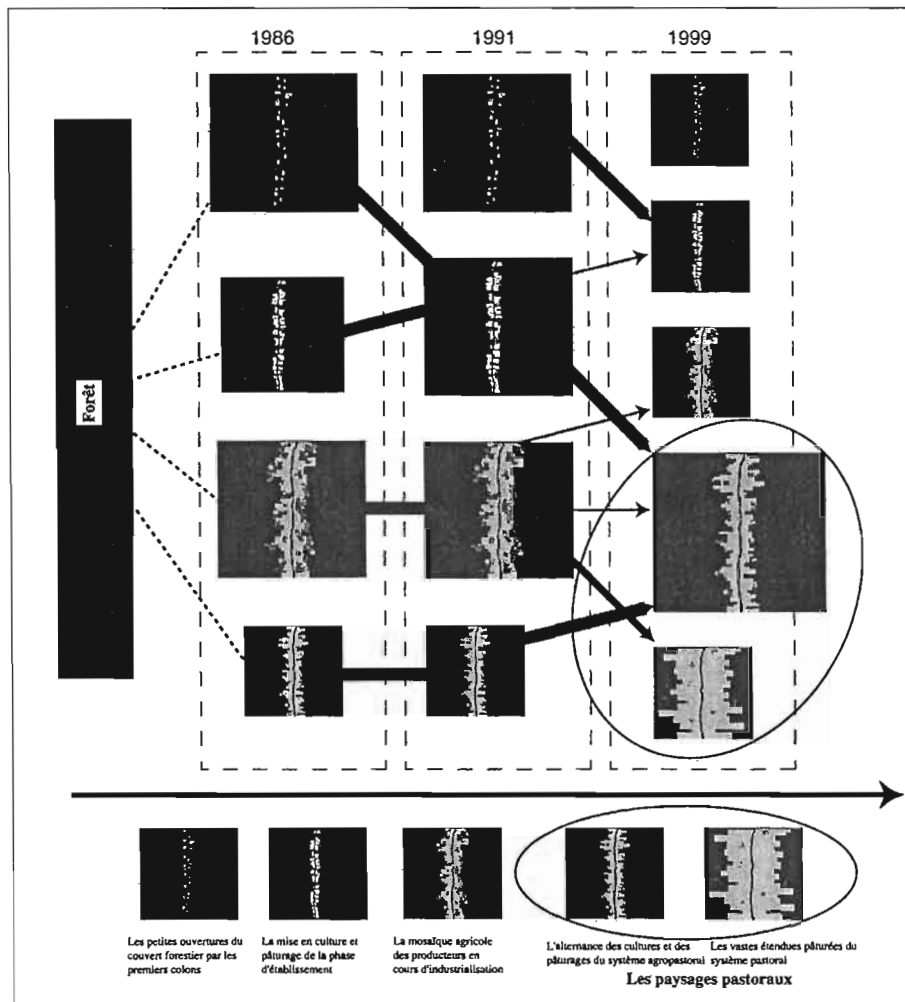


Figure 5 - Les trajectoires paysagères de l'agriculture familiale





## **DEUXIÈME PARTIE**

# **REPRÉSENTATIONS ET PRATIQUES DE L'ESPACE PAR LES POPULATIONS AMAZONIENNES**



## CHAPITRE 7

# Populations traditionnelles : enquêtes de frontière

*Florence PINTON et Catherine AUBERTIN*

Depuis sa colonisation par les Européens, le Brésil est décrit comme un pays de «frontière». L'histoire nationale repose sur la perception de deux espaces contrastés, l'un renvoyant à une situation de sous-peuplement et d'isolement, l'autre relevant de la civilisation. À la jonction des deux, une société peu structurée et peu consolidée se développe pour occuper de nouveaux espaces. Après l'époque de la conquête coloniale, l'Amazonie ne connaît sa première frontière agricole et économique que dans les années soixante sous la pression de migrants à la recherche de terres et de travail, encouragée par les visées géopolitiques des militaires alors au pouvoir. Elle suit l'extension du réseau routier. Après quarante années de progression, face à un taux annuel de déforestation qui n'a jamais faibli, que reste-t-il à conquérir de la forêt amazonienne ?<sup>1</sup> La géographie des lieux fait apparaître des tensions contradictoires révélatrices de différentes visions de la mise en valeur de l'Amazonie : extension de la culture de soja, nouveaux axes régionaux de circulation, projets importants de colonisation, multiplication des aires de conservation, création de pôles de production, croissance des villes (de Mello et Théry, 2003 ; Théry dans le chapitre 1 de cet ouvrage).

Si «l'arc de déforestation», notion utilisée pour traduire l'avancée spatiale du front de colonisation et ses impacts sur les écosystèmes, se situe principalement en Amazonie orientale et méridionale où près de 90 % de la superficie a été déboisée au profit de l'agriculture et des pâturages (carte 1), de nouveaux «couloirs de transport» s'autonomisent de ce front et parcourent l'Amazonie en tout sens. Dans les zones à occupation croissante, les aménagements en cours laissent prévoir une augmentation des conflits dans l'accès et l'usage de la terre. Ainsi, l'essor de la culture industrielle du soja entre en contradiction avec les politiques de soutien à l'agriculture familiale. Dans les régions encore à l'écart de la colonisation, la

---

1. Le Brésil possède plus de 60 % des 5,8 millions de km<sup>2</sup> du massif forestier amazonien. Les observations satellitaires réalisées depuis 1980 montrent, qu'après une baisse sensible au début des années 90, le rythme des déboisements a recommencé à augmenter. Le taux annuel moyen est évalué sur les 25 dernières années à quinze millions d'hectares (INPE, 2003). En 2002, environ 570 000 km<sup>2</sup> étaient déboisés, une surface supérieure au territoire français.

multiplication d'aires de conservation abritant des populations forestières fractionne l'espace en fixant de nouvelles frontières. Soutenue par des dynamiques environnementales internationales, la partie nord et occidentale de l'Amazonie – l'Amazonie des fleuves, longtemps assimilée à l'espace de vie des populations amérindiennes et des exclus du développement – s'engage à son tour dans un processus de requalification de ses ressources et de ses populations.

L'objet de cet article est de retracer l'histoire de ces nouveaux territoires portés par la vague du développement durable. Contrairement aux espaces d'intégration économique, ils ont en commun d'être des espaces de repli, d'affirmation de groupes longtemps considérés comme marginaux ou marginalisés et rebaptisés «populations autochtones et traditionnelles» sous l'impulsion de la Convention sur la diversité biologique et de sa traduction brésilienne. Comment se définissent ces populations amazoniennes dans leurs rapports au milieu forestier, au territoire et au développement ? Peut-on parler de nouvelles frontières ?

**Encadré 1 - Programmes de recherche des auteures en Amazonie**

- [1] Formation économique et spatiale du Centre-Ouest brésilien, ORSTOM / CNPq, 1983/87
- [2] L'extractivisme en Amazonie : viabilité et optimisation, IRD / INPA / UNESCO / CEE, 1990/95
- [3] Gestion de la diversité variétale du manioc en Amazonie, IRD/ISA/CNPq, 1996/2001
- [4] Zone atelier du CNRS : «Environnement et développement en front pionnier amazonien» 2001-05
- [5] Le marché des ressources génétiques, IRD / IFB, 2003/05
- [6] Action Incitative «Aires protégées» de l'IRD, 2004/07

Nous avons eu la chance d'être témoins des différentes occupations pionnières en Amazonie et d'en rendre compte dans le cadre des programmes de recherche auxquels nous avons participé (encadré 1)<sup>1</sup>. Nous nous appuierons sur une relecture de ces travaux pour analyser ces nouvelles configurations territoriales. Nous débiterons notre réflexion en rappelant quelques caractéristiques de l'occupation pionnière en Amazonie et de son corollaire, la frontière agricole. Dans un deuxième temps, nous examinerons les dynamiques à l'œuvre de l'autre côté de la frontière du développement économique, dans le champ du développement durable et plus

---

1. Partant d'une synthèse de nos travaux, ce texte a aussi une dimension prospective. Seules, quelques références bibliographiques des auteures sont présentées. Les chiffres entre crochets renverront tout au long du texte aux programmes de recherche concernés.

spécifiquement celui des politiques de conservation. Enfin, nous nous interrogerons sur les perspectives de ces territoires à la jonction de la conservation et du développement. Ils sont en effet revendiqués par des «populations traditionnelles», elles-mêmes confrontées à des objectifs ambigus.

### 1. La Frontière ou le mythe fondateur [1] et [4]

L'histoire de l'Amazonie brésilienne, davantage encore que celle du Brésil dans son ensemble, peut être présentée comme une succession de *frontières*. Cette notion recouvre selon les époques, des réalités géopolitiques, sociales, économiques et écologiques différentes mais renvoie toujours à la façon dont le Brésil se met en scène. L'État et le peuple brésilien reconnaissent dans la symbolique de la frontière le mythe fondateur de la Nation. Les cycles de produits (sucre, café, caoutchouc, soja...) et les migrations qui ont structuré le territoire ont donné vie à une économie de la frontière, témoin d'un mode d'appropriation de la nature particulier. La société brésilienne affirme son identité par l'annexion de nouveaux territoires, de nouvelles ressources et de nouvelles pratiques sociales sur la nature.

Jusqu'aux années soixante, l'occupation de l'Amazonie se fait essentiellement par les fleuves. Elle est le fait des populations *caboclos*, à l'origine métis d'Amérindiens et de colons, organisées autour de la culture de manioc, et des populations qui vivent de l'extractivisme, ensemble d'activités que la FAO intégrera plus tard à une réflexion sur «les produits forestiers non ligneux» (PFNL). Le caoutchouc et la noix du Pará en sont les produits phares. La frontière de colonisation agricole encouragée par les plans d'intégration nationale des militaires dans le début des années soixante était liée au développement économique et aux préoccupations géopolitiques de sécurité. Il fallait occuper l'Amazonie pour ne pas la laisser aux convoitises des pays voisins ou l'abandonner aux velléités des États-Unis de la transformer en un espace sous juridiction internationale. Si, à cette époque, l'Amazonie est considérée comme une frontière de ressources, sa colonisation représente aussi un substitut à la réforme agraire, susceptible d'apaiser les tensions sociales provoquées par les situations de grande pauvreté et une distribution des terres très inégalitaire. Le déplacement horizontal, la migration, a souvent été présenté comme un facteur de régulation d'une société où les possibilités de mobilité sociale, verticale, étaient réduites (Aubertin et Léna, 1986).

La frontière comme pratique sociale est le lieu de transgression où tout devient possible. Les colons y attendent une vie meilleure que celle qu'ils ont connue dans leur lieu d'origine. Ils y testent la liberté que donne une

situation non stabilisée. La frontière donne l'illusion d'un nouveau départ à zéro où chacun serait égal. Mais elle n'avance pas en ligne continue. Elle forme au contraire ce que l'on a appelé un espace réticulaire, c'est-à-dire un ensemble d'îlots occupés par les activités agricoles, dont certains sont reliés aux réseaux et aux infrastructures de communications : routes, informations, équipements militaires, capitaux... D'emblée, la frontière est un espace fortement structuré par un réseau urbain.

Mais frontière agricole rime aussi avec «arc de déforestation» (carte 1). L'Amazonie subit à partir des années soixante-dix une forte pression anthropique sur les marges des grands axes routiers. La Banque Mondiale a en effet mis comme condition au financement de la route Cuiabá - Porto Velho la réalisation d'un plan social organisant la colonisation agricole. S'y côtoient ou s'y succèdent différents acteurs : *fazendeiros*, entreprises minières, exploitants de bois, petits producteurs agricoles. L'accroissement constant des surfaces défrichées est en partie attribué à l'arrivée continue de colons originaires de régions agricoles ou d'élevage, mais aussi à l'adoption de systèmes techniques incompatibles avec la reproduction de la forêt et des sols. Pour en rendre compte, certains auteurs s'accordent sur l'existence de pratiques «d'échappement territorial», présentées comme des stratégies ou normes sociales et technico-économiques pour garantir la reproduction de l'exploitation (Albaladejo, 1992 b). En réalité, cette «stratégie de frontière» (de Reynal et al, 1997) débouche presque toujours sur une migration des familles en direction d'autres aires boisées et au profit des grandes exploitations d'élevage. Après épuisement de la fertilité naturelle du sol, le colon vend sa parcelle à d'autres colons ou entrepreneurs capables de la mettre en valeur.

Au cours de cette dernière décennie, l'étude des dynamiques pionnières a mis en avant l'incompatibilité de ce modèle d'occupation avec le développement d'une agriculture familiale. Le mythe de la frontière, l'avancée du front de colonisation, la prégnance d'une structure agraire extrêmement inégalitaire et des techniques prédatrices face à un milieu biophysique fragile entravent la pérennisation de l'exploitation familiale dans la conquête de ces nouveaux territoires. C'est le contexte des années 1990 qui en infléchit la dynamique avec la dénonciation généralisée de la destruction de la forêt tropicale et les nombreux conflits fonciers qui l'accompagnent. L'émergence d'organisations représentatives des petits paysans, la multiplication des mouvements sociaux, la décentralisation du pouvoir, un ensemble de politiques publiques visant à appuyer l'agriculture familiale par l'accès au crédit, l'équipement et la formation ainsi que l'attribution aux sans-terre de lotissements agricoles, les *assentamentos*, etc., sont autant de révélateurs de l'importance désormais attribuée au monde

rural. Dans le cadre d'une politique nationale de développement rural, le Ministère du développement agricole (MDA) s'intéresse à la petite agriculture familiale jusqu'alors ignorée du puissant Ministère de l'Agriculture. Le mouvement écologique international, les services d'encadrement agricole, les organisations politiques, tous ceux qui militent pour une gestion des ressources naturelles encouragent les petits producteurs à adopter les nouvelles normes – encore expérimentales – d'une agriculture durable de façon à renverser le processus de dégradation des milieux.

Ces changements socio-politiques ont des répercussions perceptibles aujourd'hui sur le modèle d'évolution des fronts pionniers, et l'on peut s'interroger sur le sens des transformations en cours. Tandis que certains évoquent la «fermeture» de la frontière, d'autres défendent au contraire l'idée de nouvelles frontières dopées par l'économie mondiale. En effet, l'intégration du Brésil à l'ensemble régional américain se poursuit à travers de gros investissements en infrastructures. Déjà, en août 1996, le président Cardoso réaffirmait dans le programme *Brasil em ação* une vision stratégique de l'Amazonie comme réservoir de ressources minérales et énergétiques (gaz, pétrole, charbon de bois, hydraulique) à désenclaver. Dans le contexte du Mercosul, les programmes plus récents multiplient les axes de développement et d'intégration avec un accès à la mer des Caraïbes par le Venezuela, et un accès à l'océan Pacifique, via la Bolivie et le Pérou. L'intensification du processus d'occupation de l'espace accompagne cette stratégie d'ouverture. Désormais, l'Amazonie légale, construction politique des années 1960, laisse la place à une Amazonie américaine, nouvel espace économique et géopolitique de référence.

Au même moment, la crise environnementale fait de l'Amazonie l'emblème de l'emprise néfaste de l'homme sur la nature. La déforestation ne cesse alors d'être dénoncée. Elle atteint le taux record de 29 000 km<sup>2</sup> en 1996, entraînant le gouvernement brésilien dans une polémique violente avec l'ONG Greenpeace et l'opinion internationale. En 1997, le Congrès approuve la loi sur les crimes environnementaux. Le gouvernement doit suspendre l'exploitation des bois précieux (mogno, virola), puis interdire en 1999 tout nouveau défrichement pendant 120 jours<sup>1</sup>. Face à la montée en puissance de l'enjeu de conservation de la biodiversité, les regards se focalisent aussi sur l'autre côté de la frontière. Les espaces forestiers encore intacts ne sont plus simplement des espaces à conquérir, mais se présentent comme des espaces déjà disputés ou revendiqués. Leurs habitants, travestis de la figure écologique de l'indigène, qu'ils soient amérindiens, *seringueiros* organisés autour de l'exploitation du caoutchouc ou *caboclos*, sont alors

---

1. Collectif, sd., *Políticas agrarias e ambientais na Amazonia oriental, Projeto Políticas, Instituições et Intervenções para o uso do solo sustentável na Amazônia Oriental*, NRSP-DFDID, projeto R7870, 24 p.

désignés comme les «peuples de la forêt». L'histoire récente leur a concédé de nouveaux droits.

## 2. Des espaces refuges aux territoires de repli [2] et [6]

À la fin des années 1980, la rencontre de l'Amazonie des routes et des fronts pionniers avec l'Amazonie des fleuves marque le temps du développement durable. Le modèle productiviste de développement économique se heurte, sur le terrain, au vieux modèle traditionnel de cueillette commerciale jugé archaïque, mais vite re-présenté comme respectueux de l'environnement. Ce choc frontal annonce également le temps de l'Amazonie comme espace fini. Cette rencontre a largement été médiatisée grâce à la figure de Chico Mendès et à la mobilisation des *seringueiros* de l'Acre défendant leurs droits sur la forêt face aux grandes entreprises d'exploitation forestière et d'élevage et dont l'aboutissement fut la création des premières réserves extractivistes. Ce qui était d'abord un mouvement isolé et corporatiste allait acquérir une légitimité et une reconnaissance internationales, les revendications des *seringueiros* étant habilement traduites auprès du grand public comme une volonté de conserver la forêt amazonienne. Cette mise en convergence d'argumentaires écologiques et de revendications foncières s'inscrit dans un mouvement plus général qui associe la question de la gestion durable des ressources naturelles à la valorisation des pratiques et des savoirs locaux. Il porte en lui les germes d'un modèle de développement alternatif, le modèle *socio-ambiental*, que les mouvements sociaux d'opposition (minorités ethniques, organisations de base, exclus du développement) et les militants de l'écodéveloppement s'emploient à diffuser en Amérique Latine. Après les *seringueiros*, les communautés les mieux représentées sur le plan national et international s'engouffrent dans cette brèche pour affirmer leur identité et / ou revendiquer des droits fonciers. La Convention sur la diversité biologique, signée à Rio de Janeiro en 1992, en reconnaissant l'importance des savoirs locaux avec le fameux article 8j, rallie ainsi à la cause de l'environnement les groupes sociaux qui se reconnaîtront sous les termes de «populations autochtones et traditionnelles».

### 2.1. Terres et droits indigènes

Au Brésil, les politiques de conservation, fondées sur le modèle de protection intégrale excluant les populations locales, vont connaître une importante inflexion. Comme pour la plupart des régions du monde, la création des premières réserves renvoie à une représentation de la nature dissociée de la société et dont la protection requiert l'exclusion des populations susceptibles de les occuper. Les premières réserves habitées sont

les réserves indigènes. Leur statut particulier est étranger à l'idée de protection de la nature, mais il s'inscrit dans l'histoire conflictuelle de la colonisation en reconnaissant aux communautés indigènes un droit exclusif d'occupation de leur terre d'origine. Tirillées entre des phases d'extermination et des projets d'assimilation, les politiques indigénistes ont toujours été confrontées au problème de la définition de la place de l'Indien au sein de la société brésilienne. Les différentes constitutions qui se succèdent à partir de 1891 évoquent toutes ce problème. La solution adoptée est celle de la reconnaissance d'un usufruit permanent des «terres indigènes», qui restent patrimoine et propriété de l'Union fédérale, l'Indien demeurant un mineur civique sous tutelle de l'État. C'est avec la nouvelle constitution de 1988 qu'apparaît véritablement la question des droits indigènes. La constitution définit la «terre indigène» comme un territoire qui doit «permettre la préservation des ressources naturelles nécessaires au bien-être des peuples indigènes et la terre nécessaire pour leur reproduction physique et culturelle, en conformité avec leurs habitudes, coutumes et traditions». Il est fait obligation à l'Union de démarquer ces terres, ainsi que de protéger et de faire respecter les biens des Indiens. Les groupes indigènes se trouvent alors à plus de 60 % concentrés en Amazonie, région forestière difficile d'accès qui joue le rôle d'espace-refuge face à l'avancée coloniale et à la quête de nouvelles ressources économiques. On dénombre aujourd'hui 379 territoires indigènes qui représentent environ 20 % de la surface de l'Amazonie légale (carte 1). Bien que les délimitations d'aires – quand elles sont effectives – n'aient pas été assorties de restrictions d'usage liées directement à la reproduction des milieux, celles-ci ont résisté en Amazonie à la déforestation. L'image de réserves indigènes réduites, en zone de colonisation agricole, à des îlots forestiers cernés par les pâturages ou les champs de soja, apparaît bien souvent comme surréaliste et pathétique. Leur avenir est d'autant plus problématique face à la pression foncière et aux modèles technico-économiques dominants qui les entourent. Par ailleurs, en se rapprochant lui-aussi de la mouvance écologique, le mouvement amérindien va connaître d'importantes mutations qualitatives. Ses revendications territoriales et identitaires, sans écho depuis les années 1960, sont reformulées comme modèles de développement alternatifs, à la fois locaux, globaux et durables. Elles sont en cela appuyées par le mouvement écologique international et légitimées par les scientifiques qui montrent que 76 % des aires d'importance biologique coïncident avec la délimitation de leurs terres (Capobianco, 2001). La gestion de ces territoires ne peut évidemment pas se penser indépendamment de leurs habitants. La défense de la diversité biologique rejoint celle de la diversité culturelle.

## 2.2. Revendications foncières des *seringueiros*

La «réserve extractiviste» s'inspire, dans son mode de fonctionnement et son statut juridique, de la réserve indigène même si elle relève d'une autre histoire. Le programme national de réforme agraire encadré par l'Incra (Institut national de colonisation et de réforme agraire) avait proposé en 1987 la création de dix zones vouées à l'extractivisme. Cette proposition répondait aux revendications des *seringueiros* qui exigeaient des garanties foncières pour les travailleurs de l'extractivisme. Après l'assassinat de Chico Mendès fin 1988 et dans la mouvance de la préparation du Sommet de Rio, les projets de réforme agraire tournent court et sont abandonnés au profit de projets de protection de la nature intégrant des acteurs de la société civile (résolution du Conseil National de l'Environnement, 1988). C'est en 1990 qu'un décret présidentiel définit quatre réserves extractivistes comme des espaces territoriaux appartenant à l'Union, destinées à l'utilisation soutenable et à la conservation des ressources naturelles renouvelables. Parce que relevant d'une histoire sociale liée à l'occupation d'un territoire indivisible, elles affichent une dimension environnementale en instaurant des droits d'usage collectifs (Pinton et Aubertin, 1997). Ces droits tranchent avec la propriété individuelle supposée, d'une part, inadaptée à la gestion de la forêt comme bien collectif et, d'autre part, incompatible avec l'idéal communautaire prôné par l'Église. Les réserves sont confiées à leurs habitants par l'intermédiaire de contrats de concessions délivrés selon un «plan d'usage» approuvé par l'Ibama, l'Institut brésilien de l'environnement et des ressources naturelles créé l'année précédente dans le cadre de la politique nationale de l'environnement. Le droit d'usufruit est donc fondé sur un usage collectif qui répondrait aux besoins des familles et à l'hétérogénéité du milieu. Il présuppose l'existence et le maintien de pratiques traditionnelles. L'espace classé comme réserve extractiviste doit offrir un potentiel de produits naturels issus de la forêt dont la commercialisation permet d'assurer des revenus monétaires. À partir de 1992, la création du CNPT, Centre national de développement durable des populations traditionnelles, directement rattaché à l'Ibama, permet de donner un cadre juridique à la notion de «populations traditionnelles» attachée à ce modèle d'occupation de l'espace. À l'origine, celles-ci sont essentiellement représentées par les collecteurs de caoutchouc et de noix du Pará. Progressivement, d'autres groupes, étrangers au mouvement des *seringueiros*, comme les *quilombolas* (anciens esclaves noirs fugitifs) par exemple, sont intégrés. Ils ont en commun, outre leur faible impact sur le milieu, d'être dans des situations foncières précaires et de présenter des formes d'occupation collective de l'espace. Le statut de réserve extractiviste peut être désormais octroyé à l'ensemble de «ces communautés qui

traditionnellement et culturellement tirent leur subsistance de l'extraction de biens naturels». Néanmoins, leur superficie reste modeste, à la hauteur des territoires encore exploités. On compte actuellement 23 réserves extractivistes qui représentent 1 % de l'Amazonie légale, soit l'équivalent de 4,2 millions d'hectares.

De la revendication politique des travailleurs de l'extractivisme pour une réforme agraire dans le cadre de l'Incra, on est passé ensuite à des actions de type environnemental sous le contrôle de l'Ibama, qui concernent maintenant l'ensemble des populations traditionnelles avec la création du CNPT (Aubertin et Pinton, 1996).

La réserve extractiviste peut être considérée comme une avancée sociale importante dans la mesure où elle a permis à des minorités d'obtenir une reconnaissance politique nécessaire à la conquête du droit à la terre. Elle a été la première d'une série de décisions et de mesures qui témoignent d'un changement conjoint du statut des populations forestières et des fondements idéologiques de la conservation.

### ***2.3. Harmonisation des Unités de conservation : le SNUC***

En 1999, la progression de la déforestation et les menaces de dégradation ont été considérées comme suffisamment importantes pour justifier la création d'un groupe de travail (séminaire de Macapá) en vue d'évaluer la situation et d'identifier les actions prioritaires pour la conservation de l'Amazonie dans le cadre d'une stratégie nationale. Au même moment, mais après dix années d'âpres débats, la loi du 18 juillet 2000, connue sous le nom de SNUC (Système national d'unités de conservation) re-définit les critères et les normes qui devront guider la création, l'implantation et la gestion de l'ensemble des aires protégées. Depuis la création du premier parc national brésilien<sup>1</sup> en 1937, le Brésil a implanté sur son territoire des zones protégées aux statuts juridiques diversifiés<sup>2</sup>. Le premier objectif du SNUC est d'entretenir la diversité biologique et les ressources génétiques du territoire national et des eaux sous juridiction brésilienne. La reconnaissance de la fonction de conservation des réserves extractivistes, puis des réserves de développement durable, impose une révision et une harmonisation de la législation. Sous l'autorité du Conseil national de l'environnement, le SNUC relie le mode de vie des populations traditionnelles au maintien de la diversité biologique et garantit la participation de la société civile aux processus de création et de gestion des réserves. Il distinguera dorénavant deux grands groupes d'unités de conservation (tableau 2) : les unités de

---

1. Parc National d'Itatiaia, État de Rio de Janeiro.

2. L'ensemble des zones protégées représente un peu plus de 8 % du territoire, en dessous de la moyenne mondiale de 11 % affichée par l'UICN.

protection intégrale (station écologique, réserve biologique, parc national, monument du patrimoine naturel, refuge de la vie sauvage) et les unités d'usage durable (aire de protection environnementale, aire d'intérêt écologique, forêt nationale, réserve de faune, réserve extractiviste, réserve de développement durable, réserve particulière du patrimoine naturel). Le SNUC entérine ainsi deux visions historiques de la conservation construites séparément, voire même en opposition et qu'il reconnaît comme complémentaires. Au total, les unités de conservation sont encadrées par 19 statuts juridiques différents auxquels il faut rajouter les terres indigènes qui renvoient à une catégorie juridique incompatible avec celles-ci<sup>1</sup>.

#### **2.4. La dernière-née : la réserve de développement durable<sup>2</sup>**

Relevant d'une autre formation historique, la «réserve de développement durable» ne diffère guère de la «réserve extractiviste» comme mode d'exploitation de la forêt, mais elle est moins explicite en termes d'activités commerciales dans la mesure où sa justification environnementale l'emporte sur les justifications socio-économiques (Lima, 1997). La première réserve répondant à ce modèle procède d'une proposition de partenariat faite aux populations riveraines, les *ribeirinhos*, par des biologistes soucieux de préserver deux espèces de singes. Cette alliance ne va pas de soi et le projet mettra cinq ans avant d'aboutir et d'être légalisé par les autorités publiques de l'État. Situées en région de *varzéas*, les lagunes sont fréquemment l'objet de conflits d'usage entre les *ribeirinhos* et les pêcheurs professionnels. En interdisant l'accès à ces derniers, le statut juridique de la réserve règle les conflits en faveur des *ribeirinhos*. Le SNUC définit la réserve de développement durable comme «une aire naturelle qui abrite des populations traditionnelles dont l'existence se fonde sur des systèmes durables d'exploitation de ressources naturelles, développés depuis des générations et adaptés aux conditions écologiques locales et qui jouent un rôle fondamental dans la protection de la nature et l'entretien de la diversité biologique».

Au total, les unités de conservations et les réserves indigènes soumises à des usages réglementés et / ou contractualisés représentent 33 % des terres de l'Amazonie légale (carte 1). Elles sont théoriquement soustraites à la colonisation.

---

1. Pour régler cette situation absurde, l'ISA, ONG brésilienne, a présenté un projet de loi visant la création d'une catégorie juridique, la réserve indigène de ressources naturelles (RIRN) qui n'a pas été retenue (Santilli, 2000, p. 290).

2. Il n'existe que trois réserves de ce type pour l'instant : la réserve de Mamirauá, décrétée en 1990 et la réserve de Amaná (1997), toutes deux dans l'État d'Amazonas, et la réserve d'Iratapuru créée en 1997 par le gouvernement de l'Amapá.

## 2.5. De nouvelles frontières : la construction des espaces de droits

Les espaces que peuvent revendiquer ou acquérir les «populations traditionnelles» peuvent se décliner en termes de frontières dans la mesure où ils se présentent comme des laboratoires d'expérimentation sociale, fortement inscrits dans les mouvements internationaux. Ce sont aussi des territoires en construction qui, par leur référence au développement durable, se présentent comme les lieux d'une nouvelle civilisation ou l'homme vivrait en harmonie avec la nature. Ce sont enfin des frontières sociales qui, par le modèle de préservation de la biodiversité qu'elles incarnent, imposent un mode d'action sur la nature encadré par des restrictions d'usages. Elles se distinguent de la figure de la frontière de colonisation dans la mesure où, loin de reposer sur des mouvements ouverts d'expansion territoriale en recomposition permanente, sans règle d'accès particulière à la terre et aux ressources sinon les moyens humains de défrichement, elles reposent au contraire sur des mouvements identitaires revendiquant des différences et des droits sur des espaces clos. La question de la définition de ces droits est complexe et potentiellement conflictuelle. Ils ne concernent pas uniquement les droits fonciers ou civils mais également les droits de l'homme – citoyenneté, santé, éducation – et la panoplie des nouveaux droits environnementaux. Ceux-là recouvrent la reconnaissance des savoirs et savoir-faire locaux et les nouvelles règles d'accès aux ressources, en particulier aux ressources génétiques selon les lignes directrices de Bonn : consentement préalable en connaissance de cause, partage des avantages, etc.

Au niveau international, la Convention sur la diversité biologique a établi trois types de droits. Tout d'abord, la souveraineté des pays sur leurs ressources naturelles est consacrée (art. 3), ce qui oblige le pouvoir fédéral à reconnaître et à négocier avec ses minorités. Ensuite, des droits de propriété intellectuelle comme les brevets sont reconnus aux industries du vivant (pharmacie, cosmétique) ayant signé des contrats de bioprospection avec ces pays (article 16.5). Enfin, la Convention fait de la reconnaissance des droits des populations locales et indigènes sur leurs ressources et sur leurs savoirs associés un outil de conservation de la biodiversité qui doit trouver une expression juridique par des droits *sui generis* à définir (article 8j). Mais comment donner une assise concrète à cette nouvelle génération de droits ? Si la loi SNUC s'y réfère de façon explicite dans les définitions de la réserve extractiviste, de la réserve de développement durable et dans la délimitation des terres amérindiennes et *quilombolas*, la transcription de la Convention dans les juridictions nationales ne va pas sans mal.

Avec la mondialisation des politiques de conservation, les ressources de la frontière amazonienne se sont donc diversifiées. Il ne s'agit plus

seulement de nouvelles terres pour l'agriculture ou de matières premières agricoles ou forestières, mais aussi de services environnementaux (protection des rives des fleuves, conservation d'espèces ou d'écosystèmes *in situ*, écotourisme, captation de carbone, etc.) et de nouvelles marchandises (ressources génétiques, quotas d'émissions de gaz à effet de sphère) dont la valorisation repose sur les savoirs locaux. Ce retournement de perception, cette requalification de populations s'accompagne inévitablement d'une reformulation de leur statut.

### **3. Les populations traditionnelles, acteurs du développement durable [3], [5], [6]**

Le renforcement des politiques internationales en matière de lutte contre la déforestation a conduit à des programmes d'aide au développement liant fortement la dimension socio-économique aux objectifs écologiques. Pour donner une idée du nombre de projets engagés dans ce sens en Amazonie, on peut rappeler qu'en 2003, le nombre de *municipes* concernés par des actions du programme pilote pour la préservation des forêts tropicales (PPG7) est de 395 (de Mello et Théry, 2003). Créé en 1990 pour garantir la conservation des forêts, ce programme a progressivement évolué, faisant de la participation des populations locales la pierre angulaire de sa réussite. On peut aussi citer le Fond français pour l'environnement mondial, le FFEM, qui finance des projets de valorisation de la biodiversité dans l'État de l'Amapá. Il serait fastidieux de recenser tous les programmes régionaux, nationaux, et internationaux, soutenus soit par des États, soit par des ONG, souvent au moyen de montages institutionnels complexes.

Dans les réserves, ces programmes ont en commun de s'appuyer d'une part sur la présence de ressources locales, généralement des produits de l'extractivisme ou de la petite agriculture familiale (manioc, fruits), d'autre part sur les savoirs et savoir-faire des «populations traditionnelles». Leur objectif est de valoriser les produits et de renforcer la capacité d'organisation des populations en vue de soutenir la production économique, mais également pour affirmer la citoyenneté en favorisant l'accès aux infrastructures de santé et d'éducation. Cet objectif repose sur plusieurs ambiguïtés sur lesquelles nous pouvons nous interroger avant d'envisager l'avenir de ces réserves. La première renvoie à la validité de la catégorie «populations traditionnelles», la seconde aux contraintes qui pèsent sur la viabilité économique de ces réserves.

#### ***3.1. Une nouvelle catégorie politique et juridique***

Parmi les fonctions que la Constitution attribue à l'État figurent l'appui aux communautés indigènes, la protection de l'environnement et l'assistance

aux populations les plus démunies. La vieille Amazonie des fleuves, là où se rencontrent les «populations traditionnelles», les richesses biologiques et nombre de services environnementaux, est désormais au centre des débats. Les travaux de zonage agroécologique effectués ces dernières années pour répondre aux différentes demandes (Programmes nationaux, projets d'ONG ou de bailleurs de fonds) ont fait émerger une nouvelle catégorie, à la fois sociotechnique, en référence aux nouvelles normes écologiques de gestion forestière, et juridique, en référence à un engagement contractuel entre des communautés et des pouvoirs publics. La catégorie de «populations traditionnelles» désigne les acteurs du développement durable et de la conservation de la biodiversité. Elle désigne plus précisément tout groupe humain «vivant en étroite relation avec le milieu naturel et dont la reproduction repose sur une exploitation durable des ressources naturelles» (Santilli, 2000). L'institutionnalisation de ce statut revient à regrouper des populations très hétérogènes dans une même catégorie, sans rapport explicite à l'antériorité de leur occupation, à leur origine ethnique ou à leur trajectoire de vie, mais bien plus à leur histoire sociale commune, à leurs pratiques sur la nature et à leur mode d'appropriation et de gestion des ressources. Entrent dans cette catégorie les populations amérindiennes, les habitants des *quilombos*, les *caboclos*, les *seringueiros* et les *ribeirinhos*. À l'opposé, les colons des fronts pionniers et de nombreux agriculteurs ne pourront pas y prétendre, mais pourront cependant bénéficier d'autres types d'aides, à titre individuel, s'ils s'engagent à modifier leurs pratiques en y intégrant des préoccupations environnementales.

La catégorie «populations traditionnelles» permet d'offrir un statut juridique aux bénéficiaires et de leur garantir des droits territoriaux à condition de respecter de nouvelles règles d'usage et d'accès aux ressources. C'est une catégorie construite de sujets politiques dont la reconnaissance passe par l'acceptation des «implications de la définition légale exigée par un usage à long terme des ressources naturelles». C'est parce que des groupes adhèrent à des objectifs environnementaux qu'ils sont reconnus comme population traditionnelle. En échange, ils acceptent un principe de restrictions d'usage. L'enjeu pour les gestionnaires est de parvenir à valoriser économiquement des savoirs et des pratiques traditionnelles afin d'éviter que les habitants n'adoptent les pratiques prédatrices des immigrants récents comme l'exploitation minière du bois et de l'or, les défrichements massifs pour l'élevage bovin, la culture mécanisée du soja, etc. L'enjeu, pour ces groupes, est d'acquérir une reconnaissance politique et identitaire, ainsi que des droits fonciers. À l'intersection de la conservation des espaces et du respect des identités, la question posée est bien celle de droits territoriaux. Ceux-ci peuvent prendre plusieurs formes selon les choix fonciers :

approches de type patrimonial avec règles négociées et responsabilisation locale, cadastre identifiant les droits existants et leur donnant une valeur juridique, codification partant des pratiques locales pour les inscrire dans la loi, propriété d'État ou d'organisme de gestion forestière, possibilité d'exclure les intrus, etc. Les nouvelles règles d'accès aux ressources visent en particulier à exclure les communautés et / ou personnes extérieures et à protéger les bénéficiaires des risques de pillage. En échange de quoi, les populations concernées s'engagent, au moins en théorie, à produire des services environnementaux comme celui de la conservation de la biodiversité, qui n'étaient jusque-là que des éléments de leur mode de vie. C'est une relation contractuelle qui fixe les engagements de part et d'autre.

Ces contrats ne sont pas accessibles à l'ensemble des populations amazoniennes. La capacité des communautés à s'organiser et à s'imposer sur la scène publique est un facteur déterminant. Ce sont les groupes les plus médiatisés, correspondant le mieux à l'image du peuple de la forêt, soit parce qu'ils sont en contact avec des milieux ou des espèces emblématiques, soit parce qu'ils savent utiliser les réseaux de partenariat local ou global offerts par les ONG ou les scientifiques, qui accéderont au statut de populations traditionnelles (Pinton, 2002). Nous avons déjà vu que la proclamation d'une identité, fondée sur une exploitation communautaire et conservatrice des ressources, permet à la communauté d'acquérir une personnalité juridique. Les subventions, l'aide technique, les tribunes d'expression et l'insertion dans des réseaux d'ONG, font partie des attributs du «marché du développement durable». Nous sommes confrontés à un processus sélectif qui peut conduire à l'exclusion de certaines populations car la reconnaissance des droits coutumiers ou des droits acquis par le travail de la terre – *a posse* – reste tributaire des représentations du développement durable et de la conservation. Ces représentations guident le montage des projets et les choix d'investissements.

Quant à la définition des règles de gestion interne, elles demeurent floues. En effet, elles sont le plus souvent fondées sur l'idée que les populations traditionnelles sont respectueuses de leur environnement. Il suffirait aux porteurs de projets d'encadrer les populations pour faciliter leur insertion dans le marché et améliorer leurs conditions de vie (santé, éducation, transport). Le respect de ces règles serait subordonné à une organisation sociale traditionnelle dont la reproduction serait garantie par le contrat. Ce contrat dessine les contours des savoirs et des pratiques retenues pour l'exploitation durable des ressources forestières et offre de nouvelles perspectives de valorisation. On peut s'interroger sur la pertinence d'une telle démarche. Les pratiques ayant fait l'objet de contrat n'ont-elles pas été largement idéalisées ? Leur formalisation est-elle compatible, sur le long

terme, avec un monde en mouvement ? L'encadrement technique et financier peut-il matériellement se prolonger, ne risque-t-il pas de créer des relations de dépendance ou d'assistance ?

On voit mal comment la création de réserves et l'attribution de droits à des populations locales suffiraient à amorcer durablement de nouvelles dynamiques de développement. Par exemple, l'objectif de conservation de savoirs traditionnels, en tant que «composants intangibles de la biodiversité», se heurte à de nombreuses difficultés. Peut-on isoler un savoir pour ensuite le stabiliser ? Constitue-t-il à ce titre un patrimoine ? Est-il légitime de vouloir contrôler des savoirs à travers, par exemple, une procédure de labellisation ? Dans les sociétés précoloniales, les savoirs se présentent encore largement comme des ensembles homogènes, des blocs fonctionnels et fermés, dépourvus de toute vocation à l'universalité. Ils constituent un véritable patrimoine et leur fonction est de permettre la reproduction de la société. Ce qui n'est plus le cas des sociétés aux savoirs recomposés par le jeu d'une incessante mobilité sociale et géographique (Grenand, 2004). Les trajectoires familiales et individuelles confèrent à chaque individu un savoir qui lui est spécifique. L'ouverture de la société vers l'économie efface le caractère holiste et cumulatif du savoir au profit de la valorisation de l'innovation individuelle. Avec la diffusion du développement durable, les sociétés forestières se sont réorganisées dans des structures importées par les agences gouvernementales et les ONG, changements qui ne vont pas sans conflits entre structures politiques antérieures et nouvelles structures démocratiques. Si l'on reprend certains de nos travaux, il apparaît clairement que les savoirs locaux, longtemps disqualifiés par la modernisation agricole, sont en régression pour s'être étiolés lors d'improbables transmissions. Se pose d'abord la question du processus de requalification de ces savoirs (Pinton, 2002) : quels savoirs sont mobilisés, à quel moment, et pour quel type d'action ? La requalification d'un savoir suppose, de plus, que l'individu ou le système qui le porte renonce à une partie de son autonomie dans la mesure où le partenaire extérieur, le développeur, qui valide le savoir souhaite avant tout évaluer, trier, sélectionner ces savoirs. L'ouverture des savoirs sur le monde extérieur est justifiée par leur valorisation économique, bien que tous les savoirs n'aient pas de valeur marchande. Ces processus risquent évidemment de générer de nouvelles inégalités, et cela d'autant plus que ceux qui détiennent encore les savoirs sont le plus souvent des individus marginalisés et / ou largement paupérisés.

### 3.2. Comment faire vivre les réserves ?

On sait que le développement durable doit réconcilier les intérêts économiques, sociaux et environnementaux. Aussi la valorisation économique des ressources naturelles et des savoirs qui leur sont liés est-elle présentée comme la solution la plus efficace pour protéger ces ressources. Les réserves, qu'elles soient dédiées à l'extractivisme ou au développement durable, doivent être rentables et assurer, par leurs activités productives, des conditions de vie décentes aux populations. Sur le terrain, on ne peut que constater un cruel décalage entre les analyses théoriques et les réalités locales. Les marchés nationaux et internationaux ne recherchent que de façon très marginale les produits issus des aires protégées. La nouvelle économie de la connaissance qui promettait de grands profits à partir des informations contenues dans les ressources génétiques n'a guère de retombées locales. Quant aux régimes internationaux de l'aide au développement et à la protection de l'environnement, ils peinent à imaginer des systèmes de rétribution pour les fournisseurs de biens publics globaux.

En effet, les rémunérations de services rendus pour le maintien de l'écosystème forestier par les populations ne sont encore que des spéculations. Seules, quelques opérations de reboisement en vue de lutter contre l'effet de serre peuvent être signalées, mais elles concernent surtout les habitants des zones dégradées. Les possibilités de valorisation se concentrent alors sur un nombre réduit d'activités : la relance de l'extractivisme, l'écotourisme, le développement de filières mettant en avant l'origine du produit (indications géographiques), les qualités écologiques (labels bio) ou les conditions sociales de production (labels du commerce équitable) et, enfin, les contrats de bioprospection.

Sur la base d'un extractivisme rénové, la production et le commerce de produits forestiers non-ligneux sont considérés comme des modes de valorisation prometteurs, permettant à la fois de réduire la pauvreté, de favoriser la conservation *in situ*, d'offrir un support identitaire. Pourtant, les projets de relance de l'extractivisme rencontrent des difficultés importantes. L'extractivisme est en effet indissociable de son époque historique avec une situation d'offre monopolistique de produits stratégiques, que l'on se souvienne du *boom* du caoutchouc, et de son organisation sociale, l'*aviamento* avec le patron qui a la maîtrise du fleuve et le *seringueiro* isolé en bord de fleuve et perpétuellement reconduit dans sa dette. La référence à l'extractivisme doit peu actuellement à la dynamique économique des produits ou à la gestion écologique du territoire. Son succès repose essentiellement sur les droits reconnus aux populations forestières dans le mouvement d'intégration nationale. Les expériences de développement durable qui s'appuient sur l'exploitation de produits peu diversifiés,

principalement la noix du Pará et le caoutchouc, peinent à inventer de nouveaux modes de régulation sociale, entre ONG, syndicats et coopératives. Surtout, les marchés ne sont guère demandeurs de produits en quantité souvent anecdotique et dont la qualité est par nature aléatoire. Ce n'est pas l'existence de ressources naturelles, fussent-elles exploitées depuis des générations et leur gestion associée à la création d'une réserve, qui garantit un marché et des revenus aux habitants des réserves. La diversification des activités, l'encadrement agricole, l'accès au crédit et l'objectif de s'adapter à une demande locale sont des éléments plus déterminants que l'existence d'un produit forestier traditionnel.

La mise en place de filières labellisées pour ces produits est une solution tout aussi aléatoire. Les labels sont des protections juridiques qui permettent de donner une valeur ajoutée à un produit jouissant déjà d'une réputation établie. Les indications géographiques, comme les AOC par exemple, permettent de créer une valeur ajoutée sur des marchés segmentés où la concurrence se fait davantage sur la différenciation des produits plutôt que sur le prix. Elles sont principalement utilisées en Europe où les traditions associées à des produits de terroirs sont fortes et où l'État se porte garant du respect de l'appellation. Le contexte institutionnel et culturel des populations amazoniennes rend son application problématique.

La question du marché est primordiale également pour l'écotourisme. Comment intéresser des clients potentiels et surtout attirer leur attention ? On voit bien que l'organisation solidaire de la communauté et sa capacité à traiter avec des intermédiaires sont nécessaires. Quels atouts mettre en avant pour séduire une clientèle difficile dans un marché très concurrentiel ? L'offre de nature, l'exotisme, la culture, l'organisation ? Rares sont les communautés qui réussissent à capter une clientèle exigeante et peu nombreuse.

La bioprospection, l'exploration de ressources biologiques et de savoirs afin de trouver des molécules intéressantes pour l'industrie, reste un sujet de conflits. En 1992, la Convention sur la diversité biologique s'était fixée dans son article premier, l'objectif d'assurer «le partage juste et équitable des avantages issus de l'exploitation des ressources génétiques». Il s'agissait de mettre fin à la biopiraterie en contrôlant l'accès et l'usage des ressources génétiques des pays du Sud. Les industriels des biotechnologies devaient assurer aux pays du Sud une partie des bénéfices tirés de la transformation industrielle et des brevets déposés sur ces ressources. Pour cela, la Convention recommandait l'établissement de contrats de bioprospection directement entre demandeurs et offreurs de ressources génétiques et la reconnaissance de droits de propriété intellectuelle. D'immenses espoirs avaient été mis dans ces marchés des ressources génétiques, portés à la fois

par les spéculations sur la toute puissance du gène comme unité de compréhension du vivant, et par les spéculations industrielles et commerciales sur le développement des biotechnologies. De fait, aujourd'hui, on s'interroge sur l'existence de ces marchés, voire même sur l'existence d'avantages.

Les nouvelles options industrielles semblent se détourner des «plantes inconnues pour des usages inconnus» présentées à Rio. Plusieurs raisons à cela. Les plus évidentes sont que beaucoup de plantes elles-mêmes sont accessibles dans des jardins botaniques et herbiers, dans des collections publiques et privées, et que, le cas échéant, il est toujours possible d'avoir recours à un courtier. Par ailleurs, les principes actifs de nombreuses plantes ont déjà pu être synthétisés. Il est également possible de consulter des bases de données documentaires exposant les propriétés chimiques et pharmacologiques des plantes ayant fait l'objet de publications comme NAPRALERT de l'Université de Chicago. Avec le développement de la bio-informatique, les firmes ont aussi accès à des banques de gènes. Enfin, le caractère hasardeux des découvertes peut détourner les industriels de la bioprospection<sup>1</sup>. Cependant, la véritable rupture provient des nouvelles orientations de la recherche dans l'industrie pharmaceutique et de la baisse du coût du criblage alors que les coûts de bioprospection restent au mieux incompressibles<sup>2</sup>. Les firmes recherchent des produits pour guérir des pathologies bien précises avec un marché rémunérateur. C'est-à-dire des pathologies du monde industriel, différentes de celles sur lesquelles portent les savoirs locaux. La valeur de la biodiversité réside alors dans sa diversité structurelle au niveau moléculaire et non dans ses usages actuels ou passés.

Enfin, les difficultés juridiques d'application de la Convention sur la biodiversité ne facilitent pas les choses. La première initiative brésilienne tendant à réglementer l'accès aux ressources génétiques provient d'un projet de loi déposé en 1995 par la Sénatrice de l'État de l'Acre, Marina Silva, actuelle ministre de l'environnement du gouvernement Lula. La Mesure provisoire du 23 août 2001 crée le Conseil de gestion du patrimoine génétique chargé de coordonner les politiques de gestion du patrimoine génétique et d'examiner les demandes d'accès. Les exigences que le Brésil impose à toute activité touchant de près ou de loin ses ressources naturelles sont à la mesure de la forte suspicion qui règne aussi bien dans les institutions fédérales que sur le terrain auprès des populations. À notre

---

1. Les principaux contrats, comme le très médiatique accord de 1991 entre Merck et l'institut INBio du Costa Rica ou les programmes de l'ICBG au Pérou et au Mexique, n'ont permis la mise sur le marché d'aucun médicament issu d'une molécule découverte lors des campagnes de bioprospection.

2. La recherche de *bioactivité* dans les substances naturelles a connu de gigantesques progrès grâce au criblage à haut débit. Actuellement, un laboratoire de recherche pharmaceutique peut tester 100 000 échantillons chaque semaine sur une cible différente.

connaissance, le Brésil n'a pas enregistré d'accord de bioprospection ces dernières années.

Ni la mobilisation des *populations traditionnelles*, ni l'existence de ressources naturelles ne suffisent ainsi à garantir le succès d'une unité de conservation à usage durable. À la lumière de ce constat, nous pouvons nous interroger à nouveau sur les buts de ces projets. S'agit-il, sous couvert de défense de la forêt amazonienne, d'assurer la reproduction sociale des communautés impliquées, de les intégrer au marché ou de contribuer à la naissance d'une économie solidaire ou alternative ? S'agit-il enfin d'engager les acteurs dans le sens d'une autonomie politique ou au contraire de les enfermer dans un assistanat de complaisance (Becker et Léna, *in* Lastres et *al.*, 2003) ?

## Conclusion

Alors que la frontière économique de l'Amazonie poursuit son avancée rapide à l'échelle du continent sud-américain, des îlots de conservation tentent de consolider leurs marges afin d'expérimenter sur le long terme de nouveaux modes d'action sur la nature. Nous pouvons interpréter cette configuration comme une métaphore du développement durable. En effet, comment ne pas interpréter la coexistence de ces frontières comme la manifestation des limites imposées à *un* développement durable, qui reste à définir. De toute évidence, on peut concevoir le nouveau modèle de la conservation comme un sous-produit du mode d'occupation de l'Amazonie. Si la reconnaissance des unités de conservation constitue un succès politique évident, les fondements de leur durabilité sont loin d'être garantis.

En accédant au statut de *populations traditionnelles*, les exclus du développement s'engagent à adopter des normes qui encadrent leur comportement vis-à-vis de la nature. Ces normes sont édifiées de l'extérieur sur la redécouverte de pratiques traditionnelles parées de toutes les vertus de notre modernité écologique. Fondées sur l'identification d'écosystèmes et d'enjeux sociaux, les nouvelles frontières de la conservation marquent ainsi une rupture avec le développement économique. Par ailleurs, du fait des nombreux acteurs qui interviennent, ces nouveaux territoires sont aussi faiblement liés à l'administration locale. S'élaborent et tentent de s'appliquer simultanément des réglementations internationales, nationales et régionales, des conventions et des contrats entre des acteurs aux légitimités diverses pris dans des mouvements de décentralisation et de centralisation. En ce sens, ils représentent de nouvelles opportunités d'innovations locales et de solidarités internationales portées par le développement durable. Cependant, ces *populations traditionnelles* sont confrontées à des objectifs ambigus et souvent contradictoires dont il reste à déchiffrer les conséquences à plus long

terme. Pour garantir la viabilité de ces réserves, la question centrale demeure la prise en charge collective du coût de la conservation.

**Tableau 2 – Les Unités de conservation en Amazonie légale selon l’Instrument légal de création (ILC). D’après Capobianco, 2001, p. 246**

Unités de conservation (UCs) Soit 64 586 259 ha selon ILC	Nombre	Superficie (%)
<b>Amazonie légale</b>	<b>171</b>	<b>12,9</b>
<b>UCs fédérales</b>	<b>94</b>	<b>7,8</b>
Exclusives ( <i>uso indireto</i> )	40	3,07
Parcs nationaux	13	1,83
Réserves biologiques	8	0,59
Stations écologiques	13	0,61
Réserves écologiques	3	0,03
Aires présentant un intérêt écologique	3	0,00
A usage durable ( <i>uso direto</i> )	54	4,11
Forêts nationales	35	13,26
Réserves extractivistes	16	0,76
Aires de protection environnementales.	3	0,09
<b>UCs d’État</b>	<b>77</b>	<b>5,72</b>
Exclusives	34	1,07
Parcs régionaux	21	0,93
Réserves biologiques	5	0,02
Stations écologiques	5	0,07
Réserves écologiques	3	0,05
A usage durable	43	4,65
Forêts régionales	11	0,28
Forêts extractivistes	3	0,01
Aires de protection environnementales	19	3,03
Réserves extractivistes	7	0,19
Réserves de développement durable	3	0,86

## **Approche cartographique de l'intégration d'un territoire amazonien : la région Barreira Branca (Tocantins)**

*Martine Droulers  
François-Michel Le Tourneau*

L'expansion de la frontière en Amazonie est un processus dynamique qui voit se succéder plusieurs phases d'occupation sur un même espace. Celles qui concernent l'implantation du front pionnier et sa consolidation sont les mieux connues, alors que les phases d'après-front, qui commencent à se généraliser en arrière de «l'arc de la déforestation<sup>1</sup>», sont moins étudiées. Or celles-ci présentent un grand intérêt du fait de l'existence en leur sein de nombreux mouvements contradictoires qui agissent à des échelles plus petites que celles du premier front.

L'étude de l'occupation du lieu dit Barreira Branca (environ 75 000 hectares), en rive droite du fleuve Araguaia et à une centaine de kilomètres à l'ouest de la ville d'Araguaína, nous permet justement non seulement de révéler les stratégies d'occupation pionnière de la pré-Amazone brésilienne, mais aussi de nous intéresser aux mouvements – y compris ce que nous pourrions appeler un micro front pionnier – plus récents liés aux hésitations entre la protection de l'environnement et les impératifs de la réforme agraire. Loti dès les années 1950, dans le cadre de la politique d'intégration de l'Amazonie, ce lieu a longtemps échappé à la déforestation généralisée qui touche le reste du nord-Tocantins, tout en présentant plusieurs phases de concentration foncière. Cette course à la terre a finalement provoqué une divergence entre l'État du Tocantins, qui espérait y instituer une réserve naturelle de Barreira Branca, et l'État fédéral, qui l'a finalement totalement restructuré dans le cadre de la réforme agraire.

---

1. Large bande située au sud de l'Amazonie brésilienne, recoupant les États du Rondônia, Mato Grosso, Tocantins, Maranhão et le sud-est de l'État du Pará, dans laquelle se concentre l'essentiel de la déforestation depuis une vingtaine d'années (cf. rapport PRODES de l'Institut brésilien d'études spatiales sur la déforestation, <http://www.inpe.br>).

Ce travail explicite les éléments historiques de l'occupation, le plus souvent par l'approche cartographique, révélant ainsi les mécanismes de l'intégration des régions amazoniennes, ainsi que leurs acteurs. Nous utilisons notamment le suivi de la déforestation à partir de données de télédétection à plusieurs dates, mais également des documents fonciers, plus rarement exploités dans les études régionales amazoniennes car longtemps tenus secrets. En traçant en parallèle une histoire du paysage et une histoire foncière, la corrélation entre appropriation et déboisement apparaîtra dans toute sa complexité.

À partir de ces documents, deux périodes apparaissent, qui tranchent fortement. Dans un premier temps, la région d'étude est au centre d'un mouvement de concentration capitaliste des terres. Dans un second temps, sa couverture forestière préservée devient un enjeu entre diverses administrations publiques, alors que la situation sur le terrain se complique du fait de l'invasion de plusieurs propriétés par des paysans sans-terre. Ces arrivées et la série massive d'expropriations réalisées par l'Incr<sup>1</sup> depuis cinq ans permettent de penser que nous assisterons bientôt à une troisième période d'organisation territoriale caractérisée par la petite agriculture familiale.

## 1. Un massif forestier en arrière du premier front pionnier

La zone d'étude fait partie de l'ensemble du nord-Tocantins (carte 1). Celui-ci, avant l'onde de défrichement de la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle, constituait la bordure sud-est du massif forestier amazonien qui s'efface peu à peu vers le sud pour laisser la place aux formations de *cerrado*. Comme le montre la figure 6, la région Barreira Branca présente encore en 1999 un profil encore fortement marqué par la présence de forêts, ce qui la singularise par rapport aux autres régions du Tocantins. Pour autant, on y identifie également de grands défrichements géométriques (figure 6), typiques de la conquête de l'Amazonie par les grands éleveurs, qui montrent que la poussée pionnière a bien déferlé sur l'ensemble de la région. Le fait d'avoir été au centre d'un mouvement pionnier, tout en demeurant une région boisée, fait donc l'originalité de Barreira Branca.

### 1.1. Un «après-front»

L'occupation de la région Araguaia-Tocantins, jusque-là peu attractive et abritant de faibles effectifs de population traditionnelle, est bouleversée dans

---

1. L'Incr (Institut National de la Colonisation et de la Réforme Agraire) est un organisme créé par le pouvoir militaire en 1970 pour organiser la colonisation agricole en Amazonie. Il a été particulièrement réactivé à partir de 1996 lors de la création du Ministère Extraordinaire de la Politique foncière et est aujourd'hui l'acteur principal de la réforme agraire.

les années 1950 avec l'apparition du front pionnier amazonien après la construction de la route Belém-Brasília, réalisée sous la présidence Kubitschek (1956-1960) dans le cadre d'un vaste programme fédéral dit de «marche vers l'Ouest». Des terres sans valeur, car inaccessibles, se trouvent alors mieux reliées aux centres les plus développés du pays, lequel connaît par ailleurs une forte croissance économique et démographique qui dynamise le marché des produits agricoles, renforce la demande de terre et initie la spéculation foncière. De vastes espaces sont lotis et vendus pour constituer des grands domaines, aux contours mal définis sur le terrain, dont certains sont mis en exploitation – voués à l'élevage bovin – entraînant la suppression de la couverture forestière et son remplacement par des pâturages. Comme le montre la figure 6, en 1996 la plus grande partie de la couverture forestière de la pré-Amazone du Tocantins (à l'exception de la région dite du «bec de perroquet», remarquable tant par la densité des populations traditionnelles que par son milieu naturel, beaucoup plus franchement amazonien) se trouve convertie en région d'élevage extensif.

On observe sur le même document que la région de Barreira Branca présente encore dans les années 1990 une physionomie forestière, ce qui la rend originale dans ce contexte régional «d'après-front». Car même si l'on sait que le front pionnier n'avance pas en tache d'huile (car il laisse toujours au sein des régions conquises de vastes espaces vierges), il a tendance à éliminer ces derniers lors de sa consolidation. Dans le cas du nord-Tocantins, la plus grande fragilité des forêts de transition et l'ancienneté du front pionnier ont presque partout fait disparaître tout véritable massif de forêt primaire à l'exception de celui de notre zone d'étude, qui représente environ 40 000 hectares. Sa préservation montre qu'il existe une décorrélation entre l'appropriation des terres et leur déboisement. Pour la comprendre, il est nécessaire d'établir l'histoire foncière et d'analyser les stratégies des propriétaires.

### ***1.2. La première étape du processus d'appropriation***

Dans la région Barreira Branca, les premiers titres de propriété ont été émis dans les années 1950, à la suite d'une série d'opérations immobilières réalisées par le gouvernement du Goiás sur les terres publiques qui lui ont été cédées par le gouvernement fédéral (cent kilomètres de chaque côté de la route Belém-Brasília). La région incluse aujourd'hui dans la commune d'Aragominas a ainsi été lotie en plusieurs étapes, les terres plus proches du fleuve (et donc les plus éloignées de la route) constituant pour une part la sixième étape de l'opération dénommée «Rio Lontra et Andorinha» (du nom des rivières qui drainent la région) ; et pour une autre part une opération supplémentaire dénommée «Barra do Ribeirão Muricizal» (25 000 hectares)

sur laquelle nous avons recueilli quantité de détails. Au total dans la région, ce ne sont pas moins de 300 000 hectares qui ont été mis en vente «à la planchette», c'est-à-dire sous forme de lots définis sur un plan grossier de la zone, avec un minimum de matérialisation des propriétés sur le terrain. Les plans des années 1950, dont nous avons obtenu une copie grâce à l'Incrá, sont plutôt inexacts et il est impossible de les géoréférencer correctement du fait des erreurs dans le levé des cours d'eau, seuls repères topographiques indiqués<sup>1</sup>.

L'achat de telles parcelles, qu'aucune route ne permet d'atteindre, constitue plus un placement foncier ou une tentative de spéculation, classique dans cette période d'ouverture de l'Amazonie brésilienne, qu'un investissement productif. Les acheteurs-spéculateurs proviennent en général de toutes les régions du Brésil, mais dans ce cas précis, ce sont plutôt des familles de notables de la région qui, dans un premier temps, ont acquis les lots. On retrouve ainsi dans les noms de propriétaires la famille S.C. (en gris clair sur la figure 7), qui possède depuis sa création l'office notarial (*cartório*) d'Araguaína. En principe chaque propriétaire n'a droit qu'à un seul lot, mais un simple aperçu de la liste des bénéficiaires permet de voir que la règle a été totalement contournée, ceux qui souhaitaient obtenir plusieurs lots les ayant simplement enregistrés au nom de chaque membre de la famille. On note ainsi jusqu'à neuf ou dix lots dont les propriétaires ont le même nom de famille, mais des prénoms différents, certains étant en plus désignés comme *junior* ou *sobrinho* (neveu). Ainsi, comme le montre la figure 7, dès 1956 les terres de la région Barreira Branca sont devenues des propriétés privées, avec déjà une tendance à la concentration foncière du fait des stratégies familiales. On peut noter que les limites des différents lots, indiquées sur les plans mais qui pour la plupart n'ont jamais été concrètement marquées, sont déjà obsolètes par rapport aux propriétés qui se constituent.

### ***1.3. Un processus de concentration foncière évident dans une région vide***

L'étude des documents fonciers<sup>2</sup> permet de voir que, selon un phénomène

---

1. Le plan des parcelles présenté ci-après a été réalisé à partir de divers plans de l'époque, incompatibles avec les données satellitales, sauf pour ce qui est du contour grossier des lotissements. De fait, bon nombre de parcelles devaient être beaucoup plus petites sur le terrain que ne l'indiquent les documents de vente. Cela dit, ces limites à la planchette sont restées virtuelles pour la plupart, les parcelles n'étant que très peu souvent délimitées sur le terrain.

2. Grâce aux «chaînes foncières» reconstituées par l'Incrá dans le cadre des processus d'expropriation et aux archives des plans des lotissements à l'échelle 1 : 50 000 des années 1950, nous avons pu établir en figure 8 un croquis représentant l'évolution du lotissement *Barra do Ribeirão Muricizal* et d'une partie du lotissement *Rio Lontra e Andorinha 6<sup>o</sup> etapa* (mais avec bien moins de précision). Dans la même figure, une projection sur l'image satellite de 1999 permet de situer les lotissements dans la région Barreira Branca.

qui se répète dans toutes les zones de frontière, le processus de concentration s'accroît par la suite, quelques propriétaires acquérant au fur et à mesure tous les lots. La plupart des premiers acquéreurs disparaissent rapidement au profit de nouveaux arrivants. Seule la famille S.C. conserve encore deux lots en 1970, qu'elle revendra peu après. Comme le montre le schéma «1970» de la figure 7, dès les années 1970, soit moins de quinze ans après la première vente, deux propriétaires ont déjà accaparé la majorité des parcelles (neuf parcelles pour M.J. et 22 pour G.V.F., soient 31 parcelles sur 55, sans compter les six parcelles au nom de la société Vitoria Regia Pecuária, sans doute propriété, elle-aussi, de G.V.F.). On assiste par la suite à un renforcement de la concentration au profit de M.J., un médecin de Brasília, qui met en œuvre une stratégie d'achat qui lui permet de posséder 29 lots sur les 55 dont nous avons l'histoire en 1990. De nouveaux *latifundia* semblent donc se constituer cycliquement, y compris dans les périodes récentes.

L'étude précise de cette concentration est délicate, du fait des stratégies déployées par les grands propriétaires, entre autres pour des raisons fiscales. On les voit ainsi réaliser de très nombreuses écritures de vente et d'achat sur les mêmes parcelles. Typiquement, celles-ci sont achetées en association avec un partenaire qui revend peu de temps après (parfois à la même date !) sa moitié des acquisitions. Parfois les terres sont rachetées par des entreprises (dont nous savons, au moins pour une partie d'entre elles, qu'elles appartiennent au même propriétaire) puis réenregistrées au nom du particulier quelque temps plus tard. Toujours pour des raisons fiscales, les lots ainsi regroupés ne sont pas unifiés en une seule propriété, mais assemblés sous la forme de plusieurs exploitations comme le montre bien le schéma dénommé «*Fazendas* au moment des expropriations» de la figure 7. On y constate que M.J. avait démembré les lots lui appartenant en propre en quatre *fazendas* (São Manoel II, São Sebastião, São Manoel, Barra do Mogno). En effet, la plupart des recensements effectués par les administrations ne prennent pas en compte les propriétés, mais les établissements agricoles. Un même propriétaire peut donc dissimuler un *latifundium* en le fractionnant en plusieurs *fazendas*, chacune étant occupée par un gérant.

Malgré ces dissimulations, il est clair que l'on assiste bien à un processus classique de concentration foncière, comme en témoigne également le fait que les lots du lotissement *Rio Lontra et Andorrinha 6<sup>ta</sup> etapa* se trouvent regroupés en seulement quatre exploitations au moment des expropriations (processus au demeurant peu surprenant dans une région caractérisée par la grande propriété). Le processus démontré ici dans lequel les lots de taille moyenne (environ 500 hectares) des années 1950 ont servi à la constitution

de *latifundia* doit d'ailleurs sans doute permettre d'expliquer la présence de la majorité des grandes fermes d'élevage des communes environnantes.

#### **1.4. Une parcellisation sans occupation effective**

Malgré une activité certaine sur le plan notarial, notre région d'étude n'a été que peu occupée jusqu'au début des années 1990. Quelques grandes propriétés d'élevage s'y sont créées, reconnaissables sur la figure 6 à leurs grands défrichements géométriques, ainsi qu'aux réservoirs installés pour permettre au bétail de s'abreuver. La progression du déboisement entre 1985 et 1992 demeure contenue aux abords du massif forestier, qui reste à l'écart des voies de communication créées peu à peu, au Nord jusqu'à Aragonã, au sud jusqu'à Pontão. Cette «apathie agricole», manifeste au vu du maintien de la couverture forestière, ne peut cependant pas être démontrée sur le plan statistique car jusqu'en 1996 la région Barreira Branca faisait partie de la très grande commune d'Araguaína (9 000 km<sup>2</sup>) et ne possédait pas d'indicateurs socio-économiques propres.

Or, par contraste avec notre région d'étude, dans le reste de la commune d'Araguaína se développent des activités d'élevage faisant d'elle l'une des capitales de l'embouche en Amazonie. On notera que la concentration foncière s'y réalise avec moins de conflit que ce n'est le cas plus au Nord de l'État, dans la région dite du «bec de perroquet», à la confluence entre les fleuves Araguaia et Tocantins. Là-bas en effet, la plupart des terres revendiquées par les grands propriétaires – souvent à partir de titres de propriété frauduleux – se trouvaient habitées par des communautés de paysans, qui s'organiseront pour résister à l'expulsion et conserver le droit à leur terre. Autour d'Araguaína, les grandes propriétés semblent s'être installées dans une région vide d'hommes – hormis une possible présence indigène toujours difficile à évaluer. Le fait que les lotissements aient été réalisés par le gouvernement du Goiás dans les années 1950, soit avant le début de l'exode des paysans du Nordeste vers les régions forestières, explique peut-être cette situation foncière plus calme.

#### **2. 1995, la genèse d'une nouvelle région par la réforme agraire**

Au contraire de la situation des décennies antérieures, on voit à partir de 1995 se multiplier les invasions de propriété par des paysans sans-terre, et s'initier un processus – paradoxal dans une région dans laquelle il n'y avait que peu de conflits fonciers – de transformation de la zone Barreira Branca en une véritable région de petits agriculteurs. Parallèlement, on constate une forte progression de la déforestation au sein même du massif (figure 6), signe de la modification des stratégies foncières à l'œuvre dans la zone.

## 2.1. La reprise de la réforme agraire

Le retour à la démocratie au Brésil en 1985 a permis aux revendications des paysans sans-terre, constantes depuis les années 1960, de parvenir sur le devant de la scène politique, notamment au travers du Mouvement des Sans-Terre (MST). La tactique des «invasions», consistant pour les candidats à un lot rural à envahir de grandes propriétés pour obtenir leur expropriation et leur redistribution, prend alors une grande ampleur, en particulier en Amazonie. Ce d'autant qu'à partir de 1995, le gouvernement Cardoso déclare vouloir enfin résoudre la question foncière et qu'il suscite une très forte demande en fixant des objectifs ambitieux : entre 50 000 et 100 000 lots doivent être distribués chaque année<sup>1</sup>. Pour obtenir les terres nécessaires à ces installations, il se lance parallèlement dans une grande campagne de réduction des *latifundia* par le biais de nombreuses expropriations, celles-ci touchant en priorité les propriétés envahies. À cause de cet effet d'entraînement, on compte au Brésil près de 400 invasions en 1996 et 500 en 1997.

Il faut souligner que la multiplication des invasions, notamment sous la présidence de Fernando Henrique Cardoso, est en partie suscitée par les propriétaires eux-mêmes. En effet, la Constitution du Brésil stipule que toute expropriation donne lieu à une indemnisation, non seulement du prix de la terre, mais aussi des investissements effectués par le propriétaire. Ainsi, tous ceux qui possédaient des terrains peu rentables en Amazonie<sup>2</sup> – et parfois acquis grâce à des aides fiscales – trouvent là un moyen intéressant de se défaire d'eux en empochant un important bénéfice, surtout si une entente avec les techniciens de l'Inra chargés d'évaluer les installations permet de surestimer grandement les investissements réalisés. Un bon exemple des fraudes auxquelles les expropriations ont pu donner lieu est le fait que jusqu'à une date récente, les propriétaires pouvaient également demander une indemnisation pour la valeur de la forêt naturelle – donc ne devant par définition rien à leurs investissements – se trouvant encore dans leur propriété.

## 2.2. À qui profitent invasions et expropriations ?

La région Barreira Branca a connu dès 1996 un processus tout à fait classique d'invasion, notamment dans le cas des propriétés de M.J., qui semble le plus exemplaire. D'après les informations recueillies sur le terrain, le syndicat des travailleurs ruraux d'Aragominas a organisé les opérations

---

1. En 2002, l'objectif est de 100 000 familles, dont 60 000 installées directement par l'Inra, 20 000 grâce à des acquisitions de terres financées par la banque de la terre et 20 000 par le programme de lutte contre la pauvreté rurale.

2. D'autant moins rentables que depuis 1985, le contrôle des impôts fonciers s'améliore et que les grandes propriétés sont de plus en plus taxées.

(avec un épique trajet en bateau pour contourner l'entrée de la propriété). La proximité, dans cette région, entre cette organisation rurale et l'Incrá laisse imaginer que ce dernier a plus ou moins été informé des préparatifs<sup>2</sup> et qu'il a laissé faire. La constatation de l'invasion et la demande d'expropriation ne tardent d'ailleurs pas, et l'on peut penser que la question aurait été réglée très rapidement si, au même moment, le gouvernement fédéral ne s'était ému du prix très élevé auquel les propriétés étaient indemnisées par l'Incrá, en particulier dans le Tocantins. Le processus en cours a alors été revu, et l'Institut est entré dans une longue bataille juridique pour réviser le prix demandé par le propriétaire à la baisse – celui-ci tentant alors au moins à deux reprises d'expulser les envahisseurs.

Même si rien n'est prouvé, on peut imaginer que ces événements s'expliquent de la manière suivante : en 1996 le propriétaire de la majorité des terres de la région Barreira Branca, M.J., souhaite profiter du système de surindemnisation des terres. Il approche alors l'Incrá – la superintendance d'Araguaína étant particulièrement en pointe dans la question des surfacturations – et laisse entendre ou fait savoir au Syndicat des Travailleurs Ruraux qu'il ne s'opposera pas à une invasion. Celle-ci est nécessaire, car l'action de l'Incrá ne peut se déclencher que dans des situations d'urgence. On peut également imaginer que les mouvements fonciers observés peu avant et visant à mettre les derniers lots au propre nom de M.J. étaient également préparatoires à cette opération. La manœuvre échoue devant la reprise en main de l'Incrá-Tocantins, qui se manifeste par l'envoi sur place de quatre procureurs venus du Sud du pays pour reprendre les dossiers suspects. De ce fait, le prix proposé à M.J. pour ses terres ne correspond plus à ses espoirs et celui-ci cherche à reprendre la main en expulsant les envahisseurs. Il est cependant trop tard, les nouveaux arrivants se considérant déjà comme chez eux et le processus d'expropriation étant en cours. À la suite d'un procès, le tribunal tranche en 1998 en faveur de l'Incrá, fixant un prix trois fois inférieur à celui demandé.

---

1. Trois formations politiques encadrent traditionnellement les paysans : le Mouvement des Sans-Terre, d'extrême gauche, farouchement opposé au gouvernement ; les émanations de la Commission Pastorale de la Terre, plus modérées mais non moins critiques ; et les Syndicats des Travailleurs Ruraux. L'alignement de ces derniers dépend beaucoup de l'histoire des conflits fonciers dans la région considérée. Dans les régions de lutte ancienne entre les petits paysans (ou *posseiros*) et les grands propriétaires, les syndicats des travailleurs ruraux ont souvent lutté contre l'Incrá ou le GETAT, accusés de favoriser les «grands». Dans les régions de colonisation ou dans les régions dépourvues de tradition de lutte (ce qui est notre cas), les syndicats des travailleurs ruraux sont souvent mis en place par l'Incrá lui-même.

2 La préparation de l'opération et le rassemblement de quelques centaines de familles dans des régions peu peuplées ne peuvent de toute manière pas passer inaperçus...

**Tableau 3 - La réforme agraire dans la région d'Araguaína**

Commune	Année	Nombre de familles installées	Surface lotie (hectares)
ARAGUAÍNA	1987	49	1 680
ARAGUAÍNA	1991	190	9 681
ARAGUAÍNA	1992	70	3 976
ARAGUAÍNA	1995	34	1 816
SANTA FÉ DO ARAGUAIA	1998	132	4 509
SANTA FÉ DO ARAGUAIA	2000	218	6 955
MURICILÂNDIA	1992	75	5 442
ARAGUANÃ	1998	132	3 883
ARAGOMINAS	1996	142	5 000
ARAGOMINAS	1997	62	3 049
ARAGOMINAS	1998	692	29 149
CARMOLÂNDIA	1999	76	2 572
<b>TOTAL</b>		<b>1 872</b>	<b>77 712</b>

Plusieurs propriétés de la même région seront envahies par la suite. Aujourd'hui encore, la *fazenda* São Gabriel est occupée – à l'amiable avec le propriétaire – et doit incessamment être expropriée. Dans certains cas, la négociation a pu être très rapide. Ainsi la *fazenda* Baviera a été achetée spontanément par l'Inca, qui a donc pu y développer un projet planifié autour d'une agroville. Au total, c'est un bloc de cinq projets de l'Inca comprenant plus de 800 familles qui est maintenant en place dans la zone Barreira Branca, comme le montrent le dernier schéma et la reproduction de l'image satellitale de la figure 7.

### **2.3. Les colons, nouveaux acteurs régionaux**

Les colons que nous avons rencontrés lors de notre travail de terrain peuvent se répartir en deux groupes différenciés par le type de lot recherché. Le premier groupe est constitué de la clientèle classique de l'Inca. Plurimigrants, analphabètes en majorité, ils ont exercé de nombreux métiers ruraux pour survivre et souvent pratiqué l'orpaillage dans la fameuse *Serra Pelada*. Ils s'installent en priorité dans les lots encore en forêt, dans lesquels ils mettent en place le seul système agricole qu'ils connaissent, à savoir des cultures de manioc, riz, haricots sur défriche-brûlis. Ils espèrent une stabilité sociale que ne leur permettront sans doute pas leur manque de techniques agricoles appropriées au milieu naturel et leur manque de capital. Le second

groupe est constitué de colons ayant une expérience plus urbaine (anciens policiers, mécaniciens, conducteurs de travaux...), qui recherchent en priorité les lots déjà convertis en pâturage. Grâce à quelques économies et aux crédits versés par l'Inkra lors de leur installation, ils espèrent monter des exploitations d'élevage et accéder, au bout du compte, au statut envié de *fazendeiro*. La réalité économique rejoint parfois les colons de chacun des deux groupes. Certains ont déjà revendu leur lot (au profit d'un voisin ou d'un nouvel arrivant), et il paraît douteux qu'ils demeurent présents en masse dans la région, qui pourrait voir un nouveau processus rapide de concentration foncière par regroupement de lots – en théorie strictement interdit par l'Inkra.

La provenance de ces colons est le plus souvent le Maranhão, traditionnel exportateur de paysans sans-terre en Amazonie, mais nous avons pu noter une présence importante de jeunes gens dont les parents sont sortis du Maranhão mais qui, eux, sont nés au Tocantins. On peut se demander comment 800 familles ont pu se mobiliser rapidement dans une région dont nous avons affirmé qu'elle ne connaissait que peu de conflits fonciers. En fait, une partie des «envahisseurs» provient de la main-d'œuvre journalière employée dans les grandes exploitations, qui a vu là une opportunité d'accéder au statut de propriétaire. Une autre partie provient des urbains qui, bien que déconnectés du monde rural, profitent de la reprise de la réforme agraire pour solliciter un lot et tenter de franchir, grâce à leur nouveau statut de possédant, un nouvel échelon social.

**Tableau 4 - Lotissements de réforme agraire dans la commune d'Aragominas**

Projet	Année	Nombre de familles	Surface (hectares)
PA BAVIERA	1996	142	5 000
PA DOISCORAÇÕES	1997	62	3 049
PA REUNIDAS	1998	402	17 810
PA MOGNO	1998	132	5 131
PA VITÓRIARÉGIA	1998	158	6 208
<b>TOTAL</b>		<b>896</b>	<b>37 198</b>

La présence massive des colons dans la commune d'Aragominas (1 060 km<sup>2</sup>), qui passe de 3 500 à 6 200 habitants entre 1996 et 2000, modifie en profondeur la donne politique locale. Représentant désormais une partie significative de l'électorat, ils ont réussi à faire élire quelques représentants

au conseil municipal et sont en bonne place pour négocier, avec le maire, des investissements dans les domaines des infrastructures routières ou de l'éducation. Si elles ne semblent pas être marquées par la violence, les relations avec les grands propriétaires, qui demeurent nombreux dans la région, ne sont pas très bonnes. Par exemple, les propriétaires de la *fazenda* Malasca, située en bordure de la route asphaltée qui mène de Santa Fé do Araguaia à Araganã, et traversée par une piste en excellent état, refusent que les bus qui relient les projets de colonisation à Araguaína empruntent ce chemin.

#### **2.4. La protection de l'environnement en échec**

Au moment où l'Inkra installait massivement des colons dans la région, le gouvernement de l'État du Tocantins proposait aux instances internationales un projet de préservation de Barreira Branca par la création d'une «réserve biologique». Outre la protection du dernier massif forestier de grande taille dans le Tocantins, cette proposition répondait à des impératifs politiques caractéristiques de la seconde moitié des années 1990. Après la conférence de Rio en effet, et avec l'aide du Programme du G7 pour la Préservation des Forêts Tropicales, les États amazoniens ont été priés de réaliser des «zonages» dont l'objectif était de réordonner l'occupation du territoire amazonien et créer un grand nombre de régions protégées. Comme l'a montré l'exemple du Rondônia, il était très clair que l'adoption de ces zonages était une condition importante pour la libération de nouveaux financements internationaux.

Dans le cas du Tocantins, jeune État particulièrement actif sur le plan de l'élevage, le nombre de régions protégées avant la mise en place du zonage était très réduit, voire déficitaire, ce qui a entraîné la constitution de plusieurs projets de réserve afin de compenser ce manque et de restaurer son «crédit écologique». Cette démarche effectuée en parallèle à l'action, manifestement contradictoire, de l'Inkra pour lotir la zone, montre tout d'abord une absence de concertation entre les administrations locale et fédérale. Elle montre ensuite le hiatus entre la stratégie de l'État du Tocantins et les orientations nationales, ces dernières s'imposant grâce au pouvoir d'expropriation de l'État fédéral. L'administration fédérée ne peut aujourd'hui que constater la perte du massif forestier – sans, d'ailleurs, être informée précisément de la situation sur le terrain<sup>1</sup> – et tente de bricoler une zone protégée autour des implantations de la réforme agraire, comptant pour cela sur des réserves forestières privées, comme celle de la propriété

---

1. Le plan des lotissements de l'Inkra est parvenu au service de planification de l'État du Tocantins par notre truchement...

Malasca<sup>1</sup>. Comme souvent en Amazonie, et malgré de grands effets d'annonce, la protection de l'environnement passe au second plan devant la volonté politique de régler au plus vite les problèmes sociaux.

L'échec est d'autant plus patent que la procédure utilisée par l'Inra – la régularisation d'invasion – a justifié diverses entorses à la législation environnementale. Censée résoudre une situation d'urgence, cette procédure autorise à s'affranchir du modèle légal de lotissement (qui suppose une installation planifiée des colons et le gel de 50 % des surfaces sous forme de réserve forestière) pour entériner la situation de fait, chaque colon gérant le lot qu'il s'est lui-même délimité, avec l'obligation théorique, très peu respectée, d'en maintenir la moitié en forêt. De la même manière, on maintient les colons installés sur les rives du fleuve, alors qu'aux termes de la loi cet espace est une zone de protection permanente...

Paradoxalement, c'est sans doute le bon état de la forêt, connue pour être riche en essences précieuses (en particulier du *mogno*), qui a justifié son invasion. Comme souvent, l'implantation des petits agriculteurs a permis à quelques forestiers d'accéder à ses ressources et de les exploiter rapidement en échange de services de base de ravitaillement et d'ouverture de routes, voire simplement d'apports en numéraire.

## Conclusion

L'étude de la région Barreira Branca a permis de s'intéresser aux stratégies territoriales observables sur les fronts pionniers de l'Amazonie brésilienne depuis une cinquantaine d'années. On y constate tout d'abord qu'il n'y a pas forcément de corrélation entre les mouvements fonciers, qui mènent à l'appropriation de la terre, et l'occupation effective. On remarque ensuite que c'est essentiellement la constitution de grandes propriétés qui motive la conquête de cet espace dans les années 1950-80. Une nouvelle phase débute avec le retour à la démocratie en 1985 et la montée en puissance des revendications des petits paysans pour l'accès à la terre. Dans le Tocantins, c'est dans les années 1990 que de nombreuses invasions ont permis l'implantation massive (relativement à cet espace) de la petite agriculture. Celle-ci réalise la mise en valeur d'une enclave laissée de côté par le front pionnier (dont l'action se concentre plus près des axes routiers) au prix du renoncement aux ambitions de protection de l'environnement.

Le résultat des transformations de cet après-front est une fragmentation accrue de l'espace, et la poursuite du processus de déforestation du fait des systèmes agricoles mis en place par les colons. Néanmoins, la conscience

---

1. Grande ferme d'élevage de 30 000 hectares proche de Barreira Branca disposant d'une réserve particulièrement bien conservée de 15 000 hectares d'un seul tenant.

écologique s'éveillant parmi eux comme dans l'ensemble de la société brésilienne, ils se déclarent prêts à mettre en place d'autres cultures, plus diversifiées et permettant la préservation, au moins en partie, de la couverture forestière. Cependant, pour ce faire, ils demandent de nouvelles aides financières ou techniques, que le gouvernement ne paraît pas en mesure de leur attribuer. Peut-on attendre des programmes internationaux comme le PPG7 qu'ils financent concrètement ce développement durable ?

Figure 6 - Evolution de la déforestation dans la région Barreira Branca entre 1985 et 1999

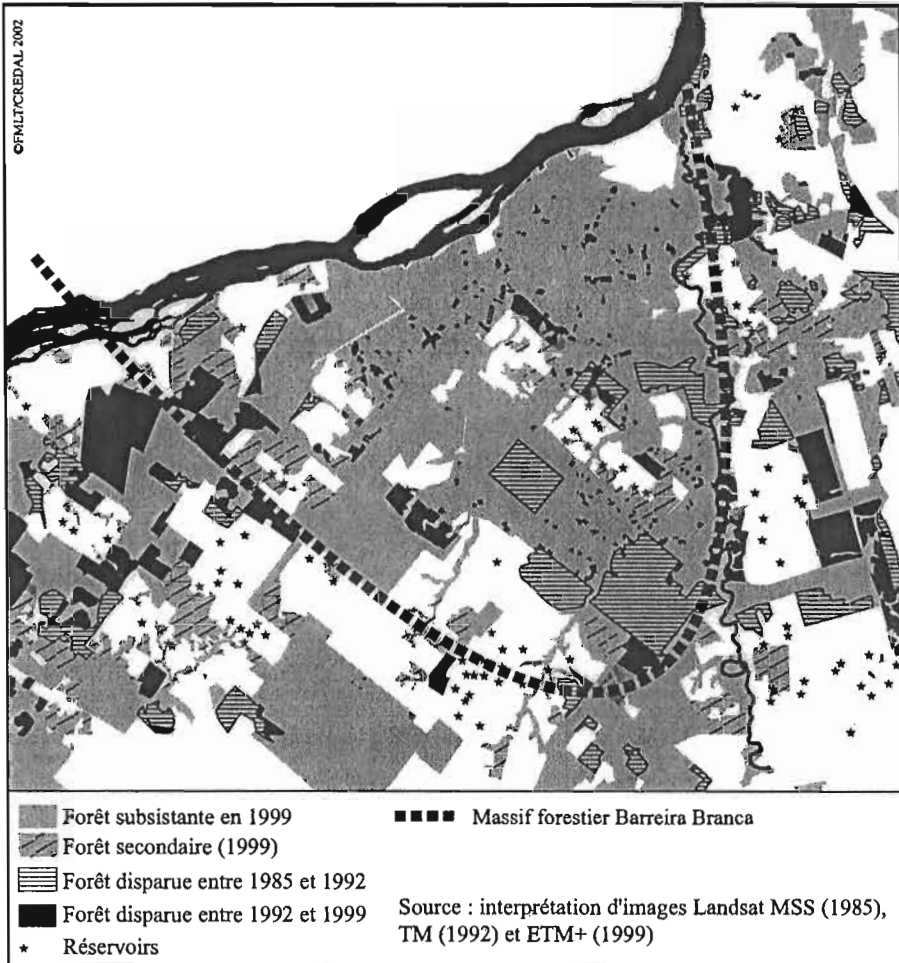
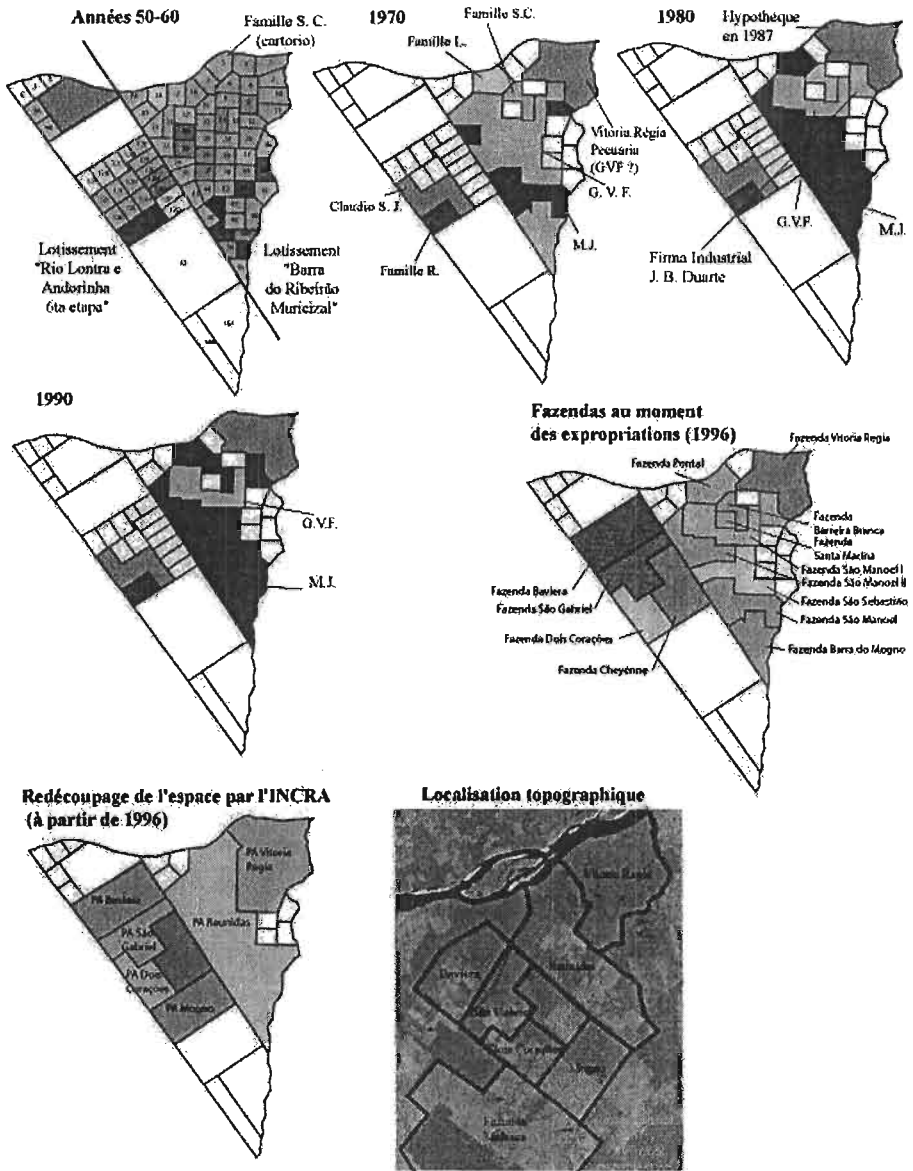


Figure 7 - La chaîne foncière de la région de Barreira Branca



## CHAPITRE 9

# Gestion de la fertilité des sols d'une localité en Amazonie

**Représenter les points de vue des paysans en vue d'un dialogue  
paysan / expert**

*Iran Veiga Jr.  
Christophe Albaladejo*

Quelles sont les perceptions qu'ont les petits paysans d'une localité d'Amazonie Orientale brésilienne de l'évolution des propriétés du milieu qu'ils utilisent pour l'activité agricole ? Comment conçoivent-ils leurs interventions techniques pour guider ou s'adapter à ces évolutions ? En quoi ces perceptions, locales, contingentes, peuvent-elles interroger ou être interrogées par les travaux des agronomes sur la «fertilité» ?

Ce travail a été réalisé dans une collectivité rurale de petites exploitations en Amazonie Orientale dans la région de Marabá (cf. carte 2). Il s'inscrit dans un dispositif général de recherche-développement, le CAT (Centro Agro-ambiental do Tocantins). Le CAT est une association entre une fondation de six syndicats paysans de la région de Marabá (la Fata, Fundação Agrária do Tocantins Araguaia) et un laboratoire de recherche lié à l'Université Fédérale du Pará, le Lasat (Laboratório Sócio-Agrônômico do Tocantins-Araguaia). Depuis sa création en 1989, le CAT essaie de mettre en place une collaboration entre paysans et chercheurs fondée sur une vision partagée d'un certain nombre de problèmes de développement. Des actions communes, sur la commercialisation du riz, du bois, etc., ont été entreprises. Un centre d'accueil et de rencontres, entre paysans ou pour des rencontres paysans / chercheurs, a été construit et est en fonctionnement. Mais une compréhension mutuelle des visions des uns et des autres sur l'évolution de l'agriculture dans cette région de l'Amazonie demande d'établir un difficile dialogue. Dans cet article, nous essayerons de contribuer à une meilleure compréhension des différences entre les points de vue des paysans et des chercheurs sur une question que nous estimons à même de faire l'objet d'un dialogue : la «gestion de la fertilité des sols». Pour ce faire, nous élaborerons une description compréhensive des discours sur la fertilité des agriculteurs

d'une localité rurale<sup>1</sup> et nous essayerons de voir en quoi ces discours permettent de rendre compte d'une représentation locale de gestion de la fertilité différente des représentations des agronomes.

Cette contribution doit donc être située dans un effort d'instrumentation d'échanges paysans-chercheurs sur les problèmes vécus par la petite paysannerie dans le contexte plus général des problèmes écologiques et de développement de l'Amazonie Orientale brésilienne.

### **1. Une approche : la fertilité des sols vue comme un patrimoine**

On ne peut que constater la rapidité et l'ampleur des changements concernant l'occupation de l'espace en Amazonie, notamment dans les régions où les fronts pionniers sont actifs et où l'intégralité des surfaces est en cours d'intégration à l'activité économique, comme c'est actuellement le cas dans la région de Marabá, une région où vivent 12 000 familles paysannes et d'une superficie de 30 000 km<sup>2</sup>. Ces changements font l'objet de fortes préoccupations à propos de l'avenir de l'Amazonie de la part d'individus et d'organisations très diverses : certains experts, les médias sous l'influence de l'opinion publique, différents organismes publics nationaux et internationaux, etc. Ces préoccupations concernent en fait la conservation des espaces amazoniens en tant que ressources : ils sont vus comme des réservoirs de biodiversité, de potentiel agronomique, de richesses minérales ; ils sont censés, à travers l'importance de la biomasse arborée, avoir une influence positive sur le climat, etc. Ces inquiétudes reposent sur une incertitude et une méconnaissance : on ignore l'ampleur des changements en cours et l'on ne sait pas estimer leurs conséquences probables ni leur réversibilité. Mais en amont il nous semble surtout que, malgré l'importance des publications, des colloques, des rencontres, des tables de concertations, les individus et les organisations concernés ne réussissent pas à construire un débat convergent à partir de ce type de préoccupations, et ils ont de ce fait très peu de chance de les transformer en des questions qu'ils puissent traiter ensemble et moins encore se mettre d'accord sur des actions concertées. Un des objectifs du Lasat est de contribuer à concevoir quelles formes peut prendre un tel débat social, comment il peut être instrumenté et fournir des éléments permettant de l'instruire. C'est ce dernier point que nous essayerons de faire avancer dans ce chapitre.

---

1. Paul Richards (1985, p. 12) souligne que les intellectuels et les agences de développement réalisent des approches trop abstraites et générales face à des problèmes d'environnement qui eux, au contraire, sont localisés et spécifiques. C'est une des raisons du choix d'un site concret de recherche, permettant de mettre en évidence et de recouper des logiques techniques locales et de les rapporter à des problèmes environnementaux *a priori* comparables. Il ne s'agit pas de tomber dans la recherche de solutions *ad hoc*, mais de chercher, au-delà des particularismes locaux, des règles de gestion du milieu qui peuvent être comparées et discutées avec les représentations générales des agronomes.

D'emblée, nous nous proposons de prendre en compte ces préoccupations sur la «durabilité» à partir du secteur de l'agriculture familiale parce qu'elle nous semble la plus à même, à partir d'un point de vue qui permet de réduire un peu le champ traité, de conserver la complexité des interactions entre les aspects sociaux et environnementaux. Par ailleurs l'agriculture familiale est au cœur des interrogations concernant la nature des changements en cours : des conséquences de ceux-ci dépend en effet l'existence même de milliers d'unités de production faisant vivre des familles qui constituent le tissu social et la base économique d'une grande partie des territoires ruraux amazoniens.

De nombreux auteurs et équipes de chercheurs se sont attachés à comprendre les logiques économiques et spatiales de ces familles rurales à travers l'analyse de leurs migrations successives sur la frontière (de Reynal et *al.*, 1997). Cette présentation de la réalité a le grand mérite de comprendre, à travers la reconstitution de comportements généraux de frontières, une tendance globale de l'évolution des exploitations agricoles et / ou des familles rurales. Toutefois elle ne nous donne pas les moyens de percevoir une diversité dans les réponses mises en œuvre face à cette tendance, pas plus qu'elle ne nous permet de contribuer à faire émerger d'autres stratégies potentiellement possibles. Dans l'optique d'élargir le champ des possibles des acteurs, nous nous proposons de centrer notre intérêt sur les possibilités de «permanence spatiale» des unités de production familiales. Autrement dit, nous proposons de nous intéresser aux possibilités de mise en œuvre d'un type de territorialisation donné dans lequel les exploitants familiaux pourraient effectuer l'ensemble de leur carrière sur un même ensemble de terres et pourraient transmettre celles-ci à un descendant. Il s'agit d'une attitude de recherche : nous ne prétendons pas que cela puisse se mettre en place sous une forme généralisée en Amazonie. Nous estimons cependant que poser la question d'une «durabilité sur place» de l'agriculture familiale avec les acteurs sociaux concernés peut contribuer à avancer vers un processus de concertation sociale sur la gestion des changements territoriaux en Amazonie, ou tout au moins permettre de mieux évaluer la faisabilité et les conditions d'instrumentation de ce type de débat.

Prétendre instruire un dialogue sur la potentielle «permanence spatiale» de familles rurales sur des lots de colonisation revient à poser la question de la «gestion de la fertilité des sols» selon l'expression de Claude Reboul (1989, p. 89). Dans une perspective économique (en fait à la frontière entre l'économie politique et l'agronomie), cet auteur élabore une définition large de «la fertilité des sols». Il s'agit à la fois d'une gestion individuelle et collective : «l'exploitant agricole n'assume pas seul cette responsabilité. [Des servitudes collectives réglementent] l'exploitation des prés et des bois,

des éteules et des jachères, l'entretien des haies et des clôtures, des chemins et des fossés, l'usage des eaux, la pratique des assolements collectifs, les dates d'ouverture des campagnes de récolte, la conduite des troupeaux, etc. En somme, le système de culture et d'élevage de l'exploitant s'inscrit dans un système agraire dont la fonction agronomique est le maintien d'un équilibre durable entre une société et la fertilité des sols dont elle vit» (1989, p. 19-20). Reboul rappelle également que cette conception est issue d'une tradition en agronomie : depuis d'Antiquité, en effet, une préoccupation majeure des agronomes est la culture en «bon père de famille» selon une expression d'Olivier de Serres qui a fait fortune dans le Code Rural français. C'est ce lien avec la tradition d'une discipline qui nous fait préférer le concept de «gestion de la fertilité des sols» à celui, plus récent et très à la mode dans les instances internationales, de «développement durable».

Il nous semble par ailleurs que Reboul, lorsqu'il propose que la terre soit vue comme un patrimoine social (1989, p. 18), ouvre la perspective de mettre en œuvre, pour aborder cette gestion, un type d'approche qui nous semble plus fermement constitué dans le champ des sciences humaines que la plupart des travaux en développement durable : les approches patrimoniales de la gestion des ressources (de Montgolfier et Natali, 1987 ; Weber et Bailly, 1993). En effet, Reboul affirme que cette gestion en appelle à ces comportements collectifs : «Quand les sols se dégradent au point d'entraîner la progression du désert, comme au Sahel ; quand la pollution des eaux par les nitrates interdit leur consommation aux femmes enceintes et aux nourrissons, comme il arrive dans maints villages d'Europe ; quand les forêts meurent sous les pluies acides ou par les incendies, pour ne citer que quelques exemples contemporains, il ne s'agit plus de défaillances techniques individuelles ou de caprices de la nature. Des comportements sociaux sont en cause et l'agronomie, si elle se limite aux sciences de la nature, ne peut suffire à l'analyse» (Reboul, 1989, p. 20-21).

Recourir aux approches patrimoniales présente pour nous l'intérêt d'affirmer un certain nombre de choix méthodologiques.

Tout d'abord la fertilité des sols est vue comme une ressource. Celle-ci est avant tout une construction sociale non seulement au sens où l'entend Reboul d'une coproduction entre les hommes et la nature («Produit de la nature transformé par la pratique des agriculteurs, le sol est un produit social», 1989, p. 35), mais également au sens de Berger et Luckmann (1989) d'une co-construction intersubjective de représentations sociales. En conséquence, cette ressource est historiquement construite et elle s'inscrit automatiquement dans un processus de changement co-produit, plus ou moins heureusement, par les hommes entre eux et avec la nature.

De même, l'utilisation et la conservation de cette ressource ne fait pas l'objet de consensus entre les différents acteurs sociaux concernés. Ces conflits doivent être gérés, non effacés, au sein d'un dispositif / processus de concertation entre les différentes parties prenantes.

Enfin le patrimoine peut être envisagé comme un «bien commun» au sens où l'entendent Boltanski et Thévenot (1991) à savoir (Albaladejo et *al.*, 1996) transcendant les intérêts des uns et des autres pris séparément ou même pris ensemble et capable de provoquer l'émergence de rhétoriques et de comportements «civiques». Comme Boltanski et Thévenot, nous excluons l'hypothèse qui ferait reposer l'utilisation de cette ressource exclusivement sur des relations sociales conduites par la domination et la force, et nous postulons l'existence d'un champ social de construction d'une «commune humanité» à propos de son utilisation<sup>1</sup>.

Ce positionnement théorique nous conduit ainsi à considérer, à la suite de nombreux théoriciens qui ont réfléchi au positionnement de la science dans les décisions comportant de forts enjeux et des intérêts contradictoires (Funtowicz et Ravetz, 1990 ; Checkland et Scholes, 1990), qu'il est illusoire et même néfaste de rechercher une «bonne», ou même meilleure, gestion de la fertilité des sols à Marabá. Le rôle du scientifique doit par contre contribuer à établir un dialogue social ouvert et un processus de concertation / négociation conduisant à une gestion jugée plus satisfaisante. La qualité de la production scientifique, et les formes de validation, sont alors liées à ces critères de pertinence pour les acteurs sociaux concernés par la ressource et de capacité à ouvrir le champ du possible dans les discussions. Un dispositif comme celui du CAT peut être, dans cette perspective, l'un des lieux où se concrétise ce débat social. Ce chapitre prétend contribuer à instrumenter un dialogue sur la gestion de la fertilité des sols entre agriculteurs familiaux et chercheurs / techniciens du CAT.

Jean-Pierre Darré (1993) a pu montrer les difficultés de dialogue entre techniciens / chercheurs et agriculteurs et Norman Long (1989) a même identifié une «interface» entre ces deux catégories de personnages, autrement dit une zone de dysfonctionnements entre deux sous-systèmes sociaux producteurs de normes et connaissances sur la gestion des ressources

---

1. Il s'agit d'un postulat dont nous connaissons la fragilité. Le massacre en avril 1996 de plus de 19 paysans par la police militaire dans la région de El Dorado du Carajás (à 150 km de Vila Ipiranga) suffit à mettre en question le bien-fondé d'un tel postulat. De même, les travaux de Araújo (1993), Musumeci (1988) et d'Incão et Roy (1995) montrent l'inégalité entre paysans et «patrons», et entre paysans eux-mêmes, dans la participation à la vie civique. Pour nous, ce postulat d'une «commune humanité» n'est donc en rien une affirmation sur le fonctionnement de la société brésilienne, mais un guide méthodologique qui nous permet de tester les conditions d'un éventuel dialogue sur la gestion des ressources dans un cadre bien particulier, qui n'a rien d'idéal, qui est celui du CAT.

agricoles<sup>1</sup>. On ne compte plus les travaux qui ont essayé de mettre en scène paysans et techniciens dans des relations de coopération pour la production d'innovations (pour une révision bibliographique, voir Farrington et Martin, 1988). Bien que ces efforts aient amené des résultats importants, parfois dans les discussions concernant les objectifs globaux d'une action de développement et ses lignes générales d'exécution, les aspects techniques ne font aucunement l'objet de dialogue ni en amont de ces moments de participation, ni en aval. Ce dialogue n'est pas qu'une question de bonne volonté de part et d'autre, il doit s'appuyer sur une connaissance minimale des normes et perceptions de l'autre afin de pouvoir identifier des objets communs et commencer un processus de convergence communicationnelle (au sens de Rogers et Kincaid, 1981). En addition à la théorisation de ces auteurs, nous estimons en effet que si les perceptions des personnes en situation de communication sont forcément très différentes au départ, elles doivent toutefois être suffisamment intersectives pour permettre un processus de convergence.

Notre travail de scientifique est donc le suivant : mettre en forme les référents techniques des paysans et des agronomes afin de fournir des éléments facilitant un démarrage et une conduite des premières phases d'un processus de dialogue sur la gestion de la fertilité des sols en situation de frontière agraire. Il ne s'agit donc pas pour nous de réaliser une description des savoirs des uns et des autres, comme le font l'écologie humaine (Moran, 1990) et l'anthropologie des sciences (Latour, 1993), mais de limiter nos descriptions et analyses des savoirs des uns et des autres afin de fournir des éléments pertinents dans un dialogue entre paysans et techniciens ou chercheurs agronomes. Notre objectif est d'aider à la construction d'un «objet frontière» (au sens de Akrich, 1993, repris par de Sainte Marie et Casabianca, 1995<sup>2</sup>) sur la gestion de la fertilité des sols en fournissant une approche compréhensive des conceptions et des pratiques des différents partenaires.

---

1. Selon Long (1989), un interface social est «a critical point of intersection or linkage between different social systems, fields or levels of social order where structural discontinuities, based upon differences of normative value and social interest, are most likely to be found».

2. «Le mode de construction des objets techniques ouvre la possibilité d'un dépassement de la convention domestique. Ceux-ci constituent un dispositif de médiation, qui détache le produit bioculturel de ses origines, tout en agissant comme une force de rappel. Cette dualité serait une propriété générale d'objets qu'Akrich (1993) qualifie d'"objets frontières" en suggérant qu'ils "sont capables d'être à la fois une liaison et une barrière entre des espaces incommensurables; alors qu'ils peuvent être considérés comme l'une des matérialisations possibles des compromis entre cités"» (de Sainte Marie et Casabianca, 1995).

## Encadré 2 - La localité d'étude.

Vila Ipiranga comporte 350 habitants répartis en 85 familles dont dix d'entre elles n'ont pas de terres propres. Chaque famille réside en général sur son lot de colonisation, mais il existe toutefois un petit village regroupant une vingtaine de maisons. Ce village n'est pas relié au réseau électrique, il comprend une école primaire, une chapelle catholique et un temple protestant (Assemblea de Deus), ainsi qu'un petit commerce-épicerie.

Ces familles sont pour la plupart originaires de l'État voisin du Maranhão, où elles n'avaient que peu ou pas de terres. Vila Ipiranga était une zone déserte de forêt native réclamée par un grand propriétaire. À son décès en 1988, ses successeurs ont accepté une régularisation foncière des occupations, qui avaient commencé en 1986. Chaque famille occupe un lot d'environ cinquante hectares, sachant que l'on commence à observer un phénomène de concentration foncière, de nombreux agriculteurs disposant de deux lots. La couverture boisée originelle recouvre encore plus de 50 % de la surface totale de cette localité.

La principale culture, tant de subsistance que de vente, est le riz pluvial, suivi du manioc. Les autres cultures importantes sont le maïs (associé au manioc), le haricot *caupi* (*Vigna unguiculata*) en dérobée avec le riz. Les pâturages pour la production de viande bovine prennent à chaque fois plus d'importance. La principale espèce prairiale implantée est le *braquiarião* (*Braquiaria brizantha*) et le *colonião* (*Panicum maximum*). Deux plantes pérennes sont également cultivées : l'*urucúm* (*Bixa orellana*) et le *cupuaçu* (*Theobroma grandifolia*), mais les plantations dépassent rarement un hectare. Quelques plantes d'un palmier nommé Açai (*Euterpes edulis*), dont les fruits sont consommés, sont présentes à l'état spontané. Il en est de même pour la Châtaigne du Pará (*Bertholletia excelsa*) qui n'est présente qu'à l'état de relique.

## 2. La gestion locale de la fertilité des sols

Il n'a pas été possible de poser la question de la fertilité des sols aux agriculteurs en dehors de situations concrètes. C'est pourquoi nous avons accompagné les agriculteurs directement sur les différents terrains de l'exploitation et leur avons posé sur place des questions sur les possibilités d'utilisations du terrain et son histoire culturelle. Cet entretien réalisé au cours d'un parcours à pied du lot a permis d'ouvrir un espace de discussion plus large sur le thème de la fertilité, et a laissé à l'agriculteur le temps nécessaire à la formation d'un discours. Bien entendu cette situation d'entretien a ses limites que nous ne détaillerons pas ici, mais qu'il serait possible de diminuer en réalisant des entretiens qui laisseraient une plus grande part à un processus de formation de l'opinion par des dialogues entre agriculteurs (plusieurs entretiens espacés dans le temps, entretiens collectifs ou observations de dialogues entre agriculteurs, etc.).

**Tableau 5 - Le temps de travail des principales opérations culturales**

Activité	Description	Outils	Temps de travail en jours/ha	Période de réalisation
Préparation de la forêt ( <i>broca</i> )	Coupe des arbres de faible diamètre (< 10 cm)	Machette	3 à 12	À partir de mai
Coupe de la forêt ( <i>derrubada</i> )	Coupe des arbres	Hache	6 à 24	À partir de juin
Coupe de <i>juquira</i> ( <i>broca</i> )	Coupe de la repousse forestière	Faux	6 à 12	À partir de juillet
Brûlis			1 jour pour toute la <i>roça</i>	Août et septembre
<i>Coivara</i> (nettoyage du champ après brûlis)	Les petites branches sont mises en tas et brûlées	Faux et machette	3 à 9	Entre le brûlis et le semi de riz
Semi de riz et maïs		Machine à planter manuelle	1,5 à 3	Novembre à janvier
Plantation manioc	Plantation de manioc dans la <i>roça</i> de riz	Houe		1 à 2 mois après le semi de riz
Implantation pâturage	Plantation de plantes (ou semis) dans la <i>roça</i> de riz	Machine à planter manuelle ou houe		1 à 2 mois après le semi de riz
Sarclages	Arrache ou coupe (manuelle) d'adventices	Machette ou houe	1,5 à 12	Durant le cycle de riz
Traitements phytosanitaires	Aspersion d'insecticide	Pulvérisateur à dos		
Récolte de riz	Récolte panicule par panicule ou coupe complète du pied	Couteau à récolter ou faucille	12 à 18	Avril-mai

Source : entretiens des agriculteurs de Vila Ipiranga

## 2.1. «Mato contre legume», la fertilité du sol vue au niveau de la parcelle

### *La perception des ressources par les agriculteurs*

Les agriculteurs évaluent la capacité d'un terrain à produire le *legume* (cultures annuelles) en fonction de la quantité de *mato* (adventices) qui est susceptible d'apparaître et d'*adubo* présent dans la terre («Une bonne terre est une terre *adubada*»). «Si vous plantez, si vous plantez tout le temps dans cette zone là-bas, sa tendance va être de maigrir. [...] Et là il ne va pousser que du *mato*, elle ne va servir à rien. Vous plantez du riz, elle ne donne rien. Vous plantez du haricot, rien non plus. [...] Elle sèche, elle devient une terre sèche. [...] Si vous travaillez la terre tout le temps sans la laisser devenir *juquira*, elle ne va pas s'entretenir car le fumier de la terre va se terminer. Elle maigrit». Dans le discours des agriculteurs, le *mato* et l'*adubo* ou «fumier» (*esterco*) sont très fréquemment liés. Il est parfois fait référence à

la *força da terra* (la force de la terre), qui semble englober les deux concepts. Quand une terre maigrit, son fumier est épuisé et elle ne donne plus de *mato*.

### Encadré 3 – Les principales techniques culturales

Tous les travaux agricoles sont réalisés manuellement. En général un homme en bonne santé peut cultiver au maximum 4,8 ha de riz, à condition de disposer d'aide au moment de la récolte. Cette surface cultivée est appelée la *roça* et de fait elle varie dans une fourchette de 2 à 5 ha par famille. Le travail de la *roça* peut être divisé en deux grandes périodes : l'ouverture d'un terrain couvert par de la forêt primaire (*mata*) ou par de la végétation secondaire (*juquira*), et les travaux de culture. Toutes les activités marquées ne sont pas obligatoirement réalisées.

L'ouverture de la *roça* et la récolte sont deux pics dans le calendrier des travaux. Les femmes et les enfants participent en général à la récolte qui est un travail moins physique et dangereux que l'ouverture d'une *roça* en forêt primaire, et moins pénible qu'une ouverture en végétation secondaire, remplie de végétaux épineux et d'insectes. Le sol n'est jamais travaillé. Il est parfois nécessaire de réaliser de un à trois contrôles manuels des adventices par cycle cultural, sachant que les agriculteurs cherchent à limiter au maximum le nombre de ces interventions, très coûteuses en travail.

Le *mato* est directement appréhendé à travers le travail que fournissent l'agriculteur et sa famille pour le contrôler, et son apparition est considérée comme le principal problème qui rend difficile de cultiver un même terrain plusieurs années de suite : «le *mato* est le fils naturel de la terre tandis que le *legume* est son fils adoptif». Il existe différents types de *mato*, en fonction du type de sol. Le *mato de moita*, plus facile à éliminer par binage manuel, consiste en général en une repousse des souches de la végétation arbustive. Il est intéressant de noter que c'est à partir du *mato*, principalement du *mato de moita*, que se forme la *juquira*. Dans l'esprit des agriculteurs, la *juquira* est un type de *mato* : «Une fois que l'aliment (la culture de subsistance) est récolté, il sort ce *mato*. La *juquira* c'est le *mato*. Il n'y a pas de différence. Le *mato* qui est sorti est de la *juquira*».

C'est l'absence du second composant de la fertilité (*o adubo*) qui empêche la croissance du *legume*, même s'il n'y a pas de *mato* qui lui fait concurrence. Mais ce problème n'apparaît qu'à long terme.

Un autre indicateur de la fertilité d'un terrain est sa dureté («*A terra fica dura*», «*recaçada*», «*compactada*»). C'est souvent le cas des pâturages qui sont piétinés par les animaux et sont plus exposés au soleil et à la pluie. Finalement, un autre indicateur de la qualité d'un terrain, qui peut être ajouté à la définition paysanne de la fertilité, est sa commodité physique

d'utilisation. Il n'est pas rare d'entendre des agriculteurs qui ont dû abandonner des terrains après leur invasion par des fourmis rouges.

Même si les agriculteurs peuvent donner des éléments d'appréciation de la fertilité d'un terrain en fonction des caractéristiques présentes à un moment donné, la manière la plus spontanée qu'ils ont de le faire au fil d'une conversation consiste à raconter l'histoire de la couverture végétale.

Avant l'installation d'une *roça* et la culture du *legume*, l'évaluation des deux composantes de la fertilité d'un terrain passe principalement par la caractérisation du type de couvert végétal et l'histoire du terrain. Le type de sol semble nettement secondaire, de même que l'état de ce sol. Ainsi, la classification des couverts végétaux en grands types a une relation directe avec la caractérisation des propriétés d'un terrain. Ces types de couverts sont : la *mata* (forêt primaire), la *juquira* (jachère), le *capim* (prairie) et les cultures pérennes, en plus du *legume* et du *mato* qui sont en fait des types de végétaux du domaine de la *roça*. Leurs principales caractéristiques sont portées dans le tableau n° 6.

La *juquira* et le *capim* occupent des positions clefs en relation à la fertilité des terrains. En effet, la *juquira* est la seule végétation qui peut permettre de contrôler le *mato* et de récupérer l'*adubo* à travers une forme de repos («*descanso*») de la terre. Selon les agriculteurs, elle agit de diverses façons sur le *mato* : d'une part, elle étouffe («*abafa*») le *mato* le plus petit ; d'autre part, les branches et les feuilles qu'elle produit serviront de «pâturage» (*pasto*) au feu qui tuera les graines de *mato* présentes dans le sol. Par ailleurs les cendres de la *juquira* serviront d'*adubo* au sol. Enfin les feuilles de la *juquira* qui tombent au sol et pourrissent («*ficam pubando*»), ainsi que les plus grandes racines ameublissent la terre. «Ce qui est important, c'est de laisser passer deux ans de plus afin de pouvoir y mettre des cultures. Ça brûle bien [...], toutes ces tiges ça brûle les racines. La terre [...] en reste plus *adubada*. Elle donne peu de *mato*. Et là... la production... donne plus». «Si vous voulez la [cette terre] travailler à nouveau [après qu'elle ait maigri], vous devez attendre qu'elle redevienne une *juquira* comme ça, bien vieille, de au moins quatre à cinq ans à nouveau. Et là après elle récupère à nouveau. La *juquira* fait de l'ombre à la terre [...], elle rassemble tout ce fumier». «Quand la *juquira* est grosse, le feu va passer dedans. Et là où ça brûle le plus, où ça brûle bien, le *mato* met plus de temps à naître». C'est ainsi que les agriculteurs de Vila Ipiranga ne classent pas les *juquiras* en fonction de leur composition botanique mais en fonction de leur capacité à produire un bon feu.

**Tableau 6 – Les grandes catégories de végétation à Vila Ipiranga**

Type	Sous-type	Influence sur l' <i>adubo</i>	Influence sur le <i>mato</i>
<i>Mata</i>	<i>Taboca</i> , haute, basse	Produit une grande quantité d' <i>adubo</i>	Peu de <i>mato</i> après défriche
<i>Juqira</i>	Selon la phénologie du couvert	C'est un élément clef : unique manière de récupérer la fertilité	Diminue la quantité de <i>mato</i> en «l'étouffant» et fournit les matériaux d'un bon brûlis pour le contrôler
<i>Mato</i>	<i>Rasteiro</i> (de semence)	Apporte également de l' <i>adubo</i> à la terre dans la mesure où toute matière végétale en apporte	
id.	<i>Moita</i> (de rejets)	<i>idem mato de rasteiro</i>	
<i>Legume</i>	Ce terme regroupe les cultures annuelles et biennuelles	Consomme de l' <i>adubo</i> . Le manioc consomme plus.	Est concurrencé par le <i>mato</i>
Pérenne	Ce terme regroupe les cultures pérennes arborées	Apportent de l' <i>adubo</i> , mais moins que la <i>juqira</i> : en fait, elles maintiendraient un équilibre apport / consommation	N'est concurrencée qu'au moment de la plantation, ensuite «étouffe» le <i>mato</i>
<i>Capim</i>	Ce terme regroupe les différentes graminées fourragères	Il est réputé diminuer la quantité d' <i>adubo</i>	Peut arriver à étouffer le <i>mato</i> , mais est en général envahi

Le *capim* occupe une position particulière car, selon les agriculteurs, son installation rend quasiment impossible toute remise en culture ultérieure.

Les types de sols ont une influence sur la *força da terra*. Les sols argileux (*barro*) sont en général considérés comme plus forts, c'est-à-dire disposant de plus d'*adubo*. Les sols situés dans les zones les plus hautes, qui sont en général assez inclinées, sont considérés comme plus secs, *duros e quentes* (durs et chauds) et durant les années d'hivers peu pluvieux (*invernos fracos*), ils n'assurent pas une bonne production de riz. Mais ces terres trop dures ne sont également guère appréciées pour la culture du manioc pour laquelle on leur préfère des terres «froides» (humides et sableuses) situées dans les parties les plus basses, bien qu'elles «produisent plus de *mato*». Ces sols sableux des parties basses sont toutefois plus faibles (*fracos*), malgré l'apport de cendres dû au ruissellement de l'eau de pluie sur les versants. Mais «les terres sableuses des parties hautes sont mauvaises car elles

s'abîment [drainent] très rapidement. Le sable s'amaigrit bien plus vite. Les deux premières années, il produit bien et ensuite il finit lavé».

#### *L'histoire culturelle des terrains et des techniques culturales*

Pour qu'une *juqira* puisse effectuer sa fonction de récupération de la fertilité, elle doit atteindre le point de défriche (*o ponto de roça*), autrement dit le point où il est considéré que les caractéristiques de sa masse végétale (quantité, proportion de bois, homogénéité) permettront un «bon feu». Les agriculteurs s'accordent à dire qu'il faut, pour qu'une *juqira* atteigne ce point, de deux à quatre ans entre le premier et le deuxième feu, et de trois à cinq ans entre le deuxième et le troisième feu. Ils n'ont pas d'opinion sur la question au-delà du troisième feu. De fait aucun agriculteur de Vila Ipiranga n'est encore arrivé à utiliser quatre fois un terrain (et donc y pratiquer quatre feux).

Après le premier feu, la terre présente peu de *mato* et elle dispose de toute sa «force» naturelle, ce qui serait idéal pour le riz, quoique pas pour le maïs selon nos interlocuteurs, qui a besoin de terres moins fortes. Il y a beaucoup plus de *mato* à la seconde utilisation, mais personne n'estime que la force de la terre ait significativement diminué. Par contre au troisième feu, non seulement le *mato* est bien plus important, mais la terre commence également à «maigrir» ; c'est pour cela que nos interlocuteurs déclarent augmenter le temps de jachère.

Tous s'accordent à considérer qu'il est possible de planter deux *roças* consécutives (autrement dit avec moins d'un an de jachère entre les deux). La seconde *roça* est alors appelée *roça de palhada* car elle est établie après un feu qui utilise comme «aliment» la paille du riz précédent. Mais très peu d'entre eux le font, car les adventices sont beaucoup trop nombreuses en deuxième année : «On doit continuellement être en train de nettoyer et même comme ça, il faut récolter le riz dans un champ sale [infesté d'adventices]».

Les associations de culture établies par les agriculteurs de Vila Ipiranga sont pensées de façon à mettre à profit le plus possible le travail fourni au moment de l'installation de la *roça*. La première culture est très généralement le riz, associé à du maïs. Derrière le riz, les cas de figure peuvent être les suivants :

- (a) Plantation de *capim* associé ou non à du manioc (ces cultures sont en général plantées deux mois après le riz) ;
- (b) Plantation de cultures pérennes (également effectuée durant le cycle cultural du riz) ;
- (c) Plantation de manioc ;
- (d) *Juqira* ;
- (e) Plantation d'une nouvelle *roça* de riz.

Dans le cas (a), le retour en culture est réputé quasi impossible, à moins semble-t-il d'une très longue jachère «pour tuer les graines qui restent sur la terre», ou à moins de retourner la terre avec un tracteur. Le cas (b) est peu commun à Vila Ipiranga. Là encore, la parcelle n'est plus disponible pour la *roça*, mais elle pourrait le redevenir sans présenter de problème technique. D'une certaine façon, les cultures pérennes, l'urucúm ou le cupuaçu, sont considérées comme des «*juquiras* utiles», car elles auraient les mêmes effets sur le *mato*. Dans les cas (c), (d) et (e), le terrain retournera à la *juqira* pour être à nouveau cultivé un jour. Les trois éléments qui interviennent dans la décision de remettre en culture une *juqira* sont : 1- le nombre de feux effectués, 2- la durée des périodes de jachère et 3- si une *roça de palhada* a été effectuée ou non.

Les techniques de culture proprement dites n'ont, aux dires des agriculteurs, guère d'influence sur l'évolution des propriétés des terrains, bien que leur variabilité soit très grande dans la localité de Vila Ipiranga.

La seule technique culturale qui semble avoir un effet sur la fertilité d'une parcelle est le brûlis (*a queimada*). Mais cette influence serait censée s'exercer seulement à court terme, sur à peine un cycle cultural. Réussir un brûlis dépend, en plus des aléas climatiques, de la façon dont est coupée la végétation précédente, du temps et des conditions de séchage. Les agriculteurs considèrent qu'un intervalle de trente jours minimum est nécessaire entre le moment où la forêt est coupée et le moment où elle est brûlée, sachant que la période août-septembre, moins pluvieuse, est la seule indiquée pour ce genre d'opération. Dans le cas de la *juqira*, ce temps peut être réduit à quinze jours, ce qui peut contribuer à expliquer qu'une *juqira*, en diminuant les risques de brûlis mal effectués, soit bien considérée en relation à la qualité des terrains.

#### *Quelles unités spatiales élémentaires de gestion de la fertilité ?*

L'évaluation de la qualité d'un terrain passe en grande partie par sa qualification en termes de potentiel d'infestation en adventices, laquelle se fonde sur sa couverture végétale actuelle et sur son histoire culturale. À Vila Ipiranga, le faible nombre d'utilisations de chaque terrain (moins de trois mises en culture), ne permet pas encore, selon les agriculteurs, de noter une baisse de la «force de la terre».

La gestion de la fertilité des différents terrains est faite à travers une gestion de l'histoire des couverts végétaux. Dans cette gestion, l'installation d'un *capim* est perçue par les agriculteurs comme un point de non-retour qui rend impossible toute remise en culture. Le brûlis est la principale, sinon la seule, intervention culturale qui est censée agir sur les caractéristiques des terrains. Son action se situe sur le court terme, à travers le contrôle des adventices et, dans une moindre mesure, le renforcement de l'*adubo* par les

cendres. Elle est donc un outil de gestion tactique de la fertilité qui, elle, est construite par l'histoire culturale des terrains.

Enfin, il faut noter que dans les discours des agriculteurs :

- L'espace n'est pas prédécoupé d'une année sur l'autre, préalablement à l'action de cultiver. Le terrain occupé par une *roça* une année donnée ne sera pas nécessairement reconsidéré en tant qu'unité spatiale l'année suivante. Très généralement, un même terrain est par la suite découpé à nouveau en différents «morceaux» qui vont suivre des histoires culturales différentes.
- Les portions d'espace cultivées sont décidées de façon *ad hoc* au moment de la mise en culture et peuvent concerner des milieux très hétérogènes ; ses limites sont données *a priori* par un projet formé en situation d'action. L'agriculteur est bien conscient que ses limites réelles seront sans doute différentes de celles projetées. Le résultat est la formation d'un véritable *patchwork* rassemblant des terrains ayant des histoires et des «fertilités» différentes.

La *roça* est donc une unité de gestion du travail à court terme, durant un cycle cultural, mais elle n'est pas une unité spatiale, comme l'est par exemple une parcelle dans d'autres situations agricoles.

Ceci n'est pas contradictoire avec le fait qu'il existe une planification spatiale des activités (il est par exemple posé des jalons sur le terrain pour délimiter des portions d'espace à cultiver), mais celle-ci est sujette à des révisions tactiques permanentes. En fait, c'est d'abord le travail qui est géré, et le découpage de l'espace doit s'adapter, plutôt que l'inverse.

Un indicateur du manque d'utilité de la notion de parcelle dans ces conditions est notamment que les différentes surfaces du lot ne reçoivent jamais de nom : les agriculteurs les désignent par les végétations que ces surfaces supportent et jamais par des caractéristiques plus permanentes («la parcelle du ruisseau» par exemple). Il semblerait alors que ce soit au niveau de l'ensemble du lot, et non au niveau de portions élémentaires de l'espace, que nous puissions comprendre la gestion paysanne de la fertilité.

## 2.2. La gestion de l'espace du lot

### *Déboiser ou desjuquirar ?*

La décision d'ouvrir une *roça* dans la *mata* ou la *juquirá* dépend de l'intention de l'agriculteur de «d'économiser» sa surface en forêt primaire, de ses moyens, notamment la force de travail disponible et des disponibilités respectives en *mata* et *juquirá no ponto de roça*. D'autres considérations peuvent intervenir, comme le fait que le maïs est réputé produire mieux après *juquirá* qu'après *mata*.

Les travaux d'ouverture de ces deux types de végétations sont très différents. Le déboisement est un travail très physique, et souvent dangereux. Par contre, au contraire de l'ouverture d'une *juquirá*, il est effectué à l'ombre et les insectes sont peu nombreux. C'est pourquoi l'état de santé de l'agriculteur influe directement sur la décision d'ouverture de l'une ou l'autre de ces surfaces.

### *Le capim*

Le moment et les modalités de mise en place d'un *capim* dépendent principalement des projets et de la situation économique d'un agriculteur. Il peut être mis en place après un troisième feu, quand la fertilité résiduelle est considérée plus basse, mais on constate plus généralement son installation après un ou deux feux, alors que les agriculteurs déclarent que les terrains n'ont pas perdu de leur fertilité (*mato* et *força da terra*). Le moment de la mise en place d'un *capim* est clef dans l'administration du lot, car cette décision n'est pas réversible et peut entraîner une plus forte pression de défriche sur la forêt primaire.

Cette irréversibilité est expliquée par les agriculteurs par le fait que le *capim* résisterait sous la *juquirá* : «Ce n'est pas une bonne chose de planter du *capim* dans la première *roça* parce que vous mettez mieux votre travail à profit, ce sacrifice de dégager cette *roça*. [...] Vous faites une *roça* là-bas, et si vous ne plantez pas un *capim*, elle devient une *juquirá*. Et avec une *juquirá* de deux ans, vous pouvez la couper pour qu'elle donne un bon maïs. Si vous plantez un *capim*, alors rapidement, c'est fini, vous ne pouvez plus travailler dans cette zone».

Par ailleurs une surface en *capim* peut «contaminer» des terrains voisins augmentant considérablement les difficultés de mise en culture. Il faut prendre en considération le fait que, normalement, «un bon *capim* [bien implanté]» a la capacité d'empêcher la croissance de la *juquirá*.

Il existe différentes espèces pastorales, celle qui prédomine à Vila Ipiranga étant le *braquiarão* (voir encadré 2). Le *capim* est mis en place de préférence près de la maison, autrement dit à l'entrée du lot. L'explication donnée par les agriculteurs est qu'il est ainsi plus facile de s'occuper des animaux, principalement des vaches laitières. Toutefois il est intéressant de noter que la grande majorité des agriculteurs de Vila Ipiranga qui ont mis en place un *capim* n'ont aucun ruminant, ni en propriété ni en pension (les surfaces en *capim* de ces agriculteurs ne sont d'ailleurs pas clôturées).

Très souvent les gens parlent de l'importance de contenir les surfaces en *capim* dans une zone déterminée du lot (la partie de devant du lot en général) et de laisser le fond pour la *roça*. «Si toutes les fois que l'on avait une *roça* on pouvait y mettre du *capim*, ce serait très bien. Mais les terres de nos lots sont bien trop petites, et alors on ne peut pas faire que du pâturage sinon ça

ne marche pas. Comment on va planter le riz et le manioc ?» Il a été difficile de rencontrer quelqu'un qui ait mis cela en pratique, notamment parce que beaucoup d'agriculteurs ont déjà atteint le fond de leur lot.

*La localisation de nouvelles ouvertures et des grands types de couverts sur le lot*

La taille de la *roça* est une décision qui dépend des projets des familles, de la disponibilité en main-d'œuvre sur l'exploitation et des possibilités de l'exploitant de capter cette main-d'œuvre dans les réseaux d'entraide et le marché local du travail.

La manière dont se produit «l'avancée» de l'agriculteur sur la forêt primaire de son lot ne diffère pas tellement d'un lot à l'autre. La maison est construite près du chemin d'accès au lot. Les premières défriches sont faites autour de la maison, au départ notamment pour disposer d'une zone moins fréquentée par les insectes. Un verger est systématiquement installé pas très loin de la maison, avant le *capim*. Par ailleurs, un accès de lot bien «propre», «travaillé» a une fonction sociale, notamment celle de décourager d'éventuelles occupations d'autres paysans sans-terre...

Les *roças* suivantes, quand elles sont faites dans la forêt primaire, sont systématiquement faites sur des surfaces adjacentes aux *roças* antérieures dans la direction du fond du lot, d'où les expressions «*ir acertando o lote*» (ajuster le lot) ou «*ir levando por talhão para igualar a frente do lote*» (avancer par morceaux en égalisant le front du lot). L'idée est de créer une continuité spatiale des zones déboisées, ce qui se justifie sur un plan technique : une *roça* entourée de forêt peut gêner un brûlis («*atrapalhar uma queimada*») car cette position rend difficile la circulation de vent, essentielle dans le brûlis. Par ailleurs une *roça* isolée au milieu de la forêt risque des déprédations d'animaux sauvages. De fait donc, les caractéristiques physiques (sols, pentes) importent peu dans la décision de cultiver, sauf cas extrêmes. Une exception à ce schéma général se produit dans le cas de conflits de voisinage. Dans ce cas, l'agriculteur peut être conduit à défricher une zone isolée dans le fond de son lot de façon à marquer le territoire qu'il prétend occuper.

Avec le temps, la forêt est de plus en plus distante de la maison, cette dernière étant alors déménagée sur le lot. En général tous les agriculteurs déclarent vouloir laisser une petite réserve de bois d'œuvre en forêt primaire dans un coin du lot (environ un hectare). Parfois l'intention de l'exploitant est de préserver une zone de cupuaçu, açaí, babaçu, Castanha do Pará natifs (voir encadré 2 pour ces arbres).

Par contre la localisation de *roças* de *juquira* ne suit pas un schéma aussi simple que celui des *roças* de *mata*. Le choix d'une *juquira a ponto de roça* dépend de nombreux facteurs dont un grand nombre sont contingents, et les

limites de la *roça* ne reprendront qu'exceptionnellement les limites de *roças* antérieures. Il arrive même fréquemment que des *roças* soient installées en partie sur de la *juquira* et en partie sur de la *mata*.

#### Encadré 4 – Deux gestions de lots différentes à Vila Ipiranga

Ces deux exploitations disposent de patrimoines et de moyens de production comparables. VB et VP ont plus de cinquante ans, ils occupent des lots de cent hectares et sont arrivés en 1986 et 1989 respectivement (mais à son arrivée VP disposait sur son lot de 5,6 ha d'ouverture dont 3,3 ha de prairies).

Tableau 7 – Les occupations des lots de VB et VP

	% <i>mata</i>	Rythme annuel d'ouverture (ha/an)	Rythme de mise en place du <i>capim</i> (ha/an)	<i>Capim</i> (ha)	<i>Roça</i> (ha)	<i>Juquira</i> (ha)	Péren- -nes (ha)
VB	59 %	5,5	1,6	13	10	11	11
VP	47 %	8,7	6,2	40	3	14	0

VP a un taux de déboisement bien supérieur à VB et une nette stratégie de mise en place de *capim*, ce qui produit une répartition très différente des couverts. VB met en place une stratégie plus portée vers la diversification : *capim*, *roça* et pérennes (de l'*urucúm* dans son cas). Il fait par ailleurs beaucoup plus appel à des terrains ayant déjà reçu un feu. 10 % de la surface ouverte par VB en est déjà au troisième feu et 43 % au deuxième feu, contre 3 % et 24 % dans le cas de VP respectivement.

Notons que la structure du travail familial explique en partie la plus grande capacité de défriche annuelle de VP : celui-ci organise de façon centralisée le travail de son fils et de ses deux gendres, tandis que dans la famille de VB, les deux fils, ses deux gendres et le père se prêtent mutuellement du travail.

Cela n'interdit pas que les agriculteurs explicitent, quand la question leur est posée, un plan d'utilisation de l'espace du lot fondé sur les types de couvertures végétales présentes. Ce plan se réfère au lot dans son ensemble, et non pas à un ensemble de parcelles prédécoupées. Par exemple, il ne sera

pas dit que telle parcelle du fond va rester en *juquira*, mais il sera dit que dix hectares du fond du lot ne seront pas plantés en *capim* cette année afin de les transformer en *roça* plus tard.

La disposition spatiale des éléments de végétation est importante, notamment par rapport aux lots des voisins immédiats. Si le voisin a installé de ce côté un *capim*, il est préférable de faire de même, car il sera difficile d'éviter la «contamination» ; il sera également difficile d'empêcher les porcs du voisin de passer : «là où il y a des ouvertures, c'est là où le porc se balade le plus, il va plus loin. Et personne ne fait des clôtures contre les porcs. Là il faut éloigner les *roças* contre ces ouvertures (du *capim*), à cause de porcs».

Dans le cas de vente d'un lot, les «améliorations foncières» (*benfeitorias*) qui comptent le plus dans le prix sont, en premier lieu, l'importance de la surface en *capim* mais aussi les surfaces plantées en manioc, bananiers et cultures pérennes. La forêt primaire est le type de surface le moins coté, même la *juquira* est mieux cotée dans l'évaluation du prix d'un lot.

### Conclusion

On a vu que l'espace du lot n'est pas prédécoupé antérieurement à une décision d'action. Les cinq grandes catégories d'espace sont en fait des types de couvertures végétales (*mata*, *juquira*, *roça*, *capim* et cultures pérennes) et reflètent plus des unités de gestion du travail que de l'espace. Ces types peuvent être subdivisés selon leurs états actuels et leurs âges. Sur cet espace, la logique d'installation spatiale des *roças* nouvelles est une logique de création de frontières : territoires contigus, éviter les risques de brûlis non contrôlés, avoir des frontières simples à expliquer aux ouvriers, accessibilité, etc.

Même dans le cas du *capim*, qui est pourtant l'un des trois types de couvertures créés après la *mata* que les agronomes pourraient confondre avec une unité spatiale recevant une gestion homogène (surtout si elle est clôturée), l'agriculteur ne gère pas des surfaces prédécoupées, mais des frontières plus ou moins élastiques en fonction des conditions concrètes d'exécution du travail.

Les agriculteurs font une planification non pour des parcelles, mais pour le lot. Leurs stratégies à ce niveau nous sont révélées par des indicateurs comme le rythme d'ouverture des *roças* en zone de forêt, et par la gestion de l'histoire des terrains du lot, sans cesse redécoupés (sauf dans le cas du *capim* clôturé où les frontières se stabilisent, même si la gestion pratiquée ne s'y laisse pas totalement enfermer) et par le rythme d'installation du *capim* et des cultures pérennes. Le *capim* fait forcément partie d'une gestion à long terme, et il devrait sans doute permettre de mettre en discussion plus concrètement avec les agriculteurs la question de l'avenir des lots et de leurs exploitations.

La position relative de chacun des types de couverts distingués par les agriculteurs est également un élément important. De leur agencement dépendent les risques de contamination de *roças* et *juquiras* par le *capim*, et la possibilité de contrôler les brûlis. Normalement la *mata* et la *juquirá* qui ne sont pas coupées servent de barrières contre le feu. Mais les années sèches, le feu peut passer quand même et causer de graves dégâts en brûlant notamment de la végétation qui n'était pas préparée pour l'être. Comme le montre l'encadré 4, les stratégies globales de gestion du lot peuvent être très différentes selon les agriculteurs.

## Conclusion

Globalement le référent technique des agriculteurs de Vila Ipiranga ne peut se comprendre qu'au niveau d'une gestion globale du lot et non de chaque parcelle.

Il faut distinguer deux moments de gestion de la fertilité à Lastância : une période (que nous qualifierons d'installation) de gestion de la fertilité naturelle et de construction de la fertilité qui semble durer plus longtemps que les anciennetés de colonisation constatées à Lastância, et une période (que nous nommerons de croisière) de gestion de la fertilité construite.

La gestion en période d'installation consiste actuellement à «construire» une fertilité du lot correspondant à une mise en place de pâturages destinés à faire de l'élevage bovin extensif. Dans cette trajectoire vers une installation de l'élevage bovin extensif, les agriculteurs ne précisent pas le type final d'exploitation qui peut être une combinaison très variable entre prairie, cultures annuelles, pérennes et forêt, avec des effets très différents sur la durabilité des exploitations. Par contre, on observe, à la marge, des expériences qui sont susceptibles de représenter une trajectoire différente de construction de la fertilité, comme c'est le cas avec l'Urucúm. Dans l'entre-temps, ce qui compte semble être une gestion de la fertilité permettant de maximiser la productivité du travail. Cette gestion consiste exclusivement en un contrôle de la présence des adventices. Donc, la seule variabilité qui existe actuellement est la gestion de la durée de vie T des parcelles agricoles avant leur passage en prairies, plus que le niveau final de fertilité du lot N en fin de première phase. Ce sont donc les seules pratiques qui ont des chances d'être mises en discussion avec des techniciens et sont susceptibles de changements, dans le cadre d'un projet qui s'intéresse à la «durabilité sur place».

Afin de comprendre la gestion de la fertilité faite par les agriculteurs de Lastância, il nous faut également distinguer deux catégories au sein de la gestion de la fertilité des sols qui avaient déjà été distinguées par Reboul (1989, p. 89) : la fertilité tactique et la fertilité stratégique. La fertilité

stratégique consiste en fait, pour ces agriculteurs, à viser un niveau potentiel de fertilité construite en fin de période d'installation. Mais les agriculteurs ne semblent pas faire grand cas de la fertilité stratégique, considérant qu'il n'y a pas beaucoup de différence à attendre de leurs gestions en phase d'installation.

La fertilité tactique est celle qui est établie au jour le jour, en fonction des décisions de défrichement, d'entretien de parcelles et de mises en culture. Le manque de moyens et la faible artificialisation du milieu les contraignent, semble-t-il, à donner une plus grande importance dans leurs décisions à la gestion tactique de la fertilité qu'à la gestion stratégique. Malgré tout, tous les agriculteurs enquêtés ont pu donner une vision stratégique d'occupation de leurs lots. Seul un suivi des pratiques «en situation» permettra de faire la part réelle du tactique et du stratégique dans la gestion de la fertilité.

Par ailleurs, la gestion de la fertilité tactique semble en fait obéir à un raisonnement de bricolage, au sens de Lévi-Strauss (1962). En effet :

1. L'agriculteur ne prend pas constamment des décisions en fonction d'un projet global de gestion du lot. Dans l'entre-temps, il accumule des éléments de gestion (types de parcelles, présence de tel ou tel couvert végétal, etc.) avec un critère de «ça pourra toujours servir» ;
2. Lorsque des décisions sont prises en fonction d'un projet global (notamment en fin d'hiver pour les défrichements et vers octobre pour les mises en culture), son raisonnement se fait, non en fonction d'un lot «idéal», mais en fonction d'un projet accommodé aux divers éléments de décision (les différentes parcelles, l'état de la force de travail et des outils, etc.) tels qu'ils ont été accumulés. C'est seulement à ce moment-là que les divers éléments du lot prennent un sens plus général que celui des terrains, et ce sens n'existe que de façon contingente par rapport au projet d'assolement de la campagne, qui sera lui-même réajusté en fonction des événements. C'est sans doute seulement à ce moment-là que les discussions dans les localités influencent plus fortement les décisions de gestion de la fertilité des lots (des sols au sens de Reboul).

Une première observation est que, même si le terme «fertilité des sols» suscite de la part des paysans et des agronomes la production d'un discours sur les caractéristiques du milieu en rapport avec la production et sur l'entretien et / ou l'évolution de ces caractéristiques, ce terme n'est en général pas utilisé par les uns et par les autres. Les agriculteurs que nous avons enquêtés non seulement n'utilisent pas ce terme, mais n'en n'ont pas d'autre qui pourrait désigner quelque chose d'équivalent. Même l'agronome a tendance à construire son discours en utilisant une autre terminologie (Sebillotte, 1993), la fertilité étant laissée «pour l'usage des autres». Les

éléments les plus importants des discours produits à propos de la «fertilité des sols» par les agriculteurs de Vila Ipiranga sont le *mato* et l'*adubo*. C'est à partir de ces deux éléments de leur référent technique que les agriculteurs construisent leurs raisonnements sur les autres composantes de la «fertilité». Si l'on admet que ces éléments correspondent aux concepts d'«adventices» et de «fertilité chimique des sols» (mais nous espérons avoir montré qu'il s'agit là d'une réduction qui serait peu recommandable dans des situations de dialogue entre paysans et agronomes), alors la mise en place d'un dialogue entre les uns et les autres pourrait s'en servir comme élément de convergence (voir notamment l'article de M. Sebillotte, 1985, sur une théorisation de la jachère). En particulier, les agriculteurs mettent de loin en premier la question du contrôle / gestion du *mato*, semblant converger avec les agronomes tropicalistes (Ruthenberg, 1980 ; Sánchez et Benites, 1987, ces derniers auteurs introduisant de plus une distinction dans les adventices qui pourrait se rapprocher des *mato de moita* et de *semente*). Malgré tout, même si la diminution de la «force de la terre» n'est pas encore citée comme un problème actuel de gestion des terrains à Vila Ipiranga, la façon dont elle est raisonnée dans les discours des agriculteurs pourrait devenir un facteur limitant dans les mises en culture en fonction de l'évolution des gestions que les gens déclarent réaliser de leurs lots.

Mais la différence principale de conception entre les paysans et les chercheurs concerne les niveaux d'appréhension de la réalité, et les niveaux d'action sur celle-ci.



## CHAPITRE 10

# Multipolarité des espaces de vie sur la frontière et construction sociale du territoire

*Laurence GRANCHAMP FLORENTINO*

La plupart des approches sur «l'urbanisation de l'Amazonie» laissent penser que les zones rurales de la région connaissent un intensif processus de dépopulation au profit des villes. Bien avant que la géographe Bertha Becker ne lance son titre polémique «l'Amazonie, une forêt urbanisée» (1995), Donald Sawyer (1986) décrivait «une urbanisation massive et généralisée, ayant détourné de sa destination première, le milieu rural, des flux importants de migrants».

L. Mougeot (1981) et L. Aragon (1981 et 1989) évoquent quant à eux les processus de migrations internes d'une façon qui alimente la thèse d'une concentration de la population chaque fois plus poussée dans les centres urbains les plus grands.

Dans une approche modélisée du cycle de vie des fronts pionniers, Martin Coy (1996) estime que la phase de croissance urbaine maximale correspond également à celle de l'apogée du front pionnier agricole ; lors de la phase suivante, la population tant rurale qu'urbaine commence à décliner et se rend sur de nouveaux fronts pionniers.

Ainsi, au départ du travail de recherche qui est à l'origine de notre thèse de doctorat (Granchamp Florentino, 2001), l'une des questions que nous nous posions était : la croissance urbaine, particulièrement dans les régions de colonisation agricole, signifie-t-elle le déclin ou une crise de l'agriculture familiale régionale ?

Les recherches de terrain ont montré qu'il fallait réviser les catégories de pensée qui conduisent à certains amalgames. Tout d'abord, il est apparu essentiel, pour comprendre les transformations sociales qui sous-tendent ces manifestations démographiques et spatiales, de dissocier les taux de croissance urbaine de l'urbanisation proprement dite.

D'une part, la croissance démographique d'une agglomération<sup>1</sup> de la frontière n'a pas la même signification que celle d'une capitale régionale ou d'une grande métropole ; d'autre part, l'urbanisation est un processus qui se produit indépendamment de ce taux de croissance. Selon la définition proposée par les sociologues J. Rémy et L. Voyé (1974), l'urbanisation est un processus de transformation des usages sociaux des espaces. L'instauration d'espaces complémentaires introduit la mobilité comme élément fondamental du mode de vie d'un nombre croissant de groupes et d'individus. De ce point de vue, une agglomération est d'autant plus urbanisée que la complémentarité des espaces et la mobilité sont développées. La différenciation sociale commence alors à s'exercer non plus seulement en fonction d'un ancrage territorial en un point précis, mais en fonction d'une capacité des acteurs à s'insérer dans des espaces différenciés et à articuler les réseaux sociaux des différents espaces dans lesquels ils sont implantés.

Ce chapitre se propose de réaliser dans un premier temps une discussion sur les méthodes ; le choix des méthodes d'observation détermine dans une large mesure le type d'observations et de conclusions qui peuvent être faites. Or, parce que jusqu'à présent la plupart des auteurs ont porté leur choix sur des approches «macro», un certain nombre de phénomènes n'ont pas été suffisamment pris en considération.

Dans un deuxième temps, nous développerons quelques-uns des résultats obtenus par l'application de notre propre approche théorique et méthodologique. En conclusion, nous interrogerons l'effet d'agrégation des comportements familiaux identifiés au regard des dynamiques collectives de construction des territoires et du développement durable.

## **1. Le choix des méthodes d'observation**

### ***1.1. Le choix de l'échelle de la recherche***

Selon la classification de l'Institut Brésilien de Géographie et Statistiques (IBGE), Altamira est la tête d'une «microrégion» qui rassemble huit communes (*municípios*), dont Uruará. Au dernier recensement (2000), elle comptait une population de 62 285 habitants dans la zone urbaine et 15 154 dans la zone rurale (voir carte 2).

C'est une ville dont les offres de service sont plus développées, notamment sur le plan de l'éducation, de la santé et des commerces. C'est en outre le siège de la prélature, qui fut la première forme de pouvoir et la

---

1. Dans un premier temps, nous choisissons d'utiliser le terme d'agglomération, plus neutre, et nous n'aborderons les concepts de «ville», d'urbain et de rural, particulièrement dans un contexte de frontière, que dans un second temps.

première organisation hiérarchique territorialisée qui s'est implantée dans la région – et qui perdure. Aux plans politique et administratif, elle abrite la représentation régionale de l'Inkra (Institut National de Colonisation et Réforme Agraire), le principal organisme qui a été chargé depuis les années 1970 de l'organisation du territoire ; elle est également le siège des représentations régionales des associations et syndicats agricoles.

Rurópolis est une commune qui relève de la microrégion voisine, celle d'Itaituba. En dépit de ce que les planificateurs avaient projeté pour cette ville (elle devait devenir une capitale régionale), elle a connu un développement inférieur à celui de sa voisine, Uruará.

Ces deux noyaux urbains ont accédé à la même époque au statut de «ville», lorsqu'elles sont devenues, en 1988, des sièges administratifs et politiques de communes. En 2000, leur population urbaine était de 8 419 habitants à Rurópolis et 13 166 à Uruará en zone urbaine, et respectivement 16 241 et 32 035 habitants en zone rurale.

On aborde donc dans cette recherche deux niveaux de la hiérarchie urbaine naissante : celui d'une tête de microrégion, avec Altamira, et celui de pôles locaux, avec Uruará et Rurópolis. L'intérêt d'étudier deux pôles locaux est de pouvoir distinguer les singularités locales, des phénomènes qui se répètent dans les deux cas et peuvent même connaître des prolongements observables à l'échelle de la capitale régionale.

L'approche méthodologique adoptée a consisté à combiner une analyse qualitative de questionnaires avec l'analyse des trajectoires et des histoires de vie d'une vingtaine de familles d'Uruará et Rurópolis.

L'enquête à Altamira a porté sur un échantillon de 194 ménages, situés dans six quartiers de la ville. En dehors de quelques lotissements qui sont occupés par des habitants plus anciens d'Altamira, une grande partie de la population de l'enquête était constituée de migrants, dont environ le tiers a d'abord transité par l'une des communes de la Transamazonienne avant de s'installer à Altamira.

À Uruará et Rurópolis, l'enquête a été effectuée auprès d'une population respectivement de 98 et 104 familles. Elle a été réalisée auprès d'adolescents et de jeunes adultes (14 à 22 ans) fréquentant les établissements scolaires de la ville. On leur demandait de décrire la trajectoire migratoire familiale, l'exploitation agricole lorsqu'il y en avait une dans la famille et les modalités de sa mise en valeur.

Dans le cas d'Uruará et Rurópolis, les enquêtes ont donc porté sur un échantillon différent de celui d'Altamira. Il ne s'agissait pas de travailler sur un échantillon représentatif de l'ensemble de la population de ces communes, car la population ciblée était celle des agriculteurs en ville. Or, la scolarisation des enfants est le principal motif qui conduit la famille soit à

envoyer les enfants en ville, soit à s'y installer entièrement ou partiellement. Ce choix est motivé d'une part parce que les écoles au-delà de la quatrième année du primaire sont chose rare dans cette région, et d'autre part parce qu'un grand nombre d'agriculteurs jugent la qualité de l'enseignement en milieu rural inférieure à celle de l'enseignement dispensé en ville. Aussi peut-on considérer que la population de notre enquête est constituée d'agriculteurs qui au travers de l'importance qu'ils accordent à l'enseignement, comme ceux qui se sont installés en ville pour d'autres motifs, manifestent des stratégies de reproduction sociale où la ville tient une place spécifique. Les agriculteurs exclus de l'enquête sont par conséquent ceux qui n'ont pas d'enfants, ceux dont les enfants avaient moins de quatorze ans au moment de l'enquête ou ceux qui n'ont pas fait le choix d'envoyer leurs enfants étudier en ville (voir dans ce volume, le chapitre de X. Arnauld de Sartre donne une vision à partir du point de vue opposé, celui des familles en milieu rural). Mais cette limite de l'enquête était inévitable si nous voulions satisfaire un autre objectif : celui de mettre en perspective les trajectoires familiales avec les projets d'avenir de ces jeunes.

L'enquête par questionnaire avait donc pour fonction d'une part de donner un ordre de grandeur des phénomènes, notamment en ce qui concerne la présence des agriculteurs dans la ville et les parcours migratoires ; d'autre part, elle devait permettre de repérer les principales formes de répartition des familles entre ville et campagne.

Pendant, les analyses qualitatives les plus poussées finissaient toujours par buter sur des questions telles que «pourquoi» ou «comment». Seuls des entretiens approfondis permettaient de recomposer les logiques et de donner une cohérence à ces phénomènes détectés dans les enquêtes.

### ***1.2. Trois ruptures méthodologiques***

Pour comprendre l'urbanisation en cours dans cette région de frontière agricole, nous avons effectué trois ruptures par rapport aux approches antérieures :

1. Tout d'abord, l'approche par les trajectoires de vie nous a permis de prendre en compte le temps et d'intégrer la réversibilité des passages du rural à l'urbain. Ainsi, nous avons pu mettre en évidence les différents allers et retours, dans des temps courts ou longs, entre le rural et l'urbain.
2. Ensuite, nous avons adopté une conception élargie de la résidence, débouchant sur une approche en termes d'espace de vie. L'arrivée en ville d'un membre ne signifie pas que toute la famille s'y installe également. Lorsqu'une partie de la famille reste en milieu rural, la résidence devient alors bipolaire. Très souvent, cette installation

d'une partie de la famille en ville est liée à la scolarisation des enfants. C'est alors la femme qui vit en ville une bonne partie du temps, avec les enfants scolarisés, tandis que l'homme reste sur la propriété agricole, parfois accompagné d'un fils plus âgé. Ils se rendent alors en ville les fins de semaine ou lorsque de besoin. Aux périodes de récolte et au moment des vacances scolaires, c'est le «pôle urbain» de la famille qui se rend sur l'exploitation. Même lorsque toute la famille s'installe en ville, cela ne signifie pas non plus qu'elle rompt tous ses liens avec la localité rurale d'origine. Elle peut y conserver ses activités agricoles et une habitation qu'elle occupe à intervalle, selon le calendrier agricole ou les activités sociales.

3. Enfin, nous avons élargi notre angle de vue en ne nous fondant plus exclusivement sur l'individu, comme le font les statistiques censitaires, mais sur le groupe familial. En optant pour une analyse à l'échelle de la famille, on tend à restituer à la fois la dimension stratégique et cohérente des choix et la reconnaissance intrinsèque que les acteurs sociaux disposent d'une relative autonomie face aux contraintes pour effectuer ces choix.

## **2. Ni exode rural, ni exode agricole : la complémentarité des espaces ruraux et urbains dans les pratiques des agriculteurs familiaux**

### ***2.1. Mobilité socio-spatiale***

Qu'est-ce qui alimente la croissance urbaine ? En rupture avec la «sociologie spontanée» des acteurs, qui désignent en premier lieu les difficultés de l'agriculture dans la région, les enquêtes orientent vers d'autres conclusions. D'une part, la part des migrants dont la résidence antérieure était urbaine est plus importante qu'on ne s'y attendait : ils sont 43 % à Altamira à provenir du milieu urbain. Par ailleurs, si l'agriculture ne représentait plus un secteur économique suffisamment dynamique, on devrait trouver parmi les actifs une faible proportion occupée par ce secteur. Or, le secteur agricole concentre encore la plus grande part de la population active, avec 24 % à Altamira et 28 % à Uruará et Rurópolis.

À Altamira, les deux tiers sont des ouvriers agricoles qui s'emploient régulièrement ou périodiquement dans les grandes propriétés qui entourent la ville, et qui vivent dans une grande précarité, tant au niveau de l'emploi qu'à celui de leurs conditions générales de vie. Mais rien n'autorise à penser que ce sont là des agriculteurs en situation d'échec. En réalité, l'analyse des mobilités socio-spatiales à partir des questionnaires, qui contiennent des données sur les activités exercées tout au long du parcours migratoire, permet de penser que ces ouvriers agricoles n'ont que rarement possédé une

terre. Parmi eux, on trouve des personnes d'un certain âge qui n'ont eu ni le capital économique, ni le «capital social» pour acquérir et exploiter une terre ; on trouve également des fils d'agriculteurs. Probablement n'ont-ils pas eu la possibilité de rester sur la terre de leur père. Ils n'ont pas été non plus disposés à s'enfoncer dans la forêt, loin des voies de communication et des services, pour occuper une terre du domaine de l'État et l'exploiter, selon le principe traditionnel d'expansion de la frontière agricole<sup>1</sup>. Ne disposant pas non plus d'un niveau scolaire suffisant, ils vivent de leur force de travail dans l'espoir de jours meilleurs.

Par ailleurs, parmi ces actifs agricoles vivant en ville, un tiers sont des petits propriétaires qui ont conservé leur exploitation. La proportion de petits propriétaires est exactement inverse pour Uruará et Rurópolis, où ce sont les deux tiers des actifs du secteur agricole qui sont propriétaires. Pour ces agriculteurs qui ont une résidence à Altamira, l'exploitation peut se trouver parfois à des distances relativement importantes. Maintenir l'activité agricole suppose alors le recours soit à la solidarité familiale, soit à différents types d'accords avec une main-d'œuvre extérieure à la famille. C'est ce que l'on désigne sous la catégorie de «*morador*», littéralement «habitant» ou «occupant» : en échange de jours de travail ou d'une partie de la production, le propriétaire autorise une famille à s'installer sur son exploitation<sup>2</sup>.

Si l'on s'intéresse plus précisément à ceux qui proviennent de la Transamazonienne où, selon leur déclaration, le chef de famille exerçait le métier d'agriculteur, on peut dégager quatre modalités de mobilité sociale accompagnant la mobilité physique vers Altamira. Ces modalités font intervenir des informations sur deux générations – celle du père de l'enquêté lorsque celui-ci était le chef de famille sur la Transamazonienne, et celle de l'enquêté lui-même :

**1. Le lot appartenait à un autre membre de la famille (père, frère, ex-mari ou autre parent) et le migrant a changé d'activité en**

---

1. C'est dans cette catégorie de ruraux à la résidence urbaine que le Mouvement des Sans-Terre trouve actuellement un nouveau public.

2. Cette pratique, extrêmement répandue et ancienne au Brésil, place l'occupant dans une totale dépendance vis-à-vis du propriétaire. C'est un type de relation sociale qui provient de la fin de l'esclavage et qui est typique des régions de grands domaines fonciers (et notamment le Nordeste dont sont originaires une grande part des migrants). Il est ici reproduit par les petits agriculteurs propriétaires, et dans de nombreux cas on a pu observer des liens de parenté, même éloignés, qui unissent le propriétaire et l'occupant. Araújo et Schiavoni (2002) montrent que les liens familiaux peuvent jouer comme une fiction destinée à justifier des relations qui, autrement, pourraient paraître insupportables. Les auteurs dévoilent ainsi très justement la violence symbolique issue de cette situation de domination où celui qui reçoit la terre reste indéfiniment le débiteur de celui qui la lui concède. Cependant, en inscrivant la relation dans le champ de la parenté, la relation est soumise à un contrôle social de la part de parents, principalement ceux occupant une position similaire dans le champ économique ou du prestige, qui implique le respect de certaines normes sociales. Par exemple, l'occupant ne devrait pas être expulsé du jour au lendemain sans justification ; si un tel conflit survenait, un membre de la parenté pourrait servir de médiateur.

**arrivant à Altamira (dix cas).** Dans ce groupe, la migration a pu correspondre à l'émancipation du jeune qui n'est pas resté sur l'exploitation du père (trois cas). Il peut s'agir aussi d'une femme qui s'est séparée de son premier mari (un cas), ou du père propriétaire du lot qui a vendu et s'est installé lui-même à Altamira (deux cas). Dans le cas du passage par l'exploitation d'un frère ou d'un autre parent (trois cas), on peut émettre l'hypothèse, au vu du parcours migratoire de ces personnes, que le passage par la Transamazonienne correspondait à une étape dans le cadre d'un réseau migratoire familial ; après cette période d'accueil, les migrants ont opté pour une installation en ville plutôt qu'en milieu rural.

2. **Le chef de famille a conservé sa parcelle et poursuit son activité agricole malgré sa résidence urbaine (huit cas).** Dans trois cas, les enfants étudient en ville et les parents (ou le père) passent la majeure partie de leur temps sur l'exploitation agricole, qui peut être assez éloignée (deux sont situées à Uruará, soit à plus de 150 Km d'Altamira). Ces allers-retours permanents sont pratiqués également par cinq agriculteurs, mais dans un rayon inférieur. Pour un agriculteur de ce groupe, le choix de la résidence urbaine a été influencé par son âge : proche de la retraite, il a ralenti son activité mais perçoit toujours des revenus de son exploitation puisqu'il y a placé un *morador* (un «occupant»).
3. **Le migrant a conservé son activité d'agriculteur et racheté une parcelle à proximité d'Altamira (quatre cas).** Soit il a vendu la parcelle qu'il possédait auparavant pour en racheter une à proximité d'Altamira, soit l'exploitation où il vivait appartenait à un autre membre de la famille (père ou ex-mari). Dans les deux cas de figure, il a acheté une parcelle moins éloignée d'Altamira que celle où il vivait auparavant. L'un de ces migrants est une femme qui s'est séparée de son mari et qui a acheté une parcelle qui est exploitée par ses fils les plus âgés, tandis que les plus jeunes étudient en ville.
4. **Le migrant, qui était agriculteur et propriétaire sur la Transamazonienne, a vendu et changé d'activité (quatre cas).** Ils sont aujourd'hui maçon, fonctionnaire de la préfecture, photographe ou appartenant au secteur informel.

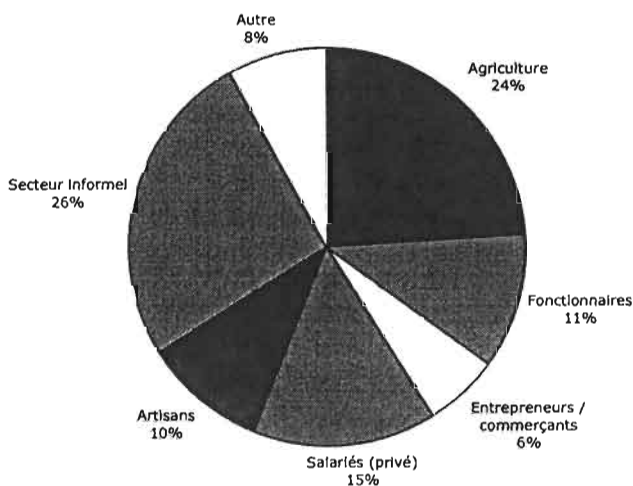
Il ressort également de l'enquête d'Altamira que la mobilité sociale des agriculteurs est forte pour la nouvelle génération. Si l'on considère la migration comme un moment clé dans la vie des migrants où peut s'effectuer une mobilité sociale (ascendante ou descendante), on constate que dans le

cas des migrants enquêtés, la grande majorité sont restés agriculteurs lorsqu'ils se sont installés à Altamira ; c'est en revanche à la génération de leurs enfants que les principaux changements de catégorie sociale s'effectuent. Les deux tiers des enfants trouvent alors un emploi de type urbain (ce qui n'est pas significatif en soi d'une ascension sociale dans le contexte du marché de l'emploi urbain sur la frontière), et un quart réalise une reproduction sociale en restant agriculteurs. Néanmoins, parmi ceux-ci, à l'occasion d'une nouvelle migration, la moitié a quitté l'agriculture.

Ce sont des transformations qui sont propres à l'ensemble du pays et qui ne sont pas spécifiques de la région Transamazonienne. Ces données permettent de nous rappeler que le contexte général est celui d'une forte réduction du nombre des agriculteurs familiaux. Même dans le cas de la frontière où de nombreuses familles se sont rendues à la recherche de terres pour installer les fils, tous les enfants n'ont pas la possibilité de s'installer. Beaucoup ont trouvé alors dans les villes des opportunités d'emplois hors de l'agriculture.

Cependant, on ne peut pas qualifier les flux migratoires qui alimentent la croissance des agglomérations urbaines de la frontière «d'exode rural», pas plus que «d'exode agricole». La persistance d'une forte population d'agriculteurs exploitant leurs terres tout en ayant une résidence urbaine (comme en atteste le graphique 3), tout autant que la prégnance des liens sociaux maintenus en dépit de la mobilité (telle que nous allons l'exposer à présent), nous invitent à émettre d'autres interprétations.

**Graphique 3 – Répartition des actifs à Altamira**



## 2.2. Ruptures et continuité

Trop souvent, l'analyse de l'urbanisation et des logiques qui la sous-tendent comporte un biais majeur qui consiste à ne concevoir la mobilité que dans la rupture et non pas dans la continuité. Pour percevoir la continuité, on doit élargir la « focale », et considérer non pas l'individu comme un élément isolé, mais les pratiques qui s'insèrent dans un contexte social et, en premier lieu, familial. En outre, on peut saisir la continuité au-delà des ruptures momentanées lorsqu'on introduit la dimension temporelle. On constate alors à quel point les dynamiques territoriales ne peuvent se saisir que dans l'épaisseur du temps et dans la complexité des relations sociales.

Les histoires de vie se révèlent un instrument méthodologique particulièrement adapté à l'étude des phénomènes d'aller et retour, de réversibilité ; cela permet de mettre en évidence comment les trajectoires migratoires se transforment en « systèmes de mobilité », qui impliquent une complémentarité des lieux de vie. Pour rendre compte des tendances générales ou des convergences des différentes trajectoires, on choisit des moments-clefs des histoires des familles et l'on observe quelles étaient les configurations familiales dans l'espace à ce moment choisi. Cela donne un aperçu synchronique. C'est la succession de ces moments, reconstitués en cinq étapes principales, qui donne une autre perspective, diachronique cette fois.

L'analyse des trajectoires de douze familles<sup>1</sup> d'Uruará et Rurópolis est schématisée dans la figure 8. À chacune des étapes, on s'intéresse à la répartition des membres du groupe familial entre la ville et la campagne, en prenant soin de relever les modalités de cette répartition. On définit comme groupe familial l'ensemble des personnes ayant des liens de parenté (liens de sang ou d'alliance) qui fonctionnent comme unité de production et de reproduction sociale. Avant la migration pour la Transamazonienne, sur les douze familles étudiées, cinq vivaient entièrement en milieu rural, trois en milieu urbain et quatre d'entre elles pratiquaient déjà une forme de répartition de ses membres avec dédoublement de la résidence et / ou des lieux d'activité professionnelle. On a qualifié cette situation de « bipolarité ».

Au moment de l'installation dans la région Transamazonienne, pratiquement toutes se sont installées en milieu rural, concentrant les efforts de tous les membres du groupe sur l'exploitation agricole. La situation est alors de « monopolarité ». Lors de la phase suivante, alors que généralement l'exploitation se trouve relativement consolidée, apparaissent de nouvelles configurations familiales entre ville et campagne. Certaines familles ont

---

1. Au départ, il s'agissait de vingt familles, mais soit les redondances, soit les manques d'information sur certaines nous ont conduit à n'en conserver que douze.

entièrement migré en ville (c'est le cas de trois d'entre elles), mais elles ont conservé une parcelle agricole (parfois après avoir vendu la première et racheté une seconde) ; parmi elles, le passage par la ville peut être un moyen d'accéder à un minimum de ressources monétaires, à travers un emploi salarié, destinées à investir dans l'exploitation. Cela concerne plus particulièrement les familles dont les enfants sont encore jeunes et ne peuvent pas contribuer à l'exploitation agricole. En revanche, la moitié des familles rencontrées se trouve dans une situation de «bipolarité», à la fois du point de vue de la résidence et du point de vue des activités contribuant à la reproduction du groupe. Le plus souvent, la femme vit en ville avec les enfants en âge d'étudier, tandis que son mari et les fils les plus âgés, s'il y en a, vivent sur l'exploitation. Les uns et les autres circulent d'un pôle à l'autre en fonction du calendrier agricole, du calendrier scolaire, des besoins, des événements donnant lieu à des activités sociales.

On trouve enfin un autre type de situation : celle où se développe un rapport plus «urbain» avec l'exploitation agricole, le plus souvent lié à un succès économique, qui permet de médiatiser le rapport à la terre par l'emploi de main-d'œuvre (métayers pour le cacao, vachers pour les éleveurs). L'installation en ville d'où est administrée la propriété rurale est un marqueur de réussite sociale ; le propriétaire se contente de visiter régulièrement la propriété et de transmettre des consignes aux employés. On trouve dans cette situation un migrant qui a connu un certain succès en plantant du cacao lorsque les cours étaient élevés et qui a pu ainsi s'agrandir ; dans un autre cas, il s'agit d'un agriculteur qui s'est montré très habile dans le commerce du riz de ses voisins et qui a pu monter sa propre affaire en ville. Il n'a pas abandonné pour autant l'agriculture et s'est reconverti à l'élevage en parvenant à acheter plusieurs parcelles (500 hectares).

Lors de la dernière phase, qui correspond au moment de l'enquête, la bipolarisation des familles se confirme. Parmi les familles qui avaient migré entièrement en ville dans la phase antérieure, certaines sont passées à une situation de bipolarité. Un chef de famille, par exemple, est parvenu à construire une maison sur la nouvelle exploitation, tandis que les enfants adultes restés en ville lui fournissent une aide monétaire.

Parmi celles qui étaient déjà dans une situation de bipolarité, les répartitions des membres entre ville et campagne ont pu changer : par exemple, le chef de famille, devenu âgé, passe désormais l'essentiel de son temps en ville ; en contrepartie, un fils plus jeune et sans emploi l'a remplacé sur l'exploitation. Grâce à des réseaux de parenté ou religieux, certains jeunes ont également la possibilité de se rendre dans une grande ville (Belém ou São Paulo) pour étudier ou travailler.

Toutefois, lors du dernier passage en 2001, on a pu observer que des jeunes qui étaient partis travailler à São Paulo sont revenus s'installer à Uruará ou Rurópolis. Des deux trajectoires exemplaires par le retour, l'un a monté un petit commerce de réparation de réfrigérateur, et l'autre a repris l'exploitation de son père.

### **2.3. La prise en compte de la dimension familiale des stratégies**

Le groupe familial est une structure sociale intermédiaire entre l'individu et la société locale. S'inspirant de la sociologie de N. Elias, on considère que les individus sont pris dans un ensemble de contraintes qui résultent davantage de leurs interdépendances existentielles que de contraintes sociales s'imposant sur les individus<sup>1</sup>. Situer l'observation à ce niveau présente l'avantage de pouvoir mieux comprendre la production de dynamiques sociales, parce que les individus ne sont pas des «électrons libres» agissant de façon indépendante les uns des autres. Ils sont au contraire insérés dans différentes structures sociales, parmi lesquelles le groupe familial constitue leur appartenance première.

Parallèlement, élargir le regard aux groupes familiaux confère une nouvelle légitimité à l'acteur, qu'il soit individuel ou collectif. En effet, l'éthique de la solidarité qu'exprime l'ensemble des entretiens est un fait transversal, qui contrarie la perception en termes d'individus devenus les jouets de processus globaux qui les dépassent. L'examen des trajectoires montre que de nombreux groupes familiaux fonctionnent de sorte que certains membres contribuent à la reproduction du groupe par leur activité agricole, et d'autres par leur activité urbaine. La complémentarité suppose une cohésion, une entente tacite sur les objectifs – l'amélioration de la situation socio-économique du groupe, et les moyens de les atteindre – la coopération des différents membres. Cela suppose également soit qu'il existe une conception commune de ce qui représente un bénéfice pour l'ensemble (les relations d'entraide sont alors relativement égalitaires) ; soit que les relations sont nettement plus asymétriques, marquées par l'exercice d'une autorité patriarcale qui a un rôle prononcé dans la détermination des activités de chacun des membres.

Il faut alors considérer non seulement la résidence, mais aussi l'espace de travail, de loisirs, de sociabilité. Ce qui nous conduit à choisir le concept d'espace de vie, sur la base duquel nous avons repris et élaboré celui de *multipolarité*. Ce concept permet de prendre en compte toutes les dimensions

---

1. «Dire que les individus entrent dans des configurations, c'est dire que le point de départ de toute enquête sociologique est une pluralité d'individus qui, d'une manière ou d'une autre, sont interdépendants. Dire que les configurations sont irréductibles, c'est dire qu'on ne saurait les expliquer ni en des termes supposant qu'elles existent, d'une certaine façon, indépendamment des individus, ni en des termes impliquant que les individus existent en-dehors d'elles» (Élias, *Les lois de l'exclusion*, p. 253).

de la vie sociale pour l'analyse des modes d'usages sociaux de l'espace ainsi que la prise en compte de l'ensemble du groupe familial et de ses configurations – sa composition, son mode de relation, de division des tâches, de répartition dans l'espace.

Cela nous renvoie alors à la définition de l'urbanisation en tant que changement social. Loin d'une définition purement «urbanistique» de la croissance de la ville, la définition que l'on devrait adopter de l'urbanisation est celle d'une transformation des usages sociaux de l'espace et des rapports sociaux dans l'espace.

## **Conclusion**

Les cas étudiés montrent que les agriculteurs en ville ne sont pas nécessairement ceux qui ont fait les frais de la différenciation sociale dans les campagnes. Toutefois, la réussite de l'installation en ville et la mise en place d'une multipolarité dépendent de quelques facteurs dont tous ne disposent pas de façon égale :

- Sur le plan de l'exploitation d'abord : plus que la distance, les conditions d'accès à l'exploitation agricole sont un facteur important de maintien, dans ces régions aux conditions de transport précaires.
- Sur le plan de la famille : l'étendue de la famille et l'âge des enfants sont des facteurs qui permettent ces inscriptions dans des espaces différenciés ; mais plus précisément, les types de rapports (d'autorité ou de coopération) orientent les pratiques de solidarité et les possibilités de les reproduire dans le temps. Il semble en effet que des rapports moins clairement hiérarchiques, où la figure du patriarche s'efface au profit d'une structure familiale de type réticulaire (une fratrie constituant chacune une cellule indépendante dans l'espace et solidaire dans les pratiques) sous-tendent les logiques de construction d'un espace de vie familial multipolaire.
- Enfin, sur le plan des réseaux sociaux : les relations développées dans les villes qui permettent de trouver un emploi pour l'épouse ou l'un de ses enfants adultes, comme les réseaux sociaux de voisinage autour de l'exploitation agricole qui permettent de transmettre et d'échanger des informations sur les tâches à réaliser, sont essentiels à une bonne insertion «multipolaire».

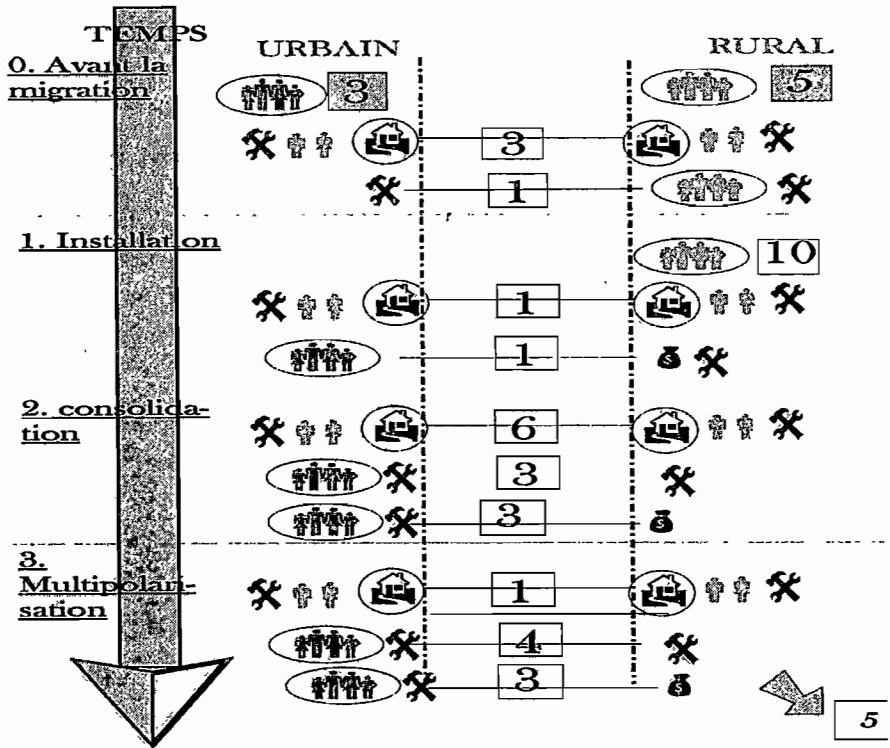
Ce type de stratégie d'insertion sociale dans différents espaces, qui peuvent englober au cours de l'existence des passages par les grandes métropoles, renvoie à deux hypothèses : soit l'on est en présence d'un changement social qui porte avant tout sur la place subjective qu'occupe l'exploitation agricole dans la trajectoire sociale de ces familles ; soit il faut se départir d'un possible biais ethnocentrique et considérer que nous sommes

en présence d'un «mode d'habiter» caractéristique, que les sociétés rurales brésiliennes ont développé au cours du temps et à travers différents espaces.

Si l'insertion urbaine constitue une remise en cause potentielle du modèle de déplacement dans l'espace du front pionnier, et représente au contraire une recherche d'alternatives locales, en revanche selon les modèles productifs qu'elle favorise, l'extension de cette stratégie peut être à double tranchant.

Dans les cas que nous avons observés, il semble se dessiner deux grandes tendances. La première se traduit par une spécialisation dans l'élevage qui a été favorisée par l'accès au crédit agricole, au détriment d'un système productif plus diversifié. Ses conséquences sont l'intensification des déboisements. La seconde tendance conduit au maintien des plantations de cultures pérennes, telles que le cacao et le poivre, associées à de l'élevage. Dynamiques sociales et conjonctures économiques peuvent se conjuguer et se renforcer mutuellement, soit dans le sens d'une spécialisation dans l'élevage, soit dans le sens d'un système d'exploitation moins «agressif» vis-à-vis de l'environnement (les cultures pérennes et une agriculture diversifiée). Malheureusement, alors que les prix du bœuf sont stables, les cours du cacao et du poivre sont irréguliers et généralement bas. Aussi la probabilité de voir les déboisements s'intensifier paraît-elle plus forte.

Figure 8 – Un pied en ville, un pied à la campagne



## CHAPITRE 11

# Diversité de l'agriculture familiale et évolution des fronts pionniers : la place des jeunes agriculteurs en question

*Xavier ARNAULD DE SARTRE*

Dans le débat sur l'évolution des fronts pionniers amazoniens présenté dans l'introduction de l'ouvrage, les jeunes agriculteurs jouent un rôle particulier : ce sont eux qui, puisqu'ils sont «les agriculteurs de demain», décident en partie de l'évolution des fronts pionniers. C'est pour cette raison que dans le front pionnier de la Transamazonienne, ils sont la cible de politiques de développement spécifiques, sous la forme de Maisons Familiales Rurales. Bien qu'intégrant les parents dans leur fonctionnement, ces écoles sont pensées en rupture avec les pratiques de l'agriculture familiale dite traditionnelle. De fait, les jeunes incarnent les espoirs de mise en place d'une agriculture durable déçus avec les agriculteurs familiaux plus âgés : alors qu'*a priori* ces agriculteurs devaient être favorables à une forme d'agriculture censée les favoriser, les articles réunis dans la première partie de l'ouvrage montrent que cette adoption n'est pas si simple. La nouvelle génération incarne alors les espoirs d'un développement durable fatigué par ses échecs.

Par ailleurs, l'étude de la transmission des exploitations agricoles est un bon thermomètre de la santé de l'agriculture familiale : il faut, pour s'installer comme agriculteur, estimer que cela en vaut la peine ; les choix des jeunes sont alors un bon indicateur des perceptions que les agriculteurs familiaux ont d'eux-mêmes.

Ces trois raisons expliquent l'organisation de ce chapitre : en essayant d'abord de dégager les attentes d'acteurs du développement par rapport aux jeunes, nous voulons confronter ces attentes aux pratiques et aux représentations des jeunes. Mais comprendre les jeunes et les changements éventuels qu'ils apportent dans la frontière est impossible si on n'est pas en mesure de les situer par rapport à leurs parents. C'est la raison pour laquelle nous n'étudierons les pratiques des jeunes qu'après avoir caractérisé les pratiques de leurs parents.

## **1. Une approche critique du couple stabilisation des fronts pionniers et professionnalisation de l'agriculture familiale**

### ***1.1. Les enjeux de la stabilisation des fronts pionniers amazoniens***

Un des enjeux majeurs du développement durable dans les fronts pionniers est de parvenir à stabiliser l'agriculture familiale. La carte 10 montre quels itinéraires migratoires ont suivis trois familles paysannes rencontrées dans le front pionnier de la Transamazonienne<sup>1</sup>. On constate que ces itinéraires sont caractérisés par de nombreuses migrations, qui ont mené les agriculteurs de front pionnier en front pionnier. Or ces migrations semblent aller contre l'intérêt même des agriculteurs : s'ils sont déjà propriétaires, pourquoi migrer alors qu'une migration vers une zone de colonisation nouvelle a des coûts très élevés (en plus des problèmes liés à la préparation d'une nouvelle exploitation agricole par le défrichement, l'isolement dans la forêt entraîne une situation sanitaire précaire, une violence toujours latente, l'absence d'école pour les enfants et la difficulté de commercialiser les produits agricoles) ? Expliquer ces migrations constitue un des enjeux majeurs du développement durable et de la recherche dans les fronts pionniers. Ce sont les causes retenues dans la littérature scientifique que nous allons à présent passer en revue.

Il y a, sous-jacent à toutes les analyses des causes des migrations, un constat selon lequel les migrations paysannes sont la conséquence des qualités agronomiques des sols amazoniens, impropres à l'agriculture. En effet, le déboisement, puis le nettoyage par le feu, opérations couramment utilisées pour préparer les champs, transforment profondément les sols anciennement sous forêt. La fertilité des sols peut être reconstituée par une longue période de jachère, comme le font le plus souvent les Indiens. Mais les agriculteurs, eux, décident après une à deux opérations de défriche-brûlis, de planter des pâturages. Or, il s'agit là d'un usage du sol qui conduit à son appauvrissement rapide (en particulier au niveau de ses qualités physiques), et compromet les possibilités d'y pratiquer autre chose que de l'élevage extensif. Ainsi la plupart des auteurs pensent-ils que, plus que la qualité des sols, ce sont les pratiques culturelles et pastorales qui contraignent la possibilité d'y pratiquer une agriculture durable (Desjardins et *al.*, 2000) et obligent donc à la migration. Il faut alors parvenir à expliquer ces pratiques qui mènent au déboisement.

Certains considèrent que la transformation en pâturages de la forêt est la traduction de rapports sociaux de classe défavorables aux agriculteurs familiaux, qui sont contraints de migrer par la pression, y compris physique,

---

1. La carte 10 représente les migrations d'agriculteurs âgés aujourd'hui de 60 à 70 ans, et celles de leurs parents (phases 1, A ou a). Elle représente donc des itinéraires commencés depuis un siècle.

exercée par les grands propriétaires (*fazendeiro*) (Velho, 1972 ; Fearnside, 2001). Le statut de la terre au Brésil, et le fait que le foncier y soit un investissement rentable, font que de nombreux acteurs sont à la recherche de terres pour se constituer de vastes domaines d'élevage extensif. Le pâturage étant un usage du sol peu exigeant quant à la fertilité des sols, le prix des terres déboisées est largement surestimé. Les agriculteurs se trouvent alors à la tête d'exploitations dont la valeur foncière dépasse l'usage qu'ils peuvent en faire et les capitaux qu'ils ont à leur disposition. Peu résistent à la tentation de vendre la terre pour réaliser une rente foncière. Certains auteurs ont même pu ériger cette adaptation au marché foncier en un comportement stratégique d'agriculteurs perçus comme des agents économiques provoquant, par une accélération de la transformation des terres en pâturages, la réalisation de la rente foncière (Walker et al., 2002 ; de Reynal et al., 1997).

La littérature montre pourtant plusieurs brèches dans cette conception de la rationalité des agriculteurs. Certains auteurs notent ainsi que les discours des agriculteurs peuvent entrer en contradiction avec ces analyses, décalages qu'ils expliquent en disant que la rationalité des pratiques des agriculteurs peut être une reconstruction *a posteriori* du chercheur. D'autres auteurs remarquent, eux, que ces pratiques prédatrices pour l'environnement ont lieu même dans des contextes où elles ne sont pas économiquement rationnelles ; ils avancent alors une explication selon laquelle les agriculteurs auraient des pratiques prédatrices non seulement pour des raisons économiques, mais aussi par habitude, parce que cela correspond à un «éthos de la frontière» et à la «culture» des agriculteurs familiaux (Walker et al., 2002).

### ***1.2. Le discours de la professionnalisation des syndicalistes et des agents du développement***

Ces analyses sont largement partagées sur le front pionnier, et servent de fondement aux actions de développement durable qui y sont entreprises. En effet, la reconnaissance de problèmes socio-politique, économique et culturel a servi de base à la mise en place de formations destinées aux jeunes agriculteurs.

Ces actions partent du constat de la distance croissante qui séparerait les agriculteurs familiaux de leurs enfants, distance dont l'importance de l'exode rural des jeunes serait le témoin. Dès lors, l'enjeu pour les acteurs de développement est d'influer sur les enfants de colons pour éviter que la frontière «ne se vide de ses jeunes». Pour saisir plus précisément les objectifs de ces acteurs, nous avons réalisé plusieurs séjours dans des Maisons Familiales Rurales, lu et annoté de nombreux projets d'actions de développement passant par les jeunes, et réalisé différents entretiens avec

des personnes en charge des jeunes dans la région ; cela s'ajoute à une présence d'un an et demi sur le terrain. Nous pouvons qualifier les objectifs de ces actions à partir de l'entretien du coordinateur de la FVPP<sup>1</sup> (Fondation Vivre, Produire Préserver) :

«Coord. FVPP : (...) Ce projet est pour travailler dans cette perspective selon laquelle le travail doit attaquer le moins possible le milieu naturel. (...) Les jeunes, on perçoit qu'ils sont plus réceptifs à ce type d'idées que les personnes plus âgées qui ont toute une culture de déboiser, brûler. Les jeunes, dans les programmes que nous avons ici, par exemple faire des champs sans brûler, y parviennent avec beaucoup plus de facilité, comme si c'était une chose normale, et non pas une chose poussée par quelque chose qui est au-dessus d'eux.

«Enquêteur : Vous pensez qu'avec les jeunes, c'est plus facile ?

«Coord. FVPP: Certainement, ils ont plus de facilité à comprendre parce qu'ils sont déjà dans une autre culture plus ouverte et plus réceptive.»

Ce responsable syndical considère que les idées que l'on peut traduire sous le vocable de «développement durable» ont plus de chances d'être adoptées par les jeunes que par leurs parents. Selon lui, les jeunes appartiennent à une culture différente de celles de leurs parents, culture qu'il qualifie de «plus ouverte et plus réceptive» ; la rupture avec les mentalités extractivistes des agriculteurs familiaux est, ici, posée comme fondement des actions de développement. On retrouve bien l'explication culturelle des migrations exposée plus haut. Les actions envisagées pour les jeunes agriculteurs permettent de retrouver les autres arguments expliquant les migrations.

Le premier type d'action vise cette culture même des jeunes. Partant du constat «qu'une des plus grandes difficultés, c'est que la majorité des jeunes ne s'identifient pas comme des agriculteurs», il souhaite «restaurer l'auto estime des agriculteurs» ; cela constitue «la fin de toute action [de développement]». Le second type d'action porte aussi sur les représentations, mais au niveau cette fois-ci des revenus de l'agriculture : «[Le jeune] pourrait réussir à avoir une vision meilleure, à voir que l'agriculture n'est pas... n'a pas besoin d'être aussi dure qu'elle ne l'est. Elle peut être meilleure, cela dépend du travail. Que la rentabilité peut être meilleure, que les revenus peuvent s'améliorer». Il s'agit de montrer que l'on peut «pratiquer l'agriculture autrement», de manière plus rentable. Enfin, le syndicat doit agir à un niveau politique pour obtenir des aides de l'État, soit sous forme d'aides directes, soit sous forme de prêts ou d'aides à la

---

1. La FVPP est un regroupement des syndicats des travailleurs ruraux et de diverses associations de la région Transamazonienne en vue de susciter un développement régional.

commercialisation. Le coordinateur de la FVPP a une conscience aiguë de la distance qu'il y a à parcourir pour parvenir à cela, mais la FVPP participe à deux actions spécifiques aux jeunes dans ce but : la formation technique par le biais de Maisons Familiales Rurales dispensant en trois ans une formation par alternance à des fils de colons âgés de 15 à 25 ans ; une formation politique touchant 70 jeunes issus des huit communes de la région visant à fortifier le syndicat dans le monde rural.

Ces actions renvoient à la définition de la profession que proposent Claude Dubar et Pierre Tripier (1998). Ces auteurs distinguent trois enjeux aux professions en termes : d'organisation sociale («enjeu systémique»), d'accomplissement de soi («enjeu identitaire») et d'action collective («enjeu stratégique»). On les retrouve dans le discours ci-dessus : les syndicats d'agriculteurs s'organisent pour rehausser l'image que les agriculteurs ont d'eux-mêmes, faire pression auprès de l'État et améliorer les conditions de vie.

C'est clairement une professionnalisation de l'agriculture familiale que les syndicats souhaitent voir les jeunes porter<sup>1</sup>. La crise avec les parents marque une distance entre jeunes et parents, que les agents de développement souhaitent voir se transformer en une conception de l'agriculture plus professionnelle. Cette conception s'opposerait d'un côté à l'exode rural qui guette la région, de l'autre aux pratiques «patriarcales» (le mot est du coordinateur de la FVPP) des parents, pour permettre l'implantation «des idées nouvelles» du développement durable.

### ***1.3. Pour une élucidation des logiques paysannes de la migration et du changement social***

Les analyses présentées jusqu'ici ont l'intérêt d'expliquer migration et déforestation tant par des facteurs tenant au contexte des fronts pionniers que par le fonctionnement de l'agriculture paysanne. De fait, les deux éléments sont indissociables, et cela reprend bien le fait que, dans le cas d'une agriculture paysanne, l'agriculture est une activité enchâssée dans le fonctionnement social de ces sociétés. Mais là où, à notre avis, cette analyse fait apparaître des limites, c'est quand la catégorie de «culturel» est ramenée à de vagues mentalités extractivistes – et, par voie de conséquence, quand l'alternative d'évolution des fronts pionniers oppose l'exode rural à la professionnalisation de l'agriculture.

Plus largement, ces réflexions invitent à s'interroger sur le lien entre une culture, des techniques agricoles et les logiques d'un groupe social, c'est-à-

---

1. Il est d'ailleurs fait explicitement mention de la professionnalisation de l'agriculture familiale dans d'autres passages d'entretiens, que ce soit avec le responsable syndical déjà cité ou d'autres que nous avons rencontrés.

dire sur les raisons sociales de l'agriculture non durable que pratiqueraient les agriculteurs familiaux et qui se reflètent dans des pratiques de déboisement ou l'exode rural. C'est sur cette base que l'on peut tenter d'identifier les changements en cours chez ces agriculteurs, changements auxquels on pourrait articuler une agriculture plus durable.

Cela implique d'étudier simultanément des jeunes et leurs parents. Cela est d'autant plus indispensable qu'il est peu probable que la rupture en cours dans les fronts pionniers se traduise par un bouleversement total : on sait que le changement social ne signifie pas la disparition de l'ancien, et qu'on retrouve toujours dans la société d'arrivée de nombreuses caractéristiques de la société de départ. Cette évidence est parfois oubliée par les acteurs du développement, qui espèrent repartir de zéro avec les formations aux jeunes agriculteurs. Or, ne pas comprendre qu'une crise est certes un changement, mais aussi beaucoup de continuités, est une erreur.

Deux éléments doivent donc être interrogés dans les analyses présentées ci-dessus : d'une part, les causes qui mènent aux migrations ; d'autre part, la nature du changement social en cours dans le front pionnier.

## **2. Les logiques sociales de la migration**

Réinterroger le facteur culturel revient, nous l'avons dit, à comprendre le fonctionnement de l'agriculture paysanne dans les fronts pionniers. Dans ce même ouvrage, Laurence Granchamp montre comment le diagnostic d'exode rural massif frappant la région peut être nuancé par une approche des logiques familiales. C'est à ce même constat que nous amènent nos analyses, mais par un chemin différent : en étudiant les logiques de localisation de jeunes saisis à partir d'enquêtes menées dans le monde rural.

### ***2.1. Exode rural et localisation rurale : pour une prise en compte de l'échelle familiale***

Le tableau 8 représente la situation des enfants de 86 familles de colons que nous avons rencontrés dans cinq localités de la Transamazonienne<sup>1</sup>.

Ce tableau montre plusieurs éléments : il nuance d'abord grandement le diagnostic d'exode rural des jeunes agriculteurs. Si on ne considère que les couples mariés, on constate que 32 % des garçons et 38 % des filles sont en ville, ce qui correspond à peu près à une répartition aléatoire.

---

1. Ces familles représentent la totalité des familles ayant des enfants mariés de cinq localités des municipes de Medicilândia, Pacajá et Anapu. Ces localités sont toutes des localités de zones de colonisation ancienne distantes de plus de dix kilomètres de la première agroville.

**Tableau 8 - Situation des enfants de colons en fonction de leur sexe**

	Filles						Garçons						Total	
	Célibataire			Mariée			Célibataire			Mariée				
	Nb	%	Ecart relatif	Nb	%	Ecart relatif	Nb	%	Ecart relatif	Nb	%	Ecart relatif	Nb	%
Agriculteur chez parents	14	38	++	14	8	----	48	68	+++	54	32	0	130	29
Agriculteur proche parents	0	0		54	31	+++	0	0		34	20	0	88	19
Agriculteur loin parents	0	0		10	6	+	0	0		3	2	--	13	3
Agriculteur non propriétaire	3	8	---	30	17	0	8	11	-	24	14	0	65	14
Ville proche	16	43	++++	48	27	0	10	14	--	40	23	0	114	25
Ville lointaine	2	5	--	19	11	+	5	7	-	15	9	0	41	9
Monde	2	5		2	1		0	0		1	1		5	1
Total	37	100		177	100		71	100		171	100		456	100

Légende : Ecart relatif = écart à la moyenne pondéré. Afin de simplifier la lecture, nous avons utilisé une simplification par seuil. Le seuil a été fixé à 15 % ; lorsqu'il n'a pas été franchi, nous notons 0. Puis, le nombre de signe équivaut au nombre de fois où le seuil a été franchi. Lorsque nous ne notons rien, c'est que le calcul n'était pas possible (effectif ou effectif théorique trop limité).

Source : Travail de terrain, 2000 et 2001

Si les jeunes célibataires, pour la plupart dépendants de leurs parents, se localisent soit chez eux, soit dans des villes proches du lot de leurs parents (avec une différence nette selon le genre), la plupart des enfants mariés, donc *a priori* émancipés de la tutelle de leurs parents, vivent, eux aussi, à proximité de chez leurs parents. On constate même que nombre d'entre eux habitent sur le lot parental. Nous avons montré par ailleurs (Arnauld de Sartre, 2003) que si les plus jeunes des enfants mariés sont ceux qui habitent chez leurs parents, on y trouve aussi des enfants relativement âgés. La faible proportion de jeunes partis loin de leurs parents, dans des zones de colonisation nouvelle, ne peut pas tant être interprétée comme un arrêt de la colonisation de l'Amazonie (le prolongement et l'ouverture de nouveaux fronts pionniers prouvent le contraire), mais comme l'illustration du fait que les migrations se font principalement en famille. C'est parce qu'aucune famille de notre échantillon ne s'est séparée entre des membres qui se sont stabilisés et d'autres qui sont partis vers un nouveau front pionnier qu'on ne voit pas d'agriculteurs présents dans une zone de colonisation nouvelle. Cela illustre une caractéristique connue des migrations au Brésil ou dans les fronts pionniers (Brumer et al., 1991 ; Araújo, 1993 ; Wanderley, 1998) : quand elles sont décidées hors de toute contrainte directe, les migrations se font toujours en famille, au moment où les enfants les plus âgés d'un couple arrivent à l'âge adulte.

Les entretiens que nous avons réalisés avec 25 des chefs de familles de l'échantillon montrent que c'est parce qu'il «faut fournir de la terre aux enfants» que les agriculteurs décident d'une migration. En effet, les familles

comptent souvent un grand nombre d'enfants (entre six et seize enfants par famille dans notre échantillon) ; leur transmettre la terre actuellement utilisée signifierait donc soit de choisir un héritier, soit de procéder à une division de la terre en petites parcelles, donc à augmenter la productivité sur les terres. Or, dans un contexte où non seulement il existe des terres libres en abondance, mais où en plus la vente d'une terre défrichée est une opération financière rentable, les migrations s'imposent comme un moyen de réaliser une reproduction sociale à l'identique, sans avoir à mener des transformations sociales. C'est la reproduction d'une certaine paysannerie qui est en jeu dans la transmission de la terre à l'origine de l'avancée dans les fronts pionniers (Araújo, 1993 ; Woortmann, 1995 ; Le Borgne - David, 1998 ; Arnauld de Sartre, 2003).

Mais une chose est frappante lorsque l'on étudie ces logiques de transmission de la terre : c'est leur hétérogénéité, qui se traduit par des impacts spatiaux différents. Si la famille est l'échelle de base de l'analyse de l'agriculture familiale, toutes les familles n'ont pas le même type de fonctionnement.

## **2.2. Typologie des familles d'agriculteurs**

La diversité de l'agriculture familiale au Brésil est une chose connue : Brumer et al. (1991) proposent une typologie de la diversité de l'agriculture familiale fondée sur l'origine géographique. On oppose classiquement (voir en particulier Woortmann, 1995) les agriculteurs familiaux du Sud du Brésil (*gauchos*) aux *nordestinos*. Mais les fronts pionniers présentent la caractéristique assez rare de mettre côte à côte ces différents types d'agriculteurs familiaux. En effet, si la carte 10 montrait que la plupart des familles ont des itinéraires migratoires variés, ces itinéraires étaient, sauf exception, différents pour les *nordestinos* et les *gauchos*. L'Amazonie les met pour la première fois côte à côte.

Localement, la différence entre les deux catégories d'agriculteurs structure les discours des acteurs et, de fait, s'observe à différents niveaux : plus capitalisés au départ, les *gauchos* ont pu choisir les meilleures terres, sur lesquelles ils pratiquent souvent une agriculture rentable. Descendant d'Européens (Allemands, Italiens, Polonais, etc.), ils sont physiquement très différents des *nordestinos*, descendants d'esclaves et bien plus métissés. Ces derniers ont souvent connu des itinéraires plus chaotiques ; on les retrouve dans des zones moins favorisées, et le fait qu'ils n'aient, pour certains, jamais été propriétaires terriens avant d'arriver en Amazonie explique les difficultés que nombre d'entre eux rencontrent.

Mais cette dichotomie *gaucho / nordestino* est aussi le lieu de stéréotypes et d'analyses vite déterministes. Or, il nous semble qu'elle doit surtout être

comprise comme le signe de la diversité de l'agriculture familiale, et servir de base à une analyse systématique des différences qui la structurent. Si, comme nous l'avons dit plus haut, les modes de reproduction de l'agriculture paysanne sont à l'origine de pratiques spatiales différentes, la différenciation de l'agriculture paysanne peut se faire en essayant de caractériser ces modes de fonctionnement sociaux et leurs impacts spatiaux.

Nous avons, pour mener cette analyse, procédé en deux temps : tout d'abord, nous avons analysé les familles interrogées par questionnaires, en particulier par rapport à la localisation des enfants et aux parcours des familles ; puis, nous avons fait une première typologie, et décidé de rencontrer 25 de ces familles pour mener un entretien de biographie familiale. Ces entretiens, enregistrés et transcrits, ont été analysés selon une méthode structurale (Demazière et Dubar, 1997) visant à faire ressortir la logique des différentes étapes de l'itinéraire des familles et de localisation des enfants. Certes, de nombreux arrangements avec la réalité de l'itinéraire migratoire peuvent avoir été fait dans le cadre de l'entretien (Bourdieu, 1986) ; mais plus que les analyses réelles qui ont conduit les familles à prendre une décision, ce sont les argumentaires développés *a posteriori* qui nous intéressent. Car en révélant ce qui est socialement admis par une société, ils révèlent les normes qui structurent cette dernière – et, *in fine*, ses logiques sociales.

On a alors pu identifier, sur cette base, quatre types de famille.

Le premier type de famille (type I), de loin le plus nombreux, est constitué de familles que nous avons qualifiées de «paysannes paternalistes». Issues des zones rurales du Nordeste, ces familles font partie de celles qui ont des itinéraires migratoires les ayant menées de front pionnier en front pionnier. Leurs itinéraires depuis le début du siècle montrent que, en dehors des cas, finalement assez rares dans notre échantillon, où ces familles ont été expulsées par un grand propriétaire terrien (quatre familles nous ont révélé des problèmes de cet ordre), elles sont parties, comme nous l'avons montré plus haut, pour transmettre à tous leurs garçons un statut social chèrement acquis et valorisé, celui de propriétaire indépendant. D'où le fait que nous les ayons qualifiées de paysannes. Le fait que seuls les garçons soient destinataires, *a priori*, d'une terre, et surtout la contrepartie en travail attendue en échange de la terre, nous ont amené à qualifier ces familles de paternalistes : en effet, les pères de familles, véritables *pater familias*, entendent bien pouvoir compter, en échange de la terre qu'ils ont donnée à leurs enfants, sur la force de travail de ces derniers pour leur vieillesse et même pour les travaux quotidiens ; c'est la raison pour laquelle ils évitent d'envoyer les enfants étudier en ville. Dans la mesure où cet échange de travail à l'intérieur de la famille est à l'origine de la «fiction paternaliste»

caractéristique des échanges de travail en Amazonie (Léna et *al.*, 1996), nous avons choisi d'appliquer cette expression à ces familles. Pour autant, ces objectifs ne doivent pas être confondus avec la situation réelle des enfants, qui peut différer fortement de ces objectifs.

C'est justement au niveau des objectifs que les familles de type «paysan paternaliste» se distinguent des familles du second type, que nous avons qualifiées de «paternalistes paysans intermédiaires» (type II). Elles ont le même passé que les précédentes, et tiennent des discours comparables aux familles du type précédent. Mais ces discours ne semblent être là que pour satisfaire aux normes paysannes. En effet, ces familles ont envoyé tous leurs enfants, sauf souvent le dernier, étudier en ville – en espérant qu'ils puissent sortir de la condition paysanne, tout en continuant à les aider par leurs éventuels salaires. Mais même lorsque leurs études se sont mal passées, les enfants ont décidé de rester en ville. Ces familles sont donc touchées par un exode agricole presque total, exode dont elles se plaignent parfois, mais qu'elles ont largement provoqué. L'aide espérée des enfants ne se retrouve pas sur l'exploitation agricole, mais peut prendre diverses formes d'échanges entre la ville et la campagne (ce que L. Granchamp décrit dans le même ouvrage).

Le principe de fonctionnement des deux premières familles, fondé sur l'échange (inégalitaire) de travail entre les parents et les enfants adultes, diffère fondamentalement de celui des familles que nous avons qualifiées de «familles paysannes communautaires» (type III). Certes, la transmission du statut de propriétaire terrien est essentielle chez ces familles de *gauchos*, et les migrations sont, là encore, le moyen de cette transmission. Mais l'échange de travail disparaît complètement une fois les enfants installés ; ce qui importe pour ces parents, c'est de se trouver à proximité de leurs enfants, et de maintenir une vie familiale active (d'où le nom communautaire que nous avons donné à ce type de familles). De même, ces familles provoquent assez souvent la sortie de l'agriculture de leurs enfants, en particulier des filles, en leur permettant d'étudier.

Ces trois types de famille confirment largement le fait que la reproduction sociale des familles est un mécanisme à l'origine des migrations des familles. Toutefois, un quatrième type de famille fonctionne plus selon des logiques de type économique (type IV). Ces familles sont elles-aussi originaires du Nordeste, mais elles n'ont pas connu les itinéraires assez réguliers des précédentes. Leurs itinéraires migratoires sont plus chaotiques, et s'ils contiennent des étapes dans des fronts pionniers, ils sont aussi marqués par des passages par des sites d'orpaillage, par la ville, et par divers statuts de salariat. Ces familles sont plus accoutumées aux logiques du marché, et réagissent en fonction de *stimuli* économiques : elles peuvent

passer un temps sur un front pionnier, et le quitter lorsque la situation devient difficile – pour, parfois, y revenir. Ces familles se retrouvent en particulier dans les zones de colonisation nouvelle, qu'elles viennent occuper un temps avant de revendre la terre au plus offrant. Elles peuvent aussi s'être stabilisées, mais pratiquent dans ce cas une forte pluriactivité ; leurs enfants, en tout cas, se retrouvent souvent en ville. De faible tradition paysanne, elles ont souvent été décrites par les auteurs travaillant sur les fronts pionniers (voir en particulier Gama Torres, 1992) ; le problème étant que ces descriptions ont parfois été généralisées à l'ensemble des familles paysannes. Or, si leur proportion varie grandement selon les zones considérées, elles ne sauraient en aucun cas se substituer complètement aux autres familles.

### 2.3. Diversité paysanne et migration

**Tableau 9 – Exode rural et type de famille**

#### Ensemble des jeunes

	Marié		Célibataire		Total	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Ville	101	34,4	29	29,6	130	33,2
Campagne	193	65,6	69	70,4	262	66,8
<b>TOTAL</b>	294	100	98	100	392	100

#### Jeunes issus de familles de type I et III

	Marié		Célibataire		Total	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Ville	35	25,2	10	22,7	45	24,6
Campagne	104	74,8	34	77,3	138	75,4
<b>TOTAL</b>	139	100	44	100	183	100

#### Jeunes issus de familles de type II et IV

	Marié		Célibataire		Total	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Ville	45	44,1	15	50	60	45,5
Campagne	57	55,9	15	50	72	54,5
<b>TOTAL</b>	102	100	30	100	132	100

Population source : Jeunes vivants, venus et qui n'étudient pas de moins de 40 ans  
Source : Travail de terrain, 2000 et 2001

Ainsi, un des résultats de notre travail est de montrer la diversité des logiques paysannes. Certes, la migration est bien le résultat le plus couramment observé. Mais les raisons qui expliquent les migrations diffèrent largement de celles examinées plus haut. De même en ce qui concerne l'exode rural : toutes les familles, nous l'avons dit, n'ont pas la même stratégie par rapport à la migration. C'est ce que l'on peut confirmer par une

analyse de données issues du tableau 8 (mais excluant les enfants qui étudient encore, à la situation trop particulière<sup>1</sup>) discriminées en fonction du type auquel appartient la famille d'origine.

On constate que si la présence d'enfants mariés en ville concerne un tiers des familles, seul un quart des familles paysannes paternalistes ou communautaires sont dans cette situation, contre près de la moitié des autres familles.

Ainsi pouvons-nous conclure cette partie : les facteurs culturels évoqués dans la première partie pour expliquer les migrations peuvent être remplacés par une analyse des logiques sociales de la migration ; de même, poser les problèmes du front pionnier en termes d'exode rural paraît trop réducteur. Cela a des conséquences importantes sur les politiques menées : fondées sur des mauvais diagnostics des raisons menant aux migrations, elles conduisent à chercher des alternatives qui ne sont pas forcément celles souhaitées par les familles. Cela est évident au niveau du débat sur la professionnalisation souhaitée pour les jeunes agriculteurs.

### **3. Innovations discrètes de jeunes agriculteurs : professionnalisation ou ruralisation de l'agriculture paysanne ?**

Les analyses de la situation du front pionnier de la Transamazonienne réalisées plus haut par les agents de développement faisaient état d'une crise de l'agriculture paysanne, qui se manifesterait par l'exode rural. Nous avons montré que cette manifestation doit être sérieusement nuancée en fonction du type de famille concerné, et en fonction des stratégies des familles. Mais il n'en demeure pas moins que certaines familles voient bien leurs enfants partir en ville contre leur volonté, en particulier dans les familles des types paysans paternalistes et communautaires. C'est dorénavant de ces seuls types dont nous parlerons, laissant les agriculteurs citadins, aux pratiques trop particulières, de côté. Pour les étudier en détail, nous nous fonderons sur une analyse des discours de leurs enfants<sup>2</sup>.

#### ***3.1. La sortie de l'agriculture, entre refus du paysannat et attraction pour un mode de vie sociétair***

Lorsque la sortie de l'agriculture s'inscrit en rupture contre les parents, celle-ci se fait de manière brutale. C'est ce que nous pouvons étudier à partir du récit d'Elizabete, issue d'une famille de paysans paternalistes :

---

1. En effet, prendre en compte les jeunes qui étudient encore biaiserait l'échantillon statistique, car ces études peuvent être menées soit dans la localité des parents, soit dans une école rurale située à proximité, soit en ville. Cette localisation n'est pas le fruit de stratégies familiales, mais dépend fortement de l'âge, du passé des familles et surtout des possibilités d'étudier à proximité de la résidence paternelle.

2. Nous avons rencontré 54 jeunes agriculteurs, tous issus des familles auxquelles nous avons appliqué des questionnaires, et la plupart issus de familles avec lesquelles nous avons réalisé des entretiens.

«Enquêteur : Tu disais que tu ne voulais pas étudier, mais sortir du *travessão* : tu n'aimais pas cet endroit ?

«Elizabete : Non, il n'y a rien là-bas qui me plaisait si ce n'est ma famille, je n'aimais pas cet endroit et je ne l'aime toujours pas.

«Enquêteur : Pourquoi?

«Elizabete : Je pense qu'aujourd'hui si je suis arrêtée, timide, tout cela parce que j'ai vécu là-bas, cachée, il n'y avait aucune opportunité de ne rien faire si ce n'est aller à l'église, avoir cette routine, à la maison, à l'église, à la maison, c'est très triste la vie là-bas dedans. Je ne veux plus jamais y retourner.

«Enquêteur : Et les études, ça a été la manière que tu as trouvée pour partir?

«Elizabete : Oui, les études et suivre Roberto [son mari].

«Enquêteur : Tu penses t'être mariée pour partir de là ?

«Elizabete : Je pense que ça a été le destin. Normalement, je n'aurais pas dû partir de là, mais il y a eu cette attraction pour Roberto et je me suis mis dans la tête que je devais me marier avec lui et qu'il pouvait m'aider à sortir de là. Ça a été plus pour partir oui.

«Enquêteur : C'est pour cela que tu t'es mariée aussi rapidement?

«Elizabete : Ca a été très rapide en effet, on s'est connu un Lundi et on était fiancés le Vendredi, on ne s'est pas marié le Samedi uniquement parce que ce n'était pas possible, n'est-ce pas?

«Enquêteur : Et tu avais très envie de te marier à cette époque?

«Elizabete : Non, je n'avais pas aussi envie que cela de me marier, mais ma situation m'obligeait à me marier, parce que c'est un groupe de personnes qui vous surveille beaucoup, vous ne pouvez pas avoir de petit ami, on peut juste avoir des amis dans l'Église, les gens se mêlent beaucoup de ta vie, moi je voulais quitter cette vie où la pression était très forte, je ne pouvais pas rester non.

«Enquêteur : Les gens dont tu parles, ce sont les mêmes que ceux chez qui tu as habité à Anapu ?

«Elizabete : Les gens rapportaient beaucoup de choses aux oreilles de mon père, et mon père est quelqu'un qui n'a pas étudié, une personne très ignorante, avant de me marier il m'a même frappée très fort, il me frappait beaucoup tu sais, et ce n'est pas pour autant que je reprenais le droit chemin, ma diversion c'était d'avoir des petits amis, et mon père n'a jamais accepté aucun de mes petits amis, même avec Roberto il hésitait».

Ce récit est très clair : Elizabete refuse un système familial et local très oppressant et très centré autour d'une famille trop pesante (ou vécue comme telle, ce que révèle la verbalisation des violences familiales) : c'est là typiquement le refus d'une forme «communautaire», centrée autour de la famille et de l'Église. La manière qu'a trouvée Elizabete de sortir de cette vie est de se marier avec un jeune homme qui peut l'amener en ville. On voit

que ce mariage s'est décidé en moins d'une semaine, pour pouvoir partir de chez ses parents.

Ce refus va bien au-delà du refus de la communauté d'origine, il implique la revendication d'un mode de vie différent. Elizabete déclare, à un autre moment de l'entretien, qu'elle n'a «pas pu vivre sa vie de jeune fille» ; elle parle aussi, dans cet entretien, de sa timidité ; du refus de la routine du quotidien. C'est une vie plus individuelle que demande Elizabete. Cela se retrouve dans beaucoup d'entretiens de jeunes, dans celui de Maria en particulier (issue d'une famille de paysans communautaires) :

«Tôt déjà j'avais cette attente, je ne voulais pas me marier jeune, je ne cherchais pas à avoir de petit ami, en fait je ne voulais pas me fixer là-bas ni construire une famille avec les garçons de là-bas. Je pensais donc que c'était une toute petite ville, tout le monde se connaissait et on avait une relation de camaraderie, en fait je n'avais aucune attente dans ce lieu. On ne peut pas y travailler, sauf pour être professeur, et il n'y a rien, même pas un cours de dactylographie, donc on ne peut penser à rien, même pas penser à faire de l'anglais, même pas de l'informatique, il n'y a même pas d'électricité. Mais c'était un coin tranquille et j'y ai été très heureuse, parce qu'il y avait tout ce côté de l'amitié, de connaître tout le monde, d'avoir des amis. Aller à l'église tous les dimanches, tout ça. Mais toujours je sentais qu'il me manquait de faire des cours, de faire autre chose, de ne pas avoir tous les jours la même chose, tous les jours, tous les jours, tous les jours... se diriger vers un mariage, pour avoir des enfants, cela en vrai n'était pas une chose qui me satisfaisait. Et bon, je pense que mes frères qui vivent là ne sont pas moins heureux que moi, peut-être même plus heureux. Parce qu'en fait c'est cela qu'ils cherchaient».

Là encore, le discours est très clair : Maria veut apprendre ; elle refuse de faire comme ses frères, elle veut se former, apprendre, évoluer constamment. Cela renvoie, sans aucun doute, à une configuration sociale typique sociétaire, plus centrée autour de la personne : les relations sont choisies, guidées par l'intérêt ou les convictions, tournées vers l'avenir (voir en particulier Dubar, 2001). Ces discours sont très éloquentes d'aspirations à la «modernité» de personnes issues de familles «traditionnelles» ; tous ces discours rejettent la fermeture sur le monde caractérisée par la timidité. «La nouvelle forme d'identification qui devient potentiellement dominante, avec l'émergence de cette figure historique, je l'appellerai à la suite de Paul Ricœur forme narrative pour la différencier de la précédente (appelée réflexive). Elle implique, en effet, le primat de l'action dans le monde et non de la réflexion intérieure sur soi-même. Chacun se définit par ce qu'il fait, ce qu'il réalise et non par son idéal intérieur. Elle s'organise autour d'un plan

de vie, d'une vocation qui s'incarne dans des projets, professionnels et autres» (Dubar, 2001).

### 3.2. Travail avec les parents et crise de l'agriculture paysanne

Le départ des jeunes agriculteurs vers la ville peut ainsi traduire une crise plus profonde de l'agriculture paysanne. Mais cela ne veut pas dire pour autant qu'il faille opposer ceux qui restent, et qui reproduiraient les valeurs paysannes, à ceux qui partent, qui entreraient en crise. Au contraire, on observe des changements profonds au sein même du front pionnier. Nous avons vu plus haut que, au moins en ce qui concerne les agriculteurs de type paternaliste paysan, l'obtention de terre par le biais des parents supposait un échange de travail. On retrouve bien cette situation dans le discours suivant :

«Il faut aider le vieux : qui est-ce qui m'a élevé depuis que je suis né jusqu'à aujourd'hui ? Cela veut dire que je dois l'aider».

Même si ce jeune se plaint par ailleurs de l'autorité excessive de son père, qui «abuse», il travaille avec lui car estime qu'il lui doit de l'avoir élevé. Pourtant, ce jeune, âgé de 35 ans, travaillait avec et pour son père depuis plus de vingt ans quand nous l'avons rencontré ; s'il dispose de sa propre terre, c'est principalement par son travail qu'il l'a achetée ; cela fait longtemps que sa «dette» devrait être «payée». La dette est d'autant plus imaginaire qu'elle n'est pas acceptée par tous les enfants, qui quittent parfois le lot parental. C'est le cas de ce fils, qui quitte le lot de son père pour un lot plus éloigné :

«Enquêteur : Et quand avez-vous commencé à travailler dans votre lot ?

«Lucio : D'abord, je suis venu travailler avec mon père ici même, pour m'occuper de ce lot là-bas, mais il y avait toujours des petits conflits de service, je voulais faire d'une certaine façon et lui il me faisait faire d'une autre manière, alors tous les travaux que je voulais faire c'était ainsi, il n'était jamais d'accord, il disait toujours que j'avais tort alors un jour, j'ai dit : "Bon, alors vous allez faire de la manière que vous voulez, et moi je fais de la manière que je veux". Alors ça a été ainsi. (...) Moi je voyais bien qu'il n'y avait pas de futur dans ce qu'il voulait faire, c'était un travail bon pour être fait dans une autre région, mais pas ici, il n'y avait pas moyen. J'allais mourir au travail sans rien gagner, alors je les ai quittés, et je suis allé dans le *travessão* pour y travailler, j'ai amené la femme et les enfants là-bas ; et j'ai commencé à travailler là-bas sans moyens, j'avais fait du travail ici, mais j'ai tout laissé au père.»

Le refus de l'autorité du père peut se traduire de différentes façons : Lucio a acheté son propre lot ; d'autres essaient de travailler le moins possible avec leur père ; d'autres partent en ville. En tout cas, c'est souvent un bon révélateur d'une crise de l'agriculture paysanne. On peut ainsi

distinguer différents types de situation des jeunes, du plus dépendant des parents au totalement indépendant : d'abord, des célibataires âgés et appelés à le rester qui vivent chez leurs parents, et travaillent avec et pour eux à temps complet ; ensuite, des enfants mariés qui travaillent la plus grande partie du temps chez leur père, qui prend toutes les décisions ; ensuite, des enfants mariés mais autonomes qui vivent proches des parents et travaillent avec eux de manière régulière, mais restent maîtres de leurs propres cultures et de leur commercialisation ; ensuite, des jeunes proches des parents mais indépendants, qui échangent des jours de travail ; ensuite, des jeunes complètement indépendants de parents qu'ils ne voient plus ; enfin, des salariés qui n'aident que très ponctuellement leurs parents.

On notera que dans ces cas-là, les jeunes ont tous refusé de mener une nouvelle migration avec leurs parents. Ce phénomène avait déjà été décrit, dans le cas des agriculteurs issus du Sud du Brésil (ils correspondent au type III, «paysans communautaires», identifié plus haut), par Anne Le Borgne - David (1998) : elle montrait que l'accès à la terre ne justifiait pas, pour les jeunes agriculteurs, de mener une nouvelle migration. Nous pouvons élargir cette tendance à une partie des enfants d'agriculteurs issus du Nordeste, et classés de paternalistes paysans ; elle est d'autant plus véhémement que l'accession à une terre implique de maintenir des relations de travail perçues comme inégalitaires avec les parents.

Ce sont ainsi les modes de reproduction de l'agriculture paysanne par la migration qui sont bouleversés, soit par le départ vers la ville d'une partie – limitée – des jeunes, soit par le refus d'une reproduction par la migration. On peut ainsi confirmer l'idée qu'il existe une crise de l'agriculture paysanne. Mais la notion de crise désigne non seulement une période difficile vécue par un groupe social dont les fondements sont remis en question, mais aussi l'émergence d'un nouveau type de fonctionnement social. C'est ce que nous voulons développer à présent.

### ***3.3. Les nouvelles pratiques des jeunes agriculteurs***

L'agriculture paysanne associe étroitement famille et agriculture. Lorsque les jeunes refusent de migrer avec leurs parents au moment de devenir agriculteurs, ils remettent en question non seulement la possibilité d'accéder à une terre, mais plus largement les possibilités de reproduction des familles paysannes. Or, on s'aperçoit dans les récits biographiques des jeunes que cette remise en question s'inscrit dans un contexte beaucoup plus large de transformation rapide de la famille paysanne. Nous avons déjà évoqué plus haut les revendications des jeunes partis en ville. De la même manière, les jeunes restés dans le monde rural, et en particulier les filles, entendent profiter de leur jeunesse pour faire des expériences, y compris sexuelles :

ainsi, la virginité des femmes au moment du mariage n'apparaît pas être, comme cela semblait pourtant être le cas quelques années auparavant, une obligation. Le mariage, qui était l'acte fondateur non seulement d'une famille mais aussi d'une exploitation agricole, connaît des bouleversements profonds : certains jeunes justifient le choix de leur conjoint par des sentiments amoureux<sup>1</sup>, quand d'autres, comme dans l'extrait d'entretien cité ci-dessus, disent se marier pour pouvoir échapper au mode de vie paysan.

Ces changements se retrouvent à trois niveaux en particulier : celui de la place de la femme dans la famille, celui du nombre d'enfants du couple et celui de l'avenir désiré pour les enfants. Les femmes revendiquent une autonomie qui, dans de nombreux cas, peut s'identifier à une émancipation. Elles désirent choisir le nombre d'enfants qu'elles auront ; à cet égard, nos statistiques montrent la chute drastique du nombre d'enfants par famille : des jeunes issus des familles très nombreuses décrites précédemment n'ont plus aujourd'hui qu'un à trois enfants, et ils utilisent pour cela toutes les méthodes contraceptives à leur disposition<sup>2</sup>. De plus, parallèlement à la réduction du nombre d'enfants par famille, les jeunes ne désirent pas que leurs propres enfants soient agriculteurs : ils cherchent au contraire à les faire étudier, considérant que l'éducation est la meilleure stratégie d'ascension sociale. Cela crée alors une demande scolaire considérable dans les zones rurales, où il est maintenant possible d'effectuer les premières années du collège.

C'est toute l'organisation et le fonctionnement des familles qui se trouvent bouleversés : la conquête par les enfants et la femme d'une place dans la famille qui ne soit pas dépendante des obligations du travail agricole est un des critères principaux qui permettent de parler d'émergence de la famille moderne (Shorter, 1977). Or, la famille moderne est essentielle pour la stabilisation du front pionnier : réduire le nombre d'enfants rend moins nécessaire la migration vers un nouveau front pionnier, surtout si les enfants ne sont plus agriculteurs ; par ailleurs, fournir aux enfants la possibilité d'étudier nécessite de se trouver à proximité d'une école, et empêche donc une migration vers un nouveau front pionnier. Enfin, le fait qu'une femme refuse de tenir le rôle qui lui est traditionnellement attribué dans l'agriculture familiale rend problématique la migration vers un nouveau front pionnier (car il faut faire des sacrifices importants pour vivre dans des zones de

---

1. Certes, une telle justification peut relever, là encore, du simple discours. Mais plus que la réalité des facteurs qui ont guidé les conjoints à se choisir, c'est l'émergence du champ lexical qui nous intéresse : elle signifie que les normes sur ce qu'il est socialement admis ont changé. En effet, les parents utilisent un tout autre lexical pour qualifier leur mariage (Arnauld de Sartre, 2003).

2. Cette tendance s'inscrit dans un mouvement identifié il y a plus de dix ans : voir Hamelin, 1992 ; Léna et Maciel da Silveira, 1993.

colonisation récente), et rend possible la recherche d'une source de revenus non agricole utile à la stabilisation en arrière du front pionnier.

Fort logiquement, le rapport à l'agriculture se trouve transformé lui-aussi. Alors que la certitude d'avoir à effectuer une migration pouvait expliquer une gestion à court terme des ressources naturelles, entraînant une dégradation rapide de la fertilité du milieu pour en tirer le meilleur rendement travail / revenus possible, la stabilisation de l'agriculture familiale modifie le rapport à l'agriculture. Cela peut contribuer à expliquer deux phénomènes importants : d'une part, le départ vers la ville de jeunes qui estiment y rencontrer de meilleures conditions de socialisation que dans le monde rural ; d'autre part, une généralisation de la double et de la pluriactivité. Ceux qui restent tentent en effet d'associer différentes sources de revenus, y compris non agricole : les jeunes qui ont pu apprendre une technique spécifique (mécanique, maniement d'une tronçonneuse) peuvent l'exercer sur un marché local où il existe une certaine demande, et obtenir ainsi des revenus supérieurs à ceux qu'ils peuvent espérer dans l'agriculture.

Ponctuellement, on observe une gestion des lots en fonction d'objectifs de rentabilité et de restauration de la fertilité, mais l'absence d'assistance technique rend aléatoires ces expériences. Il existe très certainement une demande de formation de la part des jeunes agriculteurs, mais celle-ci a besoin de rencontrer un appui. Pour l'instant, la plupart des expériences qui fonctionnent sont celles de jeunes agriculteurs qui ont intégré les principes de gestion capitaliste de leurs lots, qu'ils valorisent par la transformation en pâturage dans le but de devenir des petits propriétaires terriens. Quant aux autres, ce sont souvent d'anciens élèves des maisons familiales rurales qui ont associé les techniques qui leur ont été enseignées à leur volonté de se stabiliser dans le front pionnier.

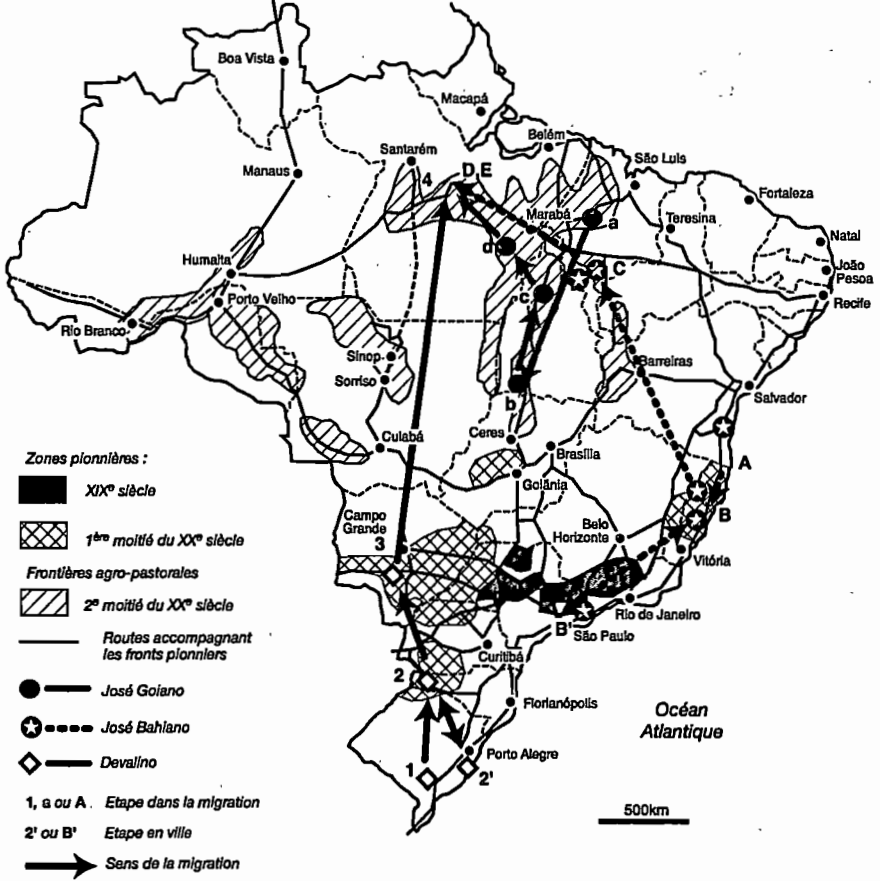
## **Conclusion**

On est en tout cas loin des objectifs de professionnalisation de l'agriculture paysanne affichés par les responsables syndicaux : certes, la crise pronostiquée est bien en cours. Mais elle ne se pose pas en termes d'opposition exode rural / professionnalisation de l'agriculture paysanne. Le diagnostic d'exode rural doit en effet être corrigé selon les familles dont on parle ; et quand il s'inscrit en rupture contre l'agriculture paysanne, il n'est que la manifestation de changements plus profonds, qui touchent l'ensemble des agriculteurs familiaux, y compris ceux qui sont restés dans le monde rural.

Pour l'instant, on observe surtout une ruralisation de l'agriculture familiale : celle-ci s'insère à un territoire dans lequel elle reconnaît avoir une place à construire, ce qui semble pour l'instant réussi. Si la mise en place

d'un développement durable dans les fronts pionniers semble possible, c'est principalement sur ces volontés qu'il faut l'appuyer, en offrant aux couples la possibilité de réaliser leurs objectifs. La forme d'organisation de l'agriculture familiale autour de la corporation professionnelle ne semble pas nécessaire à la stabilisation du front pionnier ; plus encore, les agriculteurs qui ont séparé le plus nettement l'agriculture de la famille sont aussi ceux qui ont les pratiques les plus destructrices du milieu. Pour leur permettre de mettre en place des stratégies utiles à tout le groupe, il paraît plus prudent de miser sur la formation de tous les membres des familles et la diversification des sources de revenus que sur la seule professionnalisation de l'agriculture paysanne.

## Carte 10 - Itinéraires migratoires de trois agriculteurs



Cartographie des itinéraires migratoires : Monique Morales (UMR SET, Pau), sur une carte tirée de l'ouvrage de Martine Droulers (2001)

CHAPITRE 12  
(ETHNOGRAPHIE D'UNE COMMUNAUTÉ)

**Liens religieux et relations de voisinage**  
**La formation d'une congrégation évangélique dans le sud du**  
**Pará\***

*Véronique Boyer*

Les représentants des organisations syndicales liés aux secteurs progressistes de l'Église catholique établissent généralement un lien plus ou moins explicite entre les difficultés de mobilisation des agriculteurs et l'essor du mouvement évangélique<sup>1</sup>. À São João de Araguaia, une municipalité à l'est de la ville de Marabá dans une région tristement célèbre pour ses conflits fonciers violents et bien souvent meurtriers, la présidente du Syndicat des Travailleurs Ruraux semble, à l'instar de la plupart de ses collègues dans d'autres communes, en être convaincue. Les chiffres avancés attestent de toute évidence du succès du pentecôtisme parmi les habitants du Santo Antonio et de la Consulta, deux aires mitoyennes occupées par des *posseiros* avant d'être expropriées en 1985-86 par l'Institut National de la Colonisation et de la Réforme Agraire (INCRA), découpées en lots et attribués aux «sans-terre». La présidente estime que la moitié des 600 habitants du Santo Antônio, où elle réside, et pas moins de 60 % des 120 familles de la Consulta sont évangéliques, une tendance qui s'accroîtrait avec le temps. L'un des délégués qui l'assiste assure pour sa part que certains habitants se sont désintéressés du mouvement syndical après leur adhésion aux églises évangéliques ou leur retour à la croyance<sup>2</sup>. De ce point de vue, la constitution d'une congrégation pentecôtiste, avec une activité religieuse prenante pour garantir son «salut dans l'au-delà», leur a fait perdre de vue l'idée du bien collectif ici et maintenant.

Les données recueillies en juin et juillet 1997 confirment l'ampleur du phénomène pentecôtiste tout en venant nuancer certaines affirmations portant sur les effets corollaires de l'adhésion religieuse. Par exemple pour ce qui concerne la baisse supposée de la participation des évangéliques au

---

\* Je remercie les organisateurs de l'ouvrage de leur lecture attentive d'une première version de l'article et leurs critiques constructives.

1. Pour une revue bibliographique de telles associations dans la littérature sociologique, je renvoie à Boyer, 1997.

2. Le terme croyant est souvent utilisé pour désigner les évangéliques.

syndicat, j'ai pu constater que le nombre de pentecôtistes présents lors d'une réunion au groupe scolaire du Santo Antônio était proportionnellement égal à celui des catholiques. Par ailleurs, quand les appréciations ne concernent plus les évangéliques en tant que catégorie de population mais des éléments nommément désignés, il est apparu qu'elles sont dans l'ensemble bonnes, les réserves exprimées à propos de certains d'entre eux étant sans rapport avec leur appartenance religieuse. Enfin, contrairement à ce que semblent parfois supposer les dirigeants du syndicat, les catholiques ne le considèrent pas plus que les évangéliques comme un instrument de luttes politiques et de conquêtes sociales. En vérité, l'adhésion des uns comme des autres obéit à des raisons très pragmatiques : avoir accès au droit à la retraite, aux soins médicaux et à des prêts bancaires.

Je voudrais mettre en évidence la dynamique de formation des congrégations évangéliques en soulignant le sens de cette appartenance religieuse et la nature des liens noués. Pour des raisons de clarté, je limiterai la présentation au noyau fondateur de la congrégation du Santo Antonio, étant entendu que ces réseaux se prolongent au-delà, s'enrichissant ou s'appauvrissant au fil des entrées et des départs. Quelques éléments biographiques des principaux acteurs seront introduits afin de pouvoir replacer dans le contexte des trajectoires de migrations<sup>1</sup> le moment où ils situent leur adhésion au pentecôtisme. Ces données permettront également d'appréhender la place de chacun dans le groupe religieux en formation en soulignant les appuis trouvés dans les réseaux de relations antérieurs.

D'ores et déjà, on peut affirmer que, dans l'écrasante majorité des cas, l'adhésion des individus survient quand leurs conditions d'existence sont des plus problématiques. Il est aussi certain que le mouvement évangélique attire avant tout ceux dont la position dans le groupe local est la plus fragile. Les témoignages recueillis montrent que les artisans les plus fervents du groupe religieux sont tous ceux qui, pour une raison ou une autre, n'ont pas accès à la possession de la terre : ceci concerne évidemment les ouvriers agricoles mais aussi les femmes dont le nom n'est pas toujours porté sur le titre de propriété et les enfants qui travaillent pour le père.

Le terme «conversion» utilisé par les évangéliques laisse entendre qu'ils conçoivent leur adhésion religieuse sur le mode de la rupture. Pourtant le processus d'intégration à une congrégation est progressif. Après le moment précisément dit de conversion, quand le novice répond à l'appel du pasteur en déclarant publiquement «accepter Jésus comme son unique sauveur», vient celui du baptême dans les eaux qui en fera un membre à part entière de l'église. Une expérience très importante pour tout nouveau fidèle – sans que

---

1. Pour une analyse des stratégies de migrations familiales ou entre voisins, voir Roberto Araújo, 1993.

l'occasion en soit fixée par rapport aux deux événements précédents – est le baptême de feu quand le Saint-Ésprit «parlera en langue étrange» par sa bouche.

Or l'enthousiasme qui entoure la profession de foi initiale n'est pas toujours suivi d'une grande constance. Dans le cas du Santo Antonio, la plupart des enfants et des adolescents, qui avaient tous – ou à peu près – «parlé en langue», mais n'avaient pas été baptisés dans les eaux, s'étaient déjà éloignés quelques mois après la fondation de la congrégation, alors que je menais l'enquête de terrain. Quant aux adultes, certains peuvent décider de se détourner s'ils ne lisent aucun signe d'amélioration dans leur situation matérielle, ou si aucune fonction religieuse ne vient récompenser leurs efforts. La stabilité des congrégations est ainsi sans cesse remise en cause par la nature des engagements des fidèles, mais aussi, comme nous le verrons, par les stratégies individuelles et familiales.

Une première partie de l'article se propose de montrer la complexité du mouvement pentecôtiste, et la constante concurrence entre les Eglises, à partir de la présentation des diverses tentatives d'implantation à la Consulta et au Santo Antonio. L'exemple de la congrégation du Santo Antonio sera l'occasion d'examiner très concrètement la manière dont se constitue et s'organise un groupe religieux particulier et d'évaluer pour finir les effets de cette nouvelle appartenance sur l'insertion des individus.

## 1. Les premières tentatives d'implantation des Assemblées de Dieu

La plus grande Eglise pentecôtiste au Brésil<sup>1</sup> est l'Assemblée de Dieu fondée en 1911 à Belém, capitale de l'État de Pará<sup>2</sup>. Bien que présente dans la ville de Marabá dès 1926, il lui faudra attendre plus de cinquante ans pour trouver dans «l'intérieur»<sup>3</sup> un public de désespérés et de laissés-pour-compte à consoler, après l'échec des grands projets de colonisation des gouvernements militaires. C'est encore plus tard, à la fin des années 80, que les quelques pentecôtistes de la Consulta forment une congrégation<sup>4</sup>, et même après pour ceux du Santo Antonio voisin.

Ce déploiement est représentatif du mode de diffusion et de sédimentation du pentecôtisme, généralement des grandes villes vers les petites agglomérations, puis les hameaux et enfin les habitats dispersés. De fait, si la Consulta et le Santo Antonio se joutent, ils ont des caractéristiques d'occupation de l'espace légèrement différentes. Au Santo Antonio où les

---

1. Selon l'IBGE, en 1991, près de deux millions et demi de personnes se réclameraient de l'Assemblée de Dieu, soit environ 17 % des évangéliques brésiliens.

2. L'histoire de l'Assemblée de Dieu dans le Nord du Brésil est retracée par Cetrulo Neto, 1995.

3 «L'intérieur» désigne, au Brésil, les zones rurales, en particulier lorsqu'elles sont éloignées des villes.

4. Ils devaient parcourir auparavant une trentaine de kilomètres pour assister au culte.

habitants résident pour la plupart sur leurs lots<sup>1</sup>, les distances ne facilitent pas un suivi des contacts comme à la Consulta où une bonne partie des habitants se sont regroupés dans un hameau près du fleuve. C'est là qu'échouent les nouveaux venus à la recherche de travail avant que d'autres migrations ne les entraînent plus loin.

Parmi eux, un homme dont on ne sait pas grand-chose si ce n'est qu'il se réclame de l'Assemblée de Dieu dite, dans la région, «de la Mission». L'ébauche de la petite congrégation qu'il veut organiser en 1987 se place dès le début sous le signe de la concurrence avec une autre Église, connue également comme Assemblée de Dieu mais qualifiée de Ministère de la Madureira<sup>2</sup> fondée à la fin des années 1960 à São Paulo par un pasteur dissident de la première.

L'homme de la Mission a en effet à peine eu le temps de faire quelques disciples qu'un évangéliste de la Madureira est introduit par le gendre d'un habitant de la Consulta, lui-même vicaire de cette Église<sup>3</sup>. Le second a dû se montrer plus convaincant que son rival puisqu'il parvient à débaucher l'un des premiers croyants de la Mission, qui y gagne le poste enviable de dirigeant de congrégation, une défection qui sera suivie d'autres. Le succès de la Madureira – 55 membres en 1987 – se révèle cependant de courte durée et en 1991 le dirigeant et sa femme se retrouvent seuls.

Une seconde tentative de la Mission se soldera cette fois-ci par la désertion du dirigeant au profit de la Madureira. L'épisode commence en 1991 quand un diacre de l'Assemblée de Dieu de la Mission arrive à la Consulta où il a acheté une terre. Il se présente comme le nouveau dirigeant, celui qui est officiellement chargé par le pasteur de s'occuper localement du groupe de fidèles. Les pentecôtistes qui s'installent à cette époque sur des lots du Santo Antônio se joignent à la petite congrégation fonctionnant à la Consulta. À l'exception d'un seul, tous sont des croyants déjà anciens.

C'est le cas de Pedro<sup>4</sup>, converti en 1976, qui occupe une position un peu à part. Respecté par ses coreligionnaires et considéré par la présidente du syndicat et le délégué du Santo Antônio comme extrêmement fiable, Pedro incarne la figure du sage désintéressé, honnête et responsable. Peu sensible aux honneurs et estimant la «mission trop lourde», il aurait décliné à plusieurs reprises la charge de dirigeant de congrégation. Il a également refusé la fonction de délégué syndical car, comme le dit l'une de ses

---

1. Depuis les premières attributions, les lots ont souvent changé de propriétaire, certains étant vendus à des voisins, d'autres cédés à de nouveaux arrivants.

2. Alors que la Mission consolide son expansion du nord vers le sud, la Madureira tente d'étendre son influence en remontant, à partir du point où a été consommée la dissidence, vers l'équateur.

3. Selon un ancien membre de la Mission, ce *presbítero* aurait été récompensé par la Madureira : «il a aujourd'hui en charge une Église riche de Parauapebas et gagne plus de 1 000 reais».

4. Tous les noms ont été changés.

voisines, «cela générerait sa vie spirituelle». Sa conception religieuse des relations humaines l'obligerait à se maintenir loin des ressentiments qui ne manquent pas de s'accumuler à l'égard de celui qui s'implique dans les affaires du monde. Favorable à l'œcuménisme, Pedro a organisé une célébration catholique chez lui à l'occasion de laquelle il a parlé de «sa religion». Il semble se suffire à lui-même et prendra une part peu active dans la constitution de la congrégation actuelle de la Mission.

#### Encadré 5

##### 1<sup>ère</sup> tentative au hameau de la Consulta :

1987 : Arrivée d'un migrant venant prendre possession d'un lot qui tente d'organiser une congrégation de l'Assemblée de Dieu de la Mission.

Quelques mois plus tard : arrivée, à travers un réseau formé de liens religieux et familiaux, d'un évangéliste de l'Assemblée de Dieu de Madureira.

La plupart des fidèles de la Mission passent à la Madureira, mais peu à peu le groupe se désagrège.

##### 2<sup>ème</sup> tentative au hameau de la Consulta :

1991 : - Arrivée à la Consulta de João, propriétaire d'un lot et diacre de la Mission, et de sa femme.

- Arrivée au Santo Antonio de Pedro, propriétaire, et de sa femme, croyants de la Mission depuis 1976.

1992 :- Arrivée au Santo Antonio de Adalberto, propriétaire, et de sa femme, croyants de la Mission depuis 1977.

- Arrivée au Santo Antonio de Miguel, propriétaire, qui se convertit en 1993, et de sa femme réconciliée depuis 1987.

1995 :- João est accusé de vol, il passe à la Madureira. Les évangéliques du Santo Antonio refusent de le suivre

Pedro est né en 1947 dans le Maranhão à Barra do Corda. Sa mère était déjà croyante. En 1960, il accompagne ses parents à Imperatriz, puis à Açailândia où il se marie en 1975. Jusque-là, Pedro n'avait aucun «intérêt spirituel parce qu'il devait s'occuper de sa famille et n'avait donc pas le temps». Il se convertit pourtant l'année suivante, quatre mois après sa femme. Au début des années 1980, il se rend dans le *centrão* où il travaille une terre pendant cinq ans, puis passe un an dans une mine d'or du Xingu avant d'aller à Marabá. En 1989, il achète la terre du Santo Antônio sur laquelle il s'installe en 1991. Sa femme est employée par la mairie de São João, où elle est cantinière.

Un autre couple d'évangéliques de longue date s'établit au Santo Antônio en 1992. Adalberto et sa femme sont devenus croyants à la fin des années 1970. Comme la plupart des pentecôtistes, Adalberto souligne les

changements survenus depuis sa conversion : «j'ai travaillé sur la terre de mon grand-père, je n'ai pas étudié. Quand je me suis converti, ça a changé. J'ai commencé à étudier la Bible. Après l'esprit s'ouvre. Avant je ne savais que signer mon nom. On allait où il y avait un frère [de l'Église] à treize kilomètres du lot». Sa femme se plaint également de «parents qui ne l'ont pas laissée étudier». Convaincue que ses fils instruits ne sauraient entraîner sur un mauvais chemin leur mère analphabète, elle a pensé qu'il serait bon pour elle d'être croyante après qu'ils aient lu la Bible.

Le père et la mère sont tout particulièrement impressionnés par l'un d'eux qui réside à Belém depuis 1985. Évangélique convaincu, membre de la Mission, celui-ci se montre très critique à l'égard des positions politiques conservatrices de son Église. Il parle de l'influence qu'a eue sur lui une professeure d'histoire, fondatrice du Parti des Travailleurs de Marabá, de son engagement dans le mouvement étudiant, de son opposition au barrage de Tucuruí, de sa participation à la création d'un syndicat affilié à la CUT, ce qui lui a valu de perdre son emploi. Par ailleurs, il évoque la formation, difficile mais bien réelle, d'un mouvement évangélique de gauche (UNIPOP, MEP-Mouvement Évangélique Progressiste qui s'étend à partir de Belo Horizonte dans les années 1980) qui soutient les candidats du PT<sup>1</sup>.

Adalberto est né en 1936 dans l'État d'Espírito Santos. Son père, alcoolique, abandonne la famille et sa mère meurt quand il a huit ans. Il part en 1957 dans l'État de Minas Gerais, à la frontière de Bahia, où il se marie l'année suivante. Deux ans plus tard, il retourne avec sa femme dans son État natal. Ils y resteront dix ans. Adalberto profite alors d'un camion affrété par un beau-frère de sa femme pour rejoindre la région de Marabá. Il obtient un lot sur la PA 150 près de Jacundá, mais il n'y a pas de route, pas d'école et c'est inondable : il vend en 1978 et se convertit la même année. Sa femme l'a précédé d'un an. La famille s'installe sur terre reçue de l'INCRA près de Tucuruí. Ils vont en 1988 à Marabá puis rejoignent en 1992 un autre de leurs fils au Santo Antônio où ils achètent un lot. Une vente illégale de bois sur ses terres qu'il soupçonne d'avoir été dénoncée à l'IBAMA par le syndicat l'en éloignera quelque temps.

Le lot voisin de celui de Pedro est occupé depuis 1992 par Miguel, qui a adhéré à la Mission en 1993, et sa femme, pentecôtiste depuis 1982. Contrairement à Adalberto, le mari affirme que son existence n'a guère été bouleversée par cette conversion : «les Catholiques disent qu'en devenant croyant, les gens deviennent orgueilleux parce qu'ils ne boivent plus, ne fument plus, ne dansent plus. Mais c'est la même vie. Je n'ai pas vu de

---

1. Sa femme est tout aussi atypique. Membre de la Congrégation Chrétienne, elle se définit en plaisantant comme une «croyante post-moderne que les bijoux, les vêtements voyants et le maquillage ne gênent pas».

transformation. C'est une vie humble, c'est bon». Cette formulation constitue moins une inversion du discours habituellement tenu (sur l'accès au savoir dont on a un exemple plus haut) qu'elle ne vient le compléter. S'adressant aux catholiques, elle vise à écarter l'accusation faite aux évangéliques de se croire supérieurs aux autres.

Né en 1930 à Grajaú (Maranhão), Miguel part en 1952 pour une mine d'or dans le Goiás où il reste jusqu'en 1957. Il travaille ensuite deux ans comme collecteur de noix du Pará sur les berges du fleuve Sororó, puis comme ouvrier agricole à Apinajé (Tocantins) de 1959 à 1962, date à laquelle il acquiert une première terre. Avec sa femme, épousée en 1971 à Apinajé, il achète en 1978 un lot à São Domingos qu'ils revendent en 1986 car la *malaria* et l'hépatite mettent en danger la vie de leurs enfants. Dès 1982, sa femme envisage de se «réconcilier», ce qu'elle fait en 1987 alors qu'ils habitent sur la commune de São Geraldo. La terre étant trop pauvre pour nourrir le bétail, ils décident de la vendre pour acheter au Santo Antônio en 1992. Deux neveux de sa femme très proches de l'Église catholique étaient là bien avant leur arrivée. L'une de ses soeurs, également catholique, vit sur les terres de la *fazenda* mitoyenne. Miguel travaille un autre lot, celui de sa fille aînée, une veuve de 24 ans vivant à Parauapebas, première croyante de la famille. Quatre enfants (entre neuf et 19 ans), tous pentecôtistes, habitent avec eux. L'aîné étudie à l'école du CAT.

Dans un premier temps, João se montre un dirigeant compétent et attentionné qui rend régulièrement visite aux anciens pentecôtistes et «assiste» les nouveaux dans la consolidation de leur foi. Il ne se contente pas d'administrer la congrégation de la Consulta ; il ouvre également un «travail» à la Vilinha, un hameau proche situé sur le territoire de la commune voisine de São Domingos do Araguaia.

Alors que tout semble aller pour le mieux, le pasteur de la Mission, qui habite à São Domingos<sup>1</sup>, convoque sommairement João. Il a en effet appris que le dirigeant n'honore pas ses dettes, ou pire qu'il aurait vendu des biens ne lui appartenant pas. Au terme d'une entrevue difficile, les deux hommes ne sont parvenus à aucun accord. En mai 1995, João reprend contact avec la Madureira qu'il avait fréquentée en 1984 lors de son séjour à Parauapebas. La hiérarchie de cette Eglise l'accueille bien volontiers et lui accorde même une promotion : c'est désormais en tant que vicaire (*presbítero*) de la Madureira, un titre qui lui donne le droit de célébrer la communion, que João agira à la Consulta.

Il lui faut à présent convaincre les membres de la congrégation de le suivre. Connaissant l'ascendant de Pedro sur les autres croyants, João lui

---

1. Le pasteur est responsable de deux communes : São Domingos et São João, où se trouvent le Santo Antônio et la Consulta.

rend visite en lui promettant une charge et, selon l'intéressé, des avantages matériels. Comme Pedro l'éconduit poliment, João se rend chez Miguel qui refuse tout aussi fermement. Le dirigeant a beau expliquer que les pasteurs de la Madureira sont plus attentionnés que ceux de la Mission, et qu'il souffre de la jalousie de certains, il a peu de succès auprès des évangéliques de longue date. Il est vrai que les accusations à son égard semblent confirmer la réputation qu'a la Madureira dans la région de se montrer peu scrupuleuse dans le choix de ses dirigeants. En revanche, les croyants convertis par João, qui résident pour la plupart à la Consulta, le suivront et le temple de la Madureira sera inauguré en janvier 1997.

En 1995, la congrégation de l'Assemblée de Dieu de la Mission se trouve une fois de plus sans dirigeant et les croyants du Santo Antônio se replient sur leurs terres. Car, hormis quelques individus esseulés encore fidèles à cette Eglise, depuis la désertion de João, la Consulta paraît le fief de la Madureira.

Ces deux tentatives montrent clairement la lenteur et les difficultés du processus de constitution d'un noyau religieux stable. Il convient également de noter la différence de comportement entre les évangéliques de longue date ancrés dans leur foi et liés à une Eglise particulière, indépendamment d'une représentation de celle-ci auprès d'eux, et les nouveaux convertis d'abord attachés à celui qui les a gagnés au pentecôtisme et prêts à le suivre s'il change de dénomination ou fonde sa propre Eglise.

Le fractionnement du mouvement est une caractéristique de la nébuleuse évangélique, dans sa version pentecôtiste ou non. Maintes Eglises dites traditionnelles se sont ainsi scindées quand des fidèles ont voulu introduire des pratiques pentecôtistes. La première Assemblée de Dieu a elle-même été constituée, à l'initiative de missionnaires étrangers, par un groupe dissident de fidèles de l'Eglise Baptiste. Par la suite, elle n'a cessé de connaître des scissions au fur et à mesure de son expansion vers le *Nordeste* et le sud du pays, par exemple lorsque des dirigeants ne se sentant pas reconnus à leur juste valeur décidaient de créer une Eglise. La diversification du mouvement a aussi été renforcée par l'implantation de nouvelles dénominations sur le sol brésilien.

Pendant longtemps, le faible peuplement et la démesure du territoire amazonien ont permis aux différentes Eglises d'adopter implicitement des stratégies d'évitement, l'une s'établissant à bonne distance de l'autre. Ce contexte où le seul adversaire était le catholicisme change à la fin des années 1970 lorsque les flux migratoires deviennent importants. Dans le flot des migrants venus de l'ouest et du sud se trouvent des évangélistes qui se disputent, dans un même espace, les fidèles au nom des dénominations.

Certaines, comme dans le cas étudié, portent encore le nom de l'Église originelle, en renvoyant la différence au second plan du «ministère».

Les évangélistes ne sont cependant pas toujours officiellement mandatés, ni même appuyés par des Églises constituées. Ce sont des migrants parmi d'autres qui improvisent leur «mission» au gré des événements, le plus souvent à la défaveur d'autres possibilités d'ascension sociale et de réussite économique. En faisant valoir auprès d'une Église le nombre d'âmes gagnées à la Croyance – quitte à débaucher celles qui ont déjà été «sauvées» par une autre dénomination<sup>1</sup> –, ils négocient ensuite leur intégration à la hiérarchie religieuse d'une institution. Nous avons vu comment le transfert de sa clientèle religieuse par João lui a permis d'améliorer son statut en changeant d'Église ; nous considérerons à présent le rôle essentiel de l'un de ces migrants les plus démunis dans la mise en relation durable au plan religieux de croyants jusque-là isolés.

## **2. La formation de la congrégation du Santo Antonio**

Le pasteur de la Mission à São Domingos réagit rapidement à ce qu'il tient pour un coup bas, voire pour une trahison. Il fait appel à un jeune diacre qui s'est présenté à lui peu de temps auparavant, comme le fait tout croyant en changeant de lieu de résidence.

Né à Imperatriz en 1962, Francisco s'est converti peu après sa femme en 1987 et il a une certaine expérience du fonctionnement des congrégations puisque ce diacre a secondé pendant trois ans le dirigeant d'une congrégation à Marabá. Une maladie – la lèpre – lui a valu d'être renvoyé du supermarché où il travaillait. Depuis, dit-il, il ne veut plus travailler «pour le monde» et souhaite se «spécialiser dans le service d'évangélisation».

Le pasteur lui propose de prendre la succession de João et s'engage à lui verser cinquante reais<sup>2</sup> par mois jusqu'à ce que la congrégation puisse subvenir à ses besoins. Francisco accepte l'offre et, en juin 1995, il s'installe avec femme et enfants dans le hameau de la Vilinha où il reste encore quelques membres de la Mission. Quatre ou cinq mois passent, le temps de se familiariser avec ses ouailles, avant que Francisco ne réponde à l'invitation des douze évangéliques de la Mission résidant à la Consulta que João n'a pas entraînés avec lui à la Madureira.

Le mois suivant, en décembre 1995, Francisco rend visite à l'institutrice du hameau qui l'incite à contacter les croyants du Santo Antônio, et en particulier Pedro. Le diacre y va, s'égare et aboutit chez Miguel qui l'accompagne jusqu'au lot de Pedro. Au cours de leur conversation, ce

---

1. Voir à ce propos Boyer, 2001.

2. Environ quinze euros.

dernier lui parle d'une famille voisine isolée et sans assistance. Il pense surtout à la femme, fidèle depuis longtemps à l'Église baptiste traditionnelle<sup>1</sup>, qui fait seule ses prières depuis que son mari et ses deux filles se sont «éloignées».

L'abandon auquel Pedro fait allusion est «spirituel» car, pour le reste, la famille est loin d'être esseulée. **Joana**, toujours gaie et souriante, apprécie la compagnie et sait l'entretenir. Le mari, **Maurício**, est un homme énergique et bon vivant qui aime être informé et discuter de tout avec tous. Respecté mais aussi craint pour ses emportements, il est l'un des rares propriétaires du Santo Antônio que la présidente du syndicat vouvoie.

Maurício, né en 1949, et sa femme sont tous deux natifs de Linhares (Espírito Santos). Ses grands-parents croyants l'ont pris avec eux quand il est devenu orphelin. Il se marie en 1974 et fréquente avec Joana une église de la Convention Baptiste Brésilienne. En 1979, ne résistant plus «à la vanité du monde», il s'éloigne de l'Église. En 1987, ils quittent Linhares pour le sud de l'État de Bahia où son patron a acheté une propriété. En 1990, ce dernier lui propose de construire le «siège» de l'une de ses *fazendas* qui jouxte le Santo Antônio. En 1991, Maurício y achète son premier lot, en acquiert un autre en 92, puis un troisième. Deux de ses filles résident sur ses terres. La première, âgée de 28 ans, a des enfants d'hommes différents que sa mère élève. Sa soeur vit avec un «incroyant» qui travaille comme ouvrier agricole pour son père.

Peut-être Francisco a-t-il appréhendé la réaction du maître de maison, peut-être a-t-il estimé avoir déjà suffisamment d'âmes à s'occuper ? Toujours est-il qu'il ne s'est pas présenté chez Maurício, se contentant d'administrer les fidèles de la Vilinha et de la Consulta.

La situation va changer en 1996 quand arrive un homme récemment converti qui n'a ni terre, ni parents et dont l'histoire est faite d'errances et de frustrations. La succession d'échecs a eu raison de la combativité de **Tenório** et de son optimisme quant aux possibilités d'amélioration de ses conditions d'existence ici-bas. Depuis sa conversion en 1994, il n'attend plus que la Parousie. Comme le dit le délégué syndical, Tenório «ne veut pas de terre parce que Dieu est sur le point d'arriver». Et il déploie autant d'énergie à convaincre les autres de l'immanence du jugement dernier qu'il en mettait dans ses luttes antérieures.

---

1. Contrairement aux Églises pentecôtistes, l'Église Baptiste traditionnelle n'accepte pas la manifestation des dons du Saint-Esprit.

**Tableau 10 – Formation de la congrégation du Santo Antonio**

Nom	Date de l'adhésion au mouvement évangélique	Début de la participation à la congrégation	Date d'arrivée au Santo Antonio
Francisco s'installe à la Vilinha	1987	La Mission a officiellement un dirigeant	Juin 1995
Paulo	1993	1995	1995
<b>Décembre 1995 : Prise de contact avec les croyants du Santo Antonio</b>			
Miguel et Sa femme	1993 1982	12.95	1992
Pedro et sa femme	1976	12.95	1989
Adalberto et sa femme	Fin 1970	12.95	1992
Tenório et sa femme	1994	07.96	1996 à la Consulta 01.97 au Santo Antonio
<b>À partir de juillet 1996 : nombreuses adhésions</b>			
Edineuza	06.96	08.96	1994
Joana	1974 à la Baptiste	08.96	1991
Mari de Edineuza	11.96	11.96	1994
Alberto et sa femme	12.96	12.96	1992
<b>Décembre 1996 : Paulo nommé diacre</b>			
Ouvrier de Maurício	02.97	02.97	1992
la mère d'Alberto	12.96	02.97	1992
Maurício	1975, s'éloigne en 1979	02.97	1991
<b>Juin 1997 : Réalisation du premier baptême Tenório est nommé diacre</b>			
<b>Premiers désistements, premières dissensions</b>			

Né dans le Piauí en 1949, Tenório grandit à Lago da Pedra (Maranhão). Au début des années 1970, dans la région de Marabá, il épouse une femme atteinte d'épilepsie. Leur premier enfant naît aveugle et décède aussitôt. En 1975, sa femme met au monde une petite fille que Tenório ne reverra pas à son retour de la mine d'or de Palestina. En 1977, il assiste impuissant à la mort de sa femme et d'un autre enfant pendant l'accouchement. Après un séjour au Maranhão d'où il revient en mai 1980, il va à Serra Pelada, puis sur la PA 70 (entre Xinguara et Redenção) où il a des parents et travaille pour un *madeireiro*. Il passe un temps dans une mine d'or de São Félix, se fait

détrousser et, en 1984, rejoint sa famille à Curionópolis. Au contact de deux de ses sœurs devenues croyantes de l'Assemblée de Dieu, Tenório commence à écouter des programmes évangéliques émis en portugais par la radio équatorienne. Il prend aussi l'habitude de se promener avec la Bible sous le bras et se lance dans de grandes discussions avec son beau-frère converti.

En octobre 1985, à la mine de l'Anta près de Curionópolis, il se met en quête d'une épouse : «j'avais de l'argent et pas de femme, alors je dépensais. Les femmes voulaient seulement l'argent. Je me suis agenouillé et j'ai demandé une femme à Jésus. Pour moi, vivre avec quelqu'un était un système de prospérité». Il rencontre une femme récemment relevée de couches qui lui «semble de bonne taille pour produire des enfants ; il va en sortir une bonne race. Il faut lui donner un bain de civilisation». Cette cuisinière a eu son lot de malheurs ; elle n'a pas connu son père, sa mère est morte quand elle avait treize ans et elle n'a jamais été à l'école. Pour la convaincre, Tenório lui promet seulement d'unir leurs souffrances : «tu es vraiment pauvre. Si tu m'écoutes, on souffrira ensemble».

La chance semble dans un premier temps lui sourire, mais, au moment de quitter la mine, son patron garde son l'or. Tenório porte plainte en justice, reçoit des menaces de mort, et finit par suivre à contrecœur le conseil de ses sœurs : «laisse cette dette à Jésus ; tu en obtiendras bien plus au ciel» («*cede essa conta para Jesus ; tu vas te lucrar no ceu*»). Il estime toutefois que «ce n'est pas encore l'heure» de se convertir.

En 1986, il rejoint une invasion à Eldorado de Carajás mais n'obtient rien car, en 1989, les lots seront attribués uniquement aux habitants de la commune. L'année suivante, de retour à Curionópolis, Josa devient croyante. Tenório est contraint de travailler à nouveau pour les autres ; il abat les arbres et prépare des prés pour l'élevage du bétail. En 1993, le couple s'est installé dans une autre aire d'invasion, sur les berges du fleuve Sororó. Mais le moral de Tenório est au plus bas : il boit et «s'abandonne à la tristesse». Il cherche alors du réconfort auprès d'un «frère» et se convertit en mai 1994.

En arrivant à la Consulta, Tenório recherche la compagnie des croyants car «les seuls parents qu'il a ici sont les frères dans la foi», et puisque la Mission est absente du hameau, le couple fréquente un temps l'église de la Madureira. Mettant désormais toute son énergie au service de sa nouvelle foi, il interroge inévitablement tout un chacun sur ses convictions religieuses. Quand il travaille chez les uns et les autres comme journalier, il ne perd pas une occasion de prêcher l'Évangile aux autres employés, voire aux fils des patrons. Parmi ceux-là, le jeune Paulo qui, après avoir tenté sans succès sa chance à Marabá, est revenu chez son père en mars 1995. La ferveur de l'ouvrier agricole trouve un écho chez cet aîné d'une fratrie de

sept enfants qui s'est converti deux ans plus tôt dans la petite ville où il étudiait. Il informe Tenório de l'existence d'une congrégation de l'Assemblée de Dieu de la Mission, lui parle du dirigeant auquel il est très lié et lui conseille d'aller rendre visite aux croyants du Santo Antonio.

Or Tenório rencontre à la même époque un ouvrier agricole qui, depuis 1994, habite précisément au Santo Antônio sur les terres d'un propriétaire.

Cet homme, né en 1962 dans le Maranhão, est le fils d'un premier mariage du délégué syndical et président de l'Association des habitants de la Consulta. Vingt ans plus tard, il rejoint son père à Brejo Grande, puis le suit à la Consulta en 1987. Il y connaît sa femme, née en 1971 dans le Ceará, qui a suivi ses parents venus rejoindre un de leurs gendres. Ils se marient l'année suivante tandis que les parents de la femme repartent.

Plus encore, la femme de cet homme vient de se convertir à Marabá en juin 1996, alors que l'un de leurs trois enfants souffrait de pneumonie. Des «frères» qui visitent hôpitaux et prisons à la recherche de nouveaux convertis l'ont soutenue dans l'épreuve ; **Edineuza** fait un pacte et, comme l'enfant guérit, elle «décide de servir le Seigneur». Leur foi commune rapproche Tenório et Edineuza qui introduit celui-ci chez sa voisine, Joana, où elle va tous les jours chercher du lait pour ses enfants. Tenório fréquente la maison de Joana, connaît ses filles, travaille pour son mari, Maurício.

Joana l'entretient de sa foi constante, de celle – passée – de ses filles et de son mari, et elle le présente au petit groupe évangélique du Santo Antonio : Pedro, Miguel et Adalberto. De son côté, Tenório lui parle de la congrégation de la Vilinha, du dirigeant Francisco, et de la nécessité pour elle de se rallier à l'Assemblée de Dieu de la Mission. En gage de bonne foi, il lui propose d'amener chez elle le jeune Paulo qui, à son tour, convaincra Francisco de l'accompagner chez Joana, le mois suivant. Il s'est ainsi écoulé pas moins de huit mois entre le moment où Francisco entend parler de Joana par Pedro et le moment où il consent à marcher six kilomètres pour la rencontrer en août 1996.

Une appartenance religieuse commune ne constitue pas un terreau suffisant pour l'établissement de liens privilégiés entre les croyants. Aucun de ceux du Santo Antonio ne voyait là un motif suffisant de rassemblement. Ils ne pensaient pas plus à se précipiter à l'église, située à quelques kilomètres de chez eux, pour assister au culte. Il a fallu un patient travail de sollicitation, rappelant l'importance de la participation religieuse et surtout la valeur de la présence de chaque interlocuteur, pour que les voisins deviennent des «frères» et des «sœurs».

De l'avis de tous, Tenório, un homme sans fonction religieuse officiellement attribuée par une église, a joué un rôle fondamental dans la constitution de cette congrégation. Par comparaison, le représentant local de

l'Assemblée de Dieu de la Mission s'est montré un personnage effacé se contentant de récolter les fruits du travail du premier sans jamais beaucoup s'impliquer. Paradoxalement, la qualité d'ouvrier agricole de Tenório, en même temps qu'elle le mettait à la merci des besoins en main-d'œuvre des petits propriétaires, l'avantageait par rapport à Francisco. Car aller chez quelqu'un sans être invité, même s'il est croyant et soi-même mandaté par une église, c'est accepter d'être vu comme celui qui sollicite et non pas comme celui qui vient secourir. Tenório, à l'écart de ces enjeux de statut, a permis au fil de ses déplacements et de ses prêches enflammés, de formaliser une demande à laquelle le dirigeant a pu répondre sans perdre la face. Il apparaît déjà – et la suite du texte le confirmera – que ses interlocuteurs les plus réceptifs sont des individus en situation de dépendance, en particulier les femmes et les enfants.

### 3. La vague de conversions

Pour fêter l'événement, Edineuza demande au dirigeant de célébrer un culte devant sa baraque, à proximité de la maison de Joana. Dès lors, les conversions plus ou moins définitives ou les réconciliations vont se succéder. Joana et ses filles se montrent des recrues de talent et leur maison vit au rythme des obligations religieuses des femmes et de leurs enfants. Car la grand-mère installe les petits sur un banc pendant qu'elles lisent à haute voix des versets de la Bible, chantent des hymnes et prient.

Ne ménageant pas leur peine, elles présentent tous les voisins au dirigeant. Parmi ceux-là, se trouve **Alfredo**, que Francisco complimente sur sa tenue. Comme lui, d'autres déclarent avoir été sensibles à des propos sur leur mise. Le dirigeant l'assure en effet «avoir déjà l'allure d'un croyant, ne lui manquant plus que de se convertir. Car le croyant peut être pauvre, mais il ne se promène pas sale. Parce que cela ne plaît pas à Dieu». Le soir de Noël, Alfredo et sa compagne rejoindront le petit groupe de croyants.

Alfredo, né à Marabá en 1962, décide en 1985 de tenter sa chance dans une invasion près du fleuve Vermelho avec sa première femme, évangélique, et ses enfants. Il la quitte quand il rencontre, en 1991, sa compagne actuelle, née dans le Maranhão en 1978. En 1992, Alfredo vend sa terre et achète avec sa mère le lot du Santo Antônio. L'opinion du délégué syndical sur Alfredo n'a pas changé depuis sa conversion: «Il continue pareil, toujours un peu à côté de la plaque».

Toujours en décembre, une croyante mise en confiance par l'une des filles de Joana qui lui vante les qualités de l'actuel dirigeant, indique à Francisco le lot de Adalberto, l'un des évangéliques de longue date. La maisonnée de ce dernier va grossir à son tour les rangs des membres d'une congrégation assez importante, à présent, pour se doter d'un début

d'organisation formelle. Ce mois-là, le jeune Paulo est nommé auxiliaire par le dirigeant, une façon de le remercier d'avoir si bien joué les médiateurs.

Francisco est de plus en plus sollicité grâce à Tenório qui persiste à prêcher la bonne parole à ceux qui l'emploient, et à leurs fils qui se montrent séduits par sa ferveur sans faille. Non seulement les croyants de longue date trop contents de contribuer au regain d'animation mais des catholiques lui demandent de venir célébrer le culte chez eux, «pour faire plaisir aux enfants». Les enfants et les adolescents des familles proches participent avec joie à ces cérémonies qui rompent la routine, se prennent au jeu des chants et des témoignages tantôt ennuyeux, tantôt exaltés, et finissent par se convertir en entraînant parfois leurs parents.

La grande majorité de ces nouveaux convertis aiment à souligner qu'ils étaient peu favorables aux évangéliques : «Je les détestais, leur bruit, tout ça m'écœurait». Une autre femme commence son récit en disant son hostilité envers les croyants : «je trouvais que c'était une bande de boucs dévergondés (*bodes sem vergonha*) avec leurs cris». Leur opinion aurait progressivement changé en assistant à ces cultes «très populaires» : «le premier culte, j'ai eu envie mais je n'ai pas accepté. Le second, mon cœur le demandait mais je n'ai pas voulu parce que je fumais. Le troisième j'ai accepté».

Tenório, qui se débattait en décembre dans de telles difficultés qu'il pensait quitter la Consulta, voit en janvier sa situation personnelle s'améliorer. Une femme des environs, dont les deux fils adolescents se sont convertis, l'autorise à construire une baraque sur sa terre au Santo Antônio, à proximité de celle de Joana e Maurício, comme l'ont fait Edineuza et son mari. Sa femme se joint d'ailleurs à cette dernière pour aller chercher le lait que leur offrent leurs voisins plus fortunés.

Le 22 du même mois, l'employé de Maurício «accepte Jésus» à son tour en affirmant avoir à présent l'assurance du Salut et se sentir libéré de «beaucoup de choses : des ivrognes, des fêtes dangereuses...» Cet homme analphabète s'isole chaque soir dans le cellier et, à la lueur d'une lampe à huile, lutte (*peleja*) pour parvenir à lire la Bible.

À 17 ans, il quitte le Maranhão avec son beau-frère pour Palestina et Redenção. La *malaria* les oblige à rebrousser chemin au bout de trois mois. L'année suivante, il retourne seul dans le Pará où il assiste à quelques cultes évangéliques. En novembre 1992, Maurício, dont le fils a épousé l'une de ses cousines maternelles, lui propose de travailler pour lui. Au bout d'un an, il part à Ubá, un hameau à la limite des communes de São João et São Domingos où il se marie religieusement. En juillet 1996, il revient seul chez Maurício.

La réconciliation de son patron et du fils aîné de celui-ci, ainsi que la conversion de la mère de Alberto ont lieu quelques semaines après, en février 1997. Mauricio se montre extrêmement prolix sur son expérience dans le monde et sur son retour parmi les croyants. Il interprète son éloignement comme la conséquence de sa nature humaine, inconstante et sensible aux tentations, sans que sa foi en Dieu ait jamais été ébranlée. La prise de distance d'avec les évangéliques n'aurait pas en effet signifié qu'il doutât de la justesse de leur position. Pour preuve, il assure de son admiration pour sa femme toujours restée sur le droit chemin, qui trouvait la force de «se taire et de s'humilier» :

«Je me suis converti parce que j'ai trouvé ça beau. Je crois que je suis né pour être croyant. Je me suis éloigné à cause de la vanité du monde. Mais je n'ai pas laissé Jésus. Je faisais ça en cachette. J'aimais avoir une femme croyante à la maison et j'en cherchais d'autres hors de la maison. Un homme n'aime pas les femmes qui collent, qui surveillent. Mais j'ai toujours pensé que Joana avait raison et que j'avais tort.»

De façon très adroite, il laisse entendre que cette période passée «dans le monde» donne davantage de poids à son choix présent que la permanence dans le giron évangélique d'un croyant plus constant. Car, de son point de vue, ce retour s'effectue en connaissance de cause des plaisirs, des codes et les usages des mécréants auxquels il renonce. Son comportement, jurant certains, aurait du reste beaucoup changé «depuis sa réconciliation. Il était tendu, maintenant il a la paix, il est serein. Il se lève à l'heure qu'il veut, et dort de même». Lui-même affirme :

«Quand on croit, on ne se préoccupe plus. Si je me préoccupe trop, qu'est-ce que je vais avoir ? Rien. Chaque chose a son heure. La Bible dit même qu'on ne doit pas être croyant à outrance, trop saint, sinon on gêne les autres. On doit être au centre. La différence avec les catholiques, c'est que les croyants se repentissent tous les jours. Ce sont des imparfaits pardonnés ; le catholique, lui, n'est pas pardonné.»

Son discours est celui d'un petit propriétaire à peu près assuré de nourrir tous les jours sa famille. Sa croyance lui donne une certaine tranquillité d'esprit sans le détourner de la vie pratique. Mauricio ne prétend pas à la perfection du saint, il doute même de ceux qui prétendent l'atteindre. Il se méfie d'ailleurs des «croyants d'apparence – *de capa* – qui ne se convertissent pas complètement, qui se croient meilleurs, qui parlent des autres»<sup>1</sup>. Les conséquences de son adhésion religieuse sur sa vie quotidienne ont peu à voir avec l'investissement de son employé qui, à 25 ans passés,

---

1. Le «croyant d'apparence» est un personnage récurrent qui correspond à une catégorie d'accusation mais permet parfois aussi d'ordonner le récit d'une histoire singulière. Voir Boyer, «Comment un soldat du caoutchouc devient pasteur ou les pérégrinations d'un nordestin en Amazonie brésilienne», à paraître.

s'acharne à décrypter les lettres du message biblique. Sans commune mesure non plus avec la conversion d'un Tenório désespéré, tentant par un acte de foi d'annihiler sa souffrance, de se retrancher du monde au point de «ne plus vouloir de terre», comme le rappelle le délégué syndical. Ce dernier attend la fin de ce monde et se projette déjà dans l'autre ; le second acquiert un savoir qui devrait lui donner la force de continuer ; le premier y trouve le moyen d'asseoir sa position.

Grâce à l'énergie déployée par sa femme, la maison de Maurício est en effet devenue un pôle d'attraction important pour les activités rituelles. Le Cercle des femmes, que dirige l'une de ses filles sur indication du dirigeant, s'y tient les mardi, jeudi et samedi matin. L'école dominicale et la veillée, le jour de la communion (le quatrième samedi de chaque mois), y sont également réalisées. Quant aux cultes des hommes, ils ont également lieu le vendredi chez lui. La mère et les filles ne se contentent pas de recevoir ; elles se sont également taillées une réputation de chanteuses qu'elles honorent dès qu'on les y invite.

Le dévouement de Tenório est récompensé après que son union soit légalisée, en mai 1997, grâce à la fille de l'un de ses employeurs, présidente de la chambre municipale de São João do Araguaia. L'opinion du groupe sur le mariage est ambivalente – certains considérant que «ça plaît à Dieu qu'on obéisse aux lois des hommes» mais aussi «qu'on ne peut obliger personne parce que cela aussi est de la volonté de Dieu». D'une façon générale, il est entendu que «ne pas être marié ne gêne pas trop car cela ne sert que pour communier et pour avoir une charge» dans l'église. Or Tenório est avide de la reconnaissance que lui conférerait une fonction religieuse. Légalement marié, il peut devenir officiellement auxiliaire de congrégation et accompagne le dirigeant lors de sa visite mensuelle au pasteur à São Domingos.

Juin est le mois de deux grands événements. Tout d'abord, le premier baptême dans les eaux est réalisé : Edineuza et son mari, Tenório et sa femme et deux autres personnes sont maintenant membres à part entière de la congrégation. Deux jours plus tard, le dirigeant célèbre le mariage d'une fille de Maurício avec un fils de Adalberto. Les voisins catholiques ont été conviés, mais rares sont ceux qui répondent à l'invitation. Le culte sera l'occasion de nouvelles réconciliations, même si dans le même temps d'autres s'éloignent sous divers prétextes.

Selon le dirigeant, la congrégation compte maintenant une soixantaine d'adultes. Bien que tous ne s'acquittent pas régulièrement de la dîme, le groupe parvient à réunir cinquante à soixante reais par mois. Le dirigeant garde 10 % de cette modeste somme et remet le reste au pasteur de São Domingos. Il envisage de bâtir une église dans son hameau mais les

évangéliques du Santo Antônio contestent cette décision car la Vilinha est loin de chez eux. En dépit du respect qu'inspire sa fonction religieuse, Francisco a souvent du mal à s'affirmer face à des hommes habitués à commander, tels Mauricio, d'autant que d'autres, comme Tenório, se tiennent prêts à prendre sa place. De discrètes critiques percent, certains objectant que le dirigeant «est fort et sain à présent et qu'il pourrait travailler en attendant que les croyants aident» ou qu'il obtienne le poste de professeur par la mairie auquel il prétend. Cela est en partie la conséquence de sa personnalité très terne mais aussi du fait qu'il dépend entièrement de la bonne volonté, et des faibles moyens, des membres de la congrégation pour sa subsistance, bien plus qu'un pasteur installé en ville qui prélève la dîme sur une population plus importante.

Tissés inlassablement par un homme à la marge (Tenório), les liens entre les membres de la congrégation finissent par converger vers un propriétaire plus aisé. De ce fait, Mauricio se trouve au centre d'un ample réseau où se mêlent inextricablement affinités religieuses, liens de parenté, rapports de voisinage et relations de travail, les uns renforçant, modifiant, contrebalançant les autres.

Comme lui, la plupart des chefs de famille sont les derniers à rejoindre le groupe pentecôtiste, alors que la maisonnée vit déjà au rythme des prières faites par la femme et les enfants, afin de retrouver leur position dominante, voire dans une tentative de coopter les nouveaux réseaux formés. Cette tendance du «plus faible» à adhérer avant le «plus fort» peut être observée non seulement dans le cas des femmes et de leurs maris ou des ouvriers et des patrons, mais aussi dans celui des enfants et des parents. Le religieux serait-il un domaine habituellement délaissé par les dominants qu'ils investiraient pour rebondir, mieux armés, et modifier certaines dimensions de l'ordre social ? Pour séduisante qu'elle soit, une telle hypothèse, outre le fait de tomber dans un fonctionnalisme réducteur, ne rendrait pas compte de l'extrême diversité des motivations avancées par les intéressés : de la rébellion au refuge, en passant par le pur divertissement, la simple curiosité et le désir de suivre une carrière, fut-elle religieuse.

La participation religieuse permet très certainement de renforcer une sociabilité locale mais la cohésion établie sur cette base reste très fragile comme en attestent les matériaux présentés maintenant. L'autorité dont jouit le dirigeant n'est pas à la hauteur de ce que son statut laissait pressentir, et il peine à incarner la figure d'un conciliateur.

#### **4. La dignité, l'entraide et le conflit**

Tous les évangéliques, qu'ils soient anciens ou récents convertis, réconciliés ou toujours fidèles, insistent sur la qualité des relations nouées au

sein de la congrégation et sur la considération dont chacun ferait preuve à l'égard de l'autre – «être croyant, c'est avoir du respect pour soi-même et pour les autres» ou encore «quand on est croyant, on doit affirmer clairement son point de vue sans se bagarrer». L'amélioration des relations de voisinage trouverait sa source dans l'observance des interdits religieux, le principal étant la prohibition de l'alcool : «Je peux frapper à la porte des voisins, et personne ne me demande si je suis ivre. Il y a plus d'unité, plus de confiance», disait l'un d'entre eux. Cette confiance donnée *a priori*, en raison d'une appartenance religieuse commune, va de pair avec une revalorisation de l'image de soi : «Je ne me mets plus en colère quand j'ai des problèmes avec les voisins, ça change la vie. Je suis une personne meilleure que je ne l'étais». Certains individus, assurent les évangéliques, se connaissant jusque-là de vue commencent à «se fréquenter» régulièrement après leur adhésion. Les liens se resserrent dans les domaines les plus divers et des échanges de savoirs ont lieu. Une femme apprend aux autres à faire du savon tandis qu'une seconde montre ses talents de couture. Quelques-uns se sentent encouragés à apprendre non seulement à lire, mais aussi à argumenter : d'innombrables anecdotes circulent qui racontent comment un catholique désemparé aurait été réconforté par un pasteur affable, ou comment un évangélique sans instruction formelle aurait eu le dernier mot face à un curé arrogant.

Cette représentation d'un univers plus sûr et plus solidaire que les pentecôtistes revendiquent pour eux-mêmes rompt avec une réalité difficile où les infrastructures routières, sanitaires ou administratives sont défaillantes, quand elles ne sont pas inexistantes. La souffrance n'est pas pour autant un thème absent des narrations. Les tourments à venir promettent d'être aussi terribles que ceux qu'ils endurent, voire pires pour les hommes qui n'auront pas rejoint le camp des élus. Cependant, à la différence de la situation actuelle, le sens en sera alors intelligible à tous : il s'agira de l'exercice de la justice divine.

«Ici on souffre sans savoir pourquoi. Après on sait qu'il y aura la parousie. Il y aura le désespoir de ceux qui restent, qui verront que c'était vrai. Ils vont vouloir mourir, mais la mort sera prisonnière dans l'abîme. Jésus vient éliminer l'antéchrist, il vient implanter le royaume millénaire. Les élus vont travailler dans l'administration du Christ. Le Christ sera le président mondial. Après la mort va être libérée. Ceux qui n'ont pas entendu la parole seront jugés à leurs œuvres. Ceux qui naîtront pendant le millénium vont être poursuivis parce qu'ils n'ont pas encore souffert. Et après il y aura le Jugement selon les œuvres de chacun.»

On pourrait souligner l'illusion d'une telle construction de la religion et dénoncer l'aliénation à laquelle elle conduit si, dans les faits, le groupe en venait à se refermer sur lui-même en évitant les contacts avec l'extérieur. Or

c'est loin d'être le cas. De l'avis même des évangéliques, la certitude d'avoir des relations sociales apaisées entre croyants a ses limites. L'existence possible, parmi les membres de la congrégation, du personnage mentionné plus haut, le «croyant d'apparence» qui se cache parmi les hommes pieux, introduit de la suspicion et dissuade de s'en remettre entièrement aux autres. L'image d'Epinal de l'honnêteté des croyants est troublée par celle du fidèle faussement converti, ce qui pointe toute l'ambivalence du discours évangélique. Au bout du compte, chacun ne peut être sûr que de son propre salut.

J'ai avancé au début du chapitre qu'au clivage religieux entre catholiques et pentecôtistes ne semblent pas correspondre des participations très différentes au syndicat. Il est vrai que certains éléments, comme Tenório, sont source de tensions. Selon des évangéliques de longue date, des nouveaux convertis trop exaltés – «de ceux qui ne vont pas au fond de la Bible» – l'ont écouté quand il a comparé le syndicat à la Bête de l'Apocalypse et s'en sont éloignés. Depuis, ajoutent-ils, tout est rentré dans l'ordre : les enflammés sont revenus à une position plus raisonnable et Tenório a vu ses ardeurs prosélytes réfrénées par le dirigeant de la congrégation.

Hormis ces rares cas extrêmes, la grande majorité des croyants fait comme n'importe quel petit propriétaire en cas de conflit : ils font appel au syndicat. Deux évangéliques du Santo Antonio l'ont ainsi sollicité pour arbitrer un différent portant sur les limites entre leurs lots, le premier s'appuyant sur la présence de bornes, l'autre sur les documents de l'INCRA. Jusqu'à l'arrivée de la présidente et du délégué syndical, l'affrontement se faisait à coup de citations ou d'allusions au contenu de la Bible. À la revendication d'autonomie de l'un («la Bible dit qu'on ne doit rien devoir à personne ; sinon je suis ton captif»), l'autre répondait par une affirmation d'indépendance («quand le pasteur se trompe, on ne doit pas le suivre. On doit suivre Jésus et non le pasteur»). Leur croyance commune leur a fourni de la matière pour discuter, mais aucun des arguments qu'ils en tiraient ne pouvait être efficace pour résoudre leur désaccord. Il a fallu la présence de la présidente du syndicat et un changement du registre du discours pour qu'enfin ils commencent à négocier avec quelque succès. D'une façon générale, les différences religieuses ne semblent donc pas renvoyer à des représentations véritablement divergentes du rôle du syndicat.

Il est en revanche intéressant de noter que les deux hommes se sont attirés des reproches tant des délégués syndicaux que du dirigeant évangélique. Francisco, sans que l'on puisse s'en étonner, n'a pas apprécié qu'ils aient porté leur désaccord à la connaissance de tous. Ses critiques sont restées toutefois confidentielles : quand l'occasion s'est présentée, il s'est

gardé de leur en toucher un mot. La précarité de sa situation matérielle (il n'a ni terre, ni travail) et sa dépendance par rapport aux membres les plus aisés de la congrégation étouffent en effet dans l'oeuf ses velléités d'incarner l'autorité morale du groupe. Mauricio, le plus âgé d'entre eux, aurait certainement mal supporté que Francisco lui fasse la leçon et il aurait pu décider de s'éloigner, entraînant avec lui bon nombre des évangéliques du Santo Antônio. Quoi qu'il en soit de la position inconfortable du dirigeant, les préoccupations qu'il exprime à propos de l'image du groupe rejoignent celles des catholiques. Car en déclarant que les désaccords sont «normaux parmi les catholiques mais pas entre les croyants qui disent qu'ils sont sauvés», ils paraissent également accepter les prémisses de l'association entre ordre et évangélique, d'un côté, et désordre et catholique, de l'autre.

En ayant eu recours à un arbitrage extérieur, les deux protagonistes se sont écartés de la réputation d'honnêteté et de détachement des choses de ce monde que les évangéliques revendiqueraient et que les catholiques espèrent prendre en défaut. L'attitude de ces individus singuliers, bien éloignée du comportement attendu de «saints», a été saisie par les catholiques pour étendre le qualificatif de «faux prophètes»<sup>1</sup> à l'ensemble des pentecôtistes.

Les commentaires après l'incident insistaient sur le fait qu'en raison de l'agressivité verbale de l'un des adversaires, leurs relations n'étaient plus aussi chaleureuses qu'auparavant. La cohésion de la congrégation risquait de s'en ressentir profondément et, lors de mon départ, la mère de l'un d'eux ne voulait déjà plus fréquenter la maison de l'autre où sont réalisés les cultes. Ces répercussions d'un aspect de la vie sociale sur un autre montrent que les réseaux de relations formés reposent sur de multiples points d'appuis. L'appartenance religieuse ne constitue donc que l'un des principes organisant les groupes locaux à côté d'autres comme la parenté, le voisinage, la région d'origine, les réseaux de clientèle, etc.

Le mouvement évangélique doit son succès à la possibilité qu'il offre d'élaborer des réseaux concurrents où trouvent à s'intégrer en tant qu'égaux ceux qui sont réellement aux marges. Les réalisations de l'univers religieux sont certes souvent en dessous des attentes et des espoirs qu'il a suscités : les améliorations matérielles sont imperceptibles, les amitiés pas toujours sûres, les abandons nombreux, les détournements à des fins personnelles fréquents. Même ceux qui se professionnalisent dans la carrière religieuse ne s'en sortent pas toujours mieux. Nombreux – et en Amazonie davantage que dans le reste du pays – sont les dirigeants qui, désespérant d'être appelés en

---

1. Les faux prophètes peuvent toutefois prêcher la parole vraie. C'est à partir de ce paradoxe qu'il faut comprendre l'attitude conciliante du délégué syndical quand les filles de Joana rendent visite à sa femme paralytique. Bien qu'affirmant ne guère croire en ces «guérisons au nom de Jésus» et ne pas partager leur conception du salut, il chante avec elles, les remercie chaudement et les invite à revenir.

milieu urbain par l'Eglise mère, tentent de devenir leur propre maître en fondant une nouvelle dénomination, avant de devoir y renoncer faute de public. Il n'en reste pas moins que l'appartenance religieuse peut permettre, en un point quelconque d'une trajectoire de migration, d'activer des liens qui se superposeront à d'autres, augmentant de la sorte les recours.

## BIBLIOGRAPHIE CITÉE DANS L'OUVRAGE

- Abramovay R., 2000, «O capital social dos territórios : repensando o desenvolvimento rural», *Economia Aplicada*, Vol. 4, n° 2, pp. 1-20.
- Abramovay R. et Veiga J.E., 1999, *Novas instituições para o desenvolvimento rural: o caso do Programa Nacional de Fortalecimento da Agricultura Familiar (Pronaf)*. Brasília : IPEA Instituto de Pesquisa Econômica Aplicada.
- Akrich M., 1993, «Les objets techniques et leurs utilisateurs. Les objets dans l'action», *Raisons Pratiques*, n° 4, EHESS, Paris, pp. 35-57.
- Albaladejo C., 1992 a, «Análisis de la sostenibilidad de los sistemas agrícolas con el concepto de equilibración», *Revista Estudios Regionales*, Misiones, Argentina, vol. 3, n° 1, pp. 5-21.
- Albaladejo C., 1992 b, «L'analyse de la durabilité des systèmes agricoles par le concept d'équilibración», Atelier Recherche et développement pour une agriculture durable, 18 et 19 février, GRET, Paris.
- Albaladejo C., 2003, «Changement social et développement rural : la notion de "pacte territorial" à l'épreuve en Amazonie». In J. Picard (Dir.), *Le Brésil de Lula. Les défis d'un socialisme démocratique à la périphérie du capitalisme*. Paris : Karthala, pp. 227-253.
- Albaladejo C., Audiot A. et Sauget N., 1997, «Approches de la conservation et de la gestion d'un bien commun. Trois pratiques de recherche-action». *Études et Recherches sur les Systèmes Agraires et le Développement*, n° 30, INRA, pp. 27-46.
- Albaladejo C. et Casabianca F., 1995, «Une condition préalable à la participation : modifier les représentations des savoirs d'agriculteurs», *Les Cahiers de la Recherche Développement*, n° 41, pp. 44-57.
- Albaladejo C., Duvernoy I., Dominguez C. et Veiga I., 1996, «La construction du territoire sur les fronts pionniers». In C. Albaladejo et J.C. Tulet (Dir.), *Les fronts pionniers de l'Amazonie brésilienne, la formation de nouveaux territoires*. Paris : L'Harmattan, pp. 247-278.
- Albaladejo C. et Tulet J.-C. (Dir.), 1996, *Les fronts pionniers de l'Amazonie brésilienne, la formation de nouveaux territoires*. Paris : L'Harmattan.
- Ammann S.B., 1992. *Ideologia do desenvolvimento de comunidade no Brasil*. São Paulo : Cortez Editora.
- Aragon L.V., 1981, «Despovoamento rural da amazônia brasileira», *Seminário Expansão da Fronteira Agropecuária e Meio Ambiente na América Latina*, Brasília, Anais.
- Aragon L.V., 1989, «Recent urbanization and rural urban migration in the Brazilian Amazon Region», In : M. Skoczek (Dir.), *Materiales del simpósio : realciones campo-ciudad en áreas de colonización agrícola en América Latina*, 46<sup>e</sup> congrès international des américanistes, Varsovie, Faculté de géographie, pp. 13-30.
- Araújo R., 1993, *La cité domestique. Stratégies familiales et imaginaire social sur un front de colonisation en Amazonie brésilienne*. Thèse de Doctorat, Université de Paris X, Nanterre.
- Araújo R. et Schiavoni G., 2002, «A ilusão genealógica. Parentesco e localidade na fronteira agrária da Amazonia», *Agricultura Familiar : Pesquisa, Formação e Desenvolvimento*, Vol. 1, n° 3, Belém, pp. 15-40.
- Arnould de Sartre X., 2003, *Territorialités contradictoires des jeunes ruraux amazoniens : mobilités paysannes ou sédentarités professionnelles*. Thèse de doctorat, Université de Toulouse le Mirail.

- Arnauld de Sartre X., 2004, «La colonisation de l'Amazonie face au développement durable : L'exemple du barrage de Belo Monte». *Cahiers des Amériques Latines*, n° 44 (sous presse).
- Aubertin C. et Léna P. (Dir.), 1986, *Frontières, mythes et pratiques. Cahiers des Sciences Humaines*, Vol. 22, n° 3-4.
- Aubertin C. et Pinton F., 1996, «De la réforme agraire aux unités de conservation. Histoire des réserves extractivistes de l'Amazonie brésilienne». In C. Albaladejo et J.C. Tulet (Dir.), *Les fronts pionniers de l'Amazonie brésilienne, la formation de nouveaux territoires*. Paris : L'Harmattan, pp. 207-233.
- Becker B., 1995, «Undoing Myths : the Amazon, an urbanized forest». In : I. Sachs et M. Clusener-Godt (Dir.), *Brazilian Perspectives on Sustainable development of the Amazon Region*. Paris : Unesco/Parthenon, pp. 53-89.
- Berdoulay V. et Soubeyran O. (Dir.), 2000, *Milieu, Colonisation et développement durable. Perspectives géographiques sur l'aménagement*. Paris : l'Harmattan.
- Berger P. et Luckmann T., 1989, *La construction sociale de la réalité*. Paris : Méridiens Klincksieck.
- Béringuier Ph., Dérioz P. et Laques A.E., 1999, *Les paysages français*. Paris : A. Colin.
- Bertrand C et G., 2002, *Une géographie traversière. L'environnement à travers territoires et temporalités*. Paris : Arguments.
- Boltanski L. et Thévenot L., 1991, *De la justification. Les économies de la grandeur*. Paris : Gallimard.
- Bourdieu P., 1980, *Le sens pratique*. Paris : Éditions de Minuit.
- Bourdieu P., 1986, «L'illusion biographique», *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 62-63, pp. 69-72.
- Bourdieu P., 1989, *O poder simbólico*. Rio de Janeiro : Lisboa, Bertrand Brasil.
- Bourdieu P., 1994, *Raisons pratiques. Sur la théorie de l'action*. Paris : Seuil.
- Boyer V., 1997, «Les approches sociologiques et anthropologiques du pentecôtisme : le cas brésilien», *Problèmes d'Amérique latine*, Documentation Française, n° 24, pp. 33-47.
- Boyer V., 2001, «Le mouvement évangélique au Nord du Brésil : Terres de mission et front religieux». In A. Corten et A. Mary (Dir.), *Imaginaires politiques et pentecôtisme: Afrique / Amérique latine*. Paris : Karthala, pp. 267-286.
- Brumer A., Dugue G., Lourenço F.A., et Wanderley M.N.B., 1991, «L'agriculture familiale au Brésil». In H. Lamarche (Dir.), *L'agriculture familiale : une réalité polymorphe*. Paris : L'Harmattan, pp. 159-210.
- Callon M. (Dir.), 1989, *La science et ses réseaux. Genèse et circulation des faits scientifiques*. Paris : La Découverte, Textes à l'appui.
- Callon M., Lascoumes P. et Barthe Y., 2001, *Agir dans un monde incertain : essai sur la démocratie technique*. Paris : Édition du Seuil.
- Capobianco J.-P. (Dir.), 2001, *Biodiversidade da Amazônia*. São Paulo : Estação Liberdade / ISA.
- Cardoso A. et Ferreira, S.F.M., 2001, «Uma nova experiência de assistência técnica nos assentamentos da Reforma Agrária no Nordeste Paraense, através do projeto LUMIAR». In A. Simões et al. (Dir.), *Agricultura Familiar : métodos e experiências de pesquisa - desenvolvimento*. Belém : NEAF/CAP/UFPA & GRET, pp. 320-356.
- Casarotto N.F. et Pires L.H., 1998, *Rede de pequenas e médias empresas e desenvolvimento local. Estratégias para a conquista da competitividade global com base na experiência italiana*. São Paulo : Altas Editora.

- Castellonet C., Alves J. et David, B., 1996, «A parceria entre organizações de produtores e equipe de pesquisadores: a pesquisa participativa como ferramenta de um projeto de desenvolvimento sustentável», *Agricultura Familiar*, Vol. 1, n°1. Belém, NEAF/CAP/UFPA, pp. 139-161.
- Cetrulo Neto F., 1995, *Os que semeiam chorando ceifarão com júbilo : a origem da Igreja Assembléia de Deus em Belém*, Tese de mestrado em planejamento do desenvolvimento, Universidade Federal do Pará, Belém.
- Checkland P. et Scholes J., 1990, *Soft systems methodology in action*. Chichester, U.K. : John Wiley & Sons.
- Coy M., 1996, «Différenciation et transformation de l'espace au Nord du Mato-Grosso (Brésil). Contribution à un modèle dynamique des fronts pionniers en Amazonie brésilienne». In C. Albaladejo et J.C. Tulet (Dir.), *Les fronts pionniers de l'Amazonie brésilienne, la formation de nouveaux territoires*. Paris : L'Harmattan, pp. 103-127.
- Crozier M. et Friedberg E., 1982, *L'acteur et le système. Les contraintes de l'action collective*. Paris : Seuil.
- D'Incão M.C. et Roy G., 1995, *Nós, cidadãos: aprendendo e ensinando a democracia*. Rio de Janeiro : Paz e Terra.
- Darré J.P., 1993, «Construction des choses et sens des actes. Buts et moyens de l'analyse du dialogue entre J.Lasseur et Aimé A.», *Études Rurales*, n° 131-132, pp. 123-152.
- De Montgolfier J. et Natali J.M., 1987, «Le patrimoine du futur. Approches pour une gestion patrimoniale des ressources naturelles». Paris : Économica.
- De Reynal V., Muchagata M., Topall O. et Hébette J., 1997, «Des paysans en amazonie. Agriculture familiale et développement sur le front pionnier amazonien». In : H. Théry (Dir.), *Environnement et développement en Amazonie brésilienne*. Paris : Belin, pp. 76-123.
- De Sainte Marie C. et Casabianca F., 1995, «Innover dans les productions patrimoniales. Génération d'objets techniques et émergence de règles dans les processus d'organisation», *Cahiers d'Économie et de Sociologie Rurales*, n° 37, pp. 149-175.
- Deffontaines J.P., 1998, «Les sentiers d'un géoagronome». Paris : Arguments.
- Demazière D. et Dubar C., 1997, *Analyser les entretiens biographiques*. Paris : Nathan.
- Descolonges M., 1996, *Qu'est-ce qu'un métier ?* Paris : Presses Universitaires de France.
- Desjardins T., Lavelle P., Barros E., et al., 2000, «Dégradation des pâturages amazoniens. Description d'un syndrome et de ses déterminants», *Étude et gestion des sols*, Vol. 7, pp. 353-378.
- Diniz-Guerra G.A., 1999, *Chercheurs et syndicalistes pour un autre développement rural. L'expérience d'une recherche-action dans l'État du Pará, Brésil*. Thèse de doctorat, École des Hautes Études en Sciences Sociales, Paris.
- Droulers M., 1995, *L'Amazonie*. Paris : Nathan.
- Droulers M., 2001, *Brésil: une géohistoire*. Paris : Presses Universitaires de France.
- Droulers M., 2004, *L'Amazonie. Vers un développement durable*. Paris : Armand Colin.
- Dubar C., 2001, *La crise des identités. L'interprétation d'une mutation*. Paris : Presses Universitaires de France.
- Dubar C. et Tripiet P., 1998, *Sociologie des professions*. Paris : Armand Colin.
- Dubet F., 1994, *Sociologie de l'expérience*. Paris : Seuil.
- Dubost J., 1987, *L'intervention psychosociologique*. Paris : Presses Universitaires de France.
- Duroussat E., 2001, *À qui profitent les actions de développement ? La parole confisquée des petits paysans (Nordeste, Brésil)*. Paris : L'Harmattan.
- Echeverri Perico R. et Rivero M.P., 2001, *La Nueva Ruralidad en América Latina y el Caribe*. Panamá : IICA CIDER.

- Farrington J. et Martin A., 1988, *Farmer participation in agricultural research: a review of concepts and practices*. London : Overseas Development Institute, Agricultural Administration Unit Occasional Paper, n° 9.
- Faure A., Pollet G. et Warin P., 1995, *La construction du sens dans les politiques publiques. Débats autour de la notion de référentiel*. Paris : L'Harmattan.
- Fearnside P., 2001, «Land-Tenure Issues as Factors in Environmental Destruction in Brazilian Amazonia: The Case of Southern Pará», *World Development*, Vol. 29, pp. 1361-1372.
- Ferreira L., 2001, *Le rôle de l'élevage bovin dans la viabilité agro-écologique et socio-économique des systèmes de production agricole familiaux en Amazonie brésilienne*. Thèse de doctorat, Institut National d'Agronomie de Paris Grignon.
- Freire Vieira P., Weber J. (Dir.), 1997, *Gestão de recursos naturais e desenvolvimento. Novos desafios para a pesquisa ambiental*. São Paulo : Cortez Editora.
- Freire P., 1987, *Pedagogia do oprimido*. Rio de Janeiro : Paz e Terra.
- Funtowicz S.O. et Ravetz J.R., 1990, *Global environmental issues and the emergence of second order science*. Brussels : Commission of the European Communities.
- Gama Torres (da) H., 1992, «Migração e o migrante de origem urbana na Amazônia». In : P. Léna et A. Engrácia de Oliveira (Dir.), *Amazônia : a fronteira agrícola 20 anos depois*. CEJUP – Museu Paraense Emílio Goeldi, Belém, pp. 291-304.
- Geffray C., 1995, *Chroniques de la servitude en Amazonie brésilienne*. Paris : Karthala.
- Ghai D. et Vivian J.M. (Eds.), 1992, *Grassroots environmental action. People's participation in sustainable development*. London & New York : Routledge.
- Goyet G., 1992, «Recherche-action et conduite de projets territoriaux», *Revue Internationale de Systémique*, Vol. 6, n° 4, pp. 379-402.
- Granchamp Florentino L., 2001, *Urbanisation, stratégies familiales et multipolarité rural-urbaine : la Transamazonienne à l'Ouest d'Altamira (Pará, Brésil)*. Thèse de doctorat, École des Hautes Études en Sciences Sociales, Paris.
- Grenand P., 2004, *De la nature complexe des savoirs oraux*, Contribution au programme Merge, IRD, Orléans.
- Habermas J., 1973, *La technique et la science comme «idéologie»*. Paris : Gallimard.
- Habermas J., 1987, *Pour une critique de la raison fonctionnaliste. Théorie de l'agir communicationnel*. Paris : Fayard.
- Hamelin P., 1992, «Mutation au Brésil. Vue d'Amazonie», *Cahiers des Sciences Humaines*, Vol. 28, n° 4, pp. 727-748.
- Harvey, David. 1999, *The limits to capital*. Oxford: Basil Blackwell, 465 p.
- Hatchuel A. et Moïsson J.C., 1995, «Modèles et apprentissage organisationnel», *Cahiers d'Économie et de Sociologie Rurales* Vol. 28, pp. 17-32.
- Hébert J. (Dir.), 1991, *O cerco está-se fechando*. Belém : VOZES, NAEA e FASE.
- Hébert J. et Da Silva Navegantes R. (Dir.), 2000, *CAT - Ano décimo. Etnografia de uma utopia*. Belém : Universidade Federal do Pará.
- Huijsman A., 1995, «Toward the concerted management of agro-ecosystems», *Journal of Farming Systems Research-Extension*, Tucson (Arizona, USA), Vol. 5, n° 1, pp. 79-89.
- Kayser B., Brun A., et Cavailhès J., 1994, *Pour une ruralité choisie*. La Tour-d'Aigues : DATAR - Éditions de l'Aube.
- Kliksberg B. et Tomassini L. (Dir.), 2000, *Capital social y cultura: claves estratégicas para el desarrollo*. Buenos Aires : Fondo de Cultura Económica de Argentina y BID.
- Lachartre B. et Léna P. (Dir.), 2002, *Les ONG en Lusophonie. Lusotopie*. Paris : Karthala.
- Laques A.E., 2003, «Paysages et modèles paysagers : des indicateurs géographiques pour l'analyse des dynamiques spatio-temporelles d'un front pionnier. Le cas de São

- Félix do Xingu», *Acte Avignon*, n° 4 publication mise en ligne sur le site de l'UMR ESPACE : <http://www.geo.univ-avignon.fr>
- Larcena D. et Laques A.E. (Dir.), 2002 *Informations géographiques et télédétection*, compte rendu du programme de recherche Structures et Dynamiques des paysages ruraux comtadins dans l'étude radiative multi-échelles RÉSÉDa, *Actes Avignon*, n° 3, publication mise en ligne sur le site de l'UMR ESPACE : <http://www.geo.univ-avignon.fr>
- Lastres H.M.M., Cassiolato J.M. et Maciel M.L. (Dir), 2003, *Pequenas empresas – cooperação e desenvolvimento local*. Rio de Janeiro : Ed. Relume Dumara.
- Latour B., 1993, *La clef de Berlin*. Paris : La Découverte.
- Le Borgne – David A., 1998, *Le salariat plutôt que la malaria. Les migrations paysannes du Sud Brésil vers l'Amazonie*. Paris : L'Harmattan.
- Le Moigne J.-L., 1990, *La théorie du système général. Théorie de la modélisation*. Paris : Presses Universitaires de France.
- Léna P., 1999, «La forêt amazonienne : un enjeu politique et social contemporain», *Autrepart*, n° 9, pp. 97-120.
- Léna P., Geffray C., et Araújo R. (Dir.), 1996, *L'oppression paternaliste au Brésil. Lusotopie*. Paris : Karthala.
- Léna P. et Maciel da Silveira I., 1993, *Uruará : o futuro das crianças numa área de colonização*. Belém : UNAMAZ - UFPA.
- Lévi-Strauss C., 1962, *La pensée sauvage*. Paris : Plon.
- Lima D.M., 1997, «Equidade, desenvolvimento sustentável e preservação da biodiversidade : algumas questões sobre a parceria ecológica na Amazônia». In E. Castro et F. Pinton (Dir.), *Faces do tropico Umido. Conceitos e questões sobre desenvolvimento e meio ambiente*. Belém : Cejup, UFPA-NAEA, pp. 285-314.
- Linhart R., 1978, *L'établi*. Paris : Éditions de Minuit.
- Livet P. et Thévenot L., 1994. «Les catégories de l'action collective». In : A. Orléan (Dir.), *Analyse économique des conventions*. Paris : PUF.
- Long N., 1989, *Encounters at the interface. A perspective on social discontinuities in rural development*. Wageningen Studies in Sociology, pp. 271-276.
- Martins J.d., 1986, *A reforma agrária e os limites da democracia na Nova República*. São Paulo : Hucitec.
- Martins J.d., 1993, *A chegada do estranho*. São Paulo : Hucitec.
- Martins J.d., 1999, «Reforma agrária, o impossível diálogo sobre a história possível», *Tempo social*, USP, pp. 97-128.
- Masseli M. C., 1998, *Extensão rural entre os sem-terra*. Piracicaba : Editora UNIMEP.
- Mattei L. et Rebeschini P.R., 2000, *Capacitação em gestão social para os conselheiros municipais de desenvolvimento rural. Módulo II: Gestão social e Planejamento*. Brasília, Ministério do Desenvolvimento Agrário, Secretaria da Agricultura Familiar, Pronaf e Projeto PNUD BRA 98/012.
- Mello N.A. et Théry H., 2003, «L'État brésilien et l'environnement en Amazonie : évolutions, contradictions et conflits», *L'espace géographique*, 2003/1, pp. 3-20.
- Mermet L., 1992, *Stratégies pour la gestion de l'environnement. La nature comme jeu de société ?* Paris : L'Harmattan.
- Merrill-Sands D. et Collion M.-H. 1993. «Making the farmer's voice count : Issues and opportunities for promoting farmer-responsive research». *Journal of Farming Systems Research-Extension*, Tucson, Arisona, USA, Vol. 4, n° 1, pp. 139-161.
- Mertens B., Pocard-Chapuis R., Piketti M.G., Laques A.E., et Venturieri A., 2002, «Crossing spatial analyses and livestock economics to understand deforestation processes in

- the Brazilian Amazon: the case of São Felix do Xingu in South Pará», *Agricultural Economics*, Vol. 27, pp. 269-294.
- Mills C.W., 1997, *L'imagination sociologique*. Paris : La découverte.
- Monachesi A. et Albaladejo C., 1997, «Gestion concertée de l'eau dans un bassin versant pampéen: la région des "Lagunas Encadenadas" (Argentine)», *Natures Sciences Sociétés*, Vol. 5, n° 3, pp. 24-38.
- Moran E., 1990, *A ecologia humana das populações da Amazônia*. Petrópolis (Brasil) : Vozes.
- Mougeot L.J.A., 1978, «Seletividade e retenção migratória nas cidades pequenas das frentes de expansão amazônica : proposta para um modelo teórico», *Revista de Geografia*, n° 96, Instituto Panamericano de Geografia e História, pp. 107-130.
- Mougeot L.J.A., 1981, «Ascensão sócio-econômica e retenção migratória durante o desenvolvimento da fronteira na região Norte do Brasil», In : *Seminário Expansão da fronteira agrícola e meio ambiente na America Latina*, Brasília, Anais.
- Muchagata M., Ferreira S., De Reynal V. et Barreto S., 1996, «Em busca de alternativas ao uso predatório dos recursos florestais na fronteira amazônica». *Agricultura Familiar : Pesquisa, Formação e Desenvolvimento*, Vol. 1, UFPA, Belém, pp. 21-38.
- Musumeci L., 1988, *O mito da terra liberta*. São Paulo : Vértice.
- Nelson N. et Wright S., 1997, *Power and participatory development : Theory and practice*. London : Intermediate Technology Publications.
- Olivier de Sardan J.P., 1995, *Anthropologie et développement. Essai en socio-anthropologie du changement social*. Marseille et Paris : APAD et Karthala.
- Piaget J., 1975, *L'équilibration des structures cognitives. Problème central du développement*. Paris : Presses Universitaires de France.
- Piaget J., 1992, *Biologie et connaissance. Essai sur les relations entre les régulations organiques et les processus cognitifs*. Lausanne : Delachaux et Niestlé.
- Picard J., 1998, *Amazonie brésilienne : les marchands de rêves. Occupations de terres, rapports sociaux et développement*. Paris, l'Harmattan.
- Pinton F. et Aubertin C., 1997, «O extrativismo entre conservação e desenvolvimento». In E. Castro et F. Pinton (Dir.), *Faces do tropico Umido. Conceitos e questoes sobre Desenvolvimento e meio ambiente*. Belém : Cejup, UFPA-NAEA CEJUP, pp. 263-284.
- Pinton F., 2002, «Manioc et biodiversité : exploration des voies d'un nouveau partenariat», *Natures, Sciences, Sociétés*, Vol. 10, n° 2, pp. 18-30.
- Poccard-Chapuis R., Laques A-E, Boutonnet J., Piketty M-G., Venturieri A., Thales M. et Tourrand J-F, 2001, «Filières bovines et structuration des espaces pionniers en Amazonie orientale brésilienne», *Colloque Un produit, une filière, un territoire*, Université de Toulouse-Le Mirail.
- Reboul C., 1989, *Monsieur le capital et madame la terre. Fertilité agronomique et fertilité économique*. Paris : INRA.
- Rémy J. et Voyé L., 1974, *La ville et l'urbanisation. Modalités d'analyse sociologique*. Paris : J. Duculot.
- Richards P., 1985, *Indigenous agricultural revolution*. Boston : Unwin Hyman.
- Rist G., 1996, *Le développement, histoire d'une croyance occidentale*. Paris : Presses de la fondation des sciences politiques.
- Rogers E.M. et Kincaid D.L., 1981, *Communication networks. Toward a new paradigm for research*. New York : The Free Press.
- Röling N., 1994, «Platforms for decision-making about ecosystems». In : L.O. Fresco, L. Stroosnijder, J. Bouma, H. Van Keulen (Dir.), *The future of the land: Mobilising*

- and integrating knowledge for land use options. London : John Wiley & Sons, pp. 385-93.
- Röling N. et Wagemakers M.A.E. (Dir.), 1998, *Facilitating sustainable agriculture. Participatory learning and adaptive management in times of environmental uncertainty*. Cambridge (UK) : Cambridge University Press.
- Rostow W.W. 1960, *Les étapes de la croissance économique*. Paris : Économica.
- Roy G., 2000, «A experiência do Centro Agro-Ambiental do Tocantins : o diagnóstico agro-sócio-econômico e o desencontro entre sindicalistas e pesquisadores». In : J. Hébert et R. Navegantes (Dir.), *CAT - Ano décimo. Etnografia de uma utopia*. Belém : Editora UFPA, pp. 215-241.
- Ruthenberg H., 1980, *Farming systems in the tropics*. Oxford : Clarendon Press.
- Salmona M., 1983, «Transformations technologiques et vulgarisation scientifique : histoire des apprentissages précoces - imaginaire et activité technique», *Techniques & Culture*, Vol. 1, pp. 71-99.
- Sánchez P.A. et Benites J.R. 1987, «Low-input cropping for acid soils of the humid tropics. A transition technology between shifting and continuous cultivation». In : *Land development and management of acid soils in Africa II*. Lusaka : ISSRAM.
- Santilli J., 2000, *A proteção legal aos conhecimentos tradicionais associados à biodiversidade : o artigo 8(j) da Convenção da Diversidade Biológica e as propostas para sua implementação no Brasil e em outros países*. Doc. de trabalho. ISA - Brasília.
- Sawyer D., 1986, «Urbanização da fronteira agrícola no Brasil». In: L. Lavinias (Dir.), *A urbanização da Fronteira*. Rio de Janeiro : Publipur / UFRJ, pp. 43-57.
- Sebillotte M., 1985, «La jachère. Éléments pour une théorie». In : *A travers champs, agronomes et géographes*. Paris : ORSTOM, pp. 175-229.
- Sebillotte M., 1993, «L'agronome face à la notion de fertilité», *Nature, Sciences, Sociétés*, Vol. 1, n° 2, pp. 128-141.
- Schmitz H., Castellonet C. et Simões A., 1996, «Participação dos agricultores e de suas organizações no processo de desenvolvimento de tecnologias na região da Transamazônica», *Boletim do Museu Paraense Emílio Goeldi, Série Antropologia*, Vol. 12, n° 2, pp. 201-246.
- Schmitz H., Simões A. et Castellonet C. 1997, «Why do farmers experiment with animal traction in Amazonia ?» In : L.V. Veldhuizen et al. (Dir.). *Farmers' Research in Practice. Lessons from the field*. London : Intermediate Technology Publications, pp. 177-197.
- Shorter E., 1977, *Naissance de la famille moderne*. Paris : Le Seuil.
- Simões A., 1996, «A construção da pesquisa-desenvolvimento participativa: reflexões sobre a introdução da mecanização na Transamazônica», *Agricultura Familiar*, Vol. 1, n° 1. Belém, NEAF/CAP/UFPA, pp. 59-79.
- Simões A., 1997, «Transamazônica : evolução, diversidade e possibilidades de desenvolvimento». Simpósio Internacional Amazônia XXI. Agenda e Estratégias de Sustentabilidade. Belém, NAEA/UFPA:UNAMAZ.
- Soares Pinto R., 2003, «Vers des relations renouvelées entre l'État brésilien et les ONG ou un grand malentendu ? Les enjeux des transformations du champ institutionnel de l'assistance technique et du développement rural en Amazonie orientale à la suite des politiques de décentralisation», *Cahiers de Médiations*, n° 1, INRA/SAD Toulouse, pp. 37-50.
- Thévenot L., 1990, «L'action qui convient». In : P. Pharo, L. Quéré (Dir.), *Les formes de l'action. Sémantique et sociologie*. Paris : Éditions de l'EHESS, pp. 39-69.

- Veiga J.E., 2001, *Brasil rural precisa de uma estratégia de desenvolvimento*. Brasília : Ministério do Desenvolvimento Agrário, NEAD.
- Velho O.G., 1972, *Frentes de expansão e estrutura agrária. Estudo do processo de penetração numa área da Transamazonica*. Rio de Janeiro : Zahar editores.
- Velho O.G., 1979, *Capitalismo autoritário e campesinato*. São Paulo: Difel.
- Venturieri A., Laques A.E. et Adelaide M.G., 2003, «Utilização de imagens de satélite na caracterização de tipos paisagísticos na frente pioneira de Uruara, Pará», *XI Simposio Brasileiro de Sensoriamento Remoto*, Belo Horizonte.
- Von Glaserfeld E., 1988, «Introduction à un constructivisme radical». In : P. Watzlawick (Dir.), *L'invention de la réalité*. Paris : Seuil, pp. 19-43.
- Walker R., Moran E. et Anselin L., 2002, «Deforestation and cattle ranching in the Brazilian Amazon: External capital and household processes», *World Development*, Vol. 28, pp. 682-699.
- Walker R.T., Homma A.K.O., Conto A.J., Carvalho R.A., Ferreira C.A.P., Santos A.I.M., Rocha A.C.P.N., Oliveira P.M. et Pedraza C.D.R., 1997, *As contradições do processo de desenvolvimento agrícola na Transamazônica*. Belém, Embrapa Amazônia Oriental.
- Wanderley M.N.B., 1998, «Raízes históricas do campesinato brasileiro». In Tedesco J. C. (Dir.), *Agricultura familiar : realidades e perspectivas*, Rio de Janeiro: ZAHAR Editores, pp. 21-55.
- Weber J. et Bailly D., 1993, «Prévoir, c'est gouverner», *Nature, Sciences, Sociétés*, Vol. 1, pp. 59-64.
- Weber M., 1971, *Économie et société Tome I*. Paris : Plon.
- Woortmann E.F., 1995, *Herdeiros, parentes et compadres. Colonos do Sul e Sitiantes do Nordeste*. São Paulo – Brasília : HUCITEC – Editora Universitária de Brasília.

## SIGLÈS UTILISÉS DANS L'OUVRAGE

- ATER : *Assistência técnica e extensão rural* (Assistance technique et développement rural).
- CEB : Comunidade eclesialística de base, communauté locale religieuse formée par l'église catholique.
- CENTRAL : *Central única das associações de pequenos e médios produtores rurais do município de Marabá* (Centrale unique des associations de petits et moyens producteurs ruraux de la commune de Marabá)
- CEPASP : *Centro de educação, pesquisa e assessoria sindical e popular* (Centre d'éducation, de recherche et d'appui syndical et populaire)
- CMDR : *Conselho municipal de desenvolvimento rural* (Conseil municipal de développement rural)
- CONTAG : *Confederação nacional da agricultura* (Confédération nationale de l'agriculture).
- CPT : *Comissão pastoral da terra* (Commission pastorale de la terre)
- CUT : Central Unica dos Trabalhadores, principale centrale syndicale du Brésil, considérée proche du PT.
- EMATER : *Empresa de assistência técnica e de extensão rural* (Entreprise d'assistance technique et de développement rural)
- EMBRAPA : Empresa Brasileira de Pesquisas Agronômicas (recherche agronomique brésilienne).
- FATA : Fundação Agrária do Tocantins Araguaia (fédération pour le développement rural constituée par 6 syndicats STR de la région de Marabá).
- FAERPA : *Federação dos empresários rurais do Pará e do Amapá* (Fédération des entrepreneurs ruraux du Pará et de l'Amapá)
- FECAP : *Federação das Centrais e Uniões de associações de pequenos e médios produtores rurais do Pará* (Fédération des centrales et unions de petits et moyens producteurs ruraux du Pará)
- FERA : *Foro de entidades para a reforma agrária* (Forum d'organisations pour la réforme agraire)
- FETAGRI : *Federação dos trabalhadores da agricultura* (Fédération des travailleurs de l'agriculture)
- FNO : *Fundo constitucional do Norte* (Fonds constitutionnel du Nord)
- INCRA : *Instituto nacional de colonização e de reforma agrária* (Institut national de colonisation et de réforme agraire)
- LASAT : Laboratório Sócio-Agronômico do Tocantins-Araguaia (Marabá).
- LAET : Laboratório Agro-Ecológico da Transamazônica ( Altamira).

MST : *Movimento dos sem terra* (Mouvement des sans-terre)  
PA : *Projeto de assentamento* (Projet d'installation)  
PDSA : *Plano de desenvolvimento sustentável dos assentamentos* (Plan de développement durable des zones d'installation)  
PROCERA : *Programa de crédito especial para a reforma agrária* (Programme de crédit spécial pour la réforme agraire)  
PRONAF : *Programa de fortalecimento da agricultura familiar* (Programme de renforcement de l'agriculture familiale)  
PT : *Partido dos trabalhadores* (Parti des travailleurs)  
STR : *Sindicato de trabalhadores rurais* (Syndicat de travailleurs ruraux)  
UPRAM : *União das associações de pequenos e médios produtores rurais do município de Marabá e região* (Union des associations de petits et moyens producteurs ruraux de la commune de Marabá et de sa région)

## PRESENTATION DES AUTEURS

**ALBALADEJO Christophe**, géographe, chargé de recherche à l'INRA (Institut National de la Recherche Agronomique), directeur du laboratoire SICOMOR (Sociétés, changements techniques et connaissances dans les mondes ruraux) de l'INRA Toulouse, responsable scientifique de l'équipe MEDIATIONS (Accompagnement de l'Agriculture et Nouvelles Ruralités). Chercheur associé à l'IRD UR 102 (Intervention publique, espaces, sociétés) de Bordeaux et à UMR Dynamiques Rurales de l'UTM-ENSAT-ENFA de Toulouse, [albalade@toulouse.inra.fr](mailto:albalade@toulouse.inra.fr).

**ARNAULD de SARTRE Xavier**, géographe, docteur en Études Rurales de l'Université de Toulouse Le Mirail, chargé de recherche au CNRS (Centre National de la Recherche Scientifique) UMR 5603 CNRS/Université de Pau et des Pays de l'Adour, SET (Société, Environnement, Territoire), [xavier.arnauld@univ-pau.fr](mailto:xavier.arnauld@univ-pau.fr).

**AUBERTIN Catherine**, économiste de l'environnement, directrice de recherche à l'IRD (Institut de Recherche sur le Développement), Centre de Recherche d'Orléans, UR 112 «Entre forêt et agriculture, de la déforestation aux pratiques agroforestières», [Catherine.Aubertin@orleans.ird.fr](mailto:Catherine.Aubertin@orleans.ird.fr).

**BOYER Véronique**, anthropologue, chargée de recherche au CNRS (Centre National de la Recherche Scientifique) UMR 8565 CNRS/EHESS (École des Hautes Études en Sciences Sociales, Paris). En poste au Brésil à l'IRD, UR 078 «Mondialisation et Développement Local en Amazonie» auprès de l'Universidade Federal de Rio de Janeiro, [veronique.boyer@free.fr](mailto:veronique.boyer@free.fr).

**DROULERS Martine**, géographe, directrice de recherche au Centre National de la Recherche Scientifique, animatrice du groupe Brésil au sein du CREDAL (Centre de recherche et de documentation sur l'Amérique latine), UMR 7150 CNRS-Université Paris III, [droulers@univ-paris3.fr](mailto:droulers@univ-paris3.fr)

**GRANCHAMP FLORENTINO Laurence**, sociologue, LADYSS Laboratoire Dynamiques Sociales et Recompositions Territoriales Université Paris X Nanterre, [laurence.florentino@u-paris10.fr](mailto:laurence.florentino@u-paris10.fr).

**LAQUES Anne-Élisabeth**, géographe, maître de conférences, UMR 6012 ESPACE Université d'Avignon et des Pays de Vaucluse, [anne-elisabeth.laques@univ-avignon.fr](mailto:anne-elisabeth.laques@univ-avignon.fr)

**LE TOURNEAU François-Michel**, géographe, chargé de recherche au Centre National de la Recherche Scientifique Centre de recherche et de documentation sur l'Amérique latine, UMR 7150 CNRS-Université Paris III, [Francois.Michel.Le.Tourneau@ens.fr](mailto:Francois.Michel.Le.Tourneau@ens.fr)

**LÉNA Philippe**, géographe, directeur de recherche à l'IRD (Institut de Recherche sur le Développement), directeur l'UR 078 «Mondialisation et Développement Local en Amazonie», en poste à Rio de Janeiro (UFRJ Universidade Federal de Rio de Janeiro), [Philippelena@aol.com](mailto:Philippelena@aol.com).

**PICARD Jacky**, géographe, CEAN Équipe «Politique, société, relations internationales au Sud», UMR 5115 du CNRS/Institut d'Études Politiques de Bordeaux, [jacky.picard4@wanadoo.fr](mailto:jacky.picard4@wanadoo.fr).

**PINTON, Florence**, sociologue, maître de conférence, LADYSS Laboratoire Dynamiques Sociales et Reconfigurations Territoriales Université Paris X Nanterre, [pinton@u-paris10.fr](mailto:pinton@u-paris10.fr)

**SCHMITZ Heribert**, ingénieur en mécanique, docteur en Sciences Agraires de l'Université Humboldt de Berlin, professeur de sociologie à l'Universidade Federal do Sergipe, Brésil, [heri@amazon.com.br](mailto:heri@amazon.com.br).

**SIMÕES Aquiles**, agronome, enseignant chercheur à l'Université Fédérale du Pará, en thèse en Études Rurales sous la direction de Jean-François Baré (IRD UR 102 Bordeaux), [aquiles@ufpa.br](mailto:aquiles@ufpa.br)

**THÉRY Hervé**, géographe, directeur de l'unité mixte de recherche ENS/IRD « Territoire et mondialisation dans les pays du Sud », Chercheur au CREDAL – Centre de recherche et de documentation sur l'Amérique latine, UMR 7150 CNRS-Université Paris III, [herve.thery@ens.fr](mailto:herve.thery@ens.fr).

**VEIGA Iran Veiga**, agronome, docteur en Études Rurales de l'Université de Toulouse Le Mirail, coordinateur du NEAF (Núcleo de Estudos Integrados Sobre a Agricultura Familiar) de la Universidade Federal do Pará, Centro Agropecuário, [iveiga@ufpa.br](mailto:iveiga@ufpa.br).

**VENTURIERI Adriano**, agronome, chercheur à l'EMBRAPA Amazônia Oriental (Empresa Brasileira de Pesquisas Agronômicas), Brésil, [adriano@cpatu.embrapa.br](mailto:adriano@cpatu.embrapa.br)

## BIBLIOGRAPHIE SELECTIVE RECENTE DES AUTEURS

### Ouvrages :

- Albaladejo C. et Tulet J.-C. (Dir.) 1996. *Les fronts pionniers de l'Amazonie brésilienne. La formation de nouveaux territoires*. Paris, L'Harmattan, Coll. Recherches Amériques Latine.
- Aubertin C, Vivien F.-D. 1998, *Les enjeux de la bio-diversité*. Paris, Économica, Coll. Poche Environnement.
- Boyer V. 1993, *Femmes et cultes de possession au Brésil. Les compagnons invisibles*. Paris, L'Harmattan, coll. Connaissance des Hommes.
- Droulers M. 2001, *Brésil, une géohistoire*. Paris, PUF.
- Droulers M. 2004, *L'Amazonie. Vers un développement durable*. Paris, Armand Colin.
- Lachartre B. et Léna P. 2002, *Les ONG en Lusophonie. Terrains et débats. Lusotopie, Enjeux Contemporains dans les Espaces Lusophones*, 9, 2002.
- Picard J. 1998, *Amazonie brésilienne : les marchands de rêves. Occupation de terres, rapports sociaux et développement*. Paris, L'Harmattan.
- Picard J. (Dir.) 2003, *Le Brésil de Lula. Les défis d'un socialisme démocratique à la périphérie du capitalisme*. Paris, Karthala.
- Théry H. (Dir.) 1997, *Environnement et développement en Amazonie brésilienne*. Paris, Belin.
- Théry H. 2000, *Le Brésil*. Paris, Armand Colin.

## TABLE DES CARTES ET FIGURES

Carte 1 :Situation générale de l'Amazonie brésilienne .....	p. 33
Carte 2 :Les fronts pionniers d'Amazonie orientale.....	p. 34
Carte 3 :Population de l'Amazonie et du Brésil en 2000 .....	p. 39
Carte 4 :Flux de commercialisation de bois amazonien.....	p. 40
Carte 5 :Progression du soja 1977-1999 .....	p. 41
Carte 6 :Politique de transports .....	p. 42
Carte 7 :Les programmes amazoniens du <i>Plano Plurianual</i> (2000-2003) .....	p. 43
Carte 8 :Typologie des tendances et probable gravité de conflit .....	p. 44
Carte 9 :Les idées du général Meira Mattos en 1980 et les réalités d'aujourd'hui .....	p. 45
Carte 10 :Itinéraire migratoire de trois agriculteurs .....	p. 248
Graphique 1 : Poids de l'Amazonie au Brésil.....	p. 38
Graphique 2 : Surfaces occupées par les types paysagers entre 1986 et 1999 (période de mise en place du FNO).....	p. 151
Graphique 3 : Répartition des actifs à Altamira.....	p. 222
Figure 1 : Les éléments de base d'une gestion concertée des ressources.....	p. 117
Figure 2 : La configuration initiale du système d'action.....	p. 119
Figure 3 :Les cinq modèles paysagers de l'agriculture familiale à Uruará.....	p. 153
Figure 4 :La distribution des unités paysagères pour le <i>município</i> d'Uruará en 1986, 1991 et 1999 .....	p. 154
Figure 5 :Les trajectoires paysagères de l'agriculture familiale.....	p. 155
Figure 6 :Évolution de la déforestation dans la région Barreira Branca entre 1985 et 1999 .....	p. 191
Figure 7 :La chaîne foncière de la région Barreira Branca .....	p. 192
Figure 8 :Un pied en ville, un pied à la campagne .....	p. 228
Tableau 1 : Un exemple de mise en correspondance forme/sens.....	p. 147
Tableau 2 : Les unités de conservation en Amazonie légale selon l'Instrument légal de création (ILC) .....	p. 178
Tableau 3 : La réforme agraire dans la région d'Araguaína.....	p. 187
Tableau 4 : Lotissements de réforme agraire dans la commune d'Aragominas .....	p. 188
Tableau 5 : Le temps de travail des principales opérations culturales .....	p. 200
Tableau 6 :Les grandes catégories de végétation à Vila Ipiranga.....	p. 203
Tableau 7 :Les occupations des lots de VB et VP .....	p. 209
Tableau 8 : Situation des enfants de colons en fonction de leur sexe .....	p. 235
Tableau 9 :Exode rural et type de famille.....	p. 239
Tableau 10 :Formation de la congrégation du Santo Antonio .....	p. 259

## TABLE DES MATIÈRES

Sommaire	.....	p. 5
Préface	.....	p. 7
	<i>Philippe LENA</i>	
<b>Introduction :</b>	<b>L'Amazonie, un terrain d'expérimentation du développement durable</b> .....	p. 17
	<i>Christophe ALBALADEJO et Xavier ARNAULD DE SARTRE</i>	
Chapitre 1 :	Situations de l'Amazonie.....	p. 35
	<i>Hervé THERY</i>	
<b>Première partie :</b>	<b>Le développement durable à l'épreuve de sa mise en pratique, de la notion à l'apprentissage sur le terrain</b> .....	p. 47
Chapitre 2 :	Les nouvelles politiques publiques de développement rural en Amazonie : quels apprentissages territoriaux ?...p.	49
	<i>Christophe ALBALADEJO</i>	
Chapitre 3 :	Construction du territoire, développement durable et démocratie sur les fronts pionniers amazonien.....	p. 69
	<i>Jacky PICARD</i>	
Chapitre 4 :	Ethnographie d'un projet de développement. Les frontières entre chercheurs et agriculteurs : l'échec d'une expérience d'introduction de la traction animale en tant que processus d'apprentissage social .....	p. 93
	<i>Aquiles SIMÕES et Heribert SCHMITZ</i>	
Chapitre 5 :	Ethnographie d'un projet de développement. La gestion concertée des ressources au niveau local en Amazonie orientale : une utopie nécessaire ? .....	p. 111
	<i>Christophe ALBALADEJO et Iran VEIGA</i>	
Chapitre 6 :	Le paysage, un outil d'analyse des dynamiques spatiales .....	p. 141
	<i>Anne-Élisabeth LAQUES et Adriano VENTURIERI</i>	
<b>Deuxième Partie :</b>	<b>Représentations et pratiques de l'espace par les paysanneries amazoniennes</b> .....	p. 157
Chapitre 7 :	Populations traditionnelles : enquête de frontière.....	p. 159
	<i>Florence PINTON et Catherine AUBERTIN</i>	
Chapitre 8 :	Approche cartographique de l'intégration d'un territoire amazonien : la région Barreira Branca (Tocantins).....	p. 179
	<i>Martine DROULERS et François-Michel LE TOURNEAU</i>	

Chapitre 9 : Gestion de la fertilité des sols d'une localité en Amazonie. Les points de vue des paysans et des experts peuvent-ils se répondre ? .....	p. 193
<i>Iran VEIGA et Christophe ALBALADEJO</i>	
Chapitre 10 : Multipolarité des espaces de vie sur la frontière et cons- truction sociale du territoire.....	p. 215
<i>Laurence GRANCHAMP-FLORENTINO</i>	
Chapitre 11 : Diversité de l'agriculture familiale et évolution des fronts pionniers : la place des jeunes agriculteurs en question .....	p. 229
<i>Xavier ARNAULD DE SARTRE</i>	
Chapitre 12 : Ethnographie d'une communauté rurale. Réseaux religieux, liens de voisinage et participation syndicale : la formation d'une congrégation évangélique dans le sud du Pará.....	p. 249
<i>Véronique BOYER</i>	
Bibliographie citée dans l'ouvrage.....	p. 271
Liste des sigles .....	p. 279
Les auteurs et leur bibliographie .....	p. 281
Table des tableaux et figures .....	p. 284



# L'AMAZONIE BRÉSILIENNE ET LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

## *Expériences et enjeux en milieu rural*

Plus de dix ans après le Sommet de la Terre à Rio de Janeiro en juin 1992 qu'en est-il de l'application des résolutions prises alors dans l'une des régions de la planète aux plus forts enjeux environnementaux : l'Amazonie ?

« Développement participatif », « gestion concertée des ressources », « décentralisation », etc. sont-ils seulement des mots-d'ordre ou de nouvelles pratiques du développement ? « Démocratisation », « égalité et justice », « sédentarisation », « respect de l'environnement » sont-ils des processus en cours ou des idéaux illusoire dans ces sociétés violentes et déprédatrices des fronts pionniers ?

Cet ouvrage contribue à une réflexion nuancée et instruite dans une région qui a été un terrain d'essai par excellence des nouvelles méthodes d'action et constitue aujourd'hui un véritable laboratoire du développement durable.

Les regards de seize spécialistes français et brésiliens contribuent à une analyse en profondeur de la réalité du « développement durable » sur le terrain, tant du point de vue des actions des pouvoirs publics et agences de développement que des nouvelles relations au territoire des populations amazoniennes.

*Christophe ALBALADEJO est chargé de recherches à l'INRA Toulouse, Département Sciences pour l'Action et le Développement, chercheur associé à l'IRD UR102 et à l'UMR Dynamiques Rurales.*

*Xavier ARNAULD de SARTRE est chargé de recherches au CNRS Pau, Laboratoire Société, Environnement, Territoire.*

*Tous deux géographes, ils conduisent des recherches avec la Universidade Federal do Pará en Amazonie (Núcleo de Estudos Integrados sobre a Agricultura Familiar) et dans le cadre de la Zone Atelier Amazonie du CNRS.*



9 782747 584937

ISBN : 2-7475-8493-3  
25,50 €